263-21000-511
Samuel Cuir Brun
PN (3009F)

CAMPAGNE DU NORD

EN 1870-1871

DROITS DE REPRODUCTION ET DE TRADUCTION RÉSERVÉS.

PIERRE LEHAUTCOURT

CAMPAGNE DU NORD

EN 1870-1871

HISTOIRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DANS LE NORD DE LA FRANCE

PARIS
11, *Place Saint-Andre-des-Arts.*

LIMOGES
46, *Nouvelle route d'Aixe,* 46.

IMPRIMERIE, LIBRAIRIE ET PAPETERIE
HENRI CHARLES-LAVAUZELLE
Éditeur militaire.

1886

38431L

DC
305.1
.P25
1806

A LA MÉMOIRE

De mon très cher et très vaillant ami,

LE LIEUTENANT PALAT (Marcel Frescaly)

INTRODUCTION

Un jour de malheur nous instruit
plus qu'un siècle de prospérité.

PLUTARQUE.

L'histoire de la seconde partie de la guerre franco-allemande est malaisée à raconter. Autour de Paris investi, les nouvelles armées françaises se forment peu à peu et s'éparpillent sur un immense arc de cercle, entraînant par cela même la répartition des troupes allemandes en plusieurs théâtres d'opérations. De là, un grand nombre de faits, souvent très peu reliés entre eux, au travers desquels il est difficile de trouver une direction d'ensemble.

L'étude de chacune de ces régions et des événements qui s'y sont succédé peut donc fournir matière à des récits séparés. D'ailleurs, les travaux de ce genre, parus depuis quinze ans, ne manquent point ; les Allemands surtout en ont publié de fort nombreux. On peut toutefois affirmer, en thèse générale, que l'histoire de la guerre franco-allemande au point de vue français n'existe pas. Très peu d'écrivains ont fait à cet égard œuvre durable : la plupart des publications qui ont retracé les faits de la dernière guerre sont écrites en vue, soit de rabaisser, soit le plus souvent d'exalter tel ou tel de nos généraux. Beaucoup sont dictées par les préoccupations politiques les plus étroites; d'autres ne sont que des récits, souvent exagérés, des épreuves subies par certaines de nos populations. Très peu, en revanche, ne

contiennent que des faits rigoureusement exacts, logiquement enchaînés, et dont le sens général ne soit pas altéré pour les besoins de la cause. Presque tous ces travaux historiques sont moins des récits que des plaidoyers.

Nos adversaires ont publié, eux aussi, de nombreux travaux sur la guerre de 1870 ; le plus important de tous, celui du grand état-major prussien, est une œuvre immense, dont il serait puéril de chercher à dénier les mérites. Mais on concevra aisément qu'on ne puisse en attendre la vérité historique absolue ; les faits, en ce qui concerne les armées françaises surtout, ne sont pas toujours vus d'un œil impartial. En outre, les écrivains allemands, dans leur désir d'immortaliser les moindres faits d'une guerre dont les résultats les frappent encore d'étonnement, se sont souvent laissés entraîner à des détails qui détournent l'intérêt et semblent oiseux dans le récit d'événements si graves.

Il n'est donc pas inutile de chercher encore une fois les enseignements que nous a légués cette triste guerre de 1870. L'auteur du récit qu'on va lire a tenté de le faire pour ce qui concerne (1) les événement dans le nord de la France. Il a cherché à présenter, non pas seulement un récit des faits militaires tels qu'ils sont survenus, mais une suite de tableaux où la situation morale et matérielle des armées et des populations en présence soit fidèlement représentée. Pour s'aider dans cette tâche, il avait à sa disposition de nombreux documents qu'il a tenté d'éclairer par des recherches entreprises sur place. Il est peu de points cités dans le cours de ce travail qu'il n'ait parcourus, et même parfois étudiés avec le soin qu'ils comportaient. Les champs de bataille, en particulier, ont été l'objet d'un examen attentif.

Le squelette de son récit une fois établi, l'auteur a cherché à raconter fidèlement les faits, en gardant la plus

---

(1) Une partie de cette étude a été publiée déjà dans le *Spectateur militaire* (années 1883-1884-1885-1886).

stricte impartialité vis-à-vis de tous, amis ou ennemis. Cette dernière partie de sa tâche était difficile ; nous sommes encore si près des événements de l'année terrible, qu'on a peine à observer en face d'eux la sérénité de l'impartiale histoire.

Pour faire un récit complet de la campagne de 1870-1871 dans le nord, il a été souvent nécessaire de ne pas taire des faits dont notre orgueil national peut avoir à souffrir. Mais la tactique empruntée à certains volatiles, et qui consiste à détourner la tête pour ne pas voir le danger, n'a jamais été du goût de l'auteur. Il pense qu'il y a plus de grandeur et en même temps de prévoyance à reconnaître ses fautes qu'à les dissimuler. D'ailleurs, l'étranger, qui nous guette, est le premier à les connaître et à s'en faire gloire ; il serait vraiment trop triste que nous soyons encore une fois, comme au début de juillet 1870, les seuls en Europe à ne pas voir nos points faibles.

Q'on ne s'y trompe pas, la pensée qui se dégage, pour nous, du récit qu'on va lire, est une confiance entière dans l'avenir de la France. Ce qui nous a le plus manqué pendant cette fatale guerre, c'est la conscience réfléchie de nos forces et la foi dans le succès final. Après la confiance excessive des premiers jours, la masse de la nation avait passé au découragement le plus complet. Cette défiance de l'avenir, que chacun sentait autour de soi, paralysa les meilleures volontés et prépara nos derniers désastres. Pourtant, si chacun avait fait son devoir, même après Sedan, même après Metz, nous aurions pu assurer l'intégrité du territoire national ; c'est notre conviction profonde. Et tout semblait s'être conjuré contre nous : coupable imprévoyance des uns, fautes politiques et militaires des autres, querelles intérieures, rien ne nous a manqué pour notre ruine. Il nous est donc permis d'espérer de meilleurs jours.

Aujourd'hui, avec l'immensité des ressources en hommes et en matériel que nous donne l'organisation nou-

velle de la France, les chances de la lutte seraient entièrement différentes, dans le cas d'une guerre avec l'ennemi héréditaire. Pourtant, chose singulière et qui prouve la versatilité du caractère national, après avoir péché par trop de foi en nous-mêmes, nous sommes tombés dans l'excès contraire. Cette défiance de nos forces, si elle ne disparaissait promptement, pourrait nous mener à des désastres pires que ceux de 1870. Le dernier mot de cette préface sera donc : *Confiance*.

CAMPAGNE DU NORD

EN 1870-1871

PREMIÈRE PARTIE

LAON-SOISSONS

CHAPITRE Ier

Théâtre général des opérations.

Le pays où se sont passés les événements que nous allons raconter est formé presque exclusivement par les bassins de l'Oise et de la Somme : ces deux rivières et leurs affluents traversent un ensemble de plaines et de collines, où les accidents de terrain, s'ils sont nombreux parfois, n'opposent jamais des difficultés véritables à la marche des armées.

A l'ouest des pentes boisées de l'Argonne, s'étendent les plaines faiblement ondulées qui forment la partie nord-est du département de l'Aisne; elles se relient vers le sud avec celles de la Champagne, dont elles ont déjà le sol crayeux, les villages clairsemés et les petits bois rabougris. Au delà, le terrain se relève brusquement pour former les massifs du Soissonnais et du Laonnais qui dominent comme une falaise les plaines du nord et de l'est.

L'aspect du sol est tout autre : des plateaux de hauteur uniforme découpés en tous sens par de profonds ravins, à pentes boisées d'ordinaire.

Sur les plateaux, des fermes isolées, peu de villages; ils sont

presque tous au fond des ravins, ou dans les grandes vallées qui les unissent.

Par sa configuration, aussi bien que par sa situation entre Paris, les Argonnes et l'Escaut, ce pays semble être appelé à servir de théâtre à de grandes luttes.

En 1814, il vit les derniers efforts des armées impériales contre les envahisseurs étrangers : qui ne sait quels souvenirs évoquent dans l'histoire les noms de Laon et de Craonne?

Les plateaux du Laonnais se prolongent de l'autre côté de l'Oise par un groupe de collines boisées, d'un parcours assez difficile, qui dominent au loin les plaines ondulées de l'île de France et de la Picardie, ainsi que la région unie du Santerre. Le centre de ce massif se trouve à Guiscard, à mi-chemin entre Ham et Noyon.

Les plaines de Picardie, traversées par le fossé profond où coule la Somme, étendent leurs ondulations du littoral de la Manche à la frontière franco-belge, et se relient vers le nord aux collines de l'Artois, d'où sortent les sources de la Scarpe, de l'Authie et de la Canche. A l'est, elles se prolongent en un plateau de moins en moins accidenté à mesure qu'on s'éloigne vers le nord et qui se fond insensiblement dans la région monotone des Flandres.

Vers les sources de l'Escaut et de la Somme, l'aspect du sol change de nouveau; aux plaines nues où rien n'arrête la vue, en dehors des fermes et des villages, succède un pays de pâturages et de bois; de grandes haies entourent les champs, que relient des chemins profondément encaissés. Les mouvements de troupes y seraient difficiles. C'est le pays de la haute vallée de l'Oise, vers Hirson et le Catelet.

Au sud, les plateaux du Soissonnais et les plaines ondulées de la Picardie se relient aux hauteurs tertiaires qui entourent Paris de leur ceinture boisée et qui se prolongent vers l'ouest par les massifs des collines normandes, entre Beauvais et Rouen.

Si les cours d'eau qui traversent la région sont nombreux, peu ont une réelle importance militaire. L'Oise aurait été en 1870, par sa profondeur et la direction générale de son cours, qui va du nord-est au sud-ouest, une bonne ligne de défense pour les armées françaises, si elles n'avaient été réduites au delà de toute mesure par la capitulation de Sedan et l'investissement de l'armée de Metz.

La Somme, dont la direction générale est de l'est à l'ouest, pouvait plus aisément servir de protection aux troupes françaises en formation dans les places du nord. Nous aurons l'occasion de revenir sur l'importance de son rôle, dans la suite de ce récit.

L'ensemble du pays que nous venons de décrire est d'abord facile; la population y compte parmi les plus aisées de la France; les voies de communication y sont nombreuses et en bon état.

Quant aux voies ferrées, le voisinage de Paris et celui de la frontière nord-est leur assuraient une grande importance au moment où commence notre récit. La principale pour les Allemands était celle qui va de Mézières à Reims et Paris par Soissons. Ce devait être une de leurs grandes voies de ravitaillement, dès que les places des Ardennes auraient ouvert leurs portes. D'ailleurs, Reims allait être en communication plus directe avec l'Allemagne, par la grande ligne de Châlons-Nancy (1).

La voie ferrée de Reims à Soissons se relie sous les murs de cette petite place à celle de Paris à Hirson par Laon (2), qui met Paris en communication, d'une part, avec la Belgique, et de l'autre avec les Ardennes par une voie longeant la frontière belge.

Enfin, la ligne de Paris à Erquelines suit la vallée de l'Oise, de Creil à Tergnier, et met en communication la Belgique et Paris; à Creil, elle se relie avec les lignes qui se dirigent sur Beauvais, d'une part, Amiens et les villes du nord, de l'autre.

Dans les intervalles de ces grandes lignes courent des voies transversales, dont quelques-unes allaient acquérir une certaine importance : la ligne de Reims à Rouen par Laon, Tergnier et Amiens; celle de Crépy à Chantilly; toutes deux relient les voies de Paris à Erquelines et à Hirson.

En 1870, quelques places fortes gardaient les vallées principales et les voies ferrées de la région; c'étaient Soissons et Laon, à l'est de l'Oise; Guise et la Fère, qui commandent cette rivière; Ham, Péronne, Amiens et Abbeville, qui sont situées sur la Somme. Plus au nord, s'élevaient un grand nombre de places qui avaient formé, pendant les guerres du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècle, une barrière efficace contre les invasions venant du nord; elles n'avaient plus en 1870 qu'une valeur médiocre. Toutes ces petites forteresses avaient les mêmes défauts : construites pour la défense rapprochée et à l'époque des canons lisses, elles manquaient presque toutes d'abris contre le bombardement; presque partout, elles étaient dominées à faible distance; nulle part, il n'existait autour d'elles de ces ouvrages extérieurs qui permettent seuls de prolonger la défense d'une place. Par leur grand nombre, elles

---

(1) Après la capitulation de Toul, le 26 septembre 1870.

(2) La section de Laon à Hirson fut ouverte à la circulation au commencement de septembre 1870.

étaient plutôt une gêne qu'un appui pour les troupes françaises; elles absorbaient un énorme matériel d'artillerie et nécessitaient un effectif de garnison hors de proportion avec les services qu'elles rendirent : le plus important fut de donner aux jeunes troupes françaises un appui moral; elles se croyaient en sûreté sous leurs canons, et cette circonstance, après leur avoir permis de s'organiser, facilita à diverses reprises leur reconstitution.

CHAPITRE II

Occupation de Laon.

L'armée de Metz était investie par les troupes allemandes; celle de Châlons venait de disparaître dans le plus grand désastre dont fassent mention les annales des guerres; les armées du prince royal de Prusse et du prince royal de Saxe (1) allaient quitter les environs de Sedan pour se porter sous Paris.

A la fin du mois d'août, le corps d'armée du général Vinoy avait été transporté de Paris dans l'Est pour garder les communications de l'armée du maréchal de Mac-Mahon; ses troupes étaient échelonnées de Mézières à Laon, quand survinrent les premières nouvelles du désastre de Sedan; tandis que la division d'Exéa se retirait de Rethel sur Soissons, le général Vinoy cherchait à se porter, avec la division Blanchard, de Mézières sur Rethel; puis, n'y pouvant réussir, sur Laon. Déjà, les Allemands avaient jeté dans la direction de Rethel et de Reims deux divisions de cavalerie et un corps d'armée. Nous n'avons pas à raconter avec quelle sûreté de coup d'œil le général Vinoy sut éviter les colonnes allemandes qui allaient le couper de sa ligne de retraite : ce fut l'une des plus remarquables opérations de la campagne de 1870.

Le 4 septembre, il atteignait Marle, à une étape au nord de Laon, avec la division Blanchard : il y apprenait la révolution survenue à Paris, en même temps qu'il recevait l'ordre d'y ramener toutes ses troupes.

Pendant que le transport de son corps d'armée s'effectuait par les lignes de Tergnier et de Laon à Paris (2), la cavalerie alle-

---

(1) IIe armée (prince royal de Prusse); armée de la Meuse (prince royal de Saxe).

(2) L'artillerie et une partie de la cavalerie du 13e corps rejoignaient Paris, par étapes, en suivant la vallée de l'Oise. Le reste était transporté

mande continuait vers l'ouest et couvrait la marche des deux armées réunies sous Sedan.

La 6e division de cavalerie avait reçu, le 4 septembre, l'ordre d'abandonner la direction de Reims pour se porter vers Laon. Elle se concentrait, dans la soirée, autour de Château-Porcien et, le 5 septembre, pendant que la 5e division et le IVe corps se dirigeaient sur Reims, elle portait vers Laon une partie du 16e hussards. Ce détachement rencontra à Eppes, à quelques kilomètres de la place, de l'infanterie française. Les gens du pays annonçaient en outre que de fortes masses de troupe occupaient les alentours de Laon. Pour obtenir des renseignements plus précis, la 6e division détachait le lendemain une partie du 15e uhlans dans la même direction. Un peloton de ce détachement parvint, sans être inquiété, jusqu'à la place et, profitant de l'effarement universel, pénétra audacieusement dans l'enceinte. Mais, à la vue de ce petit nombre d'hommes, quelques gardes mobiles ouvrirent un feu très vif ; en même temps, des habitants cherchaient à fermer les portes de la ville. Les uhlans parvinrent à se faire jour en laissant quelques cavaliers blessés ou pris. Ils rapportaient, en revanche, des renseignements complets sur la place ; d'après eux, la garnison ne comprenait que des gardes mobiles, sachant à peine tenir un fusil ; la citadelle était armée d'une vingtaine de pièces ; Laon cèderait infailliblement devant quelques obus. Enfin de grands transports de troupe étaient signalés comme ayant eu lieu les jours précédents, sur les voies ferrées qui partent de Laon vers le sud et vers l'ouest (1).

D'après ces renseignements, la 6e division se porta, le 7 septembre, de Château-Porcien sur le village de Saint-Quentin, à 30 kilomètres environ à l'est de Laon ; le duc de Mecklembourg-Schwerin, qui la commandait, envoya le jour même un parlementaire sommer la place de se rendre.

Le général Théremin d'Hame, commandant supérieur de Laon, était placé par les circonstances dans la plus triste situation. Laon était en 1870 dans de très médiocres conditions de défense : la ville est située sur un étroit plateau de forme triangulaire, qui domine d'une centaine de mètres le terrain d'alentour, et qui se trouve complètement isolé des hauteurs voisines ; elles ne s'en rapprochent pas à plus de quatre ou cinq kilomètres au sud et à l'ouest ; les autres directions sont entièrement dominées par la ville.

---

par voies ferrées. La concentration du corps d'armée sous Paris était terminée le 9 septembre.

(1) Relation officielle du grand état-major prussien.

Laon se trouve ainsi jetée en avant des plateaux du Soissonnais, dont elle garde les approches vers le nord-est. Par le massif de la forêt de Saint-Gobain, elle se relie à la Fère ; elle peut, conjointement avec cette dernière place, servir à barrer la vallée de l'Oise, l'un des grands chemins d'invasion d'Allemagne en France. En outre, Laon se trouve sur le passage obligé d'une armée qui se rendrait de la vallée de la Marne dans celles de la Somme ou de l'Escaut. C'est enfin un nœud important de voies ferrées. Par sa situation géographique, aussi bien que par sa configuration topographique, Laon constitue donc un point de la première importance (1).

Malheureusement, en 1870, presque rien n'avait été fait pour l'organiser défensivement. L'enceinte de la place était un simple mur assez mal entretenu. Il était nu dans toute sa hauteur et n'était même pas organisé pour le tir du fusil. Au saillant nord-est se trouvait, il est vrai, une citadelle bastionnée susceptible d'une assez bonne défense, grâce surtout à l'étendue de ses vues. Pourtant, en cas d'attaque rapprochée, le voisinage de la ville, à peine séparée par une petite esplanade, aurait été une grande cause de faiblesse pour elle. L'armement de Laon, très insuffisant, consistait en vingt-trois pièces de différents calibres; très peu étaient rayées.

Aucune mesure n'avait été prise en prévision d'un siège. Quelques heures avant l'arrivée des Allemands, on s'aperçut que les étoupilles manquaient complètement. Il fallut en envoyer chercher à La Fère. Ce petit fait, qui en dit plus que bien des pages sur notre désorganisation d'alors, était colporté avec forces commentaires dans la ville et ne concourait pas à rassurer les esprits timorés, en grande majorité déjà.

Quant à la garnison, elle était détestable ; outre une demi-compagnie du 55e de ligne, elle consistait en un bataillon de gardes mobiles originaires de l'arrondissement et une batterie du même département. Les gardes mobiles, vêtus pour tout uniforme d'une blouse à croix rouge et d'un képi, mal équipés, médiocrement armés, étaient bien plus disposés à déserter qu'à se défendre. Il ne se passait pas de nuit qu'il n'en disparût plusieurs. La garde nationale de Laon ne pouvait compter comme appoint sérieux. Les dispositions de la population n'étaient en effet rien moins que belliqueuses; le désastre de Sedan, la retraite du général Vinoy,

(1) La carte des environs de Laon, jointe à ce travail, représente les fortifications de la place dans leur état actuel. En 1870, les deux batteries à l'ouest et au sud n'existaient pas.

Campagne du Nord en 1814 et 15

Henri CHARLES-LAVAUZELLE, Editeur

Environs de la Fère et de Laon.

les tristes scènes qui l'avaient suivie, n'étaient pas faites pour lui donner confiance. Le 6 septembre, elle avait vu la gare pillée par des traînards du 13e corps, auxquels s'étaient joints tous les malfaiteurs du pays. La cave d'un marchand de vin avait été saccagée par la même occasion et l'intervention du maire avait été nécessaire pour sauver des munitions et des fourrages laissés à la gare par le corps Vinoy (1).

Devant un tel désarroi, quand tout s'écroulait autour d'eux, quand les forces régulières semblaient n'apparaître devant les Allemands que pour se retirer aussitôt ou pour courir à des désastres sans nom, les habitants de Laon ne songeaient guère à se sacrifier pour une cause qu'ils croyaient perdue d'avance.

C'est dans de pareilles conditions que le commandant supérieur avait à organiser la défense; aussi, le parlementaire envoyé par le duc de Mecklembourg, au lieu de rapporter un refus énergique, revint avec une réponse dilatoire; le général demandait vingt-quatre heures de réflexion; à peine le parlementaire prussien était-il reparti que des attroupements tumultueux se formaient devant l'hôtel du général Thèremin; on ne parlait de rien moins que de l'arrêter et de le livrer à l'ennemi, s'il persistait à faire son devoir.

Le maire de Laon, M. Vinchon, intervint pour calmer la foule; par une étrange confusion de pouvoirs dans une place en état de siège, il adressa au Ministre de la Guerre un télégramme lui annonçant que Laon était entourée par *l'armée* (2) du duc de Mecklembourg, et qu'elle était menacée du sort de Strasbourg. Le Ministre répondit en laissant le commandant supérieur de Laon libre d'agir selon les circonstances.

Ce dernier n'en demandait pas plus : d'accord avec le préfet, il rédigea aussitôt un projet de capitulation qu'un parlementaire alla porter le lendemain au quartier général de la 6e division. Celle-ci s'était portée en avant sur les entrefaites; l'une de ses brigades était à Athies, à 4 kil. de Laon, avec une batterie à cheval, le reste était à Eppes. La division avait été renforcée d'un bataillon de chasseurs, venu de l'est en voitures de réquisition, et d'une batterie à cheval. Malgré l'arrivée de ces renforts, si la démoralisation de la population et de la garnison n'eût été poussée à l'extrême, le duc de Mecklembourg n'aurait pu songer à s'emparer, avec ses douze pièces de campagne, d'une place

(1) E. Fleury : *Ephémérides de l'Aisne en* 1870-1871.

(2) Textuel : la 6e division comptait deux brigades de cavalerie, c'est-à-dire moins de 2,500 combattants.

aussi naturellement forte que Laon. Tout au plus, aurait-il pu y jeter des obus en nombre très limité, faute de ressources en munitions. Un assaut n'était pas plus praticable, dans l'état de ses forces. Il suffisait que le commandant supérieur tînt un jour ou deux les portes fermées, pour que les Allemands reprissent leur marche sur Paris. Comme la possession de Laon ne leur était pas absolument nécessaire, il pouvait se faire qu'avec un peu d'énergie de la part de tous la place fût conservée quelque temps au pays.

Il n'en devait pas être ainsi; le duc de Mecklembourg imposa au général Théremin les conditions qu'il voulut : les soldats de l'armée active devaient être prisonniers de guerre ; les officiers et les gardes mobiles étaient laissés libres sur parole. Quant au matériel, il serait livré aux Allemands, alors que la plus simple prévoyance, en même temps que l'observation du règlement, eussent commandé de les détruire.

Le 9 septembre, pendant que les 14e et 15e brigades de cavalerie se formaient au pied de la montagne de Laon, le duc de Mecklembourg, suivi par le 4e bataillon de chasseurs, faisait son entrée dans la ville et prenait possession de la citadelle. Au moment où les derniers gardes mobiles en franchissaient la porte, deux explosions formidables retentirent tout à coup : l'une des poudrières venait de sauter; une foule de morts et de mourants jonchaient le sol : la citadelle, le faubourg de Vaux, une partie de la ville étaient en ruines; des débris sanglants avaient été projetés au loin : on en trouvait jusque dans les greniers.

Une scène affreuse suivit; pendant que les survivants s'enfuyaient épouvantés, les Allemands, attirés du reste de la ville par l'explosion, se jetaient à coups de baïonnette ou de crosse de fusil sur les gardes mobiles qui fuyaient sans armes et les massacraient jusque dans les maisons. Le duc de Mecklembourg courait à l'hôtel de ville, où le conseil municipal était réuni. Pendant qu'il menaçait la ville d'une entière destruction, il faisait garder à vue le préfet et le général, quoique ce dernier eût été grièvement blessé (1).

Au bout de quelques instants, l'attitude de la population et de la garnison fit voir aux plus prévenus des Allemands que l'explosion n'était pas le fait d'un complot : un peu de calme revint dans la ville. La catastrophe avait coûté plus cher aux Français qu'aux Allemands : les premiers avaient perdu 19 officiers et

(1) Il succomba très peu de temps après.

Environs de la Fere et de Laon

350 hommes tués ou blessés, les Allemands 15 officiers et 99 hommes.

Un seul homme était l'auteur de cet héroïque acte de folie et en avait été la première victime, c'était le garde d'artillerie Henriot; patriote dévoué, il n'avait pu voir sans larmes de rage la honteuse faiblesse de la garnison et de la ville. Il s'était enseveli sous les ruines de son magasin à poudre.

La mémoire de cet homme, à qui, dans d'autres temps, on eût voué des statues, a été l'objet des attaques les plus violentes de la part des écrivains locaux (1). Et pourtant, l'explosion de la citadelle de Laon annonçait le commencement de la guerre nationale. Derrière l'Empire qui s'effondrait, apparaissait tout à coup, en face des armées allemandes, la grande image de la Patrie française, qui ne voulait pas périr. Au lieu de marcher de victoires en victoires jusqu'au portail de Notre-Dame, comme ils y comptaient après Sedan, les Allemands allaient trouver devant eux tout un peuple en armes; pendant cinq mois, ils devaient se heurter à l'effort le plus gigantesque qui ait jamais été fait pour l'indépendance d'une nation.

CHAPITRE III

Siège de Soissons.

Pendant que le bruit de la catastrophe de Laon faisait le tour des deux pays en guerre et que le gouvernement de la Défense nationale représentait l'acte isolé du garde Henriot comme la protestation suprême d'une garnison qui n'avait pas voulu se rendre, les Allemands continuaient leur marche sur Paris.

D'après les ordres du grand quartier général, l'armée de la Meuse et la 3e armée devaient investir la grande ville; la première se dirigerait sur le front nord du camp retranché, en se tenant constamment au nord de la route qui longe la vallée de la Marne; l'armée du prince royal de Prusse devait, au contraire,

---

(1) Un travail publié jadis dans la *Revue des Deux-Mondes* le nomme un « vieux soldat à qui les malheurs de la Patrie avaient troublé la tête ». Un historien local fort estimé, M. Edouard Fleury, le traite quelque part de « fou et d'assassin ». Ces jugements sévères n'ont pas été ratifiés par tous : une plaque de bronze, placée dans la citadelle de Laon par l'autorité militaire, rappelle le souvenir d'Henriot en ces termes :

A la mémoire de Henriot Dieudonné, garde d'artillerie, qui s'est enseveli sous les ruines du magasin à poudre de Laon en 1870.

marcher sur le front sud en appuyant sa droite à la même route (1).

La marche de l'armée de la Meuse s'accomplit sans le moindre obstacle; partout les populations, accablées par la soudaineté du désastre de Sedan, sans armes pour la plupart, ne firent aucune résistance; dans leurs proclamations, les fonctionnaires essayaient inutilement de secouer la torpeur qui avait envahi l'esprit public; en vain, ils faisaient appel aux souvenirs des guerres de la République, ou même de l'Indépendance espagnole; ni le pays, ni les habitants ne se prêtaient à une guerre de guérillas (2).

Les trois corps de l'armée de la Meuse marchèrent sur un front de 15 à 20 kilomètres; le IV^e^ corps suivit la direction Signy-l'Abbaye, Laon, Villers-Cotterets; la garde royale prussienne passa par Sissonne, Craonne. La Ferté-Milon. Le XII^e^ corps suivit la route de Rethel, Neufchâtel, Fismes, Fère-en-Tardenois. Deux divisions de cavalerie couvraient le mouvement : la 6^e^, par Coucy, Vic-sur-Aisne, Senlis et Beaumont-sur-Oise; la 5^e^, par Reims, Neufchâtel, Villers-Cotterets, Dammartin. La marche, commencée le 5 aux environs de Sedan, conduisit l'armée, le 16, sur une ligne allant de Nanteuil-le-Haudouin à Lizy-sur-Ourcq.

Pendant ce mouvement, la division de cavalerie de la garde avait reconnu La Fère; celle du XII^e^ corps avait fait de même pour Soissons. Les deux places avaient été trouvées occupées par des forces assez nombreuses; toutefois, la situation topographique de Soissons et son importance pour les communications allemandes avaient fait penser qu'un bombardement pourrait être tenté utilement contre elle. Une division du IV^e^ corps jeta donc, le 14, quelques obus dans la place, mais sans aucun résultat. L'investissement de Paris était chose plus urgente, et la tentative du 14 fut provisoirement abandonnée.

La 6^e^ division de cavalerie avait trouvé le même jour Senlis occupée par des francs-tireurs venus de Paris; ils ne tardèrent pas à se replier sans combat et, le lendemain, une partie de la division occupait la gare de Creil (3) et y prenait quatre locomotives et

---

(1) Nous n'entrerons pas dans le détail de sa marche, qui eut lieu en dehors du terrain servant de base à cette étude.

(2) Voir les proclamations adressées au département de l'Aisne par le préfet et le général de Wimpffen.

(3) Les Allemands étaient guidés, en pénétrant dans la gare de Creil, par un ancien employé de la Compagnie du Nord, nommé Glaser, qui avait passé plusieurs années à recueillir sur la marche des services de la Compagnie tous les renseignements pouvant être utiles à ses compatriotes. Il

cent cinquante wagons. Creil est un point de la plus haute importance; plusieurs lignes ferrées s'y embranchent sur la grande voie d'Erquelines à Paris, et en font la clé de tout le réseau ferré du nord de la France. A ce point de vue, sa possession avait pour les Allemands un intérêt exceptionnel.

Pendant que l'investissement de Paris s'opérait et que la résistance de la capitale s'annonçait chaque jour devoir être plus longue, l'établissement des lignes d'étapes allemandes devenait l'une des préoccupations principales du grand état-major de l'armée d'invasion. Les voies ferrées pouvant conduire d'Allemagne sous les forts de Paris étaient très peu nombreuses. En dehors de la voie de Nancy à Chelles, que la destruction du tunnel de Nanteuil rendait provisoirement inutile au delà de ce point, il n'existait que le chemin de fer d'Epernay à Paris, par Reims et Soissons, et le libre usage de cette voie était interdit tant que cette dernière place serait aux Français; la ligne de Crépy à Chantilly n'avait subi que des dégradations sans importance et pouvait aisément être mise à même de concourir au ravitaillement de l'armée de la Meuse, par Gonesse; mais, sans la place de Soissons, elle ne pouvait être reliée au réseau allemand.

Enfin, la ligne de Paris à Creil, qui aurait pu être utilisée dans le même but, était interrompue par la destruction complète du viaduc de la Versine (1); de longtemps, il serait impossible de rétablir les communications dans cette direction.

La possession de Soissons était donc indispensable aux Allemands; d'ailleurs, d'autres raisons militaient pour la prompte conquête de cette place; elle était sur les derrières des troupes d'investissement, et la situation d'une garnison française si près de Paris, dans un pays couvert de forêts, où les coups de main étaient faciles, aurait pu être l'origine de grands embarras pour les Allemands. Aussi, dès le milieu de septembre, des ordres étaient-ils donnés pour que Soissons fût observé, en attendant qu'on eût réuni des moyens d'attaque suffisants.

Malheureusement, pas plus que la plupart de nos places fortes, Soissons n'était à même d'opposer une résistance de longue durée (2). C'est pourtant une ville dont le rôle historique a tou-

---

revint en France pour être attaché à la direction allemande des chemins de fer de Reims. Voir Lemas, *l'Invasion dans l'Oise*, et Ernouf, *Histoire des chemins de fer français pendant la guerre franco-allemande*.

(1) Au sud de Creil, sur l'Oise.

(2) Les fortifications de Soissons avaient été très peu modifiées depuis la guerre; son déclassement vient d'être voté.

La population était de 11,089 habitants en 1876.

jours été considérable : pendant la conquête romaine, comme durant les guerres du moyen âge, elle servit plusieurs fois d'enjeu dans les luttes qui ensanglantèrent l'ancienne Gaule Belgique. Son importance ne diminua guère pendant les temps modernes; on sait quel fut son rôle en 1814 : elle fut prise et reprise plusieurs fois dans cette courte campagne.

Soissons est une petite place de forme rectangulaire, ayant environ 1,200 mètres de longueur, sur 800 de largeur. Elle est située sur la rive sud de l'Aisne, au confluent de la Crise. Son enceinte, qui date de différentes époques, est formée de quatorze bastions irréguliers, appartenant, en général, au premier système de Vauban. L'escarpe des fronts nord, ouest et sud, revêtue sur une hauteur de sept à huit mètres, les met à l'abri de l'escalade; la contrescarpe n'est pas revêtue. Le front est, qui est couvert par l'inondation de l'Aisne, est un simple mur crénelé de cinq ou six mètres de haut et de un mètre d'épaisseur. Les fossés du corps de place, sauf ceux des bastions au sud-ouest de l'enceinte, peuvent être remplis d'eau.

En 1870, cette enceinte, en assez bon état d'entretien, était mal organisée pour la défense. Les abris étaient insuffisants; en outre, la rue de rempart était très étroite, aussi bien que la plupart des rues de la ville; ce qui ne laissait pas d'être un embarras en cas de mouvement de troupes.

Quelques ouvrages défendent les abords immédiats de Soissons. Le bastion sud-ouest est couvert par un ouvrage à cornes pourvu d'escarpes en maçonnerie : il est destiné à protéger la partie de l'enceinte dont les fossés opposent le moindre obstacle à l'assaut. Les fronts de l'ouest et du nord sont flanqués par deux demi-lunes revêtues, qui croisent leurs feux sur le saillant nord-ouest, l'un des points les plus faibles de la place.

En avant de l'enceinte, s'étendent des faubourgs importants : le plus peuplé, celui de Saint-Waast, situé au nord de l'Aisne, est couvert par une tête de pont bastionnée dont les escarpes revêtues n'ont que six mètres de haut; par contre, les fossés peuvent être remplis d'eau comme ceux du corps de place. Les autres faubourgs, ceux de Reims et de Crise au sud, et celui de Saint-Christophe à l'ouest, ne sont protégés par aucun ouvrage et constituent pour la place une cause de grande faiblesse, s'ils ne sont fortement occupés ou complètement rasés. Du reste, la nature des environs de Soissons, couverts de bouquets d'arbres, de fermes, de hameaux, rend les approches faciles; les couverts y sont forts nombreux.

Le voisinage de l'Aisne et de la Crise permet, en revanche,

d'inonder une grande partie des abords de Soissons sur les fronts est et sud ; mais cet avantage est amplement compensé par la proximité des hauteurs qui longent les deux rives de l'Aisne. Elles dominent complètement l'enceinte à 1,500 ou 2,000 mètres, et leur commandement atteint 80 ou 90 mètres pour les parties basses de la ville. Seul de tous les points de Soissons, le sommet de la cathédrale atteint la hauteur des collines environnantes, ce qui en fait un observatoire utile.

En somme, Soissons était, au début de septembre 1870, à l'abri d'une attaque brusquée ; mais, devant un siège régulier, ses moyens de défense étaient presque nuls. Si la garnison se bornait à l'occupation de l'enceinte, elle devait être réduite en quelques jours à une défense *résignée*, que la force d'inertie pouvait seule prolonger. Quant à une défense extérieure, qui eût pu retarder la prise de la ville, elle eût nécessité beaucoup d'énergie de la part du commandant de place.

C'était alors le lieutenant-colonel de Noue, de l'état-major des places. Il exerçait ses fonctions depuis quelque temps, lors de la déclaration de guerre. Pourtant, il semble ne jamais avoir eu la confiance entière des habitants et de la garnison ; à diverses reprises, le conseil municipal fit des démarches pour obtenir son remplacement, ou du moins l'envoi à Soissons d'un officier général en qualité de commandant supérieur.

Les éléments dont disposait la défense étaient loin d'être bons ; l'armée active était représentée à Soissons par les deux compagnies de dépôt du 15e de ligne, dédoublées et organisées en bataillon de marche. Ce bataillon, dont l'effectif atteignait près de 2,000 hommes, était formé d'engagés volontaires, d'anciens soldats rappelés et de quelques échappés de Sedan. Il eût fallu d'excellents cadres pour pouvoir en tirer parti, et ils n'existaient pas.

Une batterie à pied du 8e d'artillerie avait à peu près la même composition. La garde mobile de l'Aisne était représentée par deux de ses bataillons, ceux de Vervins et de Soissons (1), qui comptaient environ douze cents hommes chacun. Pas plus que le bataillon de mobiles de Laon, ils n'étaient en état de combattre.

A côté de ces deux bataillons se trouvaient trois batteries de la garde mobile du Nord, qui rendirent d'excellents services vers la fin du siège. Quelques gendarmes, quelques soldats du génie, quelques cavaliers échappés de Sedan et qu'on remonta avec des

(1) Ils avaient été organisés en régiment de marche.

chevaux pris à l'ennemi, complétaient la garnison à près de 5,000 hommes (1).

Enfin, la garde nationale comptait 900 hommes, répartis en cinq compagnies, dont l'une, d'artilleurs volontaires, rendit d'assez bons services.

L'armement de Soissons était suffisant. Il consistait en 128 pièces, dont 47 rayées; en outre, la ville renfermait 8,000 fusils. Malheureusement, les troupes de la garnison, aussi bien celles de l'armée active que les autres, n'avaient ni instruction, ni discipline. Un conseil de guerre établi au commencement de septembre, montra la plus grande faiblesse; l'autorité du commandant de place n'en fut pas accrue.

D'ailleurs, l'effectif de la garnison, très largement suffisant pour la défense de Soissons et de ses abords immédiats, ne l'était pas pour une défense extérieure active en face de forces respectables : c'eût été pourtant le seul moyen d'en prolonger la durée; mais le commandant de place pensait tout autrement. Dans un ordre du 4 septembre, il recommandait d'éviter de *défendre les alentours à une certaine distance*. Il ne mit que trop ses théories en pratique; les faubourgs furent évacués dès l'apparition des Allemands, et il fallut plusieurs sorties pour leur en reprendre une partie. La défense prenait par avance une attitude passive, qu'elle ne fut plus à même d'abandonner par la suite. Le moral de chacun s'en ressentit. Les souvenirs de 1814 n'étaient d'ailleurs pas faits pour encourager les habitants. Après sa dernière occupation par les alliés, Soissons avait été livrée pendant trois heures au pillage; la population aisée redoutait des éventualités de ce genre et son patriotisme n'allait pas jusqu'à lui en faire envisager la possibilité sans terreur. Le commandant de place ne sut pas lui imposer une confiance, qui lui manquait peut-être; il laissa passer les premiers jours de la défense sans prendre sur l'autorité civile l'ascendant qui lui était indispensable pour remplir sa mission.

L'état de siège avait été signifié à la place de Soissons le

---

(1) Le 11 octobre, les chiffres exacts étaient les suivants :

Dépôt du 15e de ligne	1,851	hommes.
2e bataillon de la garde mobile de l'Aisne	1,182	—
6e bataillon de la garde mobile de l'Aisne	1,295	—
1re batterie *bis* du 8e d'artillerie	240	—
Batteries d'artillerie de la garde mobile du Nord (Lille et Bouchain)	325	—
TOTAL	4,893	hommes.

15 août ; toutefois, les autorités civiles continuèrent à exercer les pouvoirs dont elles étaient investies. La mise en état des fortifications exigeait la destruction des obstacles qui gênaient le tir aux abords de la place ; elle ne fut décidée que le 27 août, moins de quinze jours avant l'arrivée des Allemands.

L'activité de la garnison se concentra d'abord sur l'organisation des remparts ; rien n'était fait pour étendre son champ d'action. La maladresse d'un soldat, qui déchargea son fusil par mégarde, amena, le 3 septembre, une panique peu rassurante pour la solidité de la garnison et qui contribua à raffermir le commandant de place dans ses idées de défense passive. D'ailleurs, les nouvelles de Sedan parvenaient sur les entrefaites et rendaient le péril plus imminent ; le commandant de place se bornait pourtant à demander au maire l'éloignement des repris de justice et des gens dangereux. Rien n'était fait pour débarrasser la place des bouches inutiles.

La destruction des ouvrages d'art situés aux abords de Soissons commençait, le 6 septembre, par celle des ponts du chemin de fer à Villeneuve et à Saint-Médard, tous deux sous le canon de la place. Le tunnel de Vauxaillon, au nord de Soissons, était obstrué sur une grande étendue ; l'entrée de celui de Vierzy, au sud de la ville, était, quelques jours après, rendue impraticable, par un fort éboulement.

Ces sacrifices étaient en partie inutiles et soulevaient aussitôt d'ardentes réclamations ; malgré tout, de nouvelles destructions avaient lieu chaque jour, sans profit pour la défense. La passerelle du Mail et le pont de Pasly étaient détruits, le 9 septembre, à la première apparition de la cavalerie allemande. Tous deux étaient à moins de 1,500 mètres des remparts.

Dès le 10 septembre, une partie de la 5e division de cavalerie vint reconnaître la place et envoya un parlementaire au colonel de Noue ; il répondit en annonçant l'intention de se défendre énergiquement. Quelques jours après eut lieu la tentative de bombardement dont nous avons parlé : le IVe corps continua sa marche après son échec, un escadron demeura à Fismes pour observer la place (14 septembre).

Deux jours après, de petits détachements allemands étaient surpris à Venizel et à Laffaux par des volontaires de la garde nationale ; une quinzaine de prisonniers étaient ramenés dans la ville. Ces coups de main auraient pu devenir gênants à la longue pour les Allemands. D'ailleurs, des entreprises plus importantes étaient tentées les jours suivants sur les communications de l'ennemi : le 18, les ponts de Pommiers, de Fontenoy et de Vic,

sur l'Aisne, étaient détruits par des détachements du 15e de ligne : désormais, aucun pont n'existait plus jusqu'à vingt kilomètres en aval de Soissons.

Les Allemands ne pouvaient laisser la garnison plus longtemps libre de ses mouvements ; la 2e division de landwehr, qui arrivait à Reims, fut désignée pour l'investissement de Soissons. Le 23 septembre, un fort détachement composé de trois bataillons de landwehr, un escadron du 17e dragons, une batterie de réserve et une compagnie de pionniers, était placé sous les ordres du lieutenant-colonel de Stulpnagel et marchait de Reims sur Fismes, où il ralliait l'escadron laissé devant la place. Il se portait ensuite au sud de Soissons et s'établissait entre l'Aisne et la route de Château-Thierry. Les troupes allemandes comptaient environ 4,000 hommes et ne suffisaient pas pour l'investissement projeté ; néanmoins, elles occupèrent à moins de 2 kilomètres de l'enceinte le mamelon Saint-Germain et la voie ferrée au pied de la montagne Sainte-Geneviève. L'artillerie de la place avait ouvert son feu ; quelques projectiles avaient été dirigés sur les avant-gardes allemandes, mais aucune tentative sérieuse de défense n'était faite. Les pionniers allemands se hâtaient d'organiser des abris pour les grand'gardes, des tranchées-abris très développées étaient entreprises et plusieurs fermes mises en état de défense. Un bataillon demeurait à la garde de ces travaux, le reste des troupes était cantonné dans Billy et Venizel.

La garnison ne sortait que le lendemain, 24 septembre, de l'inertie où l'avait laissée l'arrivée subite des Allemands et cherchait à reprendre une partie du terrain perdu la veille.

Quelques centaines d'hommes du 15e de ligne se portaient entre le faubourg de Reims et la voie ferrée et attaquaient la gare ; mais le commandant Denis, qui dirigeait l'opération, était blessé, et la sortie n'aboutissait qu'à la perte d'une vingtaine d hommes.

Dans la nuit du 25, un coup de main, tenté sur Beugneux (1) par une trentaine d'éclaireurs de la garde nationale, donnait des résultats plus heureux : un demi-escadron allemand était surpris dans une ferme ; 13 hommes et 50 chevaux étaient pris, quelques cavaliers étaient tués ou blessés.

Les progrès du corps d'observation n'en continuaient pas moins autour de Soissons : dans la journée du 25, une compagnie avait été dirigée sur Vauxbuin avec quelques dragons ; le lendemain,

(1) Au sud de Soissons. La relation officielle allemande ne fait aucune allusion à cette surprise ; les renseignements français sont pourtant très affirmatifs à cet égard. (Collet, *Siège de Soissons.*)

une seconde compagnie gagnait Mercin pour préparer l'investissement à l'ouest ; en même temps, les pionniers commençaient la reconstruction du pont de Pommiers ; quelques coups de feu furent tirés sur eux par des habitants de Pasly et de Vauxrezis, deux villages voisins ; les Allemands passèrent la rivière dans la nuit, s'emparèrent des instituteurs des deux villages et de cinq habitants et les fusillèrent sans forme de procès.

Cette exécution inique attestait combien l'ennemi jugeait nécessaire de détruire à l'avance toute velléité de défense locale : une attaque de la poste prussienne, qui eut lieu à Fismes, à peu près à la même date, contribuait à lui faire craindre pour la sûreté de ses communications.

Le 26 septembre, la place tentait une nouvelle sortie dans le faubourg de Reims ; 300 hommes du 15e de ligne et du 2e bataillon de l'Aisne étaient engagés ; une partie du faubourg était réoccupée, mais la gare ne pouvait l'être. Les Allemands continuaient à rétablir les communications entre les deux rives dans la prévision de l'investissement futur ; ils commençaient la construction d'un pont de radeaux à Venizel et reconstruisaient le pont de Missy.

Le 27, le colonel de Noue, sur l'avis du conseil de défense, fit brûler une partie des faubourgs de Reims et de Saint-Christophe ; cette opération, qui donna lieu à une escarmouche sur ce dernier point, souleva d'ardentes réclamations de la part des habitants ; dès le lendemain, la commission municipale s'en faisait l'interprète auprès du commandant de place ; un peu plus d'énergie dans la conduite de la défense aurait certainement conduit à occuper les faubourgs avant l'arrivée des Allemands et aurait dispensé la ville de destructions onéreuses, en même temps qu'elle eût prolongé sa résistance.

Le 28, une double sortie avait lieu sur le faubourg de Reims et la gare ; cette nouvelle tentative, entreprise encore une fois avec des forces insuffisantes (250 hommes du 15e ou gardes mobiles), aboutissait à des résultats incomplets ; la gare restait aux Allemands ; en revanche, l'incendie du faubourg de Reims continuait. La garnison avait perdu une douzaine d'hommes.

Le 30, dans la nuit, un détachement de la garnison allait faire sauter pour la deuxième fois le pont de Missy, à dix ou douze kilomètres en amont de Soissons : la destruction du hameau de Saint-Médard commençait le même jour.

Sur ces entrefaites (1er octobre), le général de Selchow vint prendre le commandement des troupes allemandes : des instructions lui avaient été données pour le siège de la ville, et il devait avoir pour cette opération huit bataillons de landwehr, quatre

escadrons de réserve, deux batteries, deux compagnies de pionniers. En outre, quatre compagnies d'artillerie de place devaient servir le parc de siège, que la prise de Toul laissait libre et qui était dirigé sur Soissons; il comptait vingt-six pièces prussiennes de 15 ou de 12 centimètres, ainsi que dix mortiers français de 15, 22 ou 27 centimètres; il était approvisionné à environ 500 coups par pièce et 250 par mortier.

L'ensemble du corps de siège montait à 11,000 hommes (1) environ et suffisait à peine pour la tâche assignée; toutefois, le général de Selchow se mettait en mesure d'investir la ville sans tarder. Le 3 octobre, deux compagnies prussiennes et un escadron passaient sur la rive droite de l'Aisne pour occuper Crouy; à ce moment, six compagnies de mobiles et trois du 15e de ligne se portaient dans la même direction, vers Crouy et Vauxrot, pour protéger l'entrée en ville d'un convoi venant de Chauny : les Allemands étaient rejetés au delà de Crouy et perdaient quelques prisonniers; la garnison n'avait qu'un tué et trois blessés. Toutefois, dès le lendemain, les Allemands reprenaient possession de Crouy et fermaient une issue de la ville.

La garnison ne restait pas inactive : dans la nuit du 4 octobre, un détachement allait incendier le pont de Vailly, à quinze kilomètres en amont.

Le 6 octobre, une petite sortie était de nouveau tentée, cette fois avec plein succès, vers le nord; elle permettait l'entrée dans Soissons d'un troupeau de bœufs venant de Juvigny; un convoi de poudre arrivait le même jour de la Fère. En revanche, dans la soirée, la ville était complètement investie : trois bataillons et un escadron gardaient l'espace compris entre la Crise et l'Aisne, en aval de Soissons; le nord de l'Aisne était observé par un bataillon, un escadron et une section d'artillerie; le reste des troupes conservait ses emplacements au sud-est de la ville.

Le pont de radeaux jeté à Venizel constituait un médiocre moyen de passage; par suite d'un vice de construction, il coula quelques jours après. Les pionniers jetèrent près de Pommiers un pont de bateaux qui fournit, à partir du 10, une communication plus sûre; le bataillon, jeté au nord de l'Aisne, n'en était pas moins fort en l'air; le moindre effort d'une garnison plus entreprenante eût amené sa destruction.

L'investissement de la place avait permis au général de Selchow de la faire reconnaître; il fut décidé qu'une attaque brusquée serait dirigée sur le bastion sud-ouest et sur le bastion voisin à l'est; ce

(1) Les deux escadrons du 17e dragons avaient rallié Laon.

front d'attaque présentait d'assez grands avantages : les fossés de cette partie de l'enceinte étaient secs ; les positions allemandes étaient très dominantes ; enfin, les routes de Château-Thierry et de Reims étaient à proximité et facilitaient l'installation du matériel.

Pendant que les dispositions nécessaires étaient prises pour la construction et l'armement des batteries, le commandant de place continuait à relever le moral de la garnison par de petites opérations.

Le 9 octobre, une tentative était faite pour évacuer sur Chauny les cinquante prisonniers allemands que renfermait la ville. Un détachement du 43e de ligne devait les attendre entre Chauny et Soissons ; mais la sortie ordonnée par le colonel de Noue, pour couvrir cette opération, n'aboutit pas.

Les destructions continuaient autour de la ville ; les importantes usines de Vauxrot étaient brûlées le 10 ; les réclamations de la population s'élevaient toujours plus vives et montraient trop combien elle avait peu de confiance dans le commandant de place.

Elle n'était pas en meilleure intelligence avec la garnison, et se plaignait de son indiscipline ; de leur côté, les troupes, et surtout les gardes mobiles, s'irritaient du peu d'hospitalité dont on usait envers elles ; le 2 octobre, dans une lettre officielle, le commandant de place déclarait qu'il n'avait trouvé qu'*indifférence et mauvais vouloir* quand il avait voulu pourvoir de souliers et de chemises ceux de ses soldats qui en manquaient. La présence de l'ennemi commun aurait dû faire un faisceau de toutes les volontés et le contraire se produisait. Ce défaut d'entente ne pouvait qu'abréger la défense.

D'ailleurs les événements se pressaient ; le 4 octobre, le grand-duc de Mecklembourg (1) était arrivé à Busancy pour prendre le commandement du corps de siège ; quatre compagnies d'artillerie de place le rejoignaient en même temps et la construction des batteries de siège commençait du 11 au 12 ; malgré une nuit très claire, elle se faisait sans éveiller l'attention de la place.

Une batterie de brèche était construite sur le mont Marion, à 1,500 mètres de l'enceinte ; elle dirigeait son tir sur la courtine des deux bastions dont nous avons parlé. Deux batteries placées à droite et à gauche les contre-battaient ; une batterie au nord-ouest de la batterie de brèche battait le front ouest.

Deux batteries placées sur la rive est de la Crise, près de Sainte-

(1) Qui venait d'être nommé gouverneur général de Reims.

Geneviève, flanquaient la droite des attaques; une batterie de mortiers était derrière le remblai de la voie ferrée, au nord de Belleu, à un kilomètre de l'enceinte. Enfin une batterie de pièces de campagne flanquait la gauche des attaques.

Cet ensemble de travaux était complètement terminé dans la nuit du 11 au 12, et le 12 octobre, à 6 heures du matin, le bombardement commençait sans aucun avis préliminaire; la place répondait énergiquement en concentrant son feu sur la batterie de brèche, qui obtenait tout d'abord peu de résultats. Mais le feu de l'attaque prenait bientôt une grande supériorité, due surtout à celle du matériel et des positions occupées; dès le matin, le feu cessait sur le front d'attaque. Après une longue interruption, il ne reprenait sur les fronts latéraux que dans la soirée et pour s'arrêter bientôt. La place avait eu huit tués et un assez grand nombre de blessés. Quelques incendies avaient eu lieu.

Pendant la nuit, le bombardement continua très ralenti, pour reprendre au matin avec la même vivacité. La place avait remplacé plusieurs pièces démontées et en avait mis d'autres en batterie; néanmoins, le feu des Allemands ouvrit dans la matinée une brèche, praticable en apparence, à la courtine des bastions 7 et 8.

Le grand duc s'en autorisa pour faire sommer la place ; le colonel de Noue répondit par un refus formel; il protestait en outre, un peu naïvement, contre les procédés mis en œuvre devant Soissons.

Le début de la campagne aurait pourtant dû lui apprendre que les Allemands n'étaient pas gens à renoncer, par des considérations humanitaires plus spécieuses que fondées (1), aux résultats immédiats que leur promettait le bombardement.

Le feu ne tarda pas à recommencer des deux parts : les dégâts matériels étaient devenus considérables dans la ville ; une ambulance, l'hôpital général, avaient été incendiés, malgré les croix de Genève qui auraient dû les protéger. Le colonel de Noue donnait sous le feu l'exemple du plus éclatant courage ; à côté de lui, beaucoup, citoyens ou soldats, faisaient leur devoir; d'autres montraient la plus insigne faiblesse (2). Les pertes de la place étaient aussi considérables que la veille.

---

(1) La guerre, si elle doit être menée promptement à son but, exige l'emploi des moyens les plus énergiques. Le bombardement est un de ceux-là et une philanthropie mal entendue avait seule pu propager en France, avant 1870, des idées contraires à son emploi.

(2) Le capitaine des sapeurs-pompiers donna sa démission sous prétexte

La nuit qui suivit fut employée par la garnison à renforcer notablement l'armement des fronts sud ; à l'ouverture du feu, le lendemain, le front d'attaque fut promptement réduit au silence, mais il n'en fut pas de même du front sud-est : il tirait avec une précision telle que la situation des deux batteries de Saint-Geneviève devint très critique.

Le bombardement n'en continuait pas moins le jour suivant : la résignation des habitants était à bout. La commission municipale émit un vœu pour la prompte reddition de la place ; mais elle ne put convaincre le colonel de Noue.

Pendant la nuit du 14 au 15, la garnison s'employa avec activité à réparer les dégâts faits au front d'attaque ; la brèche fut rendue impraticable au moyen d'abatis ; on commença un retranchement en arrière. La matinée suivante fut consacrée par les Allemands à la destruction de ces travaux ; vers le milieu de la journée, l'escarpe était presque tout entière écroulée, les abatis avaient disparu. Dans la ville, les incendies devenaient de plus en plus fréquents ; les habitants, affolés par le bombardement, s'étaient refugiés dans les caves ; les blessés et les malades de l'Hôtel-Dieu, chassés des salles par les obus, étaient entassés pêle-mêle dans les sous-sols. Les dégâts matériels étaient grands.

De nouveaux efforts avaient été faits par la commission municipale pour obtenir la capitulation ; dans la journée, les habitants vinrent en foule à l'Hôtel de Ville, pour la réclamer avec plus d'insistance.

L'esprit de la garnison n'était pas tel qu'il eût dû être, pour permettre au colonel de Noue de résister à la pression constante que les habitants exerçaient sur lui. Il avait commis la faute grave d'autoriser la sortie de la ville du lieutenant-colonel du régiment de garde mobile et d'un de ses chefs de bataillon (1) : tous deux étaient membres du conseil de défense, et l'absence de ces officiers supérieurs, dans un moment si critique, avait porté un coup fatal au moral des troupes. Consultés sur la possibilité de défendre Soissons en cas d'assaut, les capitaines de la garnison n'avaient osé répondre de leurs compagnies.

Pourtant, rien n'était moins probable qu'un assaut de la part des Allemands : il aurait fallu pour cela qu'ils se jetassent dans

---

que sa compagnie n'était pas faite pour éteindre les incendies sous les obus. (Claretie, *Histoire de la Révolution de* 1870-1871.)

(1) Le lieutenant-colonel Carpentier avait été réclamer des secours et des fonds à Lille ; le chef de bataillon d'Auvigny était *en permission*. (Collet, *Siège de Soissons.*)

une position très rentrante, entre deux bastions que les Français pouvaient couronner au premier mouvement offensif. En outre, une des embrasures casematées des flancs était encore intacte; l'issue d'une pareille entreprise était donc très incertaine; même en cas de succès, elle eût coûté des sacrifices hors de proportion avec les résultats.

Bien loin de vouloir donner l'assaut, le grand-duc songeait à rapprocher les batteries de l'enceinte (1) et à ouvrir des cheminements vers la brèche. Une parallèle devait être tracée à 500 mètres de la crête des glacis, entre la route de Paris et la Crise. Pour détourner l'attention des assiégés, quelques tranchées-abris avaient été entreprises plus à l'est. Mais l'effectif de l'infanterie disponible était si faible, que la construction des nouveaux travaux devait en être très ralentie. D'ailleurs, la place avait pris une telle supériorité sur les batteries extrêmes, que les Allemands avaient dû les désarmer.

Le grand-duc voulait faire ouvrir la parallèle, avant de sommer la place une dernière fois; mais les dispositions nécessaires ne purent êtres prises pour la nuit du 15 au 16; elles devaient l'être pour la suivante. Sur ces entrefaites, à huit heures du soir, la place suspendait son feu et ouvrait des négociations avec les Allemands.

Le conseil de défense s'était laissé toucher par les souffrances de la population civile; par cinq voix contre deux (2), il s'était rangé à la nécessité d'une capitulation. Les Allemands se montrèrent relativement faciles sur les clauses de la convention qui mettait fin au siège: elle fut signée dans la nuit. La garnison demeurait prisonnière de guerre, à l'exception des gardes nationaux et mobiles, originaires de l'arrondissement. Ils étaient autorisés, ainsi que les officiers de tous les corps, à rentrer dans leurs foyers sous la condition de ne plus porter les armes pendant la durée de la guerre. C'était là une dérogation grave aux prescriptions du règlement qui ordonnent aux officiers de ne jamais séparer leur cause de celle de leur troupe; elle avait été commise une première fois à Sedan et ce triste exemple ne devait être que trop suivi.

En outre, l'important matériel de guerre existant à Soissons n'avait pas été détruit et devait être livré à l'ennemi.

Le lendemain, pendant que le grand-duc de Mecklembourg

---

(1) La construction de deux batteries était même commencée auprès de la Crise.

(2) Celles du commandant du 15e de ligne et du chef du génie.

faisait son entrée dans la ville, 3,000 prisonniers français environ étaient dirigés sur Château-Thierry, sous l'escorte d'un bataillon de landwehr. Les soldats du 15e de ligne étaient en tête. Vers huit heures du soir, en traversant la forêt de Saint-Jean, près d'Hartennes, quelques hommes résolus se jetèrent sur leurs gardiens et tentèrent de les désarmer. Plusieurs y réussirent, d'autres furent tués sur place. Mais le désordre s'était mis dans la longue colonne ; les landwehriens se crurent attaqués par les francs-tireurs et se jetèrent dans les fossés de la route. Plusieurs centaines (1) de prisonniers s'enfuirent dans les bois en laissant derrière eux quelques morts ou blessés. Le reste de la colonne atteignit Château-Thierry sans encombre.

Les Allemands n'avaient perdu devant Soissons, depuis le 24 septembre, que 10 tués et 112 blessés. Les pertes de la garnison étaient beaucoup plus considérables (2). Quant à l'intérieur de la ville, il avait beaucoup souffert ; la plupart des établissements publics étaient en ruines et un grand nombre de maisons avaient été plus ou moins atteintes par les 8,386 projectiles allemands.

La prise de Soissons, qui avait si peu coûté à l'ennemi, lui livrait, en outre d'un important matériel, un bon point d'appui au nord-est de Paris, assurait ses communications et lui permettait l'usage de deux lignes ferrées ; c'étaient là des résultats de la plus haute importance, qui compromettaient singulièrement l'avenir de la défense nationale dans le nord de la France (3).

---

(1) Le grand état-major prussien dit 300 ; des renseignements locaux portent ce nombre à 1,800 ou 2,000.

La relation officielle allemande dit, en outre, que cette évasion fut facilitée par une attaque de francs-tireurs. Des renseignements pris sur place nous permettent d'affirmer le contraire.

(2) Le chiffre des morts s'éleva à 35, dont 10 appartenaient à la population civile : en outre, le nombre des décès fut considérable pendant le mois qui suivit.

(3) Le conseil d'enquête réuni après la guerre fut des plus sévères pour le commandant de place ; son avis, rendu public, le blâme d'avoir laissé la discipline s'affaiblir dans la garnison ; il lui reproche d'avoir rendu la ville, alors que la brèche n'était pas praticable et que la garnison était à peu près intacte. De plus, il lui fait une faute de ne pas avoir fait enclouer ses canons et détruire ses munitions et ses vivres, avant de capituler. Il termine en le déclarant impropre à exercer un commandement. Peut-être la sévérité de cet arrêt est-elle un peu exagérée.

CHAPITRE IV

Septembre et octobre 1870, dans le Nord.

Pendant que les armées allemandes traçaient autour de Paris les lignes d'investissement dont l'établissement avait été tant de fois déclaré impossible, la province était livrée à un désarroi complet ; le changement de tous les fonctionnaires dont les attributions touchaient à la politique, celui de beaucoup de généraux commandant les divisions ou les subdivisions, avaient été, après le 4 septembre, une première cause de désordre ; la brusque rupture des communications avec Paris, survenant dans ces circonstances, sembla devoir suspendre un instant la vie publique. Les fonctionnaire, que notre centralisation excessive empêche de prendre la moindre décision sans les ordres venus de la capitale, étaient effrayés de se trouver livrés à eux-mêmes, quand un fardeau accablant leur incombait, celui d'organiser la défense. Aussi, la fin de septembre et les premiers jours d'octobre furent-ils complètement perdus pour la cause nationale ; les proclamations retentissantes qui avaient signalé l'avènement du nouveau régime n'éveillaient plus aucun écho. En s'enfermant dans une place forte et en y concentrant toutes les forces vives de la France, le gouvernement de la Défense nationale avait commis une grande faute politique et militaire, et cette faute commençait à entraîner ses conséquences.

Le commandant des forces militaires de la région du Nord (1) était, au début de septembre, le général Fririon. Vers la fin du mois, le général Espivent de la Villeboisnet lui succéda ; le nouveau venu, comme son prédécesseur et comme beaucoup d'officiers de l'ancienne armée, avait peu de confiance dans l'efficacité de la résistance ; il croyait tout au plus possible d'organiser des compagnies d'éclaireurs volontaires avec les meilleurs éléments de la garde mobile. Quant à utiliser celle-ci en rase campagne, il n'y songeait aucunement, d'accord avec les instructions ministérielles (2).

Les dépôts de l'armée active, renforcés d'engagés volontaires, d'anciens soldats rappelés, renfermaient des effectifs considérables ; mais à mesure que des compagnies nouvelles étaient créées avec les cadres disponibles, elles étaient dirigées sur le centre de

(1) 3e division militaire et état de siège des départements de la 3e division (Lille).

(2) Lettre à M. Testelin, 7 octobre 1870. (Daussy, *La ligne de la Somme.*)

la France, par ordre du ministre. Il en était de même des détachements de cavalerie que l'on pouvait former.

Dans de telles conditions, la défense nationale au nord de Paris ne devait d'abord avoir qu'un caractère passif. Ce que l'armée ne pouvait faire, faute d'éléments disponibles, les populations n'étaient guère disposées à l'entreprendre et pour bien des raisons. La rapidité avec laquelle s'étaient déroulés nos désastres en était une. Quand de magnifiques armées, dans lesquelles la nation avait mis toute sa confiance, n'avaient pu arrêter un seul moment l'invasion, que pouvaient faire les gardes nationaux ou les habitants des campagnes conviés par les préfets à une guerre de guérillas? D'ailleurs, l'exacte discipline qu'observèrent, en général, les Allemands dans leur marche sur Paris, était bien faite pour calmer les ardeurs belliqueuses des populations. Toutes pleines encore des souvenirs de 1814 et de 1815, elles voyaient avec étonnement l'ordre méthodique qui présidait à l'invasion. L'ennemi paraissait montrer une certaine réserve dans ses exigences, les réquisitions faites étaient d'ordinaire (1) payées à leur valeur. En revanche, la moindre tentative de résistance était punie avec une extrême rigueur qui s'attaquait aussi bien aux intérêts matériels qu'à la vie ou à la liberté des habitants.

Quelques groupes de francs-tireurs s'étaient formés et ils étaient fort redoutés par l'ennemi, qui ne craignait rien tant qu'une guerre de guérillas, peu conforme à ses habitudes méthodiques. Malheureusement, les habitants en venaient à les craindre au moins autant que les Allemands, à cause de leur indiscipline (2). D'ailleurs, ils avaient des motifs encore plus sérieux de redouter leur présence. Tout coup de feu tiré sur les Allemands par un franc-tireur était suivi inévitablement d'une expédition dans laquelle des otages étaient saisis, qu'ils aient ou non participé à l'attaque ; le plus souvent, ils étaient fusillés sans forme de procès, tandis qu'une forte amende était imposée à la commune.

Dès le 17 septembre, des tentatives de résistance locale s'étaient manifestées dans l'Oise. Un petit détachement de l'armée de la Meuse, venu en réquisition à Crouy (3), avait été atta-

---

(1) Edouard Fleury, *Ephémérides de l'Aisne en* 1870-1871, et autres.

(2) Voir l'affaire des volontaires de la Somme et des habitants de Roye. (Ramon, *l'Invasion en Picardie.*)

(3) A l'ouest de Chantilly, sur la rive droite de l'Oise. Les gardes nationaux perdirent 4 tués et 4 blessés dans cette affaire (Lemas).

qué par les gardes nationaux et les pompiers de plusieurs communes des environs, et forcé de repartir en abandonnant les denrées requises.

Le 23 septembre, un petit détachement, venu de même en réquisition, fut attaqué près de l'Ile-Adam par un petit groupe de francs-tireurs, organisé à Parmain. Deux jours plus tard, un détachement envoyé vers Clermont, dans le même but que les précédents, était repoussé par les habitants de Liancourt; Creil était même évacué par sa petite garnison allemande. Une compagnie d'infanterie et un peloton de uhlans, qui se portaient le lendemain sur Clermont, étaient attaqués de nouveau par les gardes nationaux des environs, renforcés du 3e bataillon de mobiles de la Marne. Le petit détachement allemand était contraint à la retraite et laissait des prisonniers aux mains des Français.

Ces attaques répétées avaient fini par donner l'éveil au grand état-major allemand; dès le 26, il portait sur Creil la division de cavalerie saxonne, appuyée d'un bataillon de la garde royale (1) prussienne, dans le but de faire opérer une démonstration aux abords de la vallée de l'Oise.

Le 27 septembre, le général de Lippe jetait un détachement (2) sur Clermont. Les gardes mobiles de la Marne avaient évacué la ville, en abandonnant leurs munitions et leur équipement, dès la nouvelle de l'entrée des Saxons dans Creil. La masse des combattants improvisés, qui étaient accourus à Clermont la veille (3), s'était presque entièrement dispersée. En marchant sur Clermont, le général Krug de Nidda se heurtait à un millier de gardes nationaux ou de sapeurs-pompiers rassemblés en avant de Rantigny. Ils étaient rejetés en désordre après un court combat, le village était mis à sac et plusieurs habitants sans défense étaient massacrés.

Quelques heures après cette sanglante exécution, Clermont était occupé sans aucune résistance.

Le même jour, un détachement de six compagnies, cinq escadrons et une section d'artillerie était envoyé par l'armée de la Meuse vers l'Oise inférieure : les forêts de la région étaient fouil-

---

(1) 12e division de cavalerie : général comte de Lippe.

(2) Un bataillon, six escadrons, deux sections à cheval, sous le commandement du général de Nidda.

(3) Un écrivain local, M. Lemas, évalue à 10,000 le nombre de ces combattants, gardes nationaux, pompiers, ou paysans armés.

lées et un petit combat avait lieu à l'Ile-Adam contre les francs-tireurs dont nous avons parlé, aidés de gens du pays. Après avoir occupé la ville, les Allemands l'évacuaient presque aussitôt. Les Français y reparaissaient dès leur départ; mais, le surlendemain, un nouveau détachement de même force (1) qui se dirigeait sur Beaumont, enlevait l'Ile-Adam, après une vive résistance. Un vieillard de 71 ans, ancien magistrat au tribunal de la Seine, M. Desmortiers, était pris les armes à la main et fusillé sur place.

Ces tentatives de résistance restèrent isolées. La division saxonne entra sans combat dans Beauvais, le 30 septembre; après avoir reçu quelques renforts, elle s'établit dans Chantilly, Creil, Beauvais et Clermont. D'autres troupes allemandes surveillaient les environs de Beaumont, l'Oise inférieure et la ligne de l'Epte; de fortes patrouilles battaient le pays autour des points occupés et prévenaient toute velléité de défense locale.

Plus à l'est, la garde du pays occupé était confiée aux troupes de gouvernements et aux troupes d'étapes des armées sous Paris. Le 16 septembre, le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin avait été nommé au commandement du gouvernement général de Reims. Le territoire sur lequel s'étendait son autorité était limité à l'est par le gouvernement de Lorraine, précédemment créé, et comprenait, d'une manière générale, le département de la Marne et une partie de ceux des Ardennes, de l'Aisne et de Seine-et-Marne. Les Allemands se bornaient à appliquer contre nous l'une des règles suivies par Napoléon en 1806. Comme alors, les gouverneurs généraux avaient surtout à assurer la garde du pays conquis et la rentrée des contributions de toute nature. En attendant la prise de Soissons, le gouvernement général de Reims avait pour point d'appui principal, à l'ouest, la place de Laon, qui était gardée par un bataillon d'infanterie et un régiment de cavalerie.

Entre le gouvernement général de Reims et les troupes d'investissement de Paris, les troupes d'étapes de l'armée de la Meuse surveillaient une partie du pays entre l'Aisne et la Marne; mais cette occupation, avec des forces insuffisantes, était encore bien précaire (2). Aussi, devant les indices de fermentation qui se pro-

---

(1) Un bataillon, cinq escadrons, une compagnie de pionniers et une section d'artillerie.

(2) Le total général des troupes d'étapes, de garnison et de gouvernement en station entre la Marne, l'Oise et les Argonnes, s'élevait, à la fin d'octobre,

duisaient dans le pays occupé, les autorités allemandes en venaient peu à peu à exagérer la rigueur des précautions prises par elles. Pour en donner un exemple, le commandant de place de Soissons, de Stülpnagel, prévenait, le 19 octobre, la population que tout individu ne faisant pas partie de l'armée régulière ou de la garde mobile, portât-il le nom de franc-tireur ou autre, serait considéré « comme traître et pendu ou fusillé sans forme de procès, » s'il était pris en flagrant délit d'hostilité.

Ces menaces, quoiqu'elles fussent entièrement contraires au droit des gens, atteignaient trop souvent leur but, au lieu d'exciter l'indignation générale et de provoquer des représailles. Les attaques isolées contre les Allemands étaient en réalité peu nombreuses. Du reste, certaines municipalités françaises ne se faisaient pas faute de tout tenter pour les prévenir. Le 24 octobre, la commission municipale de Soissons protestait, dans une proclamation, *au nom de ses sentiments de loyauté*, contre une tentative à main armée dont un factionnaire prussien avait été victime. Cette protestation servile n'empêcha du reste pas la ville d'être frappée d'une amende de 40,000 francs. Les faits de ce genre furent loin d'être une exception pendant cette triste période de notre vie nationale.

Cependant, la délégation de Tours n'avait pas tardé à reconnaître quelles difficultés causait pour la défense l'isolement relatif du nord de la France ; il n'était plus en relation régulière avec le gouvernement que par la Normandie, et ces communications, déjà précaires, pouvaient être bientôt complètement interrompues ; dès lors, il parut utile de mettre à la tête de la défense dans le nord une personnalité qui en assumât les charges ; « suivant la tradition révolutionnaire » (1), le choix du gouvernement tomba sur un fonctionnaire civil, M. Testelin, médecin distingué de Lille. Les attributions du commissaire général de la Défense nationale pour les quatre départements du nord (2), étaient des plus vagues ; il lui était prescrit de « s'entendre avec le général commandant la 3e division et les préfets pour les mesures à prendre dans l'intérêt de la défense ».

La nouvelle mesure prêtait à la critique : la compétence nécessaire manquait absolument au commissaire général ; d'ailleurs, il

---

à environ 21 bataillons, 6 escadrons, 2 batteries, 4 compagnies d'artillerie, 1 compagnie de pionniers (ces chiffres sont extraits de différents tableaux joints à la relation officielle du grand état-major prussien).

(1) Lettre de Gambetta à Jules Favre, 16 janvier 1871.

(2) Aisne, Nord, Pas-de-Calais, Somme : la nomination de M. Testelin est du 30 septembre 1870.

n'avait aucun des pouvoirs civils et militaires qui lui eussent permis d'exercer une action sérieuse. Il est juste d'ajouter que, par la suite, M. Testelin, comprenant son insuffisance militaire, s'adjoignit le colonel du génie Farre (1), et qu'il prit par la force des choses, ou par suite d'instructions nouvelles, quelques-unes des attributions d'un véritable dictateur; le choix d'un médecin comme chef suprême de la défense d'une partie de la France n'en révélait pas moins, de la part du gouvernement de Tours, une profonde défiance de l'élément militaire et pouvait être la source de conflits dangereux pour la cause nationale.

Le plus grand avantage de cette mesure fut de rendre l'armée du Nord presque indépendante de la délégation de Tours; elle échappa ainsi à l'action néfaste que le délégué à la guerre, M. de Freycinet, exerça sur la plupart de nos armées de province, en prétendant les diriger de son cabinet.

Mais les événements marchaient; les reconnaissances de la cavalerie allemande parcouraient déjà une grande partie du département de l'Oise; quelques bataillons de mobiles furent envoyés sur la limite du département vers Breteuil et Montdidier; le bataillon de dépôt du 43e était réparti sur la ligne d'Amiens à Tergnier, pour en assurer la garde. Malheureusement, les gardes mobiles ne pouvaient guère opposer de résistance dans l'état où ils se trouvaient. Le 2 octobre, devant une pointe d'un escadron saxon vers Breteuil, un bataillon de mobiles de la Marne, cantonné au sud de cette petite ville, se replia vers Amiens. Une rencontre avait lieu le même jour près de Gournay, vers la vallée de l'Epte.

Plusieurs indices annonçaient d'ailleurs des tentatives prochaines de résistance dans le nord: le commandant en chef de l'armée de la Meuse ordonna un mouvement général en avant des troupes allemandes de l'Oise. Pendant que celles cantonnées autour de Beaumont se rapprochaient de l'Epte vers Gisors, d'autres se dirigeaient de Beauvais sur Gournay; des reconnaissances continuaient à être envoyées vers le nord.

Le 12 octobre, le général de Lippe dirigeait une double attaque sur Breteuil où la présence de gardes mobiles était de nouveau signalée. Pendant que deux (2) compagnies, quatre escadrons et deux sections d'artillerie attaquaient Breteuil dans la direction de

---

(1) Nommé bientôt après général de brigade.

(2) La première colonne était commandée par le major de Funcke et la deuxième par le général Senfft de Pilsach.

Clermont, un bataillon de la garde prussienne, cinq escadrons saxons et une batterie se portaient de Beauvais sur la ville. Breteuil, faiblement défendu par le 4e bataillon de mobiles de la Somme et par des gardes nationaux, fut facilement enlevé; les pertes françaises montèrent à près de soixante-dix hommes; celles des Allemands étaient insignifiantes.

Quelques jours après, un détachement de trois escadrons, une compagnie et deux sections à cheval tentait la même opération de Clermont sur Montdidier; la ville, occupée par un bataillon de mobiles de la Marne, était évacuée en désordre devant quelques obus; un escadron saxon enlevait cent quatre-vingts prisonniers aux fuyards.

A la suite de ces combats, un calme relatif régna quelque temps au sud d'Amiens; les Allemands établirent deux groupes principaux pour la protection de l'investissement de Paris; vers Creil, Clermont, Beauvais, était le général de Lippe, avec la division de cavalerie saxonne et quelques bataillons; vers la vallée de l'Epte, se trouvait le prince Albert de Prusse avec des troupes un peu plus nombreuses (1).

Les débuts des nouvelles troupes françaises n'étaient pas encourageants : heureusement, pendant que ces escarmouches se produisaient au sud d'Amiens, d'autres combats plus heureux venaient raviver les résistances locales.

La garnison allemande de Laon (2) se trouvait un peu isolée en face du pays resté aux Français. La Fère était libre de tout investissement; Guise avait, il est vrai, été évacué dès le 10 septembre, par ordre du ministre de la guerre, qui en jugeait la défense impossible après la chute de Laon; mais des groupes de francs-tireurs avaient paru à diverses reprises vers Saint-Quentin et Vervins. La grande ville de Saint-Quentin surtout, où s'étaient réfugiés le préfet de l'Aisne et la plupart des fonctionnaires du département, était un foyer de résistance. Sa nombreuse population ouvrière pouvait, à la longue, devenir dangereuse pour les Allemands.

Le colonel de Kahlden, qui commandait Laon, voulut désarmer Saint-Quentin, et y envoya un petit détachement d'environ trois cents hommes de landwehr avec trois escadrons de dragons (3).

---

(1) Trois bataillons, seize escadrons, deux batteries avec le général de Lippe; six bataillons, vingt-quatre escadrons, quatre batteries avec le prince Albert.

(2) Un bataillon de landwehr et le 17e dragons.

(3) Une compagnie et demie de landwehr, trois escadrons du 17e dragons.

Saint-Quentin est coupé en deux parties par la Somme et le canal, qui sont très rapprochés. La partie de la ville située à l'est, la moins importante, porte le nom de faubourg d'Isle : elle est réunie à l'autre par un seul pont.

L'attaque des Allemands était prévue depuis longtemps : une forte barricade avait été établie à l'ouest du pont du canal; tout avait été préparé pour couper rapidement ce dernier. Enfin, une première barricade, établie à l'entrée du faubourg, permettait d'en interdire l'entrée assez longtemps pour assurer la rupture du pont. Le préfet de l'Aisne, M. Anatole de la Forge, animait chacun de son ardeur.

Les ressources militaires de la ville étaient des plus faibles : la garde nationale, les pompiers, les francs-tireurs de Saint-Quentin. Les Allemands ne s'attendaient à aucune résistance; la fusillade qui les accueillit à l'entrée du faubourg, puis sur le canal, leur fit éprouver d'assez fortes pertes; en outre, l'attitude des défenseurs ne leur laissait espérer aucun succès. Ils se retirèrent sur Laon, au moment même où la commission municipale, craignant des représailles, demandait au préfet d'arrêter la défense.

Les Allemands avaient perdu une quinzaine d'hommes, tués ou blessés, et ils laissaient six prisonniers aux mains des Français. Ceux-ci avaient trois tués et douze blessés, parmi lesquels M. Anatole de la Forge. Les résultats matériels de ce petit combat étaient presque nuls; il n'en était pas de même de son influence morale sur la défense nationale.

Saint-Quentin était la première ville ouverte qui eût résisté aux Allemands sans le concours de l'armée; si son exemple était suivi, les progrès des troupes allemandes pouvaient être rendus beaucoup plus difficiles et leurs communications moins sûres. Aussi, le premier résultat de cette échauffourée devait-il être d'encourager le pays à la résistance et de rendre, par contre, les Allemands plus prudents. A ce point de vue, l'influence de la journée du 8 octobre fut des plus considérables : elle eut dans toute la France, et jusque dans Paris assiégé, le plus grand retentissement.

D'ailleurs, un élément plus jeune et plus actif venait de s'introduire dans la délégation sénile qui représentait le gouvernement à Tours. Le 7 octobre, après une traversée féconde en péripéties, un ballon sorti de Paris laissait Gambetta à Epineuse, à quelques kilomètres de Clermont; le soir même, le futur dictateur (1),

(1) Le ballon monté par Gambetta, l'*Armand Barbès*, passa à 200 mètres au-dessus de Chantilly et fut salué d'une grêle de balles par le poste prus-

échappé aux coureurs prussiens, entrait à Amiens et, le surlendemain, il datait de Tours la première de sa longue série de proclamations.

La vigoureuse impulsion qu'il donna à la défense nationale n'allait pas tarder à se faire sentir dans le nord de la France. Toutefois, l'échec des Allemands à Saint-Quentin ne devait pas avoir de lendemain. A la suite du combat du 8 octobre, quelques troupes françaises avec un peu d'artillerie avaient été envoyées de Cambrai et de Lille dans la ville; les habitants comptaient sur une défense vigoureuse. Malheureusement, la capitulation de Soissons, survenue bientôt après, décida l'autorité militaire à l'abandon de Saint-Quentin. A la suite d'un conseil de guerre tenu à Lille, les troupes l'évacuèrent pour se diriger sur Amiens et Cambrai; c'était une grande faute et qui devait couper court pour longtemps à toute tentative de résistance locale.

Le 20 octobre, le colonel de Kahlden, qui avait appris, par un journal de Lille (1), l'évacuation de Saint-Quentin, dirigeait sur elle une nouvelle attaque; pendant qu'un détachement allemand faisait une démonstration sur La Fère pour occuper la garnison, trois bataillons de landwehr, trois escadrons et une batterie se portaient sur la ville. Les ponts de l'Oise étaient détruits; le colonel de Kahlden fit reconstruire celui de Vendeuil par la population, en la menaçant d'exécution militaire : le lendemain, les Prussiens se présentaient devant Saint-Quentin.

Quelques obus jetés dans la ville amenèrent une sorte de capitulation conclue avec la municipalité. Une énorme amende de 950,000 francs lui fut imposée; une proclamation indigne d'un peuple civilisé l'avertit que tout coup de feu tiré sur les Allemands serait suivi du supplice de six habitants.

L'occupation de Saint-Quentin fut d'ailleurs de peu de durée; quelques jours après, le détachement allemand rentrait à Laon.

Cependant, le général Bourbaki, après ses infructueuses tentatives de négociations auprès de l'impératrice, et sur le refus qu'avaient opposé les Allemands à sa demande de rentrer dans

---

sien de la gare. Il allait atterrir à Saint-Maximin, quand les voyageurs s'aperçurent de la présence du poste qui surveillait les travaux de rétablissement du viaduc. Là, comme à Creil, l'*Armand-Barbès* essuya encore des coups de feu; enfin, des dragons saxons lui donnèrent la chasse au delà de Clermont. La descente se fit dans le bois de Favières, commune d'Epineuse. (Voir Lemas.)

(1) Le *Mémorial*, qui fut suspendu par arrêté de M. Testelin.

Metz, était venu offrir son épée au gouvernement de la Défense nationale. Le 17 octobre, il était nommé commandant supérieur de la 3e division militaire et des forces actives de la région du Nord.

Le brillant commandant de la garde impériale n'était pas l'homme qu'il eût fallu pour improviser l'armée du Nord. La confiance dans ses jeunes troupes lui manquait, aussi bien que la foi dans l'avenir de la défense. Un écrivain militaire (1) peu suspect d'animosité à son égard, a dit que pour lui « l'action tenait la grande place et la pensée comptait pour peu ». Il est difficile de dresser en moins de mots un acte d'accusation plus complet. Fait pour entraîner brillamment une division, il était au-dessous du rôle de général en chef. Quelques-unes des qualités essentielles lui manquaient : l'initiative, la décision, la hauteur de caractère. La campagne de la Loire et celle de l'Est ne l'ont que trop prouvé.

Enfin, les difficultés ne lui furent pas épargnées : des commentaires malveillants provoqués par son rôle entre le maréchal Bazaine et l'impératrice, ainsi que par les opinions politiques qui lui étaient attribuées, se faisaient jour dans la presse, et ne tardaient pas à provoquer des démonstrations regrettables. Quelques jours à peine après sa prise de possession du commandement, la population de Douai se laissait aller contre lui à une manifestation inconvenante.

L'union de tous en face du péril commun n'avait pourtant jamais été plus nécessaire ; la chute de Metz allait survenir. Jusqu'au dernier moment, le Gouvernement avait évité de laisser connaître la situation réelle de l'armée du maréchal Bazaine. Aussi, cette catastrophe provoquait-elle, dans le nord de la France, un mouvement de stupeur ; la défense nationale semblait irrémédiablement compromise. D'ailleurs, les conséquences matérielles de ce désastre ne tardaient pas à se faire sentir : les Allemands allaient jeter toute une armée contre les nouvelles formations du général Farre.

A ce moment, son œuvre commençait à donner des résultats, et, pourtant, les éléments dont il disposait étaient étrangement restreints. Au commencement d'octobre, l'armée active était uniquement représentée dans le Nord par des dépôts ; ceux des régiments d'infanterie, au nombre de sept, comptaient chacun de

---

(1) Le général Ambert.

1,500 à 2,000 hommes (1) de provenances diverses, anciens soldats rappelés, échappés de Sedan, conscrits de la classe 1870, engagés volontaires. Les compagnies avaient été dédoublées, mais les cadres manquaient; la formation des bataillons de marche n'avait pas encore été effectuée (2).

Quatre bataillons de chasseurs avaient également leurs dépôts dans la région (3) et se trouvaient à peu près dans les mêmes conditions.

La garde mobile pouvait fournir un assez grand nombre de bataillons, la plus grande partie de ceux du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et une partie de ceux de l'Aisne; en outre, deux bataillons du Gard et deux de la Marne n'avaient pu se rendre dans l'Est à la suite de nos désastres et s'étaient trouvés rejetés dans le Nord : le total montait à environ vingt-cinq bataillons, mais c'était là une force purement nominale : les cadres étaient détestables; l'équipement, l'habillement, l'armement étaient rudimentaires. Quant à la discipline et à l'instruction militaire, elles étaient à peu près nulles.

Le ministère de la marine devait fournir des forces plus sérieuses à l'armée du Nord : un bataillon d'infanterie de marine et trois bataillons de fusiliers marins allaient compter parmi ses meilleures troupes.

Quant à la cavalerie, elle était figurée par quatre petits dépôts de dragons; tout ce qui était utilisable en était parti pour la Loire : on peut juger du reste.

L'artillerie était représentée par deux batteries à pied demeurées à la défense de Douai et de Lille; les dépôts des régiments en garnison à Douai et à La Fère avaient gagné le centre de la France. Il en était de même du dépôt du 3e régiment du génie; il avait quitté Arras pour Bordeaux : deux compagnies étaient restées à Arras et La Fère.

Les ressources en matériel n'étaient pas plus considérables; les bouches à feu de campagne, autres que celles de 4, manquaient; en revanche, il existait dans les arsenaux 80 pièces *de montagne*. Le harnachement faisait défaut. Quant aux munitions, elles étaient insuffisantes; les armes portatives n'étaient pas

---

(1) 24e, 33e, 43e, 64e, 65e, 75e, 91e.

(2) Les meilleurs éléments avaient été envoyés sur la Loire.

(3) 1er, 2e, 17e, 20e.

plus nombreuses. D'après un relevé de cette époque, il n'existait que 1,587 chassepots dans les arsenaux du Nord (1).

En somme, le général Bourbaki trouvait, en prenant son commandement, quelques bataillons de très médiocre infanterie, sans cavalerie, ni artillerie de campagne (2) : la plus grande partie de ces troupes était absorbée par la garde des nombreuses places de la région. Ces misérables éléments allaient pourtant, moins d'un mois après, tenir tête à la première armée allemande, dans des conditions d'infériorité numérique indiscutables.

C'était une lourde tâche que de faire une armée avec de pareils éléments; le général Farre sut la mener à bien et ce sera son meilleur titre de gloire. Les cadres manquaient; on en fit avec des officiers retraités, ou démissionnaires, et surtout avec des prisonniers de guerre échappés d'Allemagne ; ces derniers firent la vraie force de l'armée du Nord.

Les dépôts de ligne ou de chasseurs formèrent au moins un bataillon de marche : ceux-ci une fois constitués, on en fit des régiments, dont la plupart, bien commandés, prirent bientôt un certain esprit de corps.

Des bataillons de mobiles étaient d'un effectif trop élevé; ils furent ramenés à 800 ou 1,000 hommes au plus ; pour leur donner un peu plus de solidité, on les groupa par régiment, et on forma chaque brigade de la nouvelle armée d'un régiment de marche et d'un régiment de mobiles : un bataillon de chasseurs complétait la brigade.

Cette organisation improvisée, à laquelle le Ministre de la Guerre prit peu de part, commençait déjà à prendre corps au moment de l'arrivée du général Bourbaki ; une brigade était réunie sous les ordres du général Lecointe, qui venait de s'échapper de Metz : une seconde était en formation.

La cavalerie manquait et manqua à peu près complètement jusqu'à la fin de la campagne. Tout ce qui restait d'hommes et de chevaux dans les dépôts servit à former deux escadrons de dragons qui devaient être plus tard portés à cinq : la gendarmerie de la région fournit deux escadrons; mais l'ensemble était insuffisant et l'armée du Nord s'en ressentit plusieurs fois.

---

(1) Daussy : *Ligne de la Somme.*

(2) Un assez grand nombre de bataillons ou de compagnies de francs-tireurs avaient été organisés; mais bien peu firent une besogne utile; plusieurs durent être licenciés avant l'armistice, pour indiscipline.

Quant à l'artillerie, les efforts faits pour en organiser furent plus heureux; une batterie avait été rappelée de Mézières, d'autres furent servies par des canonniers marins et attelées par le train d'artillerie; d'autres furent attelées et servies par la garde mobile.

Presque tout était à créer, personnel et matériel; ce ne fut qu'à la fin de janvier que l'organisation en fut à peu près complète.

La création de cette petite armée se faisait au milieu des circonstances les moins favorables; les populations et la presse accusaient les généraux de lenteurs voulues : au moindre mouvement des Allemands, c'étaient des terreurs sans motifs, des soupçons de trahison se faisant jour de tous côtés. Les germes d'indiscipline, qui travaillaient profondément l'ancienne armée avant ses désastres, s'étaient accrus dans les masses sans consistance qui formaient la nouvelle (1) : leurs éléments sans cohésion semblaient toujours prêts à se disloquer.

L'esprit de suspicion et de dénigrement qui semblait avoir envahi la France à la suite de l'ennemi, ne se bornait pas à l'examen des actes de l'autorité militaire. Les villes en étaient venues à se jeter de l'une à l'autre, par la voie des journaux, des accusations de lâcheté et de trahison. Les différentes classes de la société se prêtaient (2) les unes aux autres les intentions les plus criminelles.

Pour en donner un exemple, le nord du département de l'Aisne fut agité vers cette époque par la découverte d'un prétendu *pacte de famine*. De riches propriétaires ou industriels s'étaient, disait-on, coalisés pour accaparer tous les grains du pays et les livrer à l'ennemi, ou les envoyer en Belgique, de manière à affamer leurs compatriotes. Des désordres ou des arrestations arbitraires s'en suivirent sur plusieurs points. L'esprit public semblait livré à une aberration complète.

Malgré tout, l'armée du Nord se constituait peu à peu et les circonstances allaient bientôt permettre de la juger à l'œuvre.

---

(1) Une sorte d'émeute militaire éclata dans le courant de novembre à la citadelle d'Amiens : plusieurs compagnies du 43e en sortirent avec armes et bagages, sans ordres, sous prétexte d'aller au secours de Paris. La fermeté du major Fradin de Linières put seule les ramener dans le devoir. Des menées étrangères à l'armée paraissent avoir amené cet incident. Voir *Opérations de l'Armée française du Nord*, X. Tanera, 1873.

(2) Voir Edouard Fleury : *Ephémérides de l'Aisne en* 1870-1871, pour ce qui concerne Laon, Saint-Quentin, Péronne et Cambrai.

DEUXIÈME PARTIE

BATAILLE D'AMIENS

CHAPITRE V.

Marche de la première armée de la Moselle à la Somme.

Cependant de nouvelles troupes allemandes s'apprêtaient à entrer en ligne dans le Nord.

Quelques jours avant la capitulation de Metz (1), le général de Moltke, la jugeant inévitable, s'était préoccupé de l'emploi à donner aux troupes qui allaient devenir disponibles. Pendant que la deuxième armée était désignée pour se porter sur la Loire, où la situation commençait à s'assombrir, la première armée recevait pour mission d'occuper Metz, d'assiéger Thionville et Montmédy, tout en gardant provisoirement la masse immense de prisonniers que la capitulation livrait aux Allemands. En outre, la plus grande partie de la première armée, deux corps au moins, devaient se diriger sur la ligne Saint-Quentin-Compiègne, le plus tôt possible après la capitulation. Plus tard (2), d'autres ordres prescrivaient de porter immédiatement une division du 1er corps vers Mézières, pour appuyer le détachement allemand en observation devant cette place.

La première armée était alors sous les ordres du général de cavalerie baron de Manteuffel.

Le général de Manteuffel était né à Dresde, le 25 janvier 1809; en 1827, il entra comme *avantageur* (3) au régiment de dragons de la garde royale prussienne et fut nommé second lieutenant en 1830 (4).

---

(1) Le 23 octobre.

(2) Le 31 octobre.

(3) C'est-à-dire comme engagé volontaire, candidat officier.

(4) La plupart des détails qui suivent sont empruntés à *l'Allgemeine-Militar-Zeitung*, n° 49, année 1885.

De 1834 à 1836, il suivit avec succès les cours de l'école générale, depuis académie de guerre; ce qui n'empêchait pas d'ailleurs les débuts de sa carrière d'être forts lents. Il n'était nommé premier lieutenant qu'en 1842.

En 1848, il assistait comme capitaine, aide de camp du prince Albert de Prusse, aux émeutes de mars à Berlin et y faisait preuve de résolution et de courage; presqu'immédiatement après il était nommé major, grade que suivait bientôt celui de lieutenant-colonel (1852). Il quittait l'année suivante les fonctions d'état-major qu'il exerçait depuis quinze ans, pour prendre le commandement du 5e uhlans.

Il ne restait que peu de temps à la tête de ce régiment et était envoyé en mission politique à Vienne. Après avoir été nommé colonel en 1854, il recevait la direction du personnel de l'armée prussienne et s'attachait à une tâche délicate, celle de rajeunir les cadres. Il s'en acquittait heureusement et parvenait à garder les bonnes grâces du roi, sans s'attirer trop d'inimitiés.

Nommé, en 1858, général major et, trois ans après, général lieutenant, il assistait à une partie de la campagne de 1864 contre le Danemark. L'année suivante, il recevait le commandement des troupes prussiennes des duchés de l'Elbe. Mais la guerre éclatait bientôt après entre les alliés de la veille; il franchissait l'Eider en juin 1866 et balayait les Autrichiens du Holstein.

Le général de Manteuffel passait ensuite, avec ses troupes, sous les ordres du général Vogel de Falckenstein. Après la capitulation de l'armée hanovrienne à Langensalza et sa nomination au commandement de l'armée du Mein, en remplacement de Falckenstein, il livrait aux contingents allemands du sud une série de combats heureux ; cette campagne contre les futurs alliés du roi de Prusse lui valait après la guerre le commandement du IXe corps (Schleswig-Holstein) avec le grade de général de cavalerie.

En 1868, il prenait le commandement du Ier corps d'armée; la déclaration de guerre en 1870 le trouva dans les mêmes fonctions. Après avoir pris part aux batailles sous Metz, il était nommé, le 20 octobre, au commandement de la première armée, en remplacement du général de Steinmetz. La suite de la campagne lui réservait une part brillante dans les succès des armes allemandes; les circonstances, plus que ses talents de stratégiste, allaient confirmer le renom de soldat heureux que lui avaient valu ses missions civiles ou militaires.

Le général de Manteuffel avait lancé vers l'ouest, dès la réception des premiers ordres du roi, la 3e division de cavalerie, renforcée d'un régiment d'infanterie et de deux batteries. Elle désar-

mait les villages de l'Argonne et se portait sur Varennes, Clermont, Sainte-Menehould, où elle attendait l'armée. Quelques jours après, la division de Bentheim, du 1er corps, se mettait à son tour en marche par Briey et Stenay sur Rethel, d'où elle se tenait prête à appuyer vers Mézières.

Après la réception d'un télégramme qui prescrivait de former un nouveau détachement pour le siège de La Fère, une brigade du 1er corps, renforcée d'une batterie et d'un escadron, s'embarquait à Pont-à-Mousson le 9 novembre, et était transportée par voie ferrée sur Soissons, où elle recevait le matériel nécessaire.

La première armée se trouvait réduite, par le départ de ces détachements et par la nécessité de laisser un de ses corps à la garde de Metz, ainsi qu'aux sièges de Thionville et de Montmédy, à cinq brigades d'infanterie. Divers obstacles retardèrent son départ des environs de Metz et ce mouvement ne commença que le 7 novembre; ce qui restait du 1er corps devait suivre la division de Bentheim, la rallier vers Rethel et continuer ensuite par Laon, sur Saint-Quentin. Le VIIIe corps marcherait par Clermont sur Reims et, de là, sur Compiègne par la vallée de l'Aisne; la cavalerie des deux corps servirait de liaison; la 3e division de cavalerie les précèderait à une demi-journée de marche dans la direction de Neufchâtel-Chauny.

Tous ces mouvements devaient être réglés de telle sorte que, le 16 novembre, l'armée se trouvât sur le front de Rethel-Reims, et, le 22, sur celui de Saint-Quentin-Compiègne. Aucune résistance n'étant à prévoir, les troupes marcheraient sur le plus grand front possible. Tout en désarmant les populations partout où cela n'avait pas été fait, elles devaient s'abstenir de réquisitions en nature. Les achats directs étaient recommandés. C'était l'application d'un des procédés les plus familiers aux Allemands; pendant qu'ils employaient les réquisitions sans aucun ménagement dans les parties du territoire où leur conquête n'était pas assise, ils s'en abstenaient presque complètement dans les autres : manière habile de décourager le pays de la lutte.

Avant le début de ces mouvements, des instructions nouvelles modifiaient le rôle de la première armée, en lui donnant une extension inattendue (3 novembre). Les détachements de landwehr en première ligne devaient être généralement remplacés par des troupes de l'armée active, et les sièges de Verdun et de Mézières incombaient par suite à la première armée. Il est vrai que la capitulation de Verdun survenait dans l'intervalle (1); la

(1) Le 8 novembre.

division de Bentheim n'en était pas moins de nouveau distraite du VIII^e^ corps pour relever le corps d'observation de Mézières. Comme son absence était de nature à affaiblir considérablement l'armée, le général de Manteuffel prit ses mesures pour la faire remplacer le plus tôt possible par la division de réserve du général de Senden, qui partait à ce moment des environs de Metz pour venir le renforcer. Par sa forte composition en cavalerie (1), la 3^e^ division de réserve devait être plus à même que la 1^re^ division de former l'investissement de Mézières.

La marche de la première armée s'effectua sans difficultés et, le 16 novembre, elle était établie sur le front Reims-Rethel; le général de Manteuffel donna ses ordres pour la continuation de la marche : au lieu d'étendre sa droite jusqu'à Saint-Quentin comme le prescrivaient les instructions du grand quartier général, il résolut, en raison de la réduction de ses forces, de ne pas dépasser Noyon au nord. La 3^e^ brigade devait être dans cette ville, le 21 novembre, et s'éclairer vers Amiens : le VIII^e^ corps serait autour de Compiègne pour la même date et ferait reconnaître les directions de Beauvais et de Montdidier. La 3^e^ division de cavalerie, renforcée d'un bataillon de chasseurs et d'une batterie, couvrirait l'aile droite de l'armée; elle devait être le 20 novembre à Guiscard, et enverrait de là des reconnaissances sur Amiens et Saint-Quentin.

La 1^re^ division d'infanterie avait reçu l'ordre de s'embarquer à Boulzicourt (2), après l'arrivée de la 3^e^ division de réserve devant Mézières. Elle devait se rendre par voie ferrée à Laon; de ce point, elle irait passer l'Oise entre La Fère et Noyon, pour rallier le reste de la première armée. Mais l'exploitation des voies ferrées était si défectueuse, que les prévisions du général de Manteuffel au sujet de la durée de son transport furent singulièrement dépassées. Il ne pouvait circuler plus de quatre trains de troupes par jour de Boulzicourt à Laon; l'arrivée de la 1^re^ division fut donc retardée à tel point que son dernier échelon n'atteignit l'Oise que le 27 novembre, alors que le reste de la première armée était déjà sur le champ de bataille d'Amiens.

Des précautions particulières avaient été recommandées aux troupes pendant la marche de l'armée vers l'Oise; la division de cavalerie devait s'abstenir de détacher des petites patrouilles ou des cavaliers isolés, qui pourraient être détruits en détail dans un

---

(1) La 3^e^ division de réserve comptait une brigade de cavalerie.

(2) Sur la voie ferrée de Mézières à Reims.

pays couvert, à peine parcouru jusque-là par les armées allemandes.

Cette partie de la marche s'opéra d'ailleurs sans plus de difficultés que la précédente. Pendant que les troupes du Ier corps marchaient de Rethel sur Sissonne, Laon, traversaient la forêt de Saint-Gobain et descendaient l'Oise de Chauny à Noyon, le VIIIe corps allait de Reims à Fismes, Soissons, et se portait sur Compiègne par la vallée de l'Aisne. La 3e division de cavalerie avait couvert la marche, d'abord en avant du front, de Tagnon à Coucy-le-Château, puis en avant de l'aile droite, vers Guiscard.

Au moment où ces mouvements s'achevaient, le général de Manteuffel recevait du grand quartier général (1) l'ordre de prolonger son mouvement jusqu'à Rouen, tout en occupant Amiens avec une partie de ses troupes. Les renseignements qu'il avait reçus jusque-là sur les Français, les montraient partagés en trois grandes masses, de vingt à trente mille hommes chacune, à Rouen, Amiens et Lille. Ces trois groupes pouvaient aisément se réunir par les voies ferrées et il importait de les en empêcher.

Le meilleur moyen paraissait être de pousser sur Amiens, sans attendre la Ire division. Il serait aisé ensuite de diriger la Ire armée dans telle direction qui serait nécessaire. Les reconnaissances envoyées au delà de l'Oise montraient le pays au sud de La Fère-Roye comme absolument libre de troupes françaises; les éclaireurs de la 3e division signalaient à Ham 7 ou 800 gardes mobiles; mais la masse principale paraissait être demeurée à Amiens.

Cependant, la situation n'était pas encore assez claire pour que le général de Manteuffel prît un parti définitif. Il se borna d'abord à prescrire à ses deux corps d'armée d'occuper les débouchés de la rive droite de l'Oise, tandis que la 3e division de cavalerie se porterait dans le triangle Roye-Nesle-Ham, et continuerait à éclairer vers Amiens, Péronne et Saint-Quentin.

D'après ces ordres, tout le pays à l'ouest de l'Oise était fouillé par la cavalerie allemande; ses reconnaissances allaient jusqu'à Saint-Quentin sans trouver de résistance; des francs-tireurs étaient signalés à Montdidier. Enfin une reconnaissance poussée le 22 jusqu'à 4 kilomètres d'Amiens, annonçait la présence autour de cette ville de 17,000 hommes sous les ordres du général Bourbaki.

Ce dernier renseignement, à peu près exact, confirmait la manière de voir du général de Manteuffel; il fallait frapper un

---

(1) 19 novembre. (*Relation du grand état-major prussien*).

grand coup avant la concentration sous Amiens de forces plus importantes; d'ailleurs, le succès de Coulmiers avait soulevé dans toute la France un élan de confiance qu'il était urgent de réprimer; jusque sur les derrières de la première armée, les journaux français de Reims annonçaient la construction à Laon d'un camp retranché, où les Allemands devaient prendre un point d'appui pour résister à l'armée du Nord. La presse allemande, qui reproduisait cette nouvelle, accusait la lenteur de Manteuffel. Toutes ces considérations militaient en faveur d'une marche immédiate sur Amiens.

C'est dans cet ordre d'idées que furent donnés, le 23, les ordres pour la continuation de la marche. La 3e division de cavalerie devait être à la hauteur de Moreuil (1) pour le 25, en s'éclairant vers Amiens et vers l'Ouest. Elle devait laisser un petit détachement à Ham pour couvrir le flanc droit des Allemands : le VIIIe corps enverrait pour la même date un fort détachement de cavalerie sur Breteuil, avec mission de reconnaître les directions Marseille-le-Petit, Poix, Amiens; à sa gauche, il se relierait aux détachements de l'armée de la Meuse qui gardaient Clermont et Beauvais.

Les deux corps d'armée devaient s'avancer derrière ce rideau de cavalerie; pour le 25, les troupes du Ier corps seraient entre Roye et Noyon, et le VIIIe vers Montdidier.

Des ordres étaient en outre donnés pour la destruction des voies ferrées autour d'Amiens; les unes, celles venant du nord, seraient détruites à fond; les autres devaient pouvoir être rétablies à bref délai : celles de Rouen et de Tergnier à Amiens étaient du nombre.

Les mouvements prescrits à la cavalerie allemande n'allaient pas tarder à amener des rencontres; elle devait en effet opérer à proximité des points sur lesquels se trouvaient alors les troupes françaises du Nord.

Le général Bourbaki n'était plus à leur tête : les difficultés de sa situation n'avaient fait que s'accroître. Les idées du général sur la mission future de son armée ne cadraient guère avec celles du commissaire général de la Défense nationale : il ne songeait qu'à organiser un petit corps d'armée qui manœuvrerait entre les places de la frontière et se porterait au secours de celles menacées par l'ennemi (2). Au contraire, M. Testelin, et, avec lui, la partie

---

(1) 20 kilomètres au sud-est d'Amiens.

(2) Proclamation du général Bourbaki, lors de sa prise de commandement (Daussy).

influente de la population, regardait la défense des places comme tout à fait secondaire. D'après leur opinion, l'armée du Nord devait tout tenter afin de concourir dans la mesure de ses moyens à la délivrance de Paris, but sur lequel les yeux de la France toute entière étaient alors attachés.

Ces dissentiments s'affirmèrent au grand jour dans un conseil de guerre tenu à Amiens, le 8 novembre; le préfet de la Somme signala la faiblesse des détachements ennemis qui occupaient la vallée de l'Oise et les environs de Beauvais; avec l'appui de M. Testelin, il demanda contre eux des opérations actives (1). Le combat heureux de Formerie, livré le 28 octobre par les troupes françaises de Normandie, appuyées d'un détachement venu d'Amiens, prouvait que des opérations de ce genre pouvaient être tentées utilement.

Le général Bourbaki objecta le peu de consistance de ses troupes et le danger qu'il y avait à occuper des points qu'il faudrait bientôt abandonner devant les renforts survenus à l'ennemi. Le conflit fut soumis à Gambetta, qui décida en faveur de l'offensive.

L'armée du Nord devait d'ailleurs jouer un rôle dans le plan de sortie que le général Trochu avait préparé pour la seconde moitié de novembre, et que les succès des Français sur la Loire allaient faire brusquement modifier. L'armée de Paris aurait tenté une grande sortie par la presqu'île de Gennevilliers, entre le mont Valérien et les collines de Montmorency. Le général Trochu se flattait d'opérer une trouée facile dans cette direction, qui était alors à peine occupée par l'ennemi et de s'avancer ensuite vers Rouen par la vallée de la Seine. L'armée du Nord et celle de la Loire devaient lui donner la main vers Dieppe et Caen; les Français auraient entre ces deux points, une masse de 240,000 hommes, avec laquelle les Allemands devraient compter (2).

Nous n'avons pas à apprécier ce plan, dont la vaste envergure ne cadrait guère avec l'état réel de nos forces à Paris et en province : mais le rôle qu'il réservait à l'armée du Nord n'était pas en rapport avec sa composition. Pour qu'elle pût se porter vers Dieppe et Rouen, il eût fallu d'abord qu'elle mît la première armée hors d'état de la suivre, et elle était bien loin de pouvoir le faire.

Le général Bourbaki, mis au courant de ces projets, fit pour

---

(1) Daussy.

(2) Général Ducrot : *Défense de Paris.*

tant connaître vers le milieu de novembre (1) au général Trochu que ses troupes étaient prêtes à suivre ses instructions. En attendant, le général forma d'abord le projet d'établir son armée sur la voie ferrée entre Amiens et Rouen. Mais il y renonça bientôt et se borna à la cantonner au sud et à l'est de la première de ces villes, de manière à la couvrir plus efficacement.

D'ailleurs, les conflits qui s'élevaient entre M. Testelin et lui l'avaient découragé ; il demanda à être relevé de ses fonctions. Le gouvernement de la Défense nationale, déjà au courant de cette situation, se laissa volontiers convaincre et, le 19 novembre, le général Bourbaki quittait l'armée pour se rendre à Nevers, où il allait prendre le commandement d'un corps en formation.

Il laissait l'armée au général Farre (1), son chef d'état-major; le reste de son état-major le suivait tout entier sur la Loire, de sorte que le commandement de l'armée du Nord se trouvait complètement désorganisé à la veille de sa première bataille. Le général Farre dut improviser un état-major, composé surtout d'officiers du génie, au moment même où les Allemands arrivaient devant Amiens.

La petite armée du Nord comprenait alors trois brigades à sept bataillons (2); la 1re, commandée par le général Lecointe; la 2e, par le colonel Derroja et la 3e par le colonel du Bessol; elle avait en outre six batteries, deux escadrons de dragons et une compagnie du génie. La concentration de ces troupes au sud d'Amiens était ordonnée, dès le 21, par le général Farre et n'était entièrement terminée que le 24 novembre. La brigade Lecointe cantonnait dans Amiens, la brigade Derroja à Camon et à Boves, au sud de la ville; la brigade du Bessol, à Corbie, Villers-Bretonneux, Cachy et Gentelles, couvrait l'est d'Amiens.

La 3e division de cavalerie avait lancé, le 23 novembre, vers Amiens, une forte reconnaissance formée d'un régiment de cavalerie, une compagnie de chasseurs et une section à cheval. Cette troupe rencontra entre Roye et Amiens, près du Quesnel, une compagnie de francs-tireurs qui soutint un petit combat et se replia sur Caix ; le lendemain, le détachement prussien continuait sa marche vers la vallée de la Luce, quand il se heurta à une partie de la 3e brigade, que le colonel du Bessol venait d'envoyer en reconnaissance (3). L'avant-garde allemande était aus-

---

(1) A. de Rappe : *Campagne de l'armée du Nord*, et divers.

(2) La 3e n'en avait que six.

(3) 4 bataillons, 1 batterie et quelques cavaliers.

sitôt refoulée vers Mézières et Beaucourt où le gros la recueillait; l'infanterie tentait de résister dans un petit bois sur la route d'Amiens et dans un groupe d'habitations à l'est (1). Elle jetait même un instant le désordre dans un bataillon d'infanterie de marine, qui précédait la colonne française et s'était engagé sans précautions dans le bois. Un mouvement tournant, exécuté par un bataillon du 43e et par le 2e chasseurs, déterminait la retraite de l'ennemi sur Bouchoir, à 10 kilomètres à l'est. Les Français le suivaient jusqu'au Quesnel.

Cette petite affaire était un encouragement pour la jeune armée du Nord et un avertissement pour l'ennemi : l'ensemble des renseignements parvenus au général de Manteuffel lui montrait Amiens comme le pivot de la résistance des Français; toutes les troupes du 1er corps ne l'avaient pas encore rejoint, mais il ne pouvait rester sous l'impression du combat de la veille; il avait tout avantage à marcher sans tarder à l'ennemi. Du reste, tout prouvait que le mouvement offensif des Français était isolé; le lendemain, le gros de la 3e division arrivait au Quesnel et lançait des éclaireurs jusqu'à la vallée de l'Avre; elle trouvait de petits détachements français autour de Moreuil, le gros était vers Amiens.

Amiens est une des villes les plus importantes du nord de la France, tant par sa situation géographique que par le chiffre de sa population. A cheval sur la Somme, entre les confluents de deux rivières assez importantes, l'Avre et la Celle, elle a été jusqu'à ce siècle une des principales villes fortes destinées à garder la vallée. Les progrès de l'artillerie ont amené depuis la démolition de son enceinte : en 1870, la citadelle en était le seul vestige ; en outre, elle était placée au nord de la rivière et faisait face à la frontière belge, ce qui diminuait de beaucoup son importance dans le cas d'une attaque venant du sud.

D'ailleurs, la ville est entourée à très faible distance par des hauteurs qui la dominent absolument et dont il était nécessaire d'occuper au moins une partie pour défendre quelque temps ses abords. A l'est, l'espace compris entre la vallée de l'Avre et celle de la Somme est occupé par un plateau dont le plus haut point se trouve vers Villers-Bretonneux. Les pentes nord dominent au loin la vallée de la Somme et leur possession eût permis aux Allemands de passer la rivière et de tourner Amiens par l'est.

Un plateau à peu près semblable sépare à l'ouest d'Amiens la

(1) La Maison-Blanche et la Tuilerie, entre Mézières et Beaucourt.

Somme de la Celle, mais il s'avance encore plus près de la ville (1).

Les environs d'Amiens au sud de la Somme sont semés de bois et de villages et coupés de ravins qui contribuent à faciliter leur défense. Au sud du plateau de Villers-Bretonneux coule un petit affluent de l'Avre, dont nous avons déjà parlé, la Luce. Sa vallée, dirigée de l'est à l'ouest et jalonnée de nombreux villages, sa rive nord, dominée par des pentes boisées qui s'étendent presque sans interruption de son confluent jusqu'à hauteur de Marcelcave, en font une ligne de défense tout indiquée au sud-est d'Amiens. En 1870, elle avait, pour le général Farre, l'inconvénient d'en être trop éloignée ; d'ailleurs elle ne se reliait pas aux positions défensives préparées à l'ouest de l'Avre.

La municipalité d'Amiens avait fait construire, autant pour fournir du travail aux ouvriers restés sans ressources par suite du chômage que pour protéger la ville, une ligne de retranchements allant de la vallée de la Somme, près de l'embouchure de l'Avre, jusque vers la Celle. C'était une simple tranchée-abri garnie de distance en distance de redans d'un plus fort profil pour l'artillerie. Elle partait des hauteurs qui dominent le Petit-Saint-Jean, près de Pont-de-Metz, passait au nord du cimetière de Dury, se dirigeait au-dessus de Cagny et se repliait vers la hauteur de Saint-Acheul.

Ces défenses, qui n'étaient pas encore terminées, avaient le double inconvénient de se développer sur une longueur trop considérable et de ne garder qu'une portion de la ligne à couvrir. Il était difficile de faire pis dans l'intérêt de la défense. Quelques redoutes rapidement construites sur des points dominants auraient beaucoup mieux rempli leur office.

Douze pièces, presque sans munitions, garnissaient (2) ces retranchements qui n'ajoutaient pas beaucoup à la force défensive des positions du sud d'Amiens. L'armée du Nord ne pouvait se borner à s'y défendre ; elle eut laissé en dehors de son action l'importante bifurcation de Longueau, la vallée de la Somme entre Corbie et Amiens et la voie ferrée d'Arras à Amiens qui était la principale de ses lignes de communication. Quant à se borner à défendre le cours de la Somme, le général Farre ne le pouvait pas davantage ; il eût été contraint d'abandonner Amiens

(1) 1 à 2 kilomètres.

(2) Un écrivain sérieux raconte que les gargousses manquaient et qu'on dût en improviser, pendant la bataille du 27, avec des sacs en papier requis chez les épiciers les plus proches. Lonandre (*Revue des Deux Mondes*, 1873).

sans combat et l'effet moral eût été désastreux. Comme la voie ferrée d'Arras ne se maintient pas constamment au nord de la rivière, il eut fallu y renoncer pour la même raison.

Le général Farre se trouvait ainsi naturellement conduit à se défendre au sud et à l'est d'Amiens; malheureusement, au lieu de prendre un front proportionné à ses forces, il s'étendit au delà de toute mesure, dans le but de couvrir les passages de la Somme d'Amiens à Corbie.

D'après le plan qu'il adopta, la garnison d'Amiens, forte de 11 bataillons, presque tous de gardes mobiles ou de gardes nationaux, devait défendre les retranchements de Dury (1).

La 2e brigade gardait la vallée de l'Avre : elle avait ses avant-postes à Fouencamps et son gros à Camon, Longueau et Cagny.

La 3e brigade gardait le plateau de Villers-Bretonneux; les avant-postes passaient par les bois de Domart et de Hangard et par Marcelcave.

La 1re brigade était en réserve à Amiens.

L'effectif total de l'armée du Nord, y compris la garnison d'Amiens, montait à 22 ou 23,000 hommes d'infanterie, 200 chevaux et 48 pièces (2). C'était la valeur d'un faible corps d'armée et la ligne des avant-postes, qui fut à peu près celle où combattirent les troupes, avait une étendue de plus de 25 kilomètres, supérieure de plus de moitié à celle occupée par les 170,000 hommes de l'armée du maréchal Bazaine le 18 août 1870, à Saint-Privat. Il n'y avait aucune proportion entre le front à garder et l'effectif de l'armée.

Le général de Manteuffel avait à sa disposition des forces plus importantes : 34,916 hommes d'infanterie, 4,388 chevaux et 174 pièces (3). Le mieux qui pût arriver à l'armée du Nord, si elle avait eu affaire à un ennemi mieux conduit, était d'être coupée en deux et jetée dans la Somme. Il suffisait pour cela que le général de Manteuffel fît reconnaître par sa cavalerie les positions de l'armée du Nord et qu'il concentrât ses forces sur une partie du front

---

(1) 2 bataillons d'armée active, 5 de gardes mobiles, 1 de gardes nationaux mobilisés de la Somme, 2 de gardes nationaux d'Amiens; c'était la première fois que des gardes mobilisés allaient paraître sur le champ de bataille.

(2) Les appréciations françaises varient entre 21,300 et 23,750. Les bataillons auraient dû compter 750 hommes chacun, mais ils n'étaient pas complets, l'ensemble des bataillons n'atteignait donc pas 23,250 hommes.

(3) *Relation du grand état-major prussien :* effectif au 21 novembre. Sur cet effectif 28,244 hommes d'infanterie furent engagés.

occupé par son adversaire. Heureusement pour l'armée française, il n'en fut rien. Leurs succès passés avaient tellement surexcité la disposition naturelle des Allemands pour l'offensive, qu'ils en étaient venus à considérer toute temporisation comme une erreur, et n'attendaient le succès que d'une attaque immédiate.

Le général de Manteuffel avait donné les ordres suivants pour la journée du 26. Pendant que le VIII^e^ corps se porterait de Breteuil et de Montdidier sur Essertaux-Ailly, entre la Celle et l'Avre, les troupes du I^er^ corps s'échelonneraient du Quesnel à Roye. La 3^e^ division maintiendrait le contact avec les Français et continuerait à éclairer vers Ham et Péronne.

La journée du 26 était consacrée à ces mouvements. Le gros du VIII^e^ corps cantonnait sur une ligne allant d'Essertaux à Moreuil. La 16^e^ division détachait trois bataillons et trois escadrons à Essertaux; le reste était à Ailly. La 15^e^ division avait une brigade à Hailles, Thennes, Domart, sur la Luce, et le reste à Moreuil.

La prise de possession de ces emplacements avait été signalée par de petits engagements. Un faible détachement français, envoyé de Boves en reconnaissance, se heurtait au nord de Thézy à une partie de la 30^e^ brigade ; il se repliait après une courte résistance et perdait quelques hommes enlevés par des hussards prussiens; une compagnie du 68^e^ le suivait le long de l'Avre, jusqu'à hauteur de Boves, mais elle était accueillie par une violente fusillade venue du I^er^ bataillon de chasseurs et d'une partie du 24^e^ de ligne : les Allemands, malgré l'arrivée de deux compagnies de renfort, avaient peine à faire face à plusieurs retours offensifs et se retiraient jusqu'à la Luce.

Un autre engagement avait lieu au bois de Domart : deux compagnies de la 30^e^ brigade, dirigées sur Domart et Hangart, essayaient de chasser les grand'gardes françaises du bois de Domart ; elles n'y pouvaient parvenir, grâce à l'aide du 20^e^ bataillon de chasseurs, venu de Gentelles, et de trois compagnies du 43^e^, venues de Cachy. Les Allemands étaient réduits ensuite à se défendre dans la vallée; ils avaient perdu 68 hommes dans ces deux engagements ; les pertes françaises étaient moitié moindres.

Au I^er^ corps, la 3^e^ brigade avait poussé du Quesnel jusqu'à Cayeux, sur de nouveaux ordres du général en chef : la I^re^ division était encore échelonnée de Bouchoir à Coucy-le-Château, sur les deux rives de l'Oise ; la 3^e^ division de cavalerie avait son gros à Rosières et ses reconnaissances signalaient des troupes françaises sur la Somme, vers Bray et Corbie.

L'armée du général de Manteuffel était donc éparpillée sur une étendue encore plus grande que celle occupée par les Français.

Son intérêt semblait être de concentrer ses troupes pour une attaque décisive, de manière à mettre fin d'un seul coup aux tentatives de résistance qui s'ébauchaient dans le nord de la France. Mais d'après les renseignements reçus par lui, il croyait voir les troupes du général Farre défendre les abords immédiats d'Amiens; il donna donc des ordres pour la concentration de son armée, le 27 novembre, en avant du terrain qu'il occupait, de manière à pouvoir livrer bataille le lendemain. Les troupes du Ier corps se porteraient jusqu'à la Luce ; le VIIIe s'avancerait à la même hauteur, entre la Celle et l'Avre, en se couvrant par des détachements envoyés jusqu'à Fouencamps et Hébécourt. La cavalerie éclairerait au nord de la Luce.

Ces dispositions allaient amener la bataille un jour plus tôt que ne l'aurait voulu le général de Manteuffel ; les troupes françaises étaient beaucoup plus éloignées d'Amiens qu'il ne le croyait, sa nombreuse cavalerie lui avait donné des renseignements insuffisants.

Au contraire, le général Farre était assez exactement informé des dispositions de l'ennemi ; les maires des communes voisines avaient mis le plus grand empressement à les lui faire connaître. D'ailleurs, le combat du bois de Domart lui avait donné l'éveil, en lui faisant comprendre la nécessité d'occuper le terrain entre Boves et Gentelles où, jusqu'alors, il n'avait eu aucune troupe. Il y dirigea une partie de la 1re brigade, le reste fut porté à Villers-Bretonneux. Les Français allaient malheureusement se trouver sans un bataillon de réserve, dès le début de la bataille.

Le général Farre avait pensé tout d'abord que la majeure partie des troupes allemandes était entre l'Avre et la Somme supérieure, et il avait songé à renforcer la 2e brigade d'une partie de la garnison d'Amiens. Mais de nouveaux renseignements lui parvinrent pendant la nuit du 26 au 27, et il renonça fort heureusement à ce projet.

Par suite des mouvements effectués, les positions des Français étaient les suivantes : la 3e brigade avait un bataillon d'infanterie de marine au sud-est de Villers-Bretonneux et un bataillon du 43e à Cachy. Le 20e chasseurs était à Gentelles. Les avant postes passaient par Abancourt, Marcelcave, les bois de Hangart et de Domart. En deuxième ligne se trouvait le 48e régiment de mobiles (Nord); il gardait Villers-Bretonneux et le bois d'Aquenne. Deux batteries de 4 et de 8 étaient à la disposition du colonel du Bessol, qui allait, en outre, recevoir les renforts que lui envoyait la 1re brigade : la moitié du 2e chasseurs, deux bataillons du 65e et du 75e et deux batteries de 4 et de 12.

Le reste de la 1re brigade, sous les ordres du général Lecointe, était en marche pour aller s'établir entre Gentelles et l'Avre.

Dans la 2e brigade, le lieutenant-colonel Pittié, avec deux bataillons du 24e et du 47e mobiles (Nord), gardait la rive droite de l'Avre jusqu'à la route de Montdidier. Boves était occupé par deux bataillons du 33e et du 47e mobiles (Nord) ; deux compagnies du 33e gardaient les ruines du château de Boves, position très dominante. Le 1er bataillon de chasseurs était à Fouencamps et dans le hameau de Paraclet.

La 2e brigade avait en réserve à Longueau deux bataillons du 24e et du 47e mobiles. Deux batteries de 12 et de 4 étaient à la disposition du colonel Derroja.

La garnison d'Amiens tenait la droite de l'armée dans les retranchements de Dury : la partie la plus exercée de ses onze bataillons les gardait et la garde nationale était en deuxième ligne.

En arrière de l'armée, la Somme était surveillée à Corbie par deux escadrons de dragons et une compagnie du génie. Plus à l'est, de Corbie à Péronne, étaient le 18e bataillon de chasseurs et deux bataillons du 75e et du 91e, appartenant à la 4e brigade encore en formation.

CHAPITRE VI

Bataille d'Amiens (27 novembre 1870).

Rive droite de l'Avre.

La présence des Français vers Cachy et Gentelles avait été annoncée par la cavalerie allemande ; la fusillade commençait déjà vers Aubercourt, tandis qu'aucune troupe française n'était signalée sur la route d'Amiens à Roye : le général de Bentheim pouvait donc craindre d'être attaqué sur son flanc droit, s'il continuait à marcher dans la direction d'Amiens. Il donna ordre à son avant-garde de prendre position entre Marcelcave et Gentelles pour couvrir le gros du corps d'armée qui s'arrêterait de son côté sur la Luce. Ce mouvement éloignait ses troupes de celles du VIIIe corps et augmentait la trouée qui existait entre les deux fractions de la première armée : il avait donc des inconvénients graves.

La tête d'avant-garde de la 3e brigade, qui avait atteint la veille Démuin et Hourges, se rassembla près de Hangart, en laissant deux compagnies à la garde de chacun des ponts de Domart et de Démuin.

Au moment où le gros de l'avant-garde débouchait sur la Luce,

Campagne du Nord en 1870-71

Henri Charles-Lavauzelle, Editeur

Theatre de la bataille d'Amiens

(vers 10 heures), le brouillard commençait à se dissiper. Le général de Pritzelwitz donna ordre à la 3e brigade de se porter en avant de la Luce, en trois colonnes (1).

La colonne de gauche, partie de Domart, traversa les bois de Domart sans résistance, mais fut accueillie au moment d'en déboucher par une vive fusillade venant de Gentelles. La marche des deux compagnies de tête fut arrêtée, le bataillon qui suivait se porta en ligne et menaça la gauche des Français. En outre, la batterie de la colonne prit position au nord du bois de Domart et ouvrit le feu sur le village. Le 20e chasseurs l'évacua sous les obus et les Prussiens y prirent pied, pendant que les Français se retiraient lentement vers Cachy et vers le nord; les Allemands les suivirent en se couvrant vers la route de Roye au moyen de leur escadron de dragons, et en se reliant par une compagnie jetée dans le bois de Fleye avec la colonne du centre.

Celle-ci avait dirigé une compagnie vers l'angle nord-ouest du bois de Hangart; une seconde compagnie et une batterie avaient pris la direction de Gentelles et appuyaient l'attaque de la colonne de gauche. A ce moment, celle-ci venait de dépasser Gentelles et se trouvait en face du 20e chasseurs renforcé d'une partie du bataillon du 43e qui gardait Cachy. Devant les renforts survenus aux Français, les compagnies allemandes commencèrent à se retirer. La batterie de la colonne du centre prit position à la lisière du bois de Hangart et une compagnie nouvelle se porta en ligne. La contre-attaque des Français fut arrêtée; ils avaient alors devant eux, outre la colonne de gauche, trois compagnies de celle du centre; la 4e et les pionniers étaient restés en réserve dans le bois de Hangart.

La colonne de droite avait porté deux compagnies du 4e entre les bois de Hangart et de Morgemont. Le 44e était dans ce dernier. Vers midi, les compagnies de gauche tentèrent de déboucher sur Villers-Bretonneux; mais elles furent accueillies par une violente fusillade partie de tranchées-abris au sud du village et furent rejetées dans le bois de Hangart.

Cependant le 44e avait traversé le bois de Morgemont et en débouchait en face de Villers-Bretonneux.

---

(1) *Relation du grand état-major prussien :*

Six compagnies du 4e, un escadron, une batterie (colonne de gauche).

Quatre compagnies du 4e, un escadron, une batterie une compagnie de pionniers (colonne du centre).

Deux compagnies du 4e, le 44e, un escadron, une batterie (colonne de droite).

Le colonel du Bessol avait organisé la défense des abords de Villers-Bretonneux de la manière suivante : Entre le chemin de Hangart à Villers-Bretonneux et la voie ferrée se trouvait une moitié du bataillon d'infanterie de marine, qui appuyait sa gauche à la voie, à un kilomètre environ du village. Sur ce point, à hauteur d'un moulin et d'un pont, se trouvaient des buttes de déblais qui avaient été organisées défensivement et qui étaient occupées au début de l'action par deux compagnies de mobiles du Nord (48e).

Le reste du bataillon d'infanterie de marine était au nord de la profonde tranchée où court la voie ferrée. Il étendait sa gauche jusqu'à la route de Warfusée-Abancourt. Le gros du 48e mobiles se trouvait massé à la sortie sud du pont de Villers ; une batterie de 4 était sur le chemin de Hangart, près de deux petites tranchées-abris qui avaient été creusées le long du chemin de Marcelcave à Cachy.

Une batterie de 8 était restée en réserve.

La position des Français à l'est et au sud de Villers-Bretonneux était assez forte : ses abords étaient généralement découverts et le colonel du Bessol avait tiré un parti habile des moindres obstacles du terrain : aussi, la première attaque du 44e fut-elle arrêtée par l'infanterie de marine.

Un bataillon du 44e était alors dirigé sur la voie ferrée pour déborder la gauche française ; deux de ses compagnies se portaient au sud des buttes, les deux autres les attaquaient par l'est. Quatre compagnies prolongeaient successivement la ligne jusqu'au bois de Morgemont, tandis qu'une batterie, postée près du bois, luttait avec celle qui défendait Villers au sud et que la batterie laissée en réserve allait rejoindre.

Les buttes abandonnées sur ces entrefaites par les mobiles du Nord, avaient été occupées par l'infanterie de marine (vers 1 heure) : les deux bataillons prussiens arrivèrent à 300 mètres de nos tirailleurs, et, au bout de quelques instants de feu rapide, donnèrent l'assaut. Après une mêlée furieuse, les buttes étaient enlevées et un moment de désordre se produisait sur toute la ligne française. Les mobiles du Nord, restés en réserve, commençaient à donner des signes de faiblesse ; un incident aurait suffi pour amener une déroute. Heureusement la contenance du colonel du Bessol sauvait sa brigade. Un groupe allemand, qui cherchait à gagner le village par la tranchée du chemin de fer était arrêté par le feu rapide d'une compagnie de francs-tireurs placée fort à propos sur le pont à l'est de la station.

En outre, le colonel du Bessol ralliait les défenseurs des buttes et arrêtait les progrès des Allemands.

D'ailleurs, les renforts que lui envoyait le général Lecointe débouchaient de Villers-Bretonneux. Pendant que le bataillon du 65e et celui du 75e se déployaient au sud de Villers-Bretonneux (1), la gauche au chemin de Hangart, le 2e chasseurs et une partie de l'infanterie de marine et des mobiles se portaient sur les buttes. Le colonel du Bessol, à cheval, le képi à la pointe de son sabre, se jetait à leur tête sur le 44e. Il le refoulait et les buttes étaient un moment réoccupées par le 2e chasseurs et l'infanterie de marine. Une compagnie du génie, qui arrivait de Corbie, était chargée de la garde du moulin, au nord de la voie ferrée.

Pendant ce combat, le bataillon du 75e avait déployé deux compagnies en face des deux compagnies prussiennes qui continuaient à occuper la pointe est du bois de Hangart. Les deux autres suivaient en réserve. Malgré le tir d'une batterie postée au saillant nord-ouest du bois, les deux premières compagnies se jetaient dans les tranchées-abris, sur le chemin de Cachy à Marcelcave. Sous leur protection, le reste du bataillon marchait sur le bois de Hangart et y pénétrait derrière les Allemands; ceux-ci se retiraient au nord-ouest de Démuin après une vive résistance. Ils avaient perdu tous leurs officiers, moins un. Le mouvement du 75e coïncidait avec la marche en avant du bataillon du 65e et d'une partie du 48e mobiles au sud du bois d'Aquesne. Malheureusement, les deux compagnies françaises jetées dans le bois de Hangart s'y trouvaient tout à fait isolées. L'artillerie de corps du général de Bentheim atteignait alors la Luce, et amenait sur ses avant-trains et ses caissons un peloton du 1er régiment qui se jetait sur le flanc des tirailleurs français, pendant que trois compagnies les abordaient de front ; les tirailleurs du 75e se retiraient sur les tranchées-abris, au nord du bois, en entretenant un combat traînant.

Cependant, les deux batteries du général Lecointe étaient venues se placer à l'est de Villers, la batterie de 12 au nord de la voie ferrée, celle de 4 au sud ; mais quatre batteries de l'artillerie de corps venaient prendre possession en face d'elles, à l'est du bois de Morgemont. Avec leur appui, le 44e tentait une nouvelle attaque des buttes et réussissait à les emporter de nouveau vers 3 heures. La retraite sur ce point était encore une fois l'occa-

---

(1) Le bataillon du 75e n'avait que 4 compagnies, la 5e était restée au nord de la Somme. (*Bulletin de la réunion des officiers,* 1er semestre 1884.)

sion d'un commencement de déroute de la part des mobiles. Il fallait toute l'énergie du colonel du Bessol pour l'arrêter.

Il tentait aussitôt un nouvel effort à la tête de ce qu'il pouvait ramasser de chasseurs, de soldats d'infanterie de marine ou de mobiles. Mais il était blessé après avoir eu un cheval tué sous lui ; le commandant Giovaninelli, du 2e chasseurs, l'était également : il fallait renoncer à réoccuper les buttes ; toutefois, nos tirailleurs en étaient si rapprochés que les Allemands ne pouvaient s'y installer définitivement.

L'artillerie allemande tentait à ce moment de suivre le mouvement offensif de l'infanterie ; deux des batteries qui s'étaient avancées jusqu'au saillant nord du bois d'Aubercourt, étaient pourtant forcées de se retirer à l'est devant les tirailleurs français ; mais trois batteries nouvelles apparaissaient du côté des Allemands, et la 3e division de cavalerie entrait en ligne.

Elle avait laissé à Ham deux escadrons, une compagnie et une section à cheval et avait éclairé le flanc de l'armée pendant toute la matinée. Vers 2 heures, elle prenait une position d'attente, d'abord à l'est, puis à l'ouest de Marcelcave, et ses dix pièces entraient en action contre Villers-Bretonneux. 64 pièces allemandes concentraient alors leur feu sur les 24 pièces françaises placées autour du village.

La lutte n'était guère possible ; les deux batteries de 4 placées au sud de Villers, avaient épuisé leurs munitions ; elle se retirèrent au galop vers 4 heures. Ce fut le signal de la débandade des mobiles du Nord ; deux des compagnies du 75e, la plus grande partie des chasseurs et de l'infanterie de marine les suivirent vers le village ; il ne restait plus en face du bois de Hangart que deux compagnies du 75e et quelques hommes des autres corps, et des renforts étaient arrivés aux Allemands.

Trois compagnies du 1er étaient venues de la Luce dans le bois de Morgemont, deux nouvelles compagnies du 44e étaient entrées en ligne à l'est du bois : le bouquet d'arbres au nord fut enlevé aux Français ; ceux-ci tinrent quelque temps aux tranchées-abris, puis se replièrent lentement vers Villers-Bretonneux (vers 5 heures). Les Allemands y entraient à la nuit, sans trouver grande résistance. Une centaine d'hommes du 2e chasseurs et de la compagnie du génie y étaient faits prisonniers, après avoir été coupés de leur ligne de retraite.

Le général Farre avait donné l'ordre aux troupes de Villers-Bretonneux de se replier ; l'artillerie n'avait plus de munitions, la déroute des mobiles avait continué et l'infanterie de marine, ainsi que les chasseurs, étaient épuisés par leurs efforts de la

journée (1). Le général en chef dirigea une partie des troupes sur Corbie ; le reste marcha sur Amiens sous le commandement du colonel de Villenoisy, son chef d'état-major. Ces directions divergentes étaient déjà une cause de désordre ; nos troupes, qui n'étaient plus soutenues par l'espoir du succès, furent bientôt dans le plus grand désarroi. Le désordre fut mis à son comble par une mesure malheureuse prise à Corbie : on empêcha tous les gardes mobiles d'entrer dans la ville et on les dirigea sur Amiens. Ce chassé-croisé, qui doublait les fatigues de la journée, était fait pour détruire toute discipline (2). Grâce à la nuit et aux pertes subies, les Prussiens ne tentèrent pourtant pas de poursuivre les troupes françaises.

Pendant le combat de Villers-Bretonneux, les Français avaient continué à défendre les abords sud de Cachy ; à diverses reprises, ils avaient tenté d'enlever aux Allemands le bois de Fleye ; l'artillerie à cheval du I^er^ corps et une batterie divisionnaire étaient en position au sud de Cachy et soutenaient les Allemands : le combat se prolongeait ainsi sans résultats décisifs, quand le général Lecointe déboucha avec un bataillon du 91^e^, en face de Gentelles : deux bataillons de la 2^e^ brigade, venus de Saint-Nicolas avec le lieutenant-colonel Pittié, marchaient également sur le village, pendant que deux bataillons du 46^e^ mobiles (Nord) traversaient le bois de Gentelles et prolongeaient la ligne à l'ouest.

Gentelles n'était plus défendu que par deux compagnies prussiennes ; un bataillon en était parti pour le bois de Fleye, d'où il faisait face à Cachy. Après une assez longue résistance, Gentelles était repris par les Français ; une vingtaine d'hommes et un officier étaient enlevés aux Allemands. Vers 4 h. 1/2, le général Lecointe débouchait de Gentelles sur Domart avec les bataillons entrés dans le village ; les deux bataillons de mobiles s'étendaient sur la croupe du moulin à vent au sud-ouest de Gentelles : les Allemands étaient menacés d'être coupés en deux tronçons ; le général de Pritzelwitz dirigea aussitôt sur Domart un bataillon du 4^e^ et deux batteries.

Le général de Manteuffel avait suivi les premières phases de la bataille de la colline au nord de Thennes ; les Français n'avaient

---

(1) Le lieutenant-colonel de Gislain avait pris le commandement de la brigade.

(2) X. Tanera. 1873. Personne, d'après l'auteur cité, ne s'occupa de placer des avant-postes. Un capitaine de francs-tireurs de bonne volonté s'offrit pour cet office à 11 heures du soir.

eu d'abord en face d'eux, sur ce point, que son escadron d'escorte. Il avait en outre, vers midi, donné l'ordre au VIII[e] corps de se relier par Fouencamps au reste de l'armée; mais le général de Goeben, complètement engagé déjà sur un front fort étendu, croyait ne pouvoir rien distraire de ses forces, quoique celles des Français devant lui fussent bien inférieures aux siennes. Vers 1 heure, un bataillon du 28[e] qui arrivait de Plessier, prenait position en face du bois de Gentelles et cherchait à entretenir un combat traînant; mais les progrès des Français du côté de Cachy l'obligèrent bientôt à se retirer vers le pont de Thennes qu'il se bornait à défendre; le général de Manteuffel passait lui-même au sud de la Luce.

La nuit survenait peu après et les Français arrêtaient leur marche offensive; les Allemands occupaient les ponts de la Luce et Villers-Bretonneux; le reste du I[er] corps bivouaquait au sud de la rivière. La journée était donc indécise sur la rive droite de l'Avre; si les Français avaient perdu Villers-Bretonneux, les Allemands avaient dû évacuer Gentelles après l'avoir pris, et leur I[er] corps avait failli être coupé du VIII[e]. C'étaient là des résultats des plus honorables pour les jeunes troupes du général Farre.

CHAPITRE VII

Bataille d'Amiens (Rive gauche de l'Avre).

La 30[e] brigade s'était rassemblée auprès de Hailles avec deux escadrons du 9[e] hussards et deux batteries; elle dirigea sur Fouencamps une reconnaissance de deux bataillons du 28[e] avec un escadron, tandis que le reste de la brigade s'établissait entre Hailles et Dommartin. Le hameau de Paraclet et les bois à l'ouest étaient occupés par le I[er] bataillon de chasseurs. Sa présence fut signalée aux Allemands qui dirigèrent vers le hameau le feu d'une section d'artillerie.

Paraclet, évacué sous les obus, fut aussitôt occupé par deux compagnies du 68[e], pendant qu'une autre compagnie gagnait le pont de Cottenchy, sur la Noye, et surveillait le flanc gauche de la brigade.

Les Allemands poussaient ensuite sur Boves où ils étaient arrêtés par la fusillade.

Vers 1 heure, le général de Strübberg, qui connaissait la situation et savait qu'une diversion tentée par le VIII[e] corps entrait dans les intentions du général en chef, se décidait à marcher sur Boves et Saint-Nicolas. Les deux bataillons du 28[e] traversaient

l'Avre et s'avançaient le long de sa rive droite ; un bataillon du 68e les prolongeait au delà de la route de Moreuil ; six compagnies du 68e se dirigeaient sur Boves par la rive gauche de l'Avre.

Mais les progrès du 28e et du 68e vers Saint-Nicolas furent brusquement arrêtés par une fusillade partie du bois de Gentelles ; une partie de la ligne prussienne dut faire face au bois. La diversion qui retardait ainsi la marche des Allemands venait des deux bataillons du 46e mobiles qui prolongeaient la droite du général Lecointe. Devant l'offensive des Prussiens à l'est de l'Avre, ils avaient opéré un changement de front partiel ; quelques compagnies avaient pris position le long de la route d'Amiens ; le reste faisait face à la Luce.

La droite de la 30e brigade arrêtait donc un instant son mouvement offensif ; le bataillon du 68e se déployait le dos à l'Avre et face au 46e mobiles, tandis que l'escadron d'escorte du général de Manteuffel, soutenu plus tard par trois escadrons du 10e dragons et par le bataillon du 28e, dont nous avons déjà parlé, se tenait à cheval sur la route d'Amiens, le dos à la Luce.

Cependant, la 29e brigade renforcée de deux batteries et un escadron, s'était rassemblée près de Sains, en se couvrant vers Saint-Fuscien d'un bataillon du 65e et d'un escadron. Le bruit du canon et les nouvelles reçues du 1er corps décidèrent le général de Kummer, qui marchait avec la brigade, à porter sur Fouencamps six compagnies du 65e et du 33e pour se relier au général de Strübberg. Un peu après, des troupes françaises apparaissaient entre Boves et Saint-Fuscien : le 1er bataillon de chasseurs, deux bataillons du 33e et du 47e mobiles avaient été envoyés vers Dury par le colonel Derroja pour le relier aux troupes du général Paulze d'Ivoy ; le colonel de Bock portait dans cette direction, sur la ferme de Cambos, un bataillon du 33e et une batterie : sous les obus allemands, les Français se retiraient vers Boves.

Comme la 30e brigade gagnait du terrain au nord de Paraclet, le général de Kümmer prescrivit à la 29e de se diriger sur le château de Boves ; les troupes de première ligne de cette brigade étaient renforcées d'un bataillon du 33e et d'une batterie venus de Sains.

Vers 3 heures, ce bataillon abordait Boves à l'ouest, pendant que six compagnies du 65e et du 33e y pénétraient par la vallée ; les deux bataillons du 28e prolongeaient la ligne vers Saint-Nicolas.

Cette attaque concentrique amena l'évacuation du village et les Français se retirèrent vers Cagny. La poursuite des Allemands fut arrêtée par une charge à la baïonnette exécutée par le bataillon du 24e et une compagnie de mobiles sous les ordres du chef de

bataillon Zédé. Plusieurs retours offensifs étaient même tentés par les Français; d'ailleurs la présence des mobiles du général Lecointe, au bois de Gentelles, sur le flanc droit des Allemands, ne leur permettait guère de continuer leur marche en avant. Ils se retirèrent aux environs de Boves et de Saint-Nicolas.

La nuit était venue; la plus grande partie de la brigade Derroja se rassembla à Longueau, pendant que la 30e brigade cantonnait dans Fouencamps et Boves, et la 29e dans Sains.

La présence de l'ennemi ayant été signalée vers Essertaux, le général Paulze d'Ivoy avait envoyé dès le matin en reconnaissance quelques compagnies du 19e chasseurs, deux compagnies du 43e et un bataillon de mobiles de la Somme. Le gros de ce détachement était à Hébécourt et l'avant-garde atteignait Saint-Sauflieu, quand elle se trouva en face des Allemands.

Le général de Barnekow avait dirigé la 16e division en deux colonnes sur Rumigny et Hébécourt : en même temps, il avait porté à Contay, dans la vallée de la Celle, un détachement d'un bataillon et d'un escadron chargé de garder son flanc gauche et de couper la voie ferrée d'Amiens à Rouen. Pendant que la colonne de gauche dirigeait un bataillon du 70e sur Saint-Sauflieu et en délogeait l'avant-garde française, la colonne de droite, précédée d'un bataillon du 40e, marchait sur Hébécourt.

Le 19e chasseurs avait pris position dans le village : les deux compagnies du 43e étaient en réserve au nord; le bataillon de mobiles occupait le bois en troisième ligne.

Hébécourt attaqué, vers 10 h. 1/2, par les deux bataillons du 70e et du 40e, fut défendu avec acharnement; les habitants eux-mêmes prirent part à la lutte : mais après un combat très vif dans l'intérieur du village, il fut complètement occupé et les Français se retirèrent dans le bois. Deux escadrons du 9e hussards, qui avaient tourné le village à l'ouest, chargèrent deux compagnies en retraite et les sabrèrent.

Vers 11 heures, les deux bataillons prussiens se portèrent d'Hébécourt à l'attaque du bois, avec l'appui d'une batterie postée près de Rumigny; les Français firent une résistance acharnée à l'intérieur du bois, et il fallut faire déborder leur flanc droit par deux compagnies, qui s'avancèrent le long de la lisière ouest; ils se retirèrent vers Dury, où ils prirent place derrière les retranchements. A ce moment, les troupes du général Paulze d'Ivoy étaient disposées de la façon suivante : les trois bataillons de mobiles du Gard occupaient la droite de la ligne à Pont-de-Metz; puis venaient, entre ce village et la route de Paris, un bataillon du 43e,

le 19e chasseurs et deux compagnies de fusiliers marins : entre la route de Paris et celle de Saint-Fuscien, étaient les quatre bataillons de mobiles de la Somme, de la Marne et du Nord. La garde nationale était en seconde ligne entre Amiens et Saint-Fuscien.

Les troupes du général Paulze d'Ivoy recevaient peu après un renfort inespéré; une batterie mixte de 12 arrivait d'Arras par voie ferrée; elle prit immédiatement position au nord de Dury. En outre, une batterie de 4 de la garde nationale était restée dans Amiens, faute de servants exercés; une compagnie de fusiliers marins l'amena aux retranchements vers la route de Saint-Fuscien avec des attelages improvisés : l'artillerie française put ainsi résister aux Allemands avec une infériorité numérique moins grande.

Cependant la 32e brigade s'était reformée au nord du bois d'Hébécourt ; le 40e, 2 escadrons et 1 compagnie de pionniers, se mettaient en marche à l'est de la route; le reste de la 16e division suivait. Les premières troupes allemandes furent accueillies par un feu violent parti du cimetière de Dury et des tranchées ; les quatre batteries de la division, renforcées bientôt après de deux batteries à cheval, prirent position à l'est et à l'ouest du village pour soutenir l'infanterie. Malgré le feu écrasant de ces 36 pièces, les Français tinrent vigoureusement dans le cimetière et dans les tranchées ; la batterie de 12 soutenait avec énergie le feu bien supérieur des Allemands. Son commandant, le lieutenant de vaisseau Meunier, donnait le plus bel exemple ; trois fois blessé, il avait refusé de quitter son poste de combat : il fut coupé en deux par un obus.

Le cimetière fut occupé un peu avant la nuit, par les Allemands ; mais ils ne purent aborder les tranchées et l'attitude de la garnison d'Amiens était telle que le général de Barnekow replia la 32e brigade (vers 4 heures), et l'établit au bivouac au sud de Dury ; la 31e brigade, qui avait suivi en réserve, cantonnait autour d'Hébécourt ; à l'extrême gauche des Allemands, deux bataillons, jetés vers la vallée de la Celle, s'étaient avancés après quelques escarmouches jusqu'auprès de Salouel.

Les Allemands n'avaient donc remporté aucun succès décisif sur cette partie du champ de bataille. Les troupes du général Paulze d'Ivoy, malgré leur extrême inexpérience, avaient fait une contenance inespérée derrière leurs retranchements.

CHAPITRE VIII

Evacuation d'Amiens, capitulation de la Citadelle.

Cependant le général Lecointe, resté à Gentelles et à Cachy avec une partie de chacune des trois brigades, n'avait pas tardé à connaître la perte de Villers-Bretonneux et la retraite de l'aile gauche française, ainsi que celle de la 2e brigade; il se retira sur Longueau, pendant la nuit. Les généraux présents à Amiens se réunirent en conseil de guerre : la situation fut jugée telle par la presque unanimité des voix, qu'elle rendait la défense d'Amiens impossible. Le général Paulze d'Ivoy seul demanda la continuation de la bataille. En l'absence du général Farre resté à Corbie, le conseil convint de la nécessité d'une retraite immédiate et en fit aviser le général en chef. A 3 heures du matin, les ordres étaient donnés pour l'évacuation d'Amiens dès la pointe du jour.

Après quelques heures de repos, les troupes furent rassemblées sur les boulevards d'Amiens et reçurent des vivres et des cartouches; vers 5 h. 1/2, le général Lecointe marcha sur Doullens, le général Paulze d'Ivoy sur Pas; le général Farre partit de Corbie dans la matinée et suivit la route de Bucquoy; enfin une partie de l'armée se retira par Albert.

L'évacuation d'Amiens était indispensable, les munitions manquaient et l'état moral de l'armée ne permettait plus de compter sur le renouvellement des efforts de la veille; mais il n'y avait aucune raison de précipiter à ce point la retraite. Un combat d'arrière-garde, soutenu au sud d'Amiens, aurait donné à l'armée la liberté de faire une retraite honorable et d'éviter une apparence de déroute que les courageux efforts de la veille ne laissaient pas prévoir. A supposer que l'état de l'armée ne permît même plus un combat de ce genre, une retraite plus régulière et moins hâtée eût été encore préférable. L'armée allemande, retenue par la citadelle et par la ville, dont elle devait prendre possession, n'eût sans doute pas gagné de vitesse les colonnes françaises. Aucun effort ne fut fait dans ce sens, et l'état de l'armée s'en ressentit cruellement.

Les troupes de ligne restèrent à peu près organisées, mais beaucoup de gardes mobiles se débandèrent; un incident fâcheux augmenta le désarroi. Les gardes nationaux réunis sur les boulevards déchargeaient leurs armes avant de les briser : on crut à l'attaque des Prussiens et l'escadron de gendarmerie, qui devait faire l'extrême arrière-garde, partit au galop, en coupant une partie du

convoi; une panique s'ensuivit et un certain nombre de caissons furent abandonnés et leur contenu jeté dans la Somme, avant l'arrivée des Allemands. Une pièce restée dans la ville était sauvée par les habitants et dirigée vers Doullens. Une partie de celles qui avaient défendu les retranchements étaient ramenées dans la citadelle ; le reste était abandonné.

De tristes scènes signalaient ailleurs l'évacuation précipitée de la ville ; la population pillait les casernes, sous prétexte de devancer les Prussiens : le maire d'Amiens, M. Dauphin, rétablissait l'ordre à grand peine.

Le général de Manteuffel avait ignoré, pendant toute la journée, la situation exacte de ses troupes ; vers le soir, il avait vu la partie du champs de bataille où il se trouvait évacuée par elles. Ses craintes pour les communications entre ses deux corps d'armée étaient même devenues assez sérieuses, pour qu'il ordonnât au général de Gœben d'occuper Moreuil. Cette petite ville pouvait acquérir de l'importance pour la liaison des deux fractions des Allemands.

Les nouvelles qui lui parvinrent dans la nuit lui firent voir la journée sous un aspect plus favorable ; néanmoins, il croyait, d'après la résistance acharnée, rencontrée presque partout par ses troupes, que les Français tiendraient encore le lendemain devant Amiens, si même ils ne prenaient de nouveau l'offensive. Il décida de rallier ses deux corps, de manière à ce qu'ils pussent se soutenir réciproquement; en même temps, il hâterait l'arrivée en ligne du I^er^ corps et, notamment, de la 4^e^ brigade, que la capitulation de La Fère venait de rendre disponible.

Les dernières nouvelles arrivées pendant la nuit tendaient déjà à modifier ces impressions ; le 28, dès le matin, les patrouilles de la cavalerie allemande trouvèrent le pays évacué par les Français ; le général de Gœben, aussitôt prévenu, porta son corps d'armée en avant : à midi, il faisait son entrée dans la ville à la tête de la 32^e^ brigade. L'armée du général de Manteuffel avait acheté la conquête de la grande ville picarde par des pertes relativement considérables : 230 tués, 1,040 blessés et 22 disparus (1); les 9 bataillons engagés au I^er^ corps avaient perdu, à eux seuls, plus de 800 hommes. Les pertes des Français montaient à 266 morts, 1,117 blessés et 1,000 à 1,200 disparus.

Les effectifs des deux armées en présence différaient notable-

---

(1) Dont 19 officiers tués, 56 blessés et 1 disparu. (*Relation du grand état-major prussien*). Les Allemands firent 800 prisonniers aux Français (Wartensleben, *Opérations de la première armée*).

ment; comme nous l'avons vu, les Français n'avaient pas, le 27 novembre, 25,000 hommes en ligne ; leurs adversaires avaient plus de 40,000 combattants à leur opposer. Pourtant, l'armée du Nord, avec sa composition et son armement défectueux, son artillerie improvisée, sa cavalerie rudimentaire, avait tenu très honorablement tête aux vieilles troupes de la première armée. Sa longue résistance tenait en partie à la nature difficile du champ de bataille coupé d'obstacles de toute nature ; mais la véritable cause de l'échec relatif subi par le général de Manteuffel était la dispersion des forces allemandes. Celles-ci s'étaient engagées à l'aveugle, sans connaître ni les forces ni les emplacements des troupes adverses; le général en chef s'était laissé mener par les évènement, au lieu de les mener lui-même.

Et pourtant, nous l'avons vu, les dispositions du général Farre prêtaient largement à la critique; son front démesuré l'exposait à un désastre et il fallut qu'il se trouvât en face de dispositions encore plus vicieuses que les siennes, pour qu'il sauvât son armée sans trop de pertes.

Amiens occupé par les Allemands, restait sa citadelle (1) : la situation de cette petite forteresse au nord de la ville en aurait fait un point d'appui plus précieux pour la première armée que pour celle du général Farre; pourtant, sa possession n'était pas sans importance pour l'armée du Nord. Tant qu'elle lui restait, l'occupation de la ville était précaire pour les Allemands.

En 1870, la citadelle d'Amiens consistait en un pentagone bastionné, dont la construction remontait au XVII[e] siècle. Elle était dans d'assez bonnes conditions défensives vis-à-vis d'un bombardement ou d'une attaque de vive force; ses murs d'escarpe étaient en bon état et trop élevés pour être escaladés. Quant à un bombardement au moyen de pièces de campagne, il n'aurait pu donner grand résultat ; il existait assez d'abris voûtés dans la citadelle pour recevoir une bonne partie de la garnison

Le commandant de la citadelle était le capitaine Vogel, de l'état-major des places : il avait été abandonné sans aucune instruction après la bataille d'Amiens; le départ des deux bataillons du 43[e], qui occupaient d'ordinaire la citadelle, le laissait avec une batterie de la garde mobile d'Amiens pour toute garnison. Il obtint du général Paulze d'Ivoy trois compagnies de mobiles du Nord, qui complétèrent son effectif à environ 400 hommes.

---

(1) Déclassée récemment.

L'armement de la citadelle consistait en 22 pièces lisses de divers calibres. En outre, un certain nombre de pièces rayées y avaient été ramenées des retranchements de Dury (1).

En somme, cet armement suffisait largement pour une défense passive devant de l'artillerie de campagne. Par contre, la garnison n'était guère disposée à se défendre : dès le 28 au soir, 40 mobiles avaient déserté ; le poste tout entier, sous-officiers compris, placé à l'avancée, était du nombre. La défense était difficile avec de pareils éléments. D'ailleurs, la municipalité, qui craignait pour Amiens les conséquences d'une lutte d'artillerie, insistait, dès le matin du 28, pour obtenir que la citadelle ne commençât pas les hostilités. Le capitaine Vogel s'y engagea contre tous ses devoirs.

Encouragé par cette attitude, le général de Gœben lui écrivit pour lui offrir de capituler. Sur un refus de Vogel, une sommation lui fut adressée le lendemain et resta sans résultat. Les Allemands eurent alors recours à d'autres moyens. Cinq compagnies, embusquées dans les maisons qui bordent le canal et dans les faubourgs de Saint-Pierre et de Saint-Maurice, très proches de l'enceinte, dirigèrent sur la citadelle un feu rapide de quelques instants. Les assiégés ripostèrent par quelques coups de canon et cette fusillade resta, en apparence, sans résultat.

Une tentative d'une autre genre ne fut pas plus heureuse. Un officier du génie, avec 5 pionniers et un peloton d'infanterie, se précipita sur la porte pour chercher à la pétarder; mais plusieurs de ses hommes furent tués ou blessés inutilement.

Le général en chef songea alors à employer un moyen plus énergique: il fit jeter un pont de bateaux sur la Somme, près de Montières et donna ordre à toute l'artillerie de ses deux corps d'armée de s'établir au nord de la rivière, de manière à commencer le bombardement de la citadelle dans la matinée du 30. Mais les préparatifs, faits d'après cet ordre, furent inutiles.

Pendant le feu rapide de l'infanterie prussienne, le capitaine Vogel, qui était à peu près seul dans la garnison à vouloir se défendre, avait reçu une balle au front, au moment où il faisait pointer une pièce (2). Le capitaine Wœrhaye, de l'artillerie mobile, lui succéda; le médecin et l'aumônier des gardes mobiles firent

---

(1) Le 8 décembre, il existait dans la citadelle 40 pièces dont 11 canons rayés, 15 canons lisses, 12 obusiers et 2 mortiers (Schmidt, *Siège de Péronne*).

(2) Le capitaine Vogel fut enterré dans la citadelle, après la capitulation, avec de grands honneurs rendus par les Allemands (Daussy).

auprès du nouveau commandant de place une démarche qui amena une capitulation immédiate. Les officiers et les gardes mobiles d'Amiens furent laissés libres sur parole et la ville versa pour eux une caution d'un million de francs ; les gardes mobiles du Nord demeurèrent prisonniers de guerre. Quant au matériel, il restait intact à la disposition des Allemands : un mois ne s'était pas écoulé qu'il allait servir au bombardement de Péronne (1).

CHAPITRE IX

Capitulation de La Fère.

Pendant que l'armée du Nord se préparait à livrer sa première bataille, une nouvelle place forte de la région ouvrait ses portes aux Allemands.

La Fère (2) est une petite ville située dans la vallée de l'Oise, au point où cette rivière pénètre dans le massif de collines qui termine au nord-ouest les plateaux du Soissonnais. Sa force défensive est à peu près nulle ; son enceinte est une simple muraille crénelée, mal flanquée par de petits bastions ou même par des tours datant du moyen âge. En 1870, certaines parties de ce mur d'enceinte, notamment sur le front-sud, n'étaient même pas couvertes contre des feux directs. Dans les dernières années, quelques modifications sans importance avaient été apportées aux fortifications. Un retranchement bastionné couvrait la gare et une petite tête de pont, le faubourg ouest.

La principale défense de La Fère est l'inondation qui peut couvrir trois de ses fronts. Les eaux de la Serre et de l'Oise peuvent en effet s'étendre sans obstacle sur les prairies basses qui entourent la ville dans la plupart des directions.

Les approches de La Fère sont donc difficiles excepté du côté des hauteurs de l'est ; le village de Danizy, qui s'y trouve, est très près de l'enceinte et les dernières maisons du faubourg Notre-Dame en sont à moins de 300 mètres. C'est donc un point d'attaque tout indiqué.

---

(1) Le conseil d'enquête réuni après la guerre rejeta le blâme de cette capitulation prématurée sur le général en chef, qui aurait dû laisser dans la citadelle une garnison suffisante et surtout veiller à ce qu'elle ne fût pas exposée, comme les gardes mobiles d'Amiens, à diriger ses canons sur le foyer natal.

(2) 4,914 habitants en 1876. La carte jointe à ce travail représente les environs de La Fère dans leur état actuel. Les trois forts détachés qui y figurent n'existaient pas en 1870 : le reste des fortifications n'a pas reçu de modifications importantes.

En outre des dehors dont nous avons parlé, il n'y avait en 1870 aucun ouvrage extérieur. La ville était donc très exposée à un bombardement, d'autant plus que les abris voûtés (1) y étaient insuffisants. Les caves de La Fère, à cause du peu de profondeur de la nappe d'eau, sont même peu nombreuses et peu étendues.

Le commandant Delmas de Lacoste était à la tête de la place au début de la guerre. Soit par défaut de ressources, soit pour d'autres motifs, il fit peu de choses pour préparer la défense. Par ordre du général Farre, il avait commencé l'évacuation de tout le matériel qui excédait les besoins stricts de la place. Cette opération excita les soupçons d'une partie de la population : elle ne manqua pas de crier à la trahison, si bien que les transports de matériel furent arrêtés ; une évacuation complète eût pourtant mieux valu que la défense dont nous allons raconter le rapide dénouement.

Le 9 novembre, le commandant Delmas fut remplacé, quelques jours seulement avant l'investissement, par le capitaine de frégate Planche. Le nouveau venu, en prenant son commandement, annonça à la population son intention de défendre la place « jusqu'à la dernière gargousse ». Il ajoutait qu'il ne se laisserait arrêter « par aucune considération d'intérêt particulier ».

L'abus que nous avions fait des phrases retentissantes, depuis le début de cette malheureuse campagne, aurait pourtant dû nous en guérir. La chute de La Fère allait prouver une fois de plus qu'elles ne pouvaient faire une place défendable d'une misérable bicoque et une bonne garnison d'un ramassis de gardes mobiles et de francs-tireurs.

La garnison n'était pas autre chose ; à part une quarantaine d'ouvriers d'artillerie restés à l'arsenal, elle se composait uniquement de gardes mobiles ou de francs-tireurs, au nombre de 2,700 environ (2).

---

(1) Au commencement d'août 1870, le chef du génie réclama la construction de blindages pour la garnison. Sa demande était repoussée au bout de quelques jours. Dans ce même rapport, il signalait les magasins à poudre comme exposés au tir dans toutes les directions. Rien ne fut fait pour les couvrir (Gœtze, *Opérations du corps du génie prussien en* 1870-1871).

(2) 3 bataillons de gardes mobiles du Pas-de-Calais ; un bataillon de gardes mobiles de l'Aisne (Guise) ; une partie du bataillon de Saint-Quentin (Aisne), 3 compagnies ; une batterie de mobiles de l'Aisne (Soissons) ; une batterie de mobiles de Vervins ; une 1/2 batterie d'anciens artilleurs volontaires ; compagnie de francs-tireurs Delassus ; compagnie de francs-tireurs Warluisel ; compagnie de francs-tireurs de Boulogne (E. Fleury).

L'armement de la place comptait 113 pièces (1), presque toutes d'ancien modèle ; il était numériquement suffisant. Quant aux approvisionnements en vivres et en munitions, ils ne laissaient rien à désirer.

Les Allemands avaient paru un instant devant La Fère, le 10 septembre, lors de la marche de l'armée de la Meuse sur Paris ; l'inondation de l'Oise fut tendue aussitôt, mais l'apparition de l'ennemi ne se renouvela pas pendant le mois suivant. Plus tard, la garnison de Laon vint reconnaître, à plusieurs reprises, les environs de la place, et notamment le 21 octobre, au moment de la première occupation de Saint-Quentin.

Cependant, La Fère devenait gênante pour les communications allemandes. Une fois Amiens et Rouen occupées, la ligne ferrée qui va de cette dernière ville jusqu'à Reims, en passant par La Fère et Laon, devait être de la plus grande importance pour la première armée. D'ailleurs, la possession de La Fère pouvait augmenter la sécurité à la partie nord des lignes d'investissement de Paris. Cette double considération décida la formation du petit corps de siège dont nous avons dit quelques mots.

Partie de Pont-à-Mousson par voie ferrée le 9 novembre, la 4e brigade atteignit Soissons les 11 et 12 novembre ; elle s'y renforça d'une compagnie de pionniers de place et de six compagnies d'artillerie. Le matériel de siège comprenait 20 canons prussiens et quelques mortiers français.

Pendant que ce petit parc de siège (2) était transporté lentement de Soissons à La Fère par des attelages de réquisition, le général de Zglinitzki arrivait le 15 novembre devant La Fère et en opérait l'investissement sans que la garnison fît rien pour l'en empêcher.

L'effectif du corps de siège était si restreint que des précautions particulières étaient nécessaires ; des tranchées-abris étaient creusées sur plusieurs points de la ligne d'investissement, et notamment à l'ouest, là où la position des Allemands était le plus menacée. Des maisons isolées ou des villages étaient organisés défensivement pour servir de point d'appui aux grand'gardes.

Tous ces travaux, qui s'opéraient avant l'arrivée du matériel de siège, étaient à peine inquiétés par quelques coups de canon sans résultat. La place tentait de petites sorties, aisément repoussées. L'une d'elles, faite le 21 novembre pour couper la voie ferrée aux

---

(1) 36 seulement étaient rayés.

(2) 8 pièces de 15c, 12 de 12c, à 385 coups par pièces, six mortiers de 22c, à 360 coups.

abords de la place, vers Laon, n'aboutit qu'à laisser des prisonniers aux Allemands.

Une tentative un peu plus sérieuse avait été dirigée du dehors contre la ligne d'investissement. Les villages à l'ouest de la place, Travecy, Quessy, Tergnier, étaient coupés du reste des lignes allemandes par l'inondation de l'Oise et n'étaient défendus que par un bataillon du 5e, dont le gros était à Tergnier et dont deux détachements de cent hommes environ occupaient les autres villages : il y avait là les éléments d'un coup de main qui fut tenté. Un bataillon de francs-tireurs, celui des volontaires de la Somme (1) était depuis peu dans le château de Ham. Il fut renforcé par un bataillon de mobiles du Gard et une section d'artillerie venue d'Amiens. Le tout montait à 1,400 hommes et était sous les ordres du commandant Krafft.

Il quitta Ham à 5 heures du matin, le 19, et en arrivant près de Vouel, partagea ses troupes en deux colonnes ; l'une devait passer par Mennessis, se porter sur Quessy, en déloger les Prussiens et les rabattre sur Tergnier. L'autre continuerait sur Vouel que l'on supposait ne pas être occupé, et irait directement à Tergnier. Le commandant Krafft espérait surprendre les détachements prussiens et les acculer à l'inondation.

Au moment d'entrer dans Vouel, le maire, interrogé par les Français, affirma que le village n'était pas occupé *à sa connaissance* (2) ; se fiant à cette réponse, deux compagnies de volontaires pénétrèrent dans Vouel sans prendre la moindre précaution. Arrivés aux deux tiers du village, ils furent assaillis par des coups de feu partis de toutes les maisons. Ce fut le signal d'une débandade complète. Les deux pièces furent sauvées à grand peine et un caisson resta aux Allemands : six volontaires demeurèrent sur le terrain.

Le deuxième détachement eut encore moins de succès ; au premier coup de feu, les mobiles du Gard prirent la fuite et toute la colonne rentra en désordre dans Ham, où les Allemands entraient à leur tour le lendemain (3).

La reconnaissance des abords de La Fère, le 16 novembre, avait abouti à la désignation du front est comme front d'attaque. Le

---

(1) Licencié bientôt après pour indiscipline.

(2) Le maire de Vouel fut plus tard arrêté et traduit devant un conseil de guerre ; il fut du reste acquitté (Ramon, *L'invasion en Picardie ;* E. Fleury et autres).

(3) Une partie de la 3e division de cavalerie.

parc de siège serait ainsi protégé par l'Oise des tentatives du dehors ; le chemin de fer faciliterait les transports de munitions.

Sept batteries furent construites de 1,100 à 1,500 mètres des fortifications ; elles étaient à tel point dissimulées aux vues de la place que son tir en gêna à peine la construction ; quatre d'entre elles étaient au nord de Danizy, une à Danizy et deux au sud.

Le 24 novembre, dans la nuit, les pionniers prussiens allaient couper à 300 mètres de la place, au milieu de l'inondation, une ligne de peupliers qui gênaient les vues des batteries. Cette opération, rendue assez délicate par la grosseur et le nombre des arbres, ne fut gênée en rien par les Français. Quelques assiégés étaient pourtant venus en bateaux très près des travailleurs.

Le lendemain, à 7. h. 1/2 du matin, les batteries commençaient le feu, et les premiers obus tombèrent sur les quartiers d'artillerie qu'ils ne tardaient pas à incendier. La place ripostait avec une vingtaine de pièces, au bout d'une demi-heure de silence. Mais le tir des Français était tellement incertain que les batteries allemandes ne subissaient presque aucune perte. La plupart des bâtiments militaires et une vingtaine de maisons étaient incendiés le jour même.

Une partie des habitants tentait d'obtenir la capitulation, que le commandant de place refusait, après quelques pourparlers. Le feu des Allemands continuait lentement dans la nuit et la matinée, la place ne répondait plus et les artilleurs de la garde mobile ne voulaient même plus se tenir sur les remparts ; dans la matinée, La Fère arborait le drapeau blanc. La capitulation ne tardait pas à être conclue aux conditions de celle de Sedan ; mais, du moins, le commandant de place avait fait, avant de la signer, enclouer les pièces, détruire les armes et noyer les poudres. Une partie de la garnison put même s'échapper par la porte Saint-Firmin, avant l'entrée des Allemands : le 27 novembre, 2,300 prisonniers leur étaient livrés.

Telle fut la fin de la défense « résignée » de La Fère, suivant les propres termes de la capitulation. Les pertes des Allemands avaient été absolument insignifiantes ; pendant ces douze jours de siége, ils avaient eu 1 officier et 5 hommes tués ou blessés (1).

Celles de la place, un peu plus considérables, n'étaient pourtant guère de nature à justifier une reddition aussi prompte ; elles se bornaient à une quarantaine de tués ou de blessés, dont trois tués appartenant à la population. Il avait suffi de 26 pièces, tirant 1,800

---

(1) *Relation du grand état-major prussien.*

projectiles en trente heures, pour amener la reddition d'une place armée de 113 bouches à feu et pourvue de près de 3,000 hommes de garnison.

Les Allemands laissèrent provisoirement un bataillon dans la La Fère ; le reste de la 4e brigade partait, le 28 novembre, pour rallier la première armée auprès d'Amiens.

L'occupation de La Fère ne diffère pas beaucoup de la plupart des sièges subis par nos places fortes en 1870-1871 ; l'absence de défenses extérieures abrégeait et facilitait l'investissement ; le manque d'abris permettait au bombardement de produire de grands effets; la population civile en usait pour agir sur l'esprit des gouverneurs, qui se laissaient trop aisément convaincre. Toutelois l'extrême brièveté de la résistance avait, dans ce cas, une raison particulière : le manque d'éléments d'armée active dans la garnison ; c'est un des motifs qui précipitèrent la chute de la place. Il n'est pourtant pas interdit de croire qu'une direction plus énergique donnée à la défense eût pu la prolonger dans des conditions un peu plus honorables.

TROISIÈME PARTIE

PONT-NOYELLES

CHAPITRE X

Marche de la première armée sur Rouen.

Pendant que l'armée du Nord continuait sa retraite jusque sous les murs d'Arras et s'y reformait, les Allemands ne cherchaient pas à profiter de leur victoire pour lui porter les derniers coups ; leur cavalerie ne gênait même pas sa retraite : la précipitation et le désordre avec lesquels elle s'était opérée semblaient pourtant lui promettre des succès faciles.

Heureusement pour l'armée du Nord, le général de Manteuffel, une fois Amiens occupé, ne songea qu'à remplir la deuxième partie des instructions du grand quartier général (1). Elles lui prescrivaient, nous l'avons vu, de diriger sur Rouen la masse principale de son armée, dès qu'Amiens auraient été enlevé aux Français. Aux yeux du général de Moltke, l'occupation d'Amiens semblait être l'objectif accessoire ; le but principal assigné à la première armée était Rouen.

Le grand quartier général avait d'ailleurs donné au général de Manteuffel des renseignements erronés sur la composition et l'effectif des troupes françaises de Normandie. Elles montaient, à l'en croire, à 44,000 hommes, dont 11,000 de troupes de ligne, avec 94 canons, dont une bonne partie de pièces de place ou de siège. En réalité, l'effectif de ces troupes était beaucoup moindre ; le général Briand n'avait guère plus de 22,000 hommes, avec 32 pièces, à Rouen ou aux environs (2) : ni l'organisation, ni l'esprit de ce petit corps d'armée n'étaient de nature à inspirer des craintes sérieuses aux Allemands ; ceux-ci ne s'en rendirent nullement compte et pendant toute la durée de la campagne, ils attachèrent aux rassemblements français de Normandie une importance qu'ils n'avaient à aucun degré.

Le général de Manteuffel donna, dès le 28 novembre, des ordres pour la marche de la première armée sur Rouen ; la garde d'Amiens

---

(1) Du 17 novembre.

(1) Rolin, *la Guerre dans l'Ouest.*

fut confié à un détachement composé de la 3e brigade d'infanterie, une brigade de cavalerie, deux batteries, une compagnie de pionniers, et placé sous les ordres du général de Grœben; il devait assurer l'occupation d'Amiens et la garde de la voie ferrée d'Amiens à Tergnier et à Laon, en même temps qu'il couvrirait le flanc droit et les derrières de la première armée. Il s'attacherait particulièrement à maintenir les Français dans l'incertitude sur l'état réel de ses forces ; la 3e division de cavalerie était disloquée ; deux de ses régiments étaient attachés à chacun des corps d'armée, les deux autres restaient autour d'Amiens.

Le reste de la première armée allait marcher sur Rouen et ses mouvements préparatoires commençaient immédiatement. Le VIIIe corps s'établissait sur la route d'Amiens à Rouen ; sa tête de colonne était à hauteur de Creuse le 29 novembre ; le Ier corps s'échelonnait sur la route de Moreuil à Conty et son avant-garde atteignait Essertaux le 29 : la 4e brigade, qui venait du siège de La Fère, était encore à Montdidier à cette date.

Les deux corps d'armée passaient dans leurs positions la journée du 30 novembre et y recevaient les batteries laissées en arrière pour le bombardement de la citadelle d'Amiens. Le lendemain, la première armée commençait son mouvement sur Rouen; sa présence semblait y être devenue d'autant plus nécessaire que les Français venaient d'opérer sur plusieurs points des mouvements offensifs, dont l'un avait abouti à la surprise d'Étrépagny. Un détachement allemand avec du canon avait été presque complètement enlevé par les troupes du général Briand. Ce petit succès pouvait être le prélude d'un mouvement offensif le long de la Seine et il était urgent de faire intervenir dans cette direction l'armée de Manteuffel.

Nous n'avons pas à entrer dans le détail de la marche sur Rouen ; elle sort du cadre de notre récit. Il suffit de dire que la première armée ne trouva aucun obstacle devant elle ; les Français avaient évacué une grande partie du pays qu'ils occupaient quelques jours avant. Les travaux de campagne établis aux abords de Rouen ne furent même pas défendus et les Allemands entrèrent dans l'ancienne capitale de la Normandie, le 5 décembre, sans trouver la moindre résistance. Les troupes françaises s'étaient retirées aux abords immédiats du Havre. Leur prompte retraite des environs de Rouen autorisait à croire que la défense du Havre ne serait pas plus sérieuse et l'occupation de ce port était faite pour tenter les Allemands. Son importance, très grande en temps ordinaire, n'avait fait que s'accroître à la suite des événements. C'était le port d'attache de la plupart des steamers, qui apportaient d'Amérique ou d'Angleterre les armes et les munitions nécessaires

aux armées de la Défense nationale. Son occupation par les Allemands aurait eu, en outre, une importance morale considérable. Du reste, le grand quartier général, dans les instructions envoyées à la première armée (1) après son entrée dans Rouen, autorisait un coup de main sur Le Havre; il prescrivait en outre de disperser les troupes françaises qui tiendraient encore la campagne en Normandie, tout en surveillant celles qui s'étaient retirées sur Arras après la bataille d'Amiens.

Le général de Manteuffel avait déjà envoyé autour de Rouen de fortes reconnaissances chargées de désarmer les populations et de s'assurer des positions prises par les Français; l'une d'elles occupait Dieppe, le 9 décembre; les Allemands atteignaient la mer pour la première fois de la campagne.

Le même jour (2), le général de Manteuffel arrêtait la répartition de son armée entre la Somme et la Seine. Comme les nouvelles venues d'Amiens lui annonçaient un redoublement d'activité de la part des Français, il donna ordre au VIII^e^ corps de se porter immédiatement vers le nord, après avoir fait une démonstration sur Le Havre. Cette opération devait être poussée plus ou moins à fond suivant les circonstances. Après l'avoir exécutée, le général de Gœben suivrait la côte jusqu'à Saint-Valery-sur-Somme et remonterait la rivière, de manière à atteindre Amiens. Le VIII^e^ corps et la 3^e^ division de cavalerie, qui serait reconstituée, garderaient la vallée de la Somme et spécialement les voies ferrées d'Amiens à Rouen et d'Amiens à Laon, dont le rétablissement était déjà commencé.

Quant au I^er^ corps, il était destiné à occuper la Normandie avec la brigade de dragons de la garde et la 3^e^ brigade le rejoindrait à Rouen, dès l'arrivée du VIII^e^ corps aux environs d'Amiens.

La première armée allait ainsi se trouver partagée en deux masses à peu près égales; le général en chef comptait se servir du chemin de fer d'Amiens à Rouen pour porter rapidement de l'une à l'autre les renforts dont elles auraient besoin. La tâche devait être d'autant plus aisée qu'aucun lien ne paraissait exister et n'existait en effet entre l'armée du Nord et les troupes du général Briand; le général de Manteuffel pouvait concentrer successivement la masse de ses forces contre chacun de ses adversaires. Il semble fâcheux que la délégation de Tours n'ait pas porté remède à cette situation, en plaçant les troupes du Havre sous le commandement supérieur

---

(1) Le 7 décembre. *(Relation du grand état-major).*

(2) Wartensleben, *Relation du grand état-major prussien.*

du général en chef de l'armée du Nord. Cette mesure si simple eût certainement rendu de grands services à la cause nationale, dans plusieurs circonstances dont nous serons amené à parler.

Le VIII[e] corps, précédé de la brigade de dragons de la garde prussienne, avait déjà commencé sa marche sur Le Havre quand, dans la nuit du 10 au 11 décembre, le général de Gœben reçut du général en chef des informations qui modifièrent immédiatement ses projets. L'armée du Nord venait de commencer vers la Somme et l'Oise un mouvement dont on ne pouvait encore déterminer le but précis. Le général de Gœben résolut de porter directement sur Amiens la 15[e] division, tandis que la 16[e], qui était la plus avancée dans la marche sur Le Havre, continuerait de suivre l'itinéraire indiqué pour tout le corps d'armée. Le général ne renonçait pas encore complètement à une tentative sur Le Havre ; mais les reconnaissances de sa cavalerie ne tardaient pas à lui démontrer que les difficultés seraient grandes. Le Havre paraissait fortement occupé et d'importants travaux de campagne avaient été entrepris dans ses environs (1).

Dans ces conditions, une tentative de vive force, avec des moyens insuffisants, semblait devoir être d'une exécution difficile ; les nouvelles parvenues d'Amiens ne permettaient pas d'hésiter longtemps sur la marche à suivre ; le 12 décembre, le général de Gœben quittait Bolbec et Lillebonne avec la 16[e] division et se dirigeait par Dieppe sur la Somme.

Cette résolution était impérieusement dictée par les circonstances; le succès d'une tentative brusquée contre Le Havre, avec des moyens insuffisants, était très douteux. Peut-être le VIII[e] corps tout entier n'eût-il pu en venir à bout. En outre, le mouvement de l'armée du Nord contribuait à accélérer le départ du général de Gœben. L'ajournement de toute tentative sur le plus grand port du nord de la France en était la première conséquence (2).

---

(1) Le Havre était en réalité occupé par 40,000 hommes de troupes, 137 pièces de gros calibre garnissaient les forts (Rollin, *La Guerre dans l'Ouest*), mais la valeur intrinsèque de cette garnison était fort médiocre.

(2) Le général de Wartensleben, l'ancien chef d'état-major du général de Manteuffel, prétend le contraire dans son livre : *Opérations de la première armée;* en effet, la marche du VIII[e] corps sur Amiens était ordonnée avant que la surprise de Ham n'eût été annoncée au général de Manteuffel, mais la simple inspection des dates prouve qu'elle l'accéléra singulièrement, en en modifiant les conditions. Du reste, la relation officielle du grand état-major prussien confirme absolument notre version.

CHAPITRE XI

Le général Faidherbe.

Cependant l'armée du Nord, après la bataille d'Amiens et la retraite qui l'avait suivie, s'était concentrée aux environs d'Arras. Le général Farre commença immédiatement la réorganisation dont elle avait le plus pressant besoin. Cette opération était à peine ébauchée que l'armée passait en d'autres mains : le commandement intérimaire exercé par le général Farre prenait fin par l'arrivée du général Faidherbe (1).

Le nouveau général en chef devait donner un éclatant couronnement à une carrière qui n'avait pas été sans gloire. Ancien élève de l'Ecole polytechnique où il était entré en 1838, il choisit l'arme du génie ; après plusieurs années passées en Algérie ou aux Antilles, il fut envoyé en 1852 au Sénégal comme sous-directeur du génie. Deux ans plus tard, il était nommé chef de bataillon et gouverneur de la colonie. Il ne tardait pas à se mettre en évidence par l'activité et le dévouement qu'il apportait au développement de nos établissements. En quelques années, malgré les difficultés opposées par les Maures du littoral ou les populations guerrières de l'intérieur, il accroissait le domaine de la France de 100 lieues de côtes et plantait le drapeau national à 260 lieues de l'embouchure du Sénégal.

Forcé par l'état de sa santé de revenir en France, il passait deux ans en Algérie, puis revenait au Sénégal comme gouverneur. La guerre de 1870 le trouva général de brigade commandant la subdivision de Bône. Le gouvernement de la Défense nationale en fit un général de division et le mit à la tête de l'armée du Nord : ce fut un de ses meilleurs choix.

Tant d'années passées dans nos colonies les plus malsaines, avaient complètement détruit sa santé ; il s'en ressentait cruellement au milieu d'un hiver rigoureux, dans les neiges et les brouillards du nord de la France ; mais il mettait au service du pays une âme fortement trempée qui soutenait seule ses forces chancelantes.

Pendant deux mois, il allait mener la campagne la plus active, fatiguer les Allemands par une guerre sans repos et arracher à

---

(1) Le général Faidherbe fut nommé au commandement de l'armée le 18 novembre. Il arriva à Lille le 3 décembre.

nos vainqueurs des paroles d'estime dont ils n'étaient pas prodigues vis-à-vis de nos généraux d'alors. Leurs soldats trouvèrent une expression énergique pour peindre la ténacité avec laquelle Faidherbe s'attachait au sol national, en reparaissant aux endroits même d'où ils l'avaient cru arraché : ils l'appelaient « ce chiendent de Faidherbe » (1). Aucun surnom ne fut plus mérité ni plus honorable.

En prenant possession de son commandement, le général adressa aux troupes de l'armée du Nord une proclamation qui était un programme. Dans un langage un peu emphatique il réclamait d'elles en même temps que le « mépris de la mort, la discipline et l'austérité des mœurs », deux qualités militaires que les armées françaises avaient jadis possédées plus qu'aucune autre, mais qu'elles avaient singulièrement désapprises depuis la guerre de Crimée. Il annonçait l'intention d'exiger « impitoyablement » la discipline ; jamais en effet, elle n'avait été plus nécessaire ; mais grâce à la fermeté du général et à l'application sévère du décret sur les cours martiales (2), elle fut peut-être meilleure dans l'armée du Nord que dans aucune de nos armées d'alors.

Le général Farre avait déjà pris quelques bonnes mesures pour remettre l'armée en état de combattre ; le nombre de ses batteries avait été augmenté ; en outre, l'armée recevait chaque jour de nouveaux bataillons de garde mobile ou d'armée active. Les contingents de la garde nationale mobilisée commençaient également à se réunir. De grands efforts étaient faits pour armer et équiper convenablement toutes ces nouvelles formations. Ils n'étaient pas toujours suivis de succès, malgré le zèle déployé par l'intendant Richart (3).

Les renforts parvenus à l'armée du Nord permettaient de dédoubler ses trois brigades et d'en former trois divisions ; toutefois leur réorganisation n'était pas assez avancée pour que l'armée pût paraître tout entière devant l'ennemi. Le général Farre l'avait compris ; pour avoir le loisir de la réorganiser, en même temps

---

(1) Ramon, *L'Invasion en Picardie.*

(2) 2 octobre 1870.

(3) Les semelles de carton de l'armée du Nord sont restées légendaires : elles se composaient de simples feuilles de cuir emboîtant un morceau de carton. On juge de la durée de ces chaussures dans les boues de la Picardie ou de la Flandre. Pendant la marche du mois de janvier sur Saint-Quentin, on les ramassait par centaines après le passage de l'armée. Beaucoup d'hommes marchaient nu-pieds (Ramon).

que pour inquiéter les Allemands et aguerrir une partie de ses troupes, il avait eu la pensée d'organiser des colonnes volantes qui opéreraient dans le sud du département de la Somme et dans le nord de celui de l'Aisne, pendant que le reste de l'armée, et particulièrement les bataillons de garde mobile, achèveraient de se réorganiser dans les places du Nord. Le général Faidherbe accepta cette idée et, dans les premiers jours de décembre, il réunit à Cambrai un *corps volant* de 11 bataillons, 2 escadrons et 3 batteries. Ces 8,500 hommes étaient sous les ordres du général Lecointe : ils étaient répartis en trois groupes de 3 ou 4 bataillons, commandés par les lieutenants-colonels Pittié et de Gislain et par le capitaine de vaisseau Payen (1).

En outre, une petite colonne devait opérer vers la vallée de l'Oise, au sud de la ligne de Vervins-Saint-Quentin, en couvrant le flanc gauche du général Lecointe. Elle était commandée par le lieutenant-colonel du génie de la Saussaye, qui rassemblait à Vervins une petite brigade assez hétérogène, composée de bataillons d'infanterie empruntés aux garnisons de Mézières et de Givet, de gardes mobiles, de douaniers, de corps francs et de quelques pièces de montagne. Le tout comptait de 3,500 à 4,000 hommes.

La première semaine de décembre n'était pas écoulée que les troupes françaises reparaissaient sur la Somme.

Pendant que s'opérait la réorganisation de l'armée du Nord, le général de Grœben s'était occupé, comme le prescrivaient ses instructions, de couvrir les communications de la première armée, tout en cherchant des renseignements sur les projets des Français. La citadelle d'Amiens avait été mise en état de défense; des pièces rayées empruntées à l'armement de La Fère avaient renforcé le

---

(1) De Rappe : *Campagne de l'Armée française du Nord.*
La répartition était la suivante :

1re colonne : 2e bataillon de chasseurs,
2 bataillons du 24e,
1 bataillon du 33e,
1 batterie de 4.

2e colonne : 17e bataillon de chasseurs,
1 bataillon du 91e,
1 bataillon du 75e,
1 bataillon du 65e,
1 batterie de 4.

La 3e colonne comprenait 3 bataillons de fusiliers marins et une batterie de 8.

sien : on contraignait la municipalité d'Amiens de détruire à ses frais les retranchements de Dury. En même temps, des détachements étaient envoyés sur les lignes ferrées de Rouen et de Tergnier et les remettaient en état ; elles avaient du reste très peu souffert. Le matériel de chemin de fer pris à Amiens (1) allait rendre les plus grands service aux Allemands.

Avant de quitter Amiens, le général de Manteuffel avait pris les mesures nécessaires pour régler l'administration du pays conquis. Le gouvernement général de Reims, d'après les instructions du 4 novembre, ne s'étendait pas à l'ouest des départements de l'Aisne et de la Marne. Restait donc à régler la situation de ceux de la Somme et de l'Oise ; le général en chef les laissa provisoirement sous le commandement du général de Grœben ; l'intendant de la première armée, Sultzer, fut désigné comme préfet de la Somme ; un sous-préfet civil fut également nommé pour Amiens.

Les attributions de ces fonctionnaires étaient celles dont nous avons déjà parlé : elles consistaient surtout à assurer la perception des impôts (2). Comme dans le gouvernement général de Reims, le premier acte de la nouvelle autorité avait été de déclarer abolies les lois sur la conscription, la garde mobile ou la garde nationale mobilisée. En revanche, elle ne craignait pas de faire appel aux services des employés du chemin de fer du Nord pour les lignes en voie de rétablissement ; fort inutilement du reste, car tous se dérobèrent pas la fuite à la tâche qui leur était imposée par l'ennemi.

L'inspection générale des étapes de la première armée avait été portée de Compiègne à Amiens, qui tendait à devenir le centre d'action des Allemands dans le nord de la France. Dès le 3 décembre, un premier détachement de troupes d'étapes (3) occupait la station de Conty, sur le chemin de fer d'Amiens à Rouen, ainsi que des points avoisinants.

Des reconnaissances fréquentes montraient l'uniforme des Allemands dans plusieurs directions à la fois et donnaient à leurs forces, dans l'esprit des populations, une importance beaucoup plus

---

(1) 7 locomotives et 100 wagons (Wartensleben).

(2) Les fonctionnaires allemands étendaient parfois leur action aux objets qui auraient dû leur rester le plus étrangers. Une des premières circulaires envoyées par le préfet prussien de l'Aisne aux maires les invitait à assurer la reprise de l'instruction primaire (E. Fleury).

(3) 1 bataillon de landwehr de Saint-Wendel et 1 escadron du 6e hussards de réserve. Le général de Malotki était à la tête de l'inspection générale des étapes de la première armée.

grande qu'elles n'en avaient réellement. En outre, des réquisitions étaient frappées à tout instant ; suivant les procédés que nous avons déjà signalés, elles n'étaient pas payées aux environs d'Amiens, alors qu'à la même époque toutes les denrées requises autour de Beauvais ou de Clermont étaient régulièrement soldées (1) : manière habile de ruiner un pays dont les Allemands n'étaient pas encore absolument les maîtres.

Abbeville avait été évacuée par sa garnison ordinaire, le 2 décembre, à la suite de la journée d'Amiens ; le lendemain, elle fut réoccupée par 3 compagnies de gardes mobilisés de la Somme. La ville, ancienne place forte, déclassée depuis peu, avait encore son mur d'enceinte, et quelques barricades en fermaient tant bien que mal les issues. Un peloton de uhlans vint la reconnaître le 5 décembre et se présenta devant l'une des barricades : l'officier de la garde nationale, qui commandait le poste, défendit de tirer ; l'un des cavaliers mit pied à terre et vint *narguer* (2) les défenseurs au pied même de la barricade : après quoi, la reconnaissance tourna bride. Les journaux allemands firent grand bruit de cet incident : à sa suite, la garde nationale d'Abbeville fut licenciée comme il n'était que justice et une garnison plus sérieuse fut donnée à la ville (3).

Une seconde reconnaissance poussée jusqu'à Doullens (4) trouvait cette petite place inoccupée. D'autres allaient couper les voies ferrées d'Abbeville et d'Arras à Amiens.

Divers indices faisaient croire à un prochain mouvement en avant de l'armée du Nord ; les journaux anglais, les rapports des espions étaient unanimes à cet égard. Le général de Groeben avait fait partir pour s'en s'assurer, le 3 décembre, une colonne de toutes armes (5), commandée par le major Bock. Elle devait passer au sud de Péronne et marcher sur Saint-Quentin par Ham, de manière à couper la voie ferrée de Tergnier à Busigny.

Le major Bock atteignit Saint-Quentin, le 5 ; son peloton d'avant-garde, à peine entré dans la ville, fut entouré d'une foule

---

(1) Daussy, *La Ligne de la Somme*.

(2) Si le langage de l'auteur de *Pantagruel* et de *Gargantua* était encore de mise, nous dirions que le cavalier prussien *compissa aigrement* la barricade gardée par les soldats citoyens.

(3) Le 6 décembre : un bataillon du 91e, un bataillon de mobiles du Pas-de-Calais, un bataillon de mobilisés du Nord, une section d'artillerie.

(4) Déclassée quelque temps avant la guerre.

(5) 2 bataillons, 2 escadrons, 1 section.

hostile et dut se replier rapidement. Le détachement prussien prit position au sud-ouest de la ville et y jeta des obus, qui tuèrent ou blessèrent une douzaine de personnes et incendièrent deux maisons. La commission municipale, sur la menace d'un second bombardement, livra le lendemain deux de ses membres en otage aux Allemands.

Ceux-ci avaient fait sauter, dans l'intervalle, deux ponts sur la voie ferrée de Tergnier; le 7 décembre, ils se retiraient sur Ham et rentraient, le 9 décembre, à Amiens par Roye, sans avoir rencontré de traces de l'armée du Nord.

Par contre, des patrouilles allemandes s'étaient heurtées à des chasseurs à pied entre Doullens et Albert, les 7 et 8 décembre : des tentatives avaient été faites pour reconstruire le viaduc de Beaucourt sur la voie ferrée d'Amiens à Arras; un mouvement en avant des Français, au nord d'Amiens, semblait à prévoir sous bref délai.

En effet, une partie de l'armée du Nord entrait en ligne le 9 décembre, mais sur un point tout autre que ceux où l'attendaient les Allemands.

CHAPITRE XII

Surprise de Ham.

Le 6 décembre, le général Lecointe avait quitté Cambrai, se dirigeant sur Fins, au sud de cette place; le 7, il était à Vermand, à 11 kilomètres à l'ouest de Saint-Quentin. En même temps, le colonel de la Saussaye marchait de Vervins sur Guise, pour couper la retraite des Allemands du major Bock ; mais ceux-ci avaient déjà quitté Saint-Quentin. Le général Lecointe en fut informé dans la nuit; il entra dans la ville le lendemain, avec quatre bataillons, et fit rétablir les ponts détruits par les Allemands, pendant que la colonne de la Saussaye prenait position entre Saint-Quentin et Tergnier (1).

Parmi les troupes allemandes stationnées dans les environs, la seule contre laquelle pouvait être tentée une surprise était la petite garnison de Ham. On sait que les Allemands avaient pris leurs mesures pour le rétablissement de la voie ferrée de Laon à Amiens : le 9 décembre, cette mise en état était assez avancée et la circulation pouvait s'opérer de Laon à Nesle. Un détache-

(1) Rappe.

ment d'ouvriers des chemins de fer de campagne était à Ham depuis quelques jours et travaillait à la voie sous la protection d'une compagnie détachée de La Fère à la garde du château. Cette antique construction, à laquelle la captivité du prince Louis-Napoléon avait donné naguère un moment de célébrité, pouvait résister à un assaut, mais n'était pas en état de faire face à un bombardement, même avec des pièces de campagne. Les Français l'avaient évacuée à la suite du combat de Vouel, le 19 novembre, et les Allemands y étaient entrés presque aussitôt.

Au commencement de décembre, l'effectif du détachement allemand de Ham dépassait un peu deux cents hommes : le général Lecointe résolut de l'enlever et dirigea sur la ville la colonne de Gislain (1). Elle partit à 11 heures, le 9 décembre, par une tourmente de neige; elle devait s'arrêter à Villers-Saint-Christophle, d'après les ordres communiqués, mais elle continua sur Ham, après un court repos, au moment de la tombée de la nuit. Des précautions particulières avaient été prises pour empêcher les Allemands de recevoir aucun avis. Les passants étaient arrêtés et renvoyés en queue de colonne ; des sentinelles étaient laissées à chaque groupe de maisons.

La ville de Ham est située entre la Somme et le canal latéral. Ses abords sont assez difficiles, l'espace entre les deux cours d'eau étant occupé par des prairies marécageuses et d'anciennes tourbières. La ville, qui est entourée d'un vieux mur suivi par un boulevard circulaire, est accessible sur trois ponts seulement correspondant aux anciennes portes et aux trois ponts existant sur la Somme et le canal. Le château forme un quadrilatère flanqué de tours qui est appuyé à l'enceinte entre les portes de Chauny et de Noyon. Il est séparé de la ville par une esplanade.

Pour surprendre la garnison, il suffisait de s'emparer des trois portes : les Allemands seraient pris comme dans une souricière. Afin d'y arriver, le général Lecointe avait ainsi réparti les rôles entre les quatre bataillons de la colonne : le bataillon du 91e, qui était d'avant-garde, devait surprendre le poste de la porte Saint-Quentin et se diriger par le boulevard du Midi sur celle de Noyon pour s'emparer de celle-ci ainsi que de la gare : le bataillon du 75e suivrait le boulevard du Nord et occuperait la porte de Chauny ; le 17e bataillon de chasseurs marcherait sur le château par la Grand'Rue. Le bataillon du 65e restait en réserve et devait prendre position sur la place du Marché. Une section d'artillerie marcherait avec chacune des premières colonnes.

(1) Ramon, Rappe.

Vers 6 heures, l'avant-garde atteignait Ham; la maladresse d'un soldat qui déchargea son fusil donna l'éveil au poste de la porte Saint-Quentin ; il fut pourtant rapidement enlevé et les Français pénétrèrent dans la ville.

Le bataillon du 91e, qui suivait le boulevard du Midi, dispersa le poste de la gare et prit position à la porte de Noyon. Celle de Chauny était occupée également par le 75e, tandis que le 17e bataillon de chasseurs pénétrait rapidement dans la Grand'Rue et gagnait l'esplanade. Les coups de feu avaient donné l'éveil aux Allemands ; tous ceux qui étaient encore en ville se précipitaient vers le château ou tombaient entre les mains des Français (1). La ville était entièrement occupée vers 7 heures ; mais le château restait aux Allemands : ceux-ci s'étaient mis en défense dès la première alerte ; les bataillons français se groupaient successivement aux abords du château et entretenaient avec la garnison une fusillade plus bruyante qu'efficace. D'ailleurs, un assaut eût été difficile. La première porte enlevée, il fallait en traverser une seconde qui donnait accès dans la cour intérieure et ce double passage eût été meurtrier. Les escarpes d'une hauteur de 8 à 10 mètres étaient impossibles à escalader : il n'était guère plus facile d'y faire brèche avec des pièces de campagne. Le point le plus faible était du côté de la porte de Chauny, près de la Grosse Tour ; la muraille était de faible épaisseur et le sol du fort à peu près au niveau de l'extérieur. Des dispositions furent prises pour établir les pièces en batterie ; quelques obus furent même lancés dans le château vers 10 h. 1/2 du soir sans grand résultat : mais l'officier qui commandait la compagnie du 81e avait été fait prisonnier dès l'entrée des Français; on s'en servit pour conclure avec les assiégés une capitulation qui fut signée dans la nuit. La garnison était prisonnière de guerre.

Les pertes des vainqueurs étaient de 5 tués et 16 blessés; les Prussiens avaient eu 9 tués et une vingtaine de blessés; 200 prisonniers tombaient aux mains des Français (2).

---

(1) Quelques-uns se dissimulaient dans les maisons. On a peine à croire un fait affirmé par un écrivain local : plusieurs habitants de Ham eurent la honteuse faiblesse, non seulement de cacher des Allemands, mais encore de leur fournir des déguisements. Le général Lecointe dut publier une proclamation dans laquelle il enjoignait aux habitants de livrer les Allemands qu'ils pouvaient cacher, sous peine d'être traités d'après les lois militaires (Ramon, *L'Invasion en Picardie*).

(2) D'après les auteurs français; les chiffres de l'état-major prussien sont différents : 3 tués, 3 blessés, 221 disparus, mais le total est le même.

Le général Lecointe avait d'abord songé à se porter de Ham sur Noyon, d'où il couperait la route d'étapes de la première armée; les Allemands n'avaient à proximité que des forces insignifiantes et il n'avait rien à en redouter; mais le général Faidherbe, arrivé le 10 à Ham, assigna une autre direction aux troupes. Quelques renseignements lui avaient donné à croire que La Fère était occupé par 500 hommes de landwehr seulement : d'après une reconnaissance rapide, une attaque brusquée parut facile. Les colonnes Lecointe et la Saussaye se portèrent donc sur La Fère, le 11 décembre, et occupèrent, dans la journée et dans celle du 12, Tergnier, Vouel et les villages des environs. Un convoi allemand était surpris le 11 au sud de Vouel par le chef de bataillon Tramond du 75e; 128 prisonniers, dont un certain nombre de blessés, 30 voitures étaient capturés (1).

Le 12 décembre, les communications entre Laon et La Fère étaient coupées, et la place à peu près investie; mais, depuis la surprise de Ham, trois jours s'étaient écoulés et les Allemands étaient sur leurs gardes.

Après la prise de La Fère, des ordres avaient été donnés par le grand quartier général pour préparer la destruction des fortifications et on avait pratiqué des mines à cet effet : un bataillon du 81e gardait provisoirement la place. La surprise de Ham modifia ces projets : l'armement de la ville fut remis en état, les remparts et les portes réparés à la hâte, l'inondation tendue à nouveau. Mais ces travaux ne furent guère terminés avant le 16 décembre (2); dans l'intervalle, la garnison avait été renforcée; le gouverneur général de Reims y avait dirigé, à la première nouvelle de l'échec de Ham, un bataillon de landwehr (3) et une batterie de réserve, sous les ordres du colonel de Krohn. Ces renforts atteignirent La Fère le 11, et ils devaient marcher de là sur Ham pour essayer de reprendre le château; mais l'arrivée de la colonne Lecointe autour de La Fère les obligea à rester dans la place.

Malgré cette circonstance, la ville aurait pu être l'objet d'une tentative des Français; elle aurait eu quelques chances de réussite, surtout si son investissement eût moins tardé après la surprise de Ham; mais le général Faidherbe ne voulut pas s'exposer

---

(1) Ce fait donna lieu à une réclamation de M. de Bismark. (Réponse à la circulaire de M. le comte de Chaudordy.)

(2) Goetze, *Opérations du corps du génie prussien en* 1870-1871.

(3) Bataillon de Francfort-sur-Oder.

à bombarder une ville française, et il résolut de se porter sur Amiens, de manière à reprendre la ville avant l'arrivée des troupes allemandes de Normandie. Cette direction nouvelle devait en outre lui permettre de rallier les renforts qu'il attendait du nord et qui atteignaient à ce moment les environs de Péronne. Le 13 et le 14 décembre, ses troupes quittaient donc la vallée de l'Oise pour reprendre la direction d'Amiens; la colonne du général Lecointe marcha sur la ville par le plateau de Santerre, pendant que les fractions de l'armée restées en arrière se disposaient à la rejoindre par Péronne et Albert.

De son côté, le colonel de la Saussaye se dirigeait, par Moy et la vallée de l'Oise, sur Guise et Vervins.

La surprise de Ham avait porté un coup imprévu aux Allemands. L'armée qu'ils croyaient détruite après la bataille d'Amiens, reparaissait brusquement au bout de moins de quinze jours, et sur un point où elle était complètement inattendue : la capitulation de Ham, la seule que les Allemands eussent signée depuis le début de la guerre, était un coup sensible pour leur orgueil.

Le général de Grœben et le gouverneur général de Reims, qui étaient les plus à portée, se demandaient d'abord si ce coup de main partait de la garnison de Péronne, ou de l'avant-garde de l'armée du Nord; nous avons dit quelle fut la mesure prise par le gouverneur général de Reims; le général de Grœben fit partir d'Amiens, le 10 dans la soirée, un bataillon, un escadron et quatre pièces, sous les ordres du capitaine Lückowitz; ce détachement, qui devait reprendre Ham, vint tomber le 12 sur l'arrière-garde des fusiliers marins au moment où elle se dirigeait sur La Fère; après un petit engagement entre Eppeville et Esmery-Hallon, les Allemands se replièrent rapidement sur Ercheu et Amiens (1). Le doute n'était possible, pas plus pour le général de Grœben, que pour le gouverneur général de Reims : c'était bien à l'armée du Nord que les Allemands avaient affaire. Mais la pointe des Français sur Ham pouvait être le prélude d'un mouvement plus étendu vers l'est; les Allemands redoutaient tout particulièrement cette éventualité, qui eût fort compromis leurs communications avec la mère patrie. Malheureusement, on ne parut y songer en France que trop tard, au moment de la fatale expédition du général Bourbaki dans l'Est.

La garnison de Laon, qui se sentait fort en l'air, se crut directement menacée; des alertes avaient lieu presque chaque jour : les

(1) *Grand état-major prussien*, Ramon.

rassemblements étaient interdits. Le commandant de place eut même la prétention d'obliger les habitants à ne plus sortir sans lanternes après 6 heures du soir; à quoi les bourgeois de Laon répondirent en promenant dans la ville toutes les lanternes tricolores qui leur restaient des fêtes de jadis : le commandant dut retirer son ordre.

Le grand quartier général prescrivit des mesures plus sérieuses, le 12 décembre : la 3e division de réserve, qui était sous Mézières, dut détacher dans le gouvernement général de Reims les renforts nécessaires; la 14e division, alors aux sièges de Thionville et de Montmédy, dirigeait de son côté sur Mézières toutes ses troupes disponibles : mais, comme l'envoi de ces renforts pouvait nécessiter de longs délais, l'armée de la Meuse reçut l'ordre d'envoyer par voie ferrée, sur Soissons, une colonne qui s'opposerait au besoin à la marche des Français par les plateaux entre Laon et Soissons.

Deux jours après, le général de Moltke complétait ces instructions en ordonnant au général de Manteuffel d'établir le gros de ses forces près de Beauvais, à peu près au centre du terrain à couvrir ; des détachements devaient garder Amiens et Rouen et la première armée les appuierait l'un ou l'autre en cas de besoin. En donnant ces prescriptions, le général de Moltke obéissait évidemment à la crainte de voir les troupes allemandes s'étendre sans nécessité dans le Nord.

La position de Beauvais, précisément au centre de gravité du triangle équilatéral Rouen, Amiens, Paris, était d'ailleurs fort bien choisie pour permettre à Manteuffel de garder Rouen et Amiens, tout en couvrant le siège de Paris. Mais les circonstances ne permirent pas la réalisation de ce plan (1).

Quand il en reçut communication, Manteuffel avait déjà prescrit au général de Goeben de diriger la 15e division sur Montdidier et de suivre le plus tôt possible avec la 16e. Pour le général de Grœben, il avait reçu mission de reprendre Ham au plus tôt. Après l'arrivée des nouvelles instructions du général de Moltke, Manteuffel modifia légèrement ses ordres : le général de Kümmer devait continuer à marcher sur Montdidier; il y serait renforcé du détachement de Grœben; ce dernier laisserait à Amiens 3 bataillons ainsi que de la cavalerie et de l'artillerie et rallierait la 15e division avec le reste.

Quant au reste du VIIIe corps, qui se concentrait alors aux environs de Dieppe, il romprait sur Beauvais.

---

(1) *Grand état-major prussien*, Wartensleben.

Les renseignements parvenus à Amiens et à Rouen indiquaient un mouvement de l'armée du Nord vers l'Oise; les reconnaissances du général de Grœben semblaient les confirmer; elles annonçaient le transport de nombreuses troupes sur la voie ferrée d'Arras à Albert et leur marche dans la direction de Péronne. Un petit combat livré à Foucaucourt, entre Péronne et Amiens, le 13 décembre, paraissait confirmer le débouché de l'armée du Nord au sud de la Somme.

Quelques francs-tireurs, recrutés parmi les gens du pays (1), avaient, à deux reprises, le 10 et le 11 décembre, fait subir quelques pertes à de petits détachements allemands venus en réquisition; la municipalité de Foucaucourt avait, en outre, refusé de livrer des denrées requises dans la commune; une colonne plus importante (2) fut envoyée sous le commandement du major Heinicken pour mettre les habitants à la raison. Les 35 hommes d'une petite compagnie de francs-tireurs, celle du marquis de Lameth, furent avertis de l'approche des Allemands et prirent position à l'entrée du village. Quand l'ennemi parut, il fut salué par un feu rapide de courte durée qui lui coûta quelques hommes (3). Son artillerie mise en batterie jeta des obus sur Foucaucourt d'où les francs-tireurs s'étaient empressés de disparaître à la faveur du brouillard. Les Allemands ne trouvèrent donc aucune résistance, en pénétrant quelques instants après dans le village : leur fureur en fut encore accrue. Foucaucourt fut mis à sac, une vingtaine de maisons furent brûlées; cinq habitants, vieillards ou tout jeunes gens, étaient massacrés sous le moindre prétexte.

Le commandant de place de Péronne envoya une petite colonne contre le détachement qui venait de faire cette exécution inique, mais elle arriva trop tard : les Allemands étaient rentrés dans Amiens. Le haut fait du major Heinicken fut entièrement travesti par les rapports allemands. A les en croire, *plusieurs centaines de fantassins* avaient été repoussés de Foucaucourt et le village enlevé d'assaut (4). Le général de Manteuffel y trouva un nouvel indice de la marche des Français au sud de Péronne.

---

(1) Dans les villages d'Estrées, Fay et Foucaucourt.

(2) Deux compagnies du 4e, un demi-escadron du 7e uhlans et une section d'artillerie.

(3) Un officier et six hommes : *Grand état-major prussien.*

(4) Le colonel de Wartensleben et la *Relation du grand état-major prussien* se sont faits les échos de cette invention; il est pourtant aisé de s'assurer qu'au 13 décembre aucun détachement de l'armée du Nord ou de

D'ailleurs, le lendemain, des troupes françaises apparaissaient à Roye; cette fois, elles appartenaient à l'armée du Nord. Dans une tout autre direction, une reconnaissance envoyée vers Abbeville était accueillie par des coups de feu avant d'y arriver : là encore l'arrivée de renforts était signalée. Tous ces renseignements concordaient à indiquer l'entrée en ligne prochaine de forces importantes; mais le danger paraissait être surtout vers Péronne, Ham et Saint-Quentin. C'est de celui-là que s'étaient préoccupés le général de Moltke et le général de Manteuffel. Les mesures qu'ils avaient prises pour y parer étaient en voie d'exécution. Une colonne de quatre bataillons, un escadron et deux batteries avait été formée, le 16 décembre, vers Anizy et Coucy-le-Château par deux détachements de l'armée de la Meuse et de la 3e division de réserve, sous le commandement du général de Kessel (1).

A l'ouest de l'Oise, la division de cavalerie saxonne avait reçu, aux premières nouvelles venues de Ham et de La Fère, l'ordre de quitter Gisors pour Beauvais. De là elle détachait sur Compiègne, le 16 décembre, huit escadrons et une batterie sous les ordres du général Krüg de Nidda. Ce dernier s'avançait ensuite jusqu'à Noyon, pendant que la division occupait derrière lui Clermont et Compiègne (2).

Plus à l'ouest, la 15e division atteignait, le 16 décembre, Breteuil et Marseille-le-Petit; la 16e division et le reste du VIIIe corps étaient encore vers Dieppe à cette date : le général de Gœben allait en partir pour marcher sur Neufchâtel et Beauvais, où il débouchait le 18.

CHAPITRE XIII

Evacuation d'Amiens par les Allemands.

Cependant, un fait important s'était produit à Amiens; l'apparition des Français vers Roye et Péronne avait fait craindre au

---

la garnison de Péronne ne se trouvait aux environs de Foucaucourt; les 35 francs-tireurs du marquis de Lameth ont été gratuitement transformés en *plusieurs centaines de combattants* (Ramon, Rappe, Daussy).

(1) Régiment de fusiliers de la garde prussienne, 1 escadron des hussards de la garde, 1 batterie (armée de la Meuse); 1 bataillon du 19e et 1 batterie (3e division de réserve).

(2) Le général de Nidda avait avec lui les 17e et 18e uhlans, et une batterie à cheval; en outre, 2 bataillons du 100e lui avaient été envoyés comme soutien par l'armée de la Meuse.

général de Grœben d'être enveloppé dans la ville. Malgré les ordres du général de Manteuffel, il crut devoir l'évacuer, le 16 décembre, en laissant dans la citadelle une faible garnison (1). Avec le reste de ses troupes, il se dirigea vers Ailly-sur-Noye.

Les troupes d'étapes, qui avaient été laissées à la garde du chemin de fer d'Amiens à Rouen, quittaient en même temps Conty, où elles étaient harcelées par des francs-tireurs venus d'Abbeville, et se retiraient à Breteuil.

L'irritation de Manteuffel fut grande en apprenant ces deux faits (2) : nous avons dit quelle était l'importance d'Amiens; son évacuation, même momentanée, ne pouvait qu'être très fâcheuse pour les Allemands; elle allait encourager les populations envahies aussi bien que l'armée du Nord; c'était un succès obtenu sans coup férir par le général Faidherbe.

Le soir même du 16 décembre, Manteuffel donna au général de Kümmer l'ordre d'envoyer sur Amiens le général de Mirus avec 3 bataillons, ou même, s'il était nécessaire, avec la 3e brigade tout entière, un régiment de cavalerie et deux pièces; le général de Grœben devait reprendre le commandement de la 3e division de cavalerie.

Ces nouveaux ordres de Manteuffel parvenaient le lendemain au général de Kümmer; dès le 18 au matin, le détachement de Mirus se mettait en marche sur Amiens; le même jour, la 15e division recevait l'ordre de se concentrer à Montdidier et d'y attendre la 16e, qui devait s'y rendre directement des environs de Gournay où elle se trouvait. Tout combat devait être évité jusqu'à la concentration du VIIIe corps (3).

La 30e brigade atteignit Montdidier le 17, en même temps que le général de Grœben; la 29e y arriva le 18, pendant que la 30e poussait jusqu'à Davenescourt, avec un régiment de cavalerie et une batterie, de manière à surveiller la route de Noyon à Péronne. Ce mouvement se continuait le lendemain : un déta-

---

(1) Deux compagnies d'infanterie, une compagnie d'artillerie et une compagnie de pionniers de place.

(2) Le général de Wartensleben affirme que le général de Grœben n'avait pas encore reçu, le 16, l'ordre de Manteuffel, en date du 14, dont nous avons parlé. Le fait paraît bien peu probable : la voie ferrée fonctionnait de Rouen jusqu'à Forges au moins; le télégraphe n'était pas interrompu d'Amiens à Rouen; enfin, l'ordre du 16 décembre au soir parvint le lendemain matin 17 au général de Kümmer qui se trouvait à Montdidier, à peu près à la même distance de Rouen que le général de Grœben.

(3) *Grand état-major prussien,* Wartensleben.

chement d'un bataillon et d'un demi-escadron était poussé jusque vers Roye, couvrant le flanc droit de l'armée ; le reste de la 15e division conservait ses emplacements de la veille ; la 3e division de cavalerie était vers Le Quesnel ; la 31e brigade et l'artillerie de corps à Breteuil et la 32e à Conty.

Sur ces entrefaites, la division de cavalerie saxonne avait poussé des reconnaissances dans les directions de Chauny et Ham. Une d'elles entra, le 17, dans cette dernière ville et en rapporta la nouvelle du départ des Français vers l'ouest. Les derniers détachements de l'armée du Nord en étaient partis le 16 décembre ; le château avait été évacué et ses portes avaient été brûlées. Suivant toutes les apparences, les troupes du général Faidherbe allaient opérer aux environs d'Amiens et non vers la vallée de l'Oise.

La disparition du gros des troupes françaises des environs de La Fère fut du reste confirmée les jours suivants ; le détachement du colonel de Krohn reçut l'ordre, avant de rentrer à Laon, de reconnaître la vallée de la Serre, un petit affluent de l'Oise, qui coule de l'est à l'ouest au nord de Laon. Quelques coups de feu, tirés par des inconnus aux abords de Marle, attirèrent sur la petite ville une vingtaine d'obus ; la colonne se rendit de là à Voyennes, où des francs-tireurs avaient logé la nuit précédente ; par représailles, la maison du maire fut incendiée et quatre notables enlevés. D'après tous les renseignements recueillis, aucune troupe française de quelque importance n'était alors au sud de Vervins. Après la rentrée du colonel de Krohn, la garnison de Laon dirigea plus à l'est, vers Dizy-le-Gros, une reconnaissance qui donna des résultats aussi négatifs.

Le grand quartier général n'avait pas attendu ces derniers renseignements pour envoyer au détachement du général de Kessel et aux deux bataillons qui soutenaient la division de cavalerie saxonne l'ordre de rejoindre par voie ferrée l'armée de la Meuse. Ces troupes s'embarquèrent le 18. Le général de Mirus rentrait dans Amiens le même jour ; les craintes conçues par les Allemands pour la possession de la grande ville picarde étaient restées vaines (1).

Nous avons laissé l'armée du Nord quittant les environs de Ham et de Tergnier pour marcher sur Amiens, pendant que la colonne de la Saussaye se dirigeait par Moy et la vallée de l'Oise sur Guise. Le général Faidherbe voulait tenter de reprendre

(1) *Relation du grand état-major prussien.*

Amiens avant le retour du gros de la première armée ; à défaut de ce résultat, il espérait détourner du Havre l'attaque qui le menaçait. Nous avons dit que ce fait était déjà acquis depuis le 12 décembre.

Le général avait prévu le cas où l'ennemi rassemblerait rapidement ses troupes pour lui tenir tête ; il était décidé à livrer une bataille défensive, dans de bonnes positions et en concentrant toutes ses forces.

L'armée allait être de nouveau en état de combattre : les trois brigades organisées par le général Farre étaient devenues trois divisions formant un corps d'armée, qui portait le nom de 22e corps. Les deux premières, commandées par les généraux Lecointe et Paulze d'Ivoy, comprenaient la plupart des anciens éléments de l'armée du général Farre; la troisième, sous les ordres du contre-amiral Moulac, était formée, en outre des bataillons de fusiliers marins dont nous avons parlé, de quelques bataillons de marche ou de garde mobile.

Les troupes nouvelles, qui allaient renforcer la colonne du général Lecointe, venues par voie ferrée des places du Nord jusqu'aux environs de Bapaume, atteignaient dès le 10 décembre ceux de Péronne; les jours suivants, elles rejoignaient leurs brigades pendant la marche de l'armée sur Amiens. Leur réorganisation se terminait en pleine exécution d'un mouvement, ce qui n'était assurément pas fait pour la faciliter.

Le 14 décembre, les têtes de colonnes françaises quittaient les environs de Ham ; le quartier général de l'armée venait à Voyennes, la division Lecointe se dirigeait sur Rhétonvillers; la division Paulze d'Ivoy, à Péronne depuis le 12, cantonnait le 14 à Nesle et aux environs.

La division Moulac était en seconde ligne à Ham. Le lendemain 15 décembre, le quartier général était à Chaulnes; les deux premières divisions cantonnaient à Chaulnes et aux environs, la division Moulac à Croix-Molignaux.

Enfin, le 16 décembre, le quartier général se rendait à Corbie : les deux premières divisions cantonnaient entre Corbie, Villers-Bretonneux et Foucaucourt; la troisième passait la nuit à Pertain et aux environs ; les bataillons de garde nationale mobilisée arrivaient à Albert (1).

Les deux escadrons de dragons avaient couvert le flanc gauche de l'armée pendant cette marche ; ils montraient une certaine activité et fournissaient quelques renseignements au général en chef.

---

(1) Rappe, Ramon.

Ils capturaient même au Quesnel une ambulance prussienne, dont le personnel était armé, contrairement à la convention de Genève. Cet incident donna plus tard lieu à une réclamation de M. de Bismarck.

La marche de l'armée s'était accomplie jusque-là dans les meilleures conditions : le froid n'avait rien d'excessif; en outre, le général Faidherbe avait prescrit de cantonner les troupes chaque jour. Il renonçait ainsi au bivouac sous la tente-abri, que la routine des guerres d'Afrique imposait encore à la plupart de nos troupes, au grand détriment de leur état sanitaire. L'armée du Nord n'eut pas à s'en repentir.

Le général Faidherbe pensait jeter, le 17 septembre, trois de ses divisions au sud d'Amiens, de Pont-de-Metz à Cachy; Corbie et Camon seraient également occupés au nord de la Somme; les gardes nationaux mobilisés resteraient à Albert, sur la ligne de retraite de l'armée. Ses deux fractions seraient reliées par le pont du chemin de fer, vers Lamotte-Brébière, et par un autre pont improvisé près de la ville, à Montieres. L'armée devait chercher à s'emparer d'Amiens (1).

Malheureusement, ses projets ne purent être mis à exécution. La veille, en quittant la ville, le général de Grœben avait laissé le commandement de la citadelle au capitaine Hubert; ce dernier s'empressa de prévenir la population qu'au premier rassemblement hostile de sa part ou au moindre mouvement offensif de l'armée du Nord, il bombarderait la ville.

Cette proclamation portée au général Faidherbe lui fit changer ses projets pour le 17; l'occupation d'Amiens lui semblait impossible, puisqu'elle eût entraîné la destruction d'une partie de la ville; d'ailleurs, il n'y avait aucun résultat à en attendre après l'évacuation du général de Grœben ; d'ailleurs, la présence de rassemblements ennemis à Montdidier ne permettait guère à l'armée du Nord de rester au sud d'Amiens. Elle eût couru risque d'avoir à s'y défendre dans de bien plus mauvaises conditions que le 27 novembre, puisque la citadelle était aux Allemands et que l'accès de la ville lui était interdit, croyait-il, par des considérations d'humanité. Le général Faidherbe fit donc passer son armée au nord de la Somme par les ponts de Lamotte-Brébière, de Daours et de Corbie, et se contenta d'envoyer quelques détachements dans la direction d'Amiens ; il alla lui-même reconnaître les faubourgs à l'est de la ville avec le général Farre.

La petite garnison d'Amiens n'était pas rassurée sur les suites

(1) Rappe, général Faidherbe : *Campagne de l'armée du Nord.*

de l'investissement dont elle était menacée; la population ouvrière de la ville lui inspirait des craintes presque aussi sérieuses. Aussi les Allemands ne perdirent-ils aucune occasion de mettre leurs menaces à exécution; à diverses reprises, des coups de feu, ou même des obus, furent dirigés sur de petits groupes inoffensifs apparus dans les environs de la citadelle.

L'intérieur de la ville était resté pourtant plus calme qu'on n'eût pu s'y attendre. Beaucoup croyaient au départ prochain et définitif des Allemands; mais la municipalité n'eut pas à intervenir pour protéger les blessés de la première armée, que le général de Grœben avait abandonnés en partant. Une patrouille allemande fut pourtant accueillie d'un coup de feu dans le faubourg de Noyon; le capitaine Hubert en réclama l'auteur, en outre du paiement d'une forte amende, et avertit la ville que si, dans deux heures, il n'obtenait satisfaction, il ferait bombarder le faubourg. Heureusement, l'arrivée du général de Mirus arrêta l'effet de cette menace; il réoccupa Amiens, le 18, sans aucune difficulté.

L'armée du Nord avait pris position sur la rive droite de la Somme: elle y passa la journée du 18 décembre; le général Faidherbe ne tarda pas à apprendre que les Allemands concentraient au sud d'Amiens toutes leurs forces disponibles; ce fait n'avait rien qui dût le surprendre, puisqu'en se portant vers l'ouest il avait eu l'intention de dégager la Normandie; son but principal était atteint : restait à savoir quel parti il allait prendre. Une retraite sur le nord était sans doute possible, puisque les Allemands atteignaient à peine Amiens; mais si cette retraite sauvegardait la jeune armée du général Faidherbe, elle lui faisait perdre de l'ascendant moral qu'elle avait conquis par sa pointe vers le sud-est. Le général se décida à chercher une forte position défensive, et à y attendre l'ennemi, en attirant à lui tous les renforts disponibles. Peut-être arriverait-il ainsi à user les troupes allemandes, tout en aguerrissant ses jeunes soldats.

Cette position fut prise le lendemain et les jours suivants par l'armée du Nord.

La petite rivière de l'Hallue qui vient se jeter dans la Somme, près de Daours, à 10 kilomètres à l'est d'Amiens, forme une bonne ligne de défense allant du nord au sud. La vallée est marécageuse; la profondeur de la rivière et la nature de son lit en font un obstacle assez difficile à franchir. En outre, de nombreux villages sont semés le long de ses bords; malgré leur forme dispersée, et quoiqu'ils soient dominés à courte distance par les hauteurs des deux rives, ils peuvent constituer des appuis sérieux.

Le commandement appartient en général à la rive gauche de l'Hallue, c'est-à-dire aux positions françaises. Sur les deux rives, avec quelques différences dans les reliefs, l'aspect du sol est à peu près le même; de longues croupes ondulées, découvertes, coupées de rideaux (1), avec de rares bouquets de bois et très peu de lieux d'habitation.

Le général Faidherbe se proposait de défendre le cours de l'Hallue, en occupant les villages dont nous avons parlé et les hauteurs de la rive gauche.

Le flanc droit de l'armée serait couvert par le coude que dessine l'Hallue vers le nord; son flanc gauche serait appuyé fortement à la Somme.

Les villages de l'Hallue ne devaient servir que de postes avancés; l'armée userait dans leur défense les troupes allemandes qui, après avoir passé la rivière, auraient à aborder la ligne des hauteurs; ce serait la véritable ligne de défense: le général Faidherbe espérait y recevoir l'ennemi de telle façon qu'il le rejeterait aisément au delà de la vallée. C'était à peu près la tactique suivie par Wellington dans les guerres de la Péninsule; peut-être la composition de l'armée du Nord eût-elle dû interdire une combinaison de ce genre. Ce qu'avaient pu aisément accomplir les vieux soldats des armées anglaises, avec leur solidité proverbiale, pouvait malaisément être demandé aux jeunes troupes du général Faidherbe. Il était à craindre qu'après l'évacuation des villages elles n'eussent plus l'entrain suffisant pour les reprendre, et la fermeté nécessaire pour s'y maintenir de nouveau. Le général en chef espérait le contraire.

Dans le cas peu probable où les Allemands n'oseraient venir l'attaquer sur l'Hallue, il se proposait de mener à bien la reprise d'Amiens ; un petit parc de siège avait été préparé à Arras avec des pièces de 24 rayé et il devait permettre de reprendre la citadelle après un simple bombardement. Ce projet n'eut naturellement aucune suite.

La position choisie par le général en chef était très forte ; il comptait que son armée y ferait bonne contenance, après la réorganisation complète dont elle venait d'être l'objet. Nous avons dit que le défaut d'artillerie avait beaucoup nui aux Français le jour de la bataille d'Amiens : depuis, de nouvelles batteries avaient été

(1) On nomme rideaux, en Picardie et en Artois, les talus escarpés qui entaillent les pentes douces des collines; leur hauteur atteint parfois 8 ou 10 mètres; ils sont dus à l'action combinée des pluies et de la culture.

créées ; chaque division en comptait trois (1) ; en outre, deux batteries mixtes de 12 formaient une petite réserve. Pourtant la proportion d'artillerie était encore très faible : 78 pièces pour les trente à quarante mille hommes que comptait l'armée ; elle était presque double chez les Allemands.

Pour remédier au manque de munitions signalé également le 27 novembre, trois caissons avaient été ajoutés à chaque batterie ; on avait donné un caisson de munitions à chacun des bataillons ; enfin, un petit parc d'artillerie suivait l'armée.

Les régiments de garde mobile avaient été entièrement réorganisés ; beaucoup d'officiers s'étaient montrés au-dessous de leur tâche : quelques-uns avaient abandonné leurs troupes et étaient rentrés chez eux après la bataille d'Amiens ; le général en chef, d'accord avec M. Testelin, les soumit à la réélection. Cette mesure, dont la responsabilité première doit être attribuée, il ne faut pas l'oublier, au gouvernement de la Défense nationale (2), donna des résultats détestables, à l'armée du Nord comme ailleurs (3) ; il fallut revenir, au moins en partie, à l'ancien système de nomination par l'autorité militaire supérieure.

Enfin la garde nationale mobilisée apportait un appoint *numérique* sérieux à l'armée du Nord ; quelques détails sur la formation de ces nouveaux contingents permettront de se rendre compte du peu de secours qu'ils devaient prêter à la cause nationale.

CHAPITRE XIV

Formation de la division Robin.

Les décrets du 29 septembre et du 11 octobre avaient mis à la disposition du ministre de la Guerre tous les célibataires ou veufs sans enfants de 21 à 40 ans ; le décret du 2 novembre ajouta à ces deux catégories les hommes mariés ou veufs avec enfants ; ils devaient former le second ban de la garde nationale mobilisée, mais cette dernière mesure ne fut jamais mise à exécution.

Les hommes valides appartenant aux premières catégories étaient d'ailleurs trop nombreux pour qu'on pût les armer et les équiper, avec les ressources dont on disposait dans le nord de la France. Pour le seul département du Nord, les 47 bataillons de

---

(1) Sauf la division Robin, qui n'en avait que deux (de 4 de montagne).

(2) Décret du 16 septembre 1870.

(3) Le fait est implicitement reconnu par le général Faidherbe (*Campagne de l'armée du Nord*).

garde mobilisée, répartis en neuf légions, comptaient à leur formation 31,228 hommes (1). Ces bataillons, de forces très différentes, furent groupés en douze régiments de marche et six bataillons de voltigeurs : mais cette organisation s'effectua très lentement; à la fin de janvier, quatre régiments et trois bataillons étaient encore en formation ; le reste ne pouvait compter tout au plus que comme troupes de garnison.

L'armement des bataillons de mobilisés était très hétérogène, comme on peut s'y attendre : le 1er régiment de marche et les 1er et 2e bataillons de voltigeurs étaient munis de fusils modèle 1866. Dans les 3e et 4e régiments, un des bataillons était armé de même; les deux autres, de carabines modèle 1859 ou de fusils à piston : les autres troupes de garde mobilisée étaient armées de ces derniers et de fusils Snyder.

En outre de ces 30,000 gardes mobilisés du Nord, les départements voisins, le Pas-de-Calais, la Somme, l'Aisne et les Ardennes, avaient fourni un grand nombre de bataillons ; mais leur organisation fut retardée par la présence ou le voisinage de l'ennemi. Malgré la bonne volonté mise en général par les hommes appelés sous les drapeaux, la grande majorité de ces bataillons était encore en formation à la fin de janvier ; les gardes mobilisés du Pas-de-Calais furent seuls à paraître sur le champ de bataille.

Les ressources en artillerie étaient également très considérables sur le papier. Un décret de Gambetta (2 novembre), avait obligé tous les départements à former une batterie par cent mille âmes. Celui du Nord devait à lui seul constituer seize de ces batteries, mais tout était à créer, aussi bien le personnel en hommes et en chevaux que le matériel. A la fin de janvier seulement, treize batteries avaient leurs cadres complets ; les chevaux et le harnachement venaient d'être requis. Aucune batterie mobilisée ne put donc paraître devant l'ennemi (2).

En outre de ces bataillons et de ces batteries, des escadrons de gardes nationaux mobilisés avaient dû être formés. Mais cette tentative n'eut aucun succès ; les chevaux de selle manquaient

---

(1) Ramon. En outre, le Pas-de-Calais forma 20 bataillons de 5 à 10 compagnies, d'effectifs très variables et répartis en 4 légions. La Somme et l'Aisne formèrent également plusieurs bataillons. (Voir de Cardevacques, *Histoire de l'invasion allemande dans le Pas-de-Calais*).

(2) Le département du Pas-de-Calais devait former sept batteries, mais il ne put acheter en tout que 20 pièces de divers modèles, dont plusieurs inutilisables ; elles parurent à peine sur les champs de bataille (Cardevacques).

aussi bien que les cavaliers dans cette partie de la France. D'ailleurs, les conditions imposées aux volontaires disposés à entrer dans la cavalerie mobilisée étaient faites pour décourager les bonnes volontés ; les cavaliers devaient se monter, s'équiper et s'armer à leurs frais (1). C'est à peine si, à la fin de la campagne, toute la cavalerie de l'armée du Nord atteignait l'effectif d'un demi-escadron.

Le camp d'Helfaut, près de Saint-Omer, qui, aux termes du décret du 27 novembre, devait être aménagé pour 250,000 hommes, à titre de *camp stratégique*, ne reçut jamais qu'une faible partie des gardes mobilisés de la région. Le reste était éparpillé dans les places, soumis trop souvent à une surveillance insuffisante.

Encadrer ces masses confuses et sans discipline était une tâche impossible ; l'élection fut le seul moyen employé pour les cadres inférieurs à celui de chef de bataillon : il donna des résultats encore plus mauvais que pour la garde mobile. Aussi l'indiscipline était-elle à l'état chronique dans ce triste spécimen de notre armée. A la Houssoye, le 22 décembre, la veille de la bataille de Pont-Noyelles, deux bataillons de voltigeurs et du 2e de marche faisaient main basse, officiers en tête, sur plusieurs voitures chargées de pain appartenant à l'armée. Le commandant supérieur des gardes mobilisés du Nord trouvait le procédé excusable et il fallut une lettre sévère du général en chef pour obtenir la punition des plus coupables.

Ce commandant supérieur, dont quelques jours auparavant la délégation de Tours avait fait un général de division au titre auxiliaire, pour le malheur de l'armée du Nord, était un ancien capitaine d'infanterie de marine nommé Robin (2). En non-activité par retrait d'emploi au début de la guerre, il devint chef de bataillon au 1er régiment d'éclaireurs de la Seine (3). Echappé de Sedan, il ne tarda pas à obtenir de Gambetta une situation militaire, que sa conduite à l'armée du Nord n'allait guère justifier. Son rôle personnel pendant toutes les batailles livrées par le général Faidherbe fut absolument nul : il n'imposait en rien aux troupes sans cohésion qu'il aurait dû mener au feu. Que penser d'un général de division, même de l'armée auxiliaire, auquel le général en chef avait à recommander « de se garder avec soin et militairement (4) ».

---

(1) Ramon.

(2) Général Ambert, *Récits militaires*. Voir en outre Ramon, Daussy, etc.

(3) Eclaireurs Mocquart.

(4) Dépêche du général en chef au général Robin, 16 décembre.

Il s'entendait aussi mal avec ses subordonnés directs qu'avec ses supérieurs. La correspondance de l'intendant de sa division est instructive à cet égard. Ce fonctionnaire se plaignait à juste titre d'être averti trop tard, ou de ne pas être averti du tout, des mouvements à exécuter : les troupes étaient par suite exposées à manquer du nécessaire, ce qui amenait des plaintes peu justifiées de la part du général de division.

Quelques-uns des chefs de corps sous ses ordres n'étaient guère plus aptes que lui à leurs fonctions ; les grades occupés autrefois dans l'armée par la plupart ne les y préparaient nullement (1).

L'organisation des premiers régiments mobilisés était à peine ébauchée quand, le 13 décembre, un ordre du général en chef en faisait la 4e division de l'armée du Nord : la nouvelle division comptait quatorze bataillons, divisés en deux brigades ; un bataillon de voltigeurs était attaché à chacune. Quant à son artillerie, elle était composée provisoirement de deux batteries de montagne, formées par la garde mobile.

D'après ce que nous avons dit, la composition de la division Robin n'était pas telle qu'elle dût apporter à l'armée du Nord un appoint bien sérieux. En formant des divisions ou des brigades uniquement composées de gardes mobilisés, la délégation de Bordeaux cédait au désir d'accroître le nombre des unités à mettre en ligne ; mais il eût été bien préférable de répartir les bataillons mobilisés dans les brigades déjà formées, à raison d'un ou deux par brigade. Peut-être auraient-ils ainsi rendu quelques services.

Les premiers bataillons de mobilisés du Nord atteignirent Albert le 16 décembre ; le 18, la division était concentrée dans Albert, ou dans les villages environnants ; cette concentration s'était faite dans des conditions peu rassurantes pour l'avenir. Beaucoup de mobilisés avaient jeté leurs cartouches, dans la courte étape qu'ils avaient faite de la station d'Acheux à Albert. Les effectifs étaient déjà fort réduits ; ils ne dépassaient pas une moyenne de 600 hommes par bataillon. Quant à l'équipement et à l'habillement, ils laissaient fort à désirer ; la veille de Pont-Noyelles, on adressait encore de Lille à la division 2,128 sacs ou capotes (2). La précipitation avec laquelle la délégation de Bordeaux jetait devant l'ennemi des soldats improvisés, sans même les pourvoir des objets les plus indispensables, était certainement une grande

(1) Un ex-sergent de zouaves était devenu chef de bataillon ; un ex-maréchal des logis chef commandait un régiment de marche comme lieutenant-colonel.

(2) Dépêche du colonel Bel au général Robin, le 21 décembre.

faute. On comprend aisément que de pareilles troupes, réduites par surcroît à des distributions insuffisantes ou irrégulières, aient fait triste figure devant l'ennemi.

L'arrivée de plusieurs détachements de cavalerie mobilisée avait été signalée : très peu de cavaliers ayant rejoint le général Robin, il adressa dans toutes les directions des dépêches pressantes (1) pour les réclamer : fort inutilement d'ailleurs, puisque la cavalerie mobilisée se réduisait à un 1/2 escadron, encore en formation à Lille.

Après l'arrivée de la division Robin, l'armée comptait 4 divisions ; sur la demande du général en chef, la délégation de Bordeaux en fit deux corps d'armée, qui portèrent les noms de 22e et 23e corps ; ils furent commandés par les généraux Lecointe et Paulze d'Ivoy : les deux divisions du 22e corps passèrent sous les ordres des colonels du Bessol et Derroja, promus généraux de de brigade. Le général Farre devint chef d'état-major de l'armée, avec le titre inusité de major général.

La nouvelle répartition, si elle multipliait les états majors, dans un moment où les ressources en officiers étaient si peu abondantes, avait du moins l'avantage de rendre l'armée plus maniable ; les deux divisions de chaque corps donnaient un ensemble moins lourd que les corps d'armée de 3 ou 4 divisions, constitués en France depuis le début de la guerre.

CHAPITRE XV

L'armée du Nord prend position derrière l'Hallue.

L'armée du Nord était venue s'établir, le 19, derrière l'Hallue, au moment où se terminait sa réorganisation. Le 22e corps occupa les villages situés au nord de la route d'Albert, le 23e corps s'étendit au sud ; la garde mobilisée était encore à Albert.

Cependant, le 19 décembre, le général de Mirus était rentré dans Amiens depuis la veille ; comme nous l'avons vu, le VIIIe corps était dans le quadrilatère Conty, Moreuil, Montdidier, Breteuil ; la 3e division était plus à l'est, au Quesnel ; le grand quartier général à Breteuil. Le général de Manteuffel y reçut un avis

(1) Cette correspondance télégraphique donne un aperçu du désordre qui régnait alors dans nos affaires militaires ; le commandant de place de Maubeuge répondait, par exemple, qu'il n'y avait dans la ville, pour toute cavalerie, qu'un brigadier et *quatre* dragons avec *quarante* chevaux ; encore, deux dragons étaient-ils partis le matin pour être attachés à une commission de remonte.

de Versailles, qui exagérait singulièrement l'effectif des troupes françaises dans le Nord. A l'en croire, l'armée de Faidherbe comptait 62,000 hommes avec les mobilisés récemment arrivés ; les troupes du Havre étaient évaluées à 40,000 hommes ; par contre, le grand quartier général annonçait l'arrivée de renforts importants, destinés à permettre à la première armée de lutter sans trop de désavantage. Le général de Manteuffel se voyait donc forcé d'agir avec prudence ; il se borna à renforcer d'une brigade les troupes de Mirus et à porter le reste de l'armée plus près de la Somme.

Le 20 décembre, les Allemands occupaient donc les positions suivantes : la 3e brigade, renforcée de la 32e, était à Amiens, la 31e à Sains et à Boves ; la 15e division sur la Luce, de Démuin à Rozières ; l'artillerie de corps vers Ailly et Moreuil, plus au sud : la 3e division de cavalerie couvrait la droite de l'armée vers Chaulnes et Lihons. Le général de Manteuffel portait le même jour son quartier général à Amiens.

La proximité des Français, dont les avant-postes étaient à moins de 4 kilomètres, rendait la situation des Allemands délicate : un petit combat survenu le même jour allait le montrer de la façon la plus évidente ; le général de Mirus, pour reconnaître la force et les intentions de l'adversaire, avait envoyé dans la matinée un petit détachement (1) vers Querrieux, sur l'Hallue. Le major Bock, qui le commandait, s'avança jusqu'à la lisière du bois au sud-ouest de Querrieux et engagea un long combat de mousqueterie, pendant que la batterie prenait position au sud de la route, et que les uhlans convraient son flanc droit. Le 18e chasseurs et un bataillon du 70e de marche se portèrent à l'attaque du petit détachement allemand ; en même temps, le général du Bessol envoyait de Bussy 1 compagnie du 69e de marche et 2 compagnies de mobiles du Gard, qui gagnèrent rapidement la lisière du bois, en menaçant les deux pièces prussiennes. L'ennemi commença aussitôt à se retirer ; malheureusement, une méprise du 70e de marche lui fit diriger plusieurs feux de salve sur les tirailleurs sortis de Bussy, qu'il prenait pour l'ennemi. Les Allemands purent donc continuer leur retraite, sans être trop vivement pressés (2), sur la ferme des Alençons, où ils tinrent quelque temps, puis sur Amiens. Leurs pertes, relativement très considérables, montaient à 72 tués ou blessés, dont 3 officiers ; la compagnie d'infanterie à elle seule

---

(1) Une compagnie du 1e, un escadron de uhlans et une batterie. *(Grand état-major prussien).*

(2) X. Tanera, 1873.

avait perdu 13 tués et 55 blessés. Les pertes françaises ne montaient qu'à 7 morts et 20 blessés.

Cette petite affaire confirmait les renseignements parvenus de tous côtés au général de Manteuffel. L'existence de masses françaises considérables entre la Somme et l'Hallue n'était plus douteuse. Dans ces conditions, les troupes allemandes pouvaient-elles demeurer sur la Somme, en conservant une attitude défensive, jusqu'à l'arrivée des renforts attendus? Le général de Manteuffel se serait exposé à donner à son adversaire un avantage moral qui n'était nullement à dédaigner; la réapparition des Français au sud de la Somme provoquait déjà un redoublement d'hostilité de la part des populations. Jusqu'au delà de Rouen, leur attitude paraissait plus ferme (1).

Par contre, l'arrivée des renforts annoncés par le grand quartier général pouvait être un facteur de haute importance, en présence des forces attribuées à l'armée du Nord. La 3e division de réserve avait quitté Boulzicourt, aux environs de Mézières, le 19 décembre; elle devait atteindre Saint-Quentin le 24, et pourrait se trouver dans le rayon d'opérations de la première armée vers le 25 ou le 26.

La brigade de cavalerie du prince Albert avait reçu l'ordre de rallier la première armée ; elle était encore à Beauvais le 22 décembre, et ne devait pas atteindre Amiens avant le 23 au soir.

Le général de Lippe avait le gros de sa division entre Clermont, Compiègne et Noyon. Outre qu'il n'était pas placé sous les ordres du général de Manteuffel (2), il ne pouvait avant deux ou trois jours se trouver à proximité de la première armée.

Tous ces renforts ne comptaient guère que de la cavalerie. Le général de Manteuffel voulut s'assurer un supplément de forces plus efficace. En outre de la 3e brigade encore à Amiens, il donna ordre au Ier corps de lui envoyer six bataillons d'infanterie par voie ferrée: deux arrivèrent le 22, quatre les jours suivants.

Avant de lancer ses derniers ordres, le général en chef réunit le 22 décembre, à Amiens, un conseil de guerre dans lequel furent agitées les dispositions à prendre. Après avoir mûrement pesé les avantages et les inconvénients d'une offensive immédiate, le conseil décida que les premiers l'emportaient. Restait à savoir dans quelle direction s'opérerait l'attaque projetée : les Allemands ignoraient en effet si la position des Français faisait face à la Somme

(1) *Grand état-major prussien.*

(2) Par une disposition singulière, il dépendait encore de l'armée de la Meuse, quoiqu'il eût quitté sa zone d'action depuis le mois de septembre.

ou à l'Hallue ; dès lors, leur attaque principale pouvait être dirigée à l'est d'Amiens ou, au contraire, remonter du sud vers la Somme ; mais cette dernière combinaison sembla la moins praticable. Outre que le passage de la Somme sous le feu présentait de grandes difficultés, l'armée devait se trouver ainsi notablement éloignée d'Amiens, et la possession de cette ville avait trop d'importance pour que les Allemands pussent courir le risque de la perdre de nouveau, même pour quelques heures.

Le général de Manteuffel se décida donc à tenter immédiatement une attaque sur l'Hallue ; d'ailleurs, les dernières instructions du général de Moltke, datées du 17 décembre, qui lui prescrivaient de disperser tout corps français tenant la campagne sur la Somme ou sur la Seine, lui en laissaient la faculté.

Le 22 décembre, dans l'après-midi, une partie des troupes allemandes se portait au nord de la Somme, par les deux ponts de la Neuville et de Camon. La 15e division et la 3e division de cavalerie cantonnaient à l'est d'Amiens ; la 16e division, dans Amiens et à l'ouest de la ville. Le lendemain matin, le VIIIe corps devait porter une de ses divisions sur l'Hallue, par les deux routes de Corbie et d'Albert, pour attaquer les Français de front ; l'autre les déborderait au nord, par le chemin d'Acheux. Le général de Dohna (1), avec six escadrons et une batterie à cheval de la 3e division de cavalerie (2), relierait les deux divisions du VIIIe corps : un régiment de la 3e division, le 7e uhlans, était déjà parti (le 22) et éclairait la vallée de la Somme vers Abbeville, en couvrant la gauche de l'armée.

Le général de Manteuffel s'assurait en outre une réserve, qui lui avait fait défaut le 26 novembre ; la 3e brigade d'infanterie, deux batteries et un régiment de uhlans devaient lui en tenir lieu, sous les ordres du général de Mirus ; ce dernier devait rompre d'Amiens à 11 heures, le 23, pour se porter sur Querrieux ; quant aux bataillons venus de Rouen, ils occuperaient, à partir de 10 heures, le pont de Lamotte-Brebière, avec un escadron et une batterie de la réserve : ils y garderaient l'une des lignes de retraite de l'armée.

La garde de la citadelle d'Amiens devait être assurée au moyen d'un bataillon d'infanterie et de deux compagnies d'ar-

---

(1) Qui remplaçait le général de Grœben.

(2) Deux escadrons de la division étaient en exploration vers Chaulnes ; un régiment en réserve avec le général de Mirus, le 7e uhlans était vers Picquigny, avec le colonel de Pestel.

tillerie et de pionniers de place. En outre, la ville serait occupée par un bataillon d'éclopés et deux compagnies de troupes d'étapes. Trois nouveaux bataillons attendus de Rouen devaient renforcer cette petite garnison.

Ces dispositions étaient communiquées aussitôt aux généraux de Lippe et de Senden. Ce dernier recevait en outre l'ordre de se porter de Saint-Quentin sur Péronne pour menacer le flanc gauche des Français, au cas où la première armée serait obligée de se retirer sur Noyon ou sur La Fère. Le général de Lippe était prié de se porter sur Ham, de manière à faire une démonstration à l'est de la première armée (1).

De son côté, l'armée du Nord occupait les positions suivantes le 21 décembre : le général Derroja gardait le long de l'Hallue Vadencourt, Contay, Bavelincourt et Fréchencourt, avec deux bataillons sur la rive droite à Beaucourt ; la division du Bessol était cantonnée à Querrieux, Pont-Noyelles et Bussy : le quartier général du 22e corps était à Franvillers ; la division Moulac du 23e corps était à Daours, Vecquemont, Aubigny et Corbie ; la division Robin à Franvillers, Baizieux et Warloy, en arrière des positions du général Derroja. Le quartier général du 23e corps et celui de l'armée étaient à Corbie.

Les abords de l'Hallue étaient gardés par une ligne d'avant-postes passant par les bois de Saint-Gratien, de Mai et d'Allonville.

Le général Faidherbe prit les dispositions suivantes pour la bataille qu'il prévoyait imminente (2). L'armée devait être, d'une manière générale, disposée sur deux lignes; le régiment de marche de chaque brigade en première ligne, celui des mobiles en deuxième ; la garde nationale formerait réserve derrière l'extrême droite (3).

Dans le 22e corps, la brigade Pittié, avec une batterie, s'étendrait le long de l'Hallue, de Bavelincourt au nord de Pont-Noyelles ; la brigade Aynès, avec deux batteries, resterait en deuxième ligne derrière l'aile droite du colonel Pittié.

---

(1) *Grand état-major prussien,* Wartensleben.

(2) Il fit même prendre aux troupes, le 22 décembre, les positions qu'elles devaient tenir pour la bataille, de manière à éviter toute confusion. L'armée reprit ensuite ses cantonnements (Rappe).

(3) Le général Faidherbe avait procédé, le 20 et le 21 décembre, à la reconnaissance de la ligne de l'Hallue ; ses généraux et lui, en costumes civils, la parcoururent dans une voiture de paysan. Il faillit même être enlevé à Contay par les uhlans (X. Tanera 1873).

La brigade de Gislain devait défendre Querrieux et Pont-Noyelles ; à gauche, elle se relierait, au moyen des trois batteries de la division du Bessol, au colonel Foerster qui irait du sud de Pont-Noyelles jusque vers la Somme.

La division Moulac occuperait la gauche de la brigade Foerster, dont elle serait séparée par ses trois batteries. Elle aurait en première ligne la brigade Payen, qui défendrait Daours ; la brigade de Lagrange devait garder le point important de Corbie, en deuxième ligne : plus à l'est, le 1er régiment de la division Robin surveillait, avec une batterie de montagne, les passages de la Somme, vers Bray et Chipilly.

Le général Faidherbe, dans son ordre du 22 décembre, avait en outre prescrit d'organiser défensivement les villages de l'Hallue, et ces travaux devaient être faits le 23, sous la direction du colonel commandant le génie ; mais ces dispositions tardives ne purent avoir aucun résultat.

CHAPITRE XVI

Bataille de Pont-Noyelles (1).

Premier moment.

La journée du 23 décembre 1870 commença par une claire gelée ; la température, qui s'était adoucie vers le milieu de décembre, s'était abaissée de nouveau quelques jours auparavant. Elle était tout en faveur des Allemands, dont les mouvements devenaient faciles sur un sol durci par le froid, et dont les troupes bien pourvues étaient beaucoup plus à même de supporter les rigueurs du climat que les jeunes troupes françaises.

Le VIIIe corps commença son mouvement à 8 heures du matin ; la 15e division et la brigade de Dohna passèrent la Somme aux ponts de la Neuville et de Camon ; la 16e division la franchit à Amiens ; trois batteries à cheval de l'artillerie de corps marchaient avec le général de Kümmer, les quatre autres batteries suivaient le général de Barnekow. Le général de Kümmer avait l'ordre de rejeter les Français derrière l'Hallue, tout en évitant de s'engager au delà de la rivière, avant que le mouvement tournant de la 16e division n'eût produit son effet sur la droite française. Nous verrons que ce programme ne fut pas exécuté.

---

(1) Dite aussi bataille de l'Hallue, par les Allemands.

Campagne du Nord en 1870-71 — Henri CHARLES-LAVAUZELLE, Editeur — Théâtre de la bataille de Pont-Noyelles.

Le mouvement de la 15e division fut ralenti par un accident : le pont construit par les pionniers à La Neuville s'enfonça et le passage fut retardé d'une heure environ. Les avant-postes français ayant été repliés sur l'Hallue dans la matinée, le mouvement du général de Kümmer ne fut pas arrêté ; la 29e brigade, avec deux escadrons du 7e hussards et deux batteries, s'avança par la route d'Albert jusqu'à l'est du bois de Querrieux. Les Français occupaient le village avec le 18e bataillon de chasseurs ; les trois batteries de la division du Bessol garnissaient la hauteur qui le domine à l'est.

Vers 11 h. 1/2, les deux batteries allemandes ouvraient le feu au sud de la route d'Albert ; deux autres venaient s'installer, un instant après, au nord de la route ; ces 24 pièces canonnaient vigoureusement Querrieux et Pont-Noyelles, tout en répondant au feu bien dirigé de l'artillerie française.

Pendant cette lutte d'artillerie, la 29e brigade prenait sa formation de combat, à cheval, sur la route d'Albert. Après une heure de préparation environ, le colonel de Bock lançait ses deux bataillons de première ligne (1) à l'attaque de Querrieux ; le village fut à peine défendu et les Français, menacés d'être tournés et coupés de la rivière, se replièrent en désordre sur Pont-Noyelles. Les Allemands les y suivirent et rencontrèrent une résistance un peu plus vive : le lieutenant-colonel de Gislain avait renforcé le 18e chasseurs de deux bataillons du 70e de marche Mais les deux villages n'étaient séparés que par la Somme, et il était difficile de conserver l'un sans l'autre : une grande partie de Pont-Noyelles fut donc occupée, deux cents prisonniers restèrent aux mains des Allemands.

Depuis qu'ils avaient passé la rivière, ceux-ci étaient en butte à un feu violent parti des hauteurs de l'est ; un bataillon de mobiles de Somme et Marne et un bataillon du 70e de marche les occupaient ; deux bataillons de mobiles étaient en seconde ligne (2 heures).

Le combat continua quelque temps dans ces conditions ; deux bataillons (2) étaient venus renforcer les Allemands dans Querrieux et Pont-Noyelles ; ils ne pouvaient pourtant pas gagner de terrain vers l'est.

Pendant que les Allemands s'emparaient de Querrieux et de

---

(1) 1 bataillon du 33e et 1 bataillon du 65e (*Grand état-major prussien*).

(2) Du 33e et du 65e.

Pont-Noyelles, un bataillon (1) de la 29e brigade se portait sur Bussy, de la ferme des Alençons.

Un second bataillon (2), qui marchait avec un escadron par la Croix-de-Landy, sur Vecquemont, dirigea vers le sud de Bussy deux de ses compagnies, tandis que les deux autres observaient Vecquemont. Un peu avant une heure, la double attaque poussée sur Bussy réussissait et le village était évacué par le 20e chasseurs.

Sur ces entrefaites, trois des batteries allemandes engagées à l'est du bois de Querrieux étaient venues prendre position à l'ouest de Bussy; le général de Gœben y joignait bientôt (1 heure et demie), les trois batteries à cheval de l'artillerie de corps. Les trois batteries de la division Moulac, placées à l'est de Bussy, ne résistaient qu'avec peine, et grâce à l'avantage de leurs positions, à l'artillerie allemande. Une batterie de 12 de la réserve vint les renforcer; l'artillerie française n'en eut pas moins beaucoup à souffrir et plusieurs de ses pièces furent mises hors de service.

De leur côté, les troupes de l'amiral Moulac restées à Corbie n'arrivaient sur le champ de bataille qu'avec une extrême lenteur. (3) Vers 1 heure seulement, elles prenaient position à l'est de Bussy et de Daours; leur présence dégageait un peu la division du Bessol, qui avait dû jusque-là s'étendre outre mesure pour garnir plus de 5 kilomètres de terrain, de Fréchencourt à Bussy.

Mais les Allemands menaçaient déjà Daours et Vecquemont; ces deux villages, qui sont séparés uniquement par l'Hallue, avaient une importance particulière. Le pont de la Somme y avait été laissé intact : en outre, les hauteurs de la rive gauche de l'Hallue y sont dominées par celles de la rive droite, et leur possession aurait permis de déboucher facilement en arrière de la gauche française.

Le général de Kümmer avait donné l'ordre à quatre des compagnies de la 29e brigade entrées dans Bussy de se diriger sur Vecquemont, en longeant l'Hallue; en même temps, les deux compagnies restées à l'ouest du village l'abordaient par le chemin de la Croix-de-Landy, et le 8e bataillon de chasseurs, qui arrivait à ce moment de Villers-Bretonneux par Lamotte-Brebière, l'attaquait du sud. Malgré ces attaques couvergentes,

---

(1) Du 65e.

(2) Du 33e.

(3) Les premiers coups de feu avaient été tirés entre 9 et 10 heures et il n'y avait guère plus de 4 kilomètres de Corbie à Daours.

les progrès des Allemands furent très lents. Vers 2 heures seulement, leurs tirailleurs pénétraient dans les premières maisons de Vecquemont ; le 19e chasseurs et une partie du régiment de fusiliers marins leur opposaient la défense la plus énergique.

A ce moment, la situation était la suivante à la gauche de l'armée du Nord : la brigade Foerster occupait le plateau entre Bussy et Pont-Noyelles ; le 20e chasseurs et le 69e de marche étaient en première ligne ; le régiment de mobiles du Gard en deuxième ligne, sur les pentes ouest du ravin d'Escardonneuse.

Une partie de la première brigade du contre-amiral Moulac défendait Daours ; le reste des fusiliers marins et le 48e mobiles (du Nord) étaient déployés sur la hauteur à l'est de Bussy ; quatre batteries françaises soutenaient une lutte difficile contre les batteries allemandes. Sur toute cette partie du champ de bataille, les progrès des assaillants étaient sinon arrêtés, du moins beaucoup ralentis.

La brigade de Lagrange était restée à Corbie.

A la droite de l'armée, le général Derroja avait déployé, de Contay à Fréchencourt, le 67e de marche, le 2e chasseurs, le 68e de marche et le 17e chasseurs. Ses six bataillons de mobiles étaient dans les intervalles. Une batterie reliait la division Derroja à l'extrême droite de la division du Bessol, représentée par deux compagnies du 18e chasseurs.

Pendant que la 29e brigade débouchait sur Querrieux et Bussy, la 30e s'était portée dans la direction de Fréchencourt pour relier la 15e division à la 16e, dans le mouvement de conversion que tentait cette dernière sur la droite française. Le feu des Français établis dans Fréchencourt attira de ce côté l'attaque de la brigade ; le 68e et une compagnie de pionniers pénétrèrent dans le village en longeant l'Hallue, pendant que le 28e l'abordait par sa face ouest. Fréchencourt fut aisément occupé (1 h. 1/2), et aussitôt mis en état de défense par les pionniers.

Pendant ce petit combat, la 16e division continuait à marcher vers le Nord et son action allait se faire sentir en face de la droite française. En attendant, les Allemands, sur cette partie du champ de bataille comme sur les autres, étaient réduits à l'expectative.

CHAPITRE XVII

Deuxième moment (après 2 heures).

Le combat avait continué pied à pied dans l'intérieur de Vecquemont : les fusiliers marins et le 19e chasseurs avaient

arrêté les progrès des Allemands, quand ceux-ci reçurent, vers 3 heures, des renforts importants : les troupes qui gardaient le pont de Lamotte-Brebière avaient reçu du général en chef l'ordre de se porter sur Vecquemont, où tous les rapports signalaient une résistance acharnée. Une nouvelle batterie prit position au dessus de Vecquemont ; un bataillon (1) renforça les Allemands qui occupaient une partie du village ; il fut entièrement enlevé, mais le succès de l'ennemi s'arrêta là ; tous ses efforts pour passer l'Hallue à la suite des Français restèrent inutiles. Un nouvel arrêt se produisit alors dans le combat ; les deux adversaires, séparés par la rivière, occupaient chacun des villages de Daours et de Vecquemont.

Cependant le combat continuait dans Pont-Noyelles ; les Allemands, renforcés comme nous l'avons vu, avaient occupé peu à peu les dernières maisons du village. Au moment où les Français les évacuaient, un peu de désordre se produisit. Cinq compagnies prussiennes (2) en profitèrent pour essayer de se porter sur le plateau : elles suivirent un chemin creux perpendiculaire à la route d'Amiens et débouchèrent tout à coup sur le flanc droit des défenseurs. Deux pièces françaises encore en position sont enlevées, mais les mobiles du capitaine d'Hauterive (3) et un bataillon du 70e de marche se jettent sur les Prussiens à la baïonnette et reprennent les deux canons.

Les Allemands regagnent rapidement Pont-Noyelles, poursuivis par une fraction de la brigade de Gislain : une grande partie du village est reprise ; au lieu de s'y arrêter, les assaillants tentent de déboucher dans Querrieux ; ils sont ramenés et Pont-Noyelles est évacué pour la seconde fois. En revanche, les Prussiens ne peuvent déboucher du village ; tous leurs efforts pour en sortir sont vigoureusement arrêtés par le général du Bessol.

Pendant ce combat, la 30e brigade avait tenté vainement de déboucher de Fréchencourt sur les hauteurs ; la 16e division avait continué sa marche vers le nord ; la 32e brigade, avec le 9e hussards et deux batteries, avait pris le chemin de Rainneville ; la 31e, avec deux batteries et une compagnie de pionniers, se dirigeait sur Poulainville, par la route de Villers-Bocage. Quatre batteries de l'artillerie de corps suivaient la 31e brigade.

---

(1) Du 3e.
(2) Du 33e.
(3) De Somme et Marne.

Le général de Dohna reliait avec ses six escadrons la 16e division à la 15e ; il avait pris le chemin de Cardonnette.

La direction beaucoup trop excentrique suivie par la 32e, et surtout par la 31e brigade, les avait amenées à Rubempré et aux abords nord-est de Villers-Bocage, quand le général de Barnekow reçut du commandant du VIIIe corps l'ordre de se rabattre immédiatement vers le sud-est ; la 16e division devait se porter sur Beaucourt et Contay, de manière à dégager l'aile gauche de la 15e division. La 31e brigade marcha donc de Rubempré sur Beaucourt, et la 32e, de Villers-Bocage sur Saint-Gratien. Un petit détachement (1) gardait le flanc gauche de la division à Rubempré.

La 31e brigade déboucha sur Saint-Gratien vers 3 heures seulement. Le général de Dohna avait fait ouvrir le feu à sa batterie sur les troupes françaises qui apparaissaient à Montigny et Béhencourt ; ses six escadrons étaient partis de Saint-Gratien vers le nord.

Sur ces entrefaites, de nouveaux ordres parvenus à la 31e brigade la dirigeaient sur Montigny. Le général de Manteuffel croyait imminente une attaque de la Houssoye sur Fréchencourt et il voulait la détourner. Un bataillon du 29e, porté aussitôt sur le petit bois entre Montigny et Fréchencourt, entretint une vive fusillade avec les Français postés à l'est de l'Hallue ; un bataillon prolongea sa gauche vers la route de Contay ; une batterie, puis deux prirent position à l'ouest du bois. Vers 3 h. 1/2, les Français étaient rejetés sur Béhencourt, et les Allemands essayaient inutilement de les suivre au delà du ruisseau : les ponts étaient coupés et le feu de l'adversaire empêchait de les rétablir.

La 32e brigade s'était avancée de Rubempré sur Beaucourt, nous l'avons vu ; vers 2 heures, son avant-garde débouchait sur l'Hallue ; un bataillon du 70e jeté vers Montigny n'y trouva qu'une faible résistance de la part du 46e mobiles ; le village fut aisément occupé et les assaillants purent intervenir dans l'attaque dirigée alors sur Béhencourt par la 31e brigade.

Vers 4 heures, Béhencourt était enlevé également ; deux compagnies prussiennes faisaient face à Bavelincourt au nord du village. Le reste de l'avant-garde de la 32e brigade avait également occupé Beaucourt et une compagnie pénétrait même dans

(1) Deux compagnies du 70e et un peloton de hussards (*Grand état-major prussien*).

Bavelincourt. Le 91e mobiles (Pas-de-Calais) avait évacué ces deux points presque sans combat.

Le gros de la 32e brigade était alors à l'ouest de Beaucourt ; celui de la 31e à l'ouest du bois de Fréchencourt ; six batteries avaient pris successivement position au nord de Beaucourt (3 h. 1/2).

CHAPITRE XVIII

Troisième moment (après 4 heures).

A ce moment, la brigade Aynès débouchait de Contay sur la gauche des Allemands et cette intervention arrêtait tout mouvement offensif de leur part. Le général Faidherbe avait donné l'ordre à trois des régiments de la division Robin de se porter de Contay à Bavelincourt, entre les deux brigades du général Derroja; ce dernier, ne voyant personne devant sa brigade de droite, l'avait dirigée sur Beaucourt.

Les six batteries allemandes placées au nord du village arrêtèrent un moment (vers 4 heures), les Français; mais ceux-ci s'emparèrent bientôt du petit bois au nord de Beaucourt, et il fallut six compagnies pour le leur reprendre.

En même temps, le lieutenant-colonel Aynès portait une partie du 91e mobiles sur Bavelincourt, et le reprenait aux Allemands en leur enlevant une cinquantaine de prisonniers; Béhencourt était de même attaqué un instant après ; une partie du 46e mobiles et du 3e mobilisés du Nord y entrait un instant; mais un feu rapide des deux compagnies prussiennes qui gardaient le village arrêtait les Français; ils l'évacuaient en désordre et les mobilisés y laissaient deux cents prisonniers. Ce fut toute la part que la division Robin prit à la bataille.

Malgré ce succès, les Allemands ne réussirent pas à déboucher de Béhencourt sur Franvillers; deux compagnie du 29e, qui essayaient de marcher dans cette direction étaient vivement ramenées (1).

En somme, à ce moment, toute la 16e division était réduite à garder une attitude défensive devant le général Derroja. Il en était à peu près de même sur le front de la division Kümmer.

La nuit commençait à tomber, le général Faidherbe crut le moment venu de reprendre les villages de l'Hallue. L'artillerie française les avait canonnés depuis quelque temps et leurs maisons couvertes de chaume s'étaient enflammées sous les obus. Les

(1) *Grand état-major prussien.*

colonnes de flammes qui s'élevaient le long de la vallée indiquaient les emplacements des villages et servaient de repères à l'artillerie. Malgré le nombre supérieur des pièces allemandes, celles du général Faidherbe maintenaient vivement leur avantage.

Pendant que le général en chef marchait avec l'amiral Moulac pour reprendre Daours, le général Lecointe tentait de reconquérir Pont-Noyelles avec tout ce qui restait disponible dans la division du Bessol : c'était le régiment de mobiles de Somme et Marne. Les Allemands avaient consommé presque toutes leurs munitions et leur feu était très ralenti ; malgré cette circonstance, les mobiles ne s'avancèrent que lentement sur Pont-Noyelles et un feu rapide ouvert brusquement à cinquante pas de la lisière du village les fit battre précipitamment en retraite. En atteignant le plateau, ils furent pris pour des Allemands et reçurent le feu d'un bataillon du 70e. Malgré le désordre jeté dans leurs rangs par cette méprise, le général Lecointe tenta une seconde attaque avec tout ce qu'il put rassembler du 18e chasseurs, du 70e de marche et des mobiles de Somme et Marne : il se jeta une seconde fois dans Pont-Noyelles. Cette fois, les Français y rentrèrent, les Allemands n'avaient plus de munitions et se défendaient à coups de crosses et de baïonnettes. Un combat sanglant s'engagea encore une fois dans l'intérieur du village.

Mais la nuit était tombée et le désordre était devenu extrême ; les Français entrés dans Pont-Noyelles ne furent pas soutenus et se laissèrent cerner par les Allemands ; un assez grand nombre furent faits prisonniers.

Au moment où l'affaire se terminait en ce point, le général de Manteuffel envoyait sur Pont-Noyelles deux bataillons de la réserve ; ils arrivèrent trop tard pour prendre part au combat.

Entre Querrieux et Bussy, une partie de la brigade Foerster essayait en même temps de passer l'Hallue pour tourner Querrieux et Pont-Noyelles ; le général en chef détacha à leur rencontre un bataillon de la réserve (1) et cette attaque fut également arrêtée.

Daours avait été presque entièrement occupé par les Allemands avant la tombée de la nuit ; le général Faidherbe, au moment de l'attaque générale des villages, s'y porta avec la brigade Payen, de la division Moulac : le 19e chasseurs et les fusiliers marins reçurent ordre d'aborder de front le village, et un bataillon du 48e mobiles dut le tourner par sa gauche. Cette attaque, brillamment menée par les chasseurs et par les fusiliers marins, réussit,

(1) Du 4e.

quoique les mobiles n'aient pas paru. Daours fut réoccupé; des chasseurs du 19e bataillon et des fusiliers marins pénétrèrent même dans Vecquemont (vers 5 heures). Le général en chef, qui avait conduit personnellement l'attaque et avait dépouillé un instant son rôle pour celui de général de brigade ou de colonel (1), partit à la nuit pour rentrer à Corbie où l'attendait M. Testelin. Il emportait la conviction que ses troupes avait remporté un succès à Daours.

Après son départ, les choses changèrent promptement de tournure : le 8e chasseurs prussien et une compagnie du 65e avaient repris de nouveau Vecquemont; des groupes ennemis cachés dans les caves de Daours en sortirent dans le désordre du combat. En quelques instants, Daours était repris (6 heures) : les Allemands tentaient même de se porter à l'attaque des hauteurs, mais ils étaient aisément repoussés.

Vers 7 heures du soir, le feu avait cessé sur toute l'étendue du champ de bataille ; les Allemands s'établissaient en cantonnements d'alarme dans les villages de l'Hallue. La réserve passait la nuit à Allonville et Cardonnette, la 3e division de cavalerie à l'extrême gauche, dans Pierregot et Molliens-au-Bois.

Du côté des Français, la division Derroja occupait une partie de ses cantonnements de la veille sur l'Hallue, la brigade de Lagrange cantonnait à Corbie et le reste des troupes françaises bivouaquait sur les hauteurs. La nuit fut des plus pénibles pour les jeunes troupes de l'armée du Nord, car la température descendit à 8° au dessous de zéro : ces soldats improvisés, réduits à se passer de feu par cette nuit glaciale, mal équipés par surcroît, reçurent pour toute nourriture du pain gelé. Il y avait là de quoi abattre le moral de troupes mieux trempées; néanmoins, l'attitude générale resta bonne : la confiance qu'avait su inspirer le général Faidherbe y était pour beaucoup; les soldats qui l'avaient vu sur le champ de bataille ne ménager ni sa vie, ni ses fatigues, en dépit de son état de santé, avaient toute confiance dans son énergie et son patriotisme. Les résultats acquis dans la défense des hauteurs de l'Hallue étaient d'ailleurs suffisants pour leur inspirer une satisfaction légitime.

Au moment où il rejoignait son quartier général, Faidherbe ignorait la véritable situation de l'armée. Il croyait Daours et Pont-Noyelles reconquis; en revenant de Corbie, il fut accueilli par des coups de fusil aux abords de Pont-Noyelles et faillit être

(1) X. Tanera, 1873.

enlevé par l'ennemi (1). Il passa le reste de la nuit à La Houssoye.

CHAPITRE XIX

Journée du 24 décembre. — Retraite de l'armée du Nord.

La matinée qui suivit trouva les deux armées dans leurs positions de la veille. Aucune d'elles n'était en état de renouveler les efforts tentés précédemment pour reprendre les villages de l'Hallue, ou pour s'emparer des hauteurs de la rive gauche.

Le général de Manteuffel avait prescrit de constituer dès l'aube des réserves pour chaque division du VIII[e] corps. Celle de la 15[e] devait être placée entre Bussy et Querrieux; celle de la 16[e] à l'ouest de Montigny. La réserve générale s'était rassemblée entre Saint-Gratien et Querrieux, à peu près derrière le centre de la ligne de bataille. La première armée devait attendre dans ses positions le développement des projets de son adversaire.

Quant au général Faidherbe, les nouvelles contradictoires qu'il recevait de tous les points du champ de bataille ne lui avaient pas encore montré la vraie situation des Allemands. A en croire certains indices, ils avaient opéré leur retraite vers Amiens, derrière un simple rideau laissé sur l'Hallue; des renseignements plus sérieux annonçaient l'arrivée de nombreux renforts destinés à leur armée.

Il ne se dissimulait pas d'ailleurs combien la sienne avait souffert de son bivouac de la nuit précédente; le froid avait augmenté depuis la veille et il était impossible de cantonner les troupes; les villages les plus proches étaient encore trop loin du champ de bataille. Les distributions, qui s'étaient faites le 23 dans les conditions que l'on sait, ne pouvaient être plus complètes ce jour-là. L'intendance n'avait ni le matériel, ni le personnel suffisant. Les munitions manquaient; toutes les troupes disponibles avaient été engagées et il ne restait d'à peu près intacts que la brigade de Lagrange et trois des régiments de la division Robin. Le général Faidherbe ne se faisait aucune illusion sur le parti à tirer de ces dernières troupes. Quant à la brigade de Lagrange, sa présence à Corbie était plus nécessaire que jamais pour garder la ligne de retraite de l'armée.

---

(1) Daussy. L'auteur anonyme des *Opérations de l'armée du Nord*, dit que le général Faidherbe donna ordre d'incendier les villages de l'Hallue pendant la nuit du 23, mais que cet ordre ne fut pas exécuté. Nous n'avons pu trouver la confirmation de ces allégations.

Le général en chef se décida donc à une résolution grave : celle de quitter les positions si énergiquement défendues la veille, pour se porter à quelques marches vers le nord. Il donna ses ordres dans la matinée. Au cas où l'ennemi ne l'aurait pas attaquée avant 2 heures de l'après-midi, l'armée devait se mettre en marche, en se couvrant par une ligne de tirailleurs choisis dans ses meilleures troupes. Ce rideau resterait en position durant une heure au moins.

Sous sa protection, l'armée prendrait des cantonnements à 10 kilomètres environ vers le nord-est, sur deux lignes (1) : la division de garde nationale se porterait par Bresle et Millencourt sur Albert, Bouzincourt et Aveluy où elle serait en deuxième ligne.

La division Derroja gagnerait Senlis, Hédauville et Varennes par Warloy. La division du Bessol irait sur Bresle, Laviéville et Millencourt par la route d'Albert; enfin, la division Payen se dirigerait par Bonnay et Heilly sur Ribemont, Buire et les environs.

La matinée et une partie de l'après-midi du 24 décembre furent remplies par des escarmouches continuelles entre les avant-postes des deux armées. Le 17e chasseurs, qui occupait la colline à l'est de Fréchencourt, ayant eu à souffrir du feu des Allemands postés à Béhencourt, quelques coups de canon furent tirés sur le village par l'artillerie française, sans grand résultat.

Vers 10 heures, de fortes colonnes allemandes se montrèrent sur la rive droite de l'Hallue, à l'ouest de Fréchencourt. C'était sans doute la réserve de la 16e division qui gagnait sa position de rassemblement. Deux batteries envoyées au-dessus de Fréchencourt par le général Derroja l'obligèrent à dissimuler sa marche.

De leur côté, les Allemands s'attendaient à voir les Français prendre l'offensive. Vers 10 h. 1/2, des colonnes parurent se diriger de La Houssoye sur Vadencourt ; le général de Dohna reçut l'ordre de se porter immédiatement sur le flanc droit de l'armée du Nord avec ses dix escadrons (2) et une batterie à cheval. Il atteignit Contay qu'il canonna quelque temps sans résultat. Le mouvement supposé des Français sur la gauche allemande n'avait pas eu lieu.

A peu près à la même heure, ils paraissaient tout prêts à prendre l'offensive à leur extrême gauche. Pour y parer, le géné-

---

(1) Rappe.

(2) Les six escadrons de la 3e division et le 9e hussards.

ral de Gœben portait sur Les Alençons quatre des batteries restées près de Saint-Gratien; la 30e brigade appuyait vers Querrieux et Bussy; la 16e division occupait Fréchencourt; la réserve de l'armée et la brigade du prince Albert, qui venait d'arriver à Amiens, prenaient position près des Alençons. Mais les Français ne faisaient aucun mouvement offensif et ces dispositions restaient inutiles.

Cependant, le mouvement de retraite de l'armée du Nord avait commencé sans éveiller l'attention des Allemands; de fortes colonnes aperçues depuis 2 heures avaient pris des directions divergentes, dont il leur était impossible de deviner le but. Vers 3 heures seulement, l'affaiblissement des troupes de première ligne parut évident devant l'aile droite allemande. Pourtant, le général de Manteuffel ne songea nullement à troubler les mouvements que paraissait exécuter son adversaire. Cette attitude passive semble extraordinaire quand on la rapproche du bulletin de victoire envoyé par lui au grand quartier général.

Il s'était borné jusque-là à conserver ses positions de la veille, avec quelques changements insignifiants. Si les Français les gardaient de même, il avait l'intention de changer la direction de son attaque; au lieu de se porter de front sur la ligne française, il l'aborderait par Corbie, c'est-à-dire en arrière de son aile gauche.

La petite ville de Corbie était alors, nous l'avons vu, le point *terminus* de la voie ferrée d'Arras à Amiens ; en outre, elle commandait les deux vallées de la Somme et de l'Encre. C'était donc un point dont la possession importait fort aux Allemands comme au général Faidherbe. Restait à savoir si l'attaque en serait aisée: il fallait traverser la Somme et cette opération pouvait être rendue fort difficile par la nature marécageuse de la vallée. La possession de Daours eût, il est vrai, donné aux Allemands un débouché au nord de la rivière; mais en admettant qu'elle eût permis de tourner les défenses de Corbie et d'amener son évacuation, il eût fallu aborder ensuite des hauteurs d'accès au moins aussi difficile que celles défendues le 23 décembre. En outre, pendant l'attaque de Corbie, la première armée aurait été obligée de consacrer une partie de son effectif à couvrir Amiens et à garder les positions enlevées la veille; dès lors, elle se serait trouvée coupée en deux tronçons par la Somme et répartie sur une étendue qui n'eût pas été moindre de 20 kilomètres.

Rien de moins sûr que le succès de la combinaison nouvelle.

A 4 heures du soir, le général de Manteuffel ignorait encore si les mouvements signalés se rapportaient à une retraite ou à un simple changement de front des Français. Il donna ordre à

la réserve du général de Mirus de se porter, le soir même, sur la rive gauche de la Somme, de manière à attaquer Corbie au point du jour. La 16e division devait appuyer à droite le long de l'Hallue; la 15e, tout en gardant Daours et les passages de la Somme jusqu'à Amiens, suivrait la réserve générale sur la rive gauche; la 16e division resterait chargée de couvrir Amiens, en surveillant l'Hallue.

Au lieu de marcher de Saint-Quentin sur Péronne, comme il en avait reçu l'ordre, le général de Senden devait se porter plus au sud sur Ham. Le général en chef prévoyait le cas où l'armée aurait à battre en retraite et il voulait éviter de laisser la 3e division de réserve se heurter à un ennemi supérieur en nombre (1).

Ces mouvements étaient en voie d'exécution, le soir du 24 décembre, quand Manteuffel reçut des informations qui confirmaient la retraite des Français; il se borna à prescrire au VIIIe corps de poursuivre l'armée du Nord si ces nouvelles étaient vérifiées le lendemain; la réserve de l'armée devait, dans ce cas, se diriger vers Péronne par Bray, de manière à se mettre à portée de recueillir les résultats les plus importants de la bataille, en s'emparant de cette petite place.

Les pertes des deux armées avaient été à peu près équivalentes pendant les deux journées des 23 et 24 décembre; celles des Français avaient été de 156 tués, 953 blessés et quelques centaines de prisonniers (2). Le grand état-major prussien donne des chiffres différents : 259 tués et 972 prisonniers non blessés; la vérité est probablement entre ces deux chiffres. D'ailleurs, les plus fortes pertes de l'armée du Nord n'étaient pas celles subies sur le champ de bataille. Comme au lendemain des combats d'Amiens, beaucoup d'hommes, gardes mobilisés et gardes mobiles surtout, avaient quitté leurs bataillons. Quelques-uns s'étaient enfuis jusqu'à Lille. Un certain nombre rejoignit plus tard l'armée; l'ébranlement moral démontré par leur disparition n'en était pas moins considérable : les bataillons de gardes mobilisés surtout étaient entièrement désorganisés et leur retraite était devenue une vraie déroute (3).

Les pertes des Allemands en tués et blessés étaient un peu moindres : 157 tués, 716 blessés et 53 disparus. Les effectifs des deux armées différaient peu, quant aux chiffres des com-

---

(1) Wartensleben.

(2) Général Faidherbe, *Campagne de l'armée du Nord.*

(3) Voir, au sujet de la retraite du 23e corps, Ramon, article *Albert.*

battants réellement engagés ; bien loin de compter de 45 à 50,000 hommes, comme le dit Wartensleben dans son livre (1), l'armée du Nord ne comptait pas plus de 34 à 35,000 hommes (2).

Sur ce nombre, un seul régiment de la division Robin parut sur le champ de bataille ; le reste ne fut pas engagé. La brigade de Lagrange resta de même à Corbie. Les troupes réellement mises en ligne ne comptaient donc pas plus de 23 à 24,000 hommes d'infanterie, 6 escadrons et 78 bouches à feu, dont 12 de montagne.

Les renseignements fournis par le grand état-major prussien sont plus précis : d'après les situations au 21 décembre, les troupes engagées comptaient 22,622 combattants d'infanterie, 2,314 chevaux et 108 (3) bouches à feu. Il y avait donc très peu de différence entre les effectifs des deux armées. Mais c'est à cela que doit se borner la comparaison à établir entre elles. Ni l'organisation, ni l'instruction, ni l'équipement de l'armée du Nord n'étaient à hauteur de ceux de la première armée. En revanche, le général Faidherbe avait l'avantage d'opérer sur un terrain parfaitement connu, très favorable à la défensive. Les deux généraux en chef avaient-ils tiré tout le parti possible des forces dans leurs mains ? Il est permis d'en douter.

En dirigeant une partie de l'armée du Nord à la rencontre des petits détachements prussiens qui gardaient Ham et La Fère, le général Faidherbe avait sans doute pour but d'aguerrir ses troupes, sans qu'elles courussent de grands risques. Ce résultat fut pleinement atteint ; en revanche, l'éveil fut donné aux

---

(1) Ce livre, *Les Opérations de la première armée sous le commandement du général de Manteuffel*, contient beaucoup d'inexactitudes sur la bataille de Pont-Noyelles ; il attribue à l'armée du Nord des *pièces de position* qu'elle n'eut jamais, de *grosses pièces de marine* qu'elle eut encore moins. En outre, il donne au général Faidherbe l'intention de débloquer Paris lors de la marche sur La Fère et Amiens : nous avons vu ce qu'il faut en penser.

(2) Si les effectifs eussent été complets, les 56 bataillons, les 6 escadrons et les 14 batteries de l'armée auraient atteint un chiffre d'environ 44,000 hommes ; mais il était loin d'en être ainsi. Il résulte de différentes correspondances que l'effectif des bataillons de gardes mobilisés n'était pas de plus de 600 hommes en moyenne quelques jours avant la bataille. A plus forte raison, les autres bataillons, qui venaient de faire une marche de quinze jours, avaient-ils un effectif encore plus amoindri. (Voir Ramon, article *Albert*.)

(3) Ces 108 bouches à feu tirèrent 3,665 coups (X. Tanera).

Allemands ; ils apprirent trop tôt que l'armée s'était reconstituée et qu'ils devraient compter avec elle. La marche sur Amiens, qui aurait pu donner les plus grands résultats, si elle avait été inopinée, aboutit finalement à une bataille défensive devant des forces allemandes concentrées ; l'armée du Nord avait perdu l'initiative stratégique, un facteur important du succès.

En somme, le général Faidherbe, du 6 au 22 décembre, avait paru hésiter entre deux plans, qui promettaient tous deux de grands avantages : une marche vers l'est, parallèlement à la ligne La Fère-Laon, qui pouvait jeter le trouble dans les communications allemandes vers Soissons et Reims, et qui devait certainement rappeler de Normandie une grande partie de la première armée ; ou une marche vers l'Ouest, qui pouvait amener une rencontre suivie de brillants résultats, entre l'armée du Nord tout entière et la brigade laissée à la garde d'Amiens. Les deux plans avaient leurs côtés avantageux ; le mieux était de prendre l'un ou l'autre et non de les aborder successivement. A la guerre, le pire des partis est de n'en prendre aucun (1) : toute hésitation entraîne fatalement des retards qui amènent à leur tour l'échec des meilleures combinaisons.

Quant au général de Manteuffel, il avait, après la bataille d'Amiens, commis la faute de croire l'armée du Nord complètement détruite alors qu'il s'agissait d'un simple échec ; il avait laissé devant elle des forces beaucoup trop faibles, qui étaient destinées à être enlevées au premier mouvement des Français. La première armée ne pouvait à la fois opérer sur la Somme et sur la Seine, tant que l'armée du Nord ne serait pas réduite à la défensive. C'est ce qui explique la marche des événements dans cette partie de la France jusqu'à la fin de la campagne : les troupes allemandes de la Somme exposées à tout instant à des échecs, appelant à elles, pour y parer, des renforts de Normandie, et n'obtenant que des succès partiels sur les contingents de valeur beaucoup moindre qui leur étaient opposés. Et ces inconvénients du plan suivi par le général de Manteuffel auraient été bien plus sensibles s'il y avait eu une direction commune reliant les troupes françaises du Nord à celles de Normandie.

Arrivons à la bataille de Pont-Noyelles. A supposer, comme il semble vrai, que le général de Manteuffel ait avec raison pris le parti d'une offensive immédiate, le 23 décembre, il perdit le bon effet de cette résolution par des fautes graves dans l'exécution. Le mouvement tournant de la 16e division se fit dans les plus

(1) Frédéric II, *Histoire de mon temps.*

mauvaises conditions. Comme nous l'avons vu, le général en chef avait assigné au général de Barnekow une direction trop excentrique, de sorte que vers le milieu de la journée, ses deux brigades étaient encore à 8 ou 10 kilomètres, à vol d'oiseau, des points où elles eurent à combattre. Leur intervention sur le champ de bataille ne put se produire que par un changement de direction, qui les ramenait vers leur point de départ. Leur rôle fut donc à peu près nul : au lieu de tourner la droite française, elles eurent à éviter d'être tournées elles-mêmes. Dès lors, l'attaque de la ligne de l'Hallue ne pouvait entraîner aucun résultat décisif, en raison de la force des positions françaises.

L'emploi de la réserve allemande le jour du 23 décembre prête également à la critique : d'après le plan du général de Manteuffel, la 15e division devait engager un combat traînant sur son front ; la 16e ferait le mouvement décisif. La place naturelle de la réserve de l'armée devait donc être en arrière de la gauche allemande. Elle fut au contraire placée derrière la 15e division.

L'ensemble du plan du général en chef ne fut même pas suivi, puisque le général de Kümmer chercha à franchir l'Hallue sans attendre l'effet de l'entrée en ligne de la 16e division. Par suite, au lieu d'employer une partie au moins de ses bataillons de réserve à appuyer le général de Barnekow, Manteuffel fut amené à les porter sur le front de la 15e division, où ils ne pouvaient contribuer en rien à la réussite du mouvement décisif. Ce dernier, en rejetant l'armée du Nord le dos à la Somme et en la coupant de sa ligne de retraite, eût certainement donné de plus grands résultats que la prise de Daours et même de Corbie n'en pouvait amener.

Quant au projet d'attaque sur Corbie, adopté pour le 24 décembre, il était des plus défectueux, nous l'avons dit. Il est permis de douter de sa réussite.

Pour le général Faidherbe, peut-être eût-il pu prendre des mesures plus efficaces afin d'assurer la défense des villages de l'Hallue ; il avait prescrit de les considérer comme des postes avancés, et, sur certains points, les troupes exagérèrent encore ces instructions en les évacuant au premier coup de fusil ; les plus grosses pertes de l'armée se produisirent au moment où elle tentait de les réoccuper. Quelques travaux de campagne auraient permis de les défendre énergiquement et de reprendre le lendemain l'offensive dans de meilleures conditions, au moment où l'ennemi s'affaiblissait notablement sur l'Hallue. La bataille d'Amiens avait prouvé combien de pareils travaux pouvaient augmenter la force défensive des positions occupées par nos jeunes

troupes. Le temps n'avait certes pas manqué pour fortifier la ligne de l'Hallue et pourtant, les ordres nécessaires ne furent donnés que le 22 décembre, la veille de la bataille, cinq jours après l'arrivée du quartier général à Corbie.

Quant aux dispositions prises pour la bataille du 23 décembre, elles étaient à peu près imposées par les circonstances et la nature des lieux. Toutefois, le front de l'armée eût gagné à être plus restreint : celui adopté de Vadencourt à Corbie présentait un développement de près de 20 kilomètres, assurément excessif. Quant à la retraite qui suivit la bataille, son opportunité est discutable. Elle pouvait entraîner des pertes plus grandes que la continuation de la lutte, si l'ennemi eût poursuivi l'armée. Le général en chef ne pouvait s'attendre par avance à l'inaction inexplicable du général de Manteuffel. Il courait le risque d'une nouvelle rencontre dans des positions qu'il n'eût point choisies et avec des troupes qui auraient beaucoup perdu de leur valeur morale.

Enfin, si l'état des troupes justifiait jusqu'à un certain point la résolution du général en chef, il ne suffisait pas pour expliquer la retraite sous Arras et Douai, qui était dès lors dans ses projets. Il eût été préférable d'occuper une position moins éloignée de la ligne de l'Hallue.

Le général Faidherbe eût ainsi pu tenter, de l'Hallue à la Scarpe, la retraite par échelons qui venait de si bien réussir au général Chanzy dans son mouvement d'Orléans sur le Mans. Il n'aurait cédé le terrain que pied à pied, en forçant son adversaire à le conquérir à force de pertes. Le moral de l'armée y eût beaucoup gagné et les opérations que l'ennemi allait diriger contre Péronne en seraient peut-être devenues impossibles. L'importance de ce résultat était assez grande pour que l'armée courût quelques risques en cherchant à l'atteindre. Les destins voulurent qu'il n'en fût rien : trois jours ne s'étaient pas écoulés que commençait le siège de Péronne.

QUATRIÈME PARTIE

PÉRONNE ET BAPAUME

CHAPITRE XX

Poursuite après Pont-Noyelles.

Le 25 décembre, pendant que l'armée du Nord continuait sa retraite sur Arras, les mouvements prescrits au VIII[e] corps et au détachement du général de Mirus par Manteuffel, recevaient leur exécution.

La retraite du général Faidherbe laissait le champ libre aux Allemands; l'intention de leur général en chef n'était pourtant pas de poursuivre les Français, jusqu'à ce qu'il eût assuré leur destruction. Il lui eût fallu, pour cela, s'engager dans le dédale des petites places du Nord et cette opération l'eût sans doute conduit à entreprendre des sièges sans matériel suffisant : en présence d'un ennemi qui tenait encore la campagne, c'était courir au devant de nombreuses difficultés. D'ailleurs, les instructions du grand quartier général, datées du 13 décembre, étaient formelles : il n'entrait pas dans ses projets « d'occuper d'une manière permanente toute la partie nord-ouest de la France, mais plutôt de disperser les corps ennemis et surtout de s'opposer à toute tentative ayant pour but la délivrance de Paris ou la destruction des communications allemandes ».

Pour remplir ce programme dans toute son étendue, le général de Manteuffel avait à garder à la fois Rouen et Amiens; il devait par suite répartir ses forces sur deux théâtres d'opérations distincts, ce qui l'obligeait à laisser son armée partagée en deux masses principales : l'une faisant face aux troupes françaises de la Seine-Inférieure, qui cherchaient à remonter le fleuve par ses deux rives en aval de Rouen; l'autre opposée à l'armée du Nord.

L'existence d'une voie ferrée (1) entre Rouen et Amiens lui

(1) Malgré la pénurie du matériel, une circulation suffisamment active avait pu être organisée sur cette voie. Le 31 décembre, le général de Manteuffel mit moins de deux heures pour parcourir les 113 kilomètres qui séparent Rouen d'Amiens (Wartensleben).

permettait, il est vrai, de porter alternativement, de l'un de ces points à l'autre, la plus grande partie de ses troupes. Et ce mouvement de va-et-vient devait être d'autant plus facile, nous l'avons vu, que les armées françaises du Nord et de Normandie n'étaient pas soumises au même commandement.

Pour permettre aux troupes qu'il allait laisser sur la Somme de faire face à l'armée du Nord, le général de Manteuffel était résolu à se servir de cette rivière comme ligne de défense. Par sa direction générale, qui court de l'est à l'ouest, par la nature de sa vallée, semée de tourbières et de prairies marécageuses, la Somme était tout indiquée pour couvrir les troupes allemandes du nord de la France. D'ailleurs, la plus grande partie de son cours, en amont d'Abbeville, était au pouvoir de la première armée. Péronne constituait le seul point important appartenant encore aux Français sur cette partie de la rivière. Le général de Manteuffel se trouvait ainsi naturellement conduit à chercher à s'emparer de cette petite place.

La situation de Péronne, à égale distance entre Amiens et Saint-Quentin, à la croisée des routes nationales de Cambrai et d'Arras à Paris, en un point où la Somme se détourne brusquement du sud-est à l'ouest, était faite pour augmenter son importance pour les Allemands, comme pour le général Faidherbe. Enfin, sa proximité de la ligne ferrée de Tergnier à Amiens devait singulièrement gêner l'exploitation de cette voie par les Allemands, tant que Péronne aurait une garnison française.

Le général de Manteuffel prit donc la résolution d'en faire le siège ; de reconnaissances antérieures, il semblait résulter qu'un bombardement de quelque durée en aurait facilement raison. Il chargea donc les troupes du général de Mirus et de la 3e division de réserve de s'en emparer. Pendant qu'elles marchaient simultanément sur Péronne de l'ouest et de l'est, le VIIIe corps se portait à la suite de l'armée du Nord, suivant les ordres reçus la veille.

La 15e division d'infanterie se dirigeait sur Albert ; la 16e division prenait, à gauche de la 15e, la route de Contay et s'établissait à hauteur d'Albert, l'avant-garde à Aveluy, avec une partie de la 3e division de cavalerie ; la brigade du prince Albert venait s'établir d'Amiens à Baizieux, de manière à renforcer la cavalerie de l'aile gauche. C'était une marche de 15 à 20 kilomètres seulement qu'allait faire le VIIIe corps, dans la journée du 25 décembre.

La poursuite tentée dans ces conditions n'eut aucun succès. Commencée trop tard, elle ne fut même pas poussée à fond par la cavalerie allemande : l'état des routes, complètement défoncées, couvertes de neige et de verglas, ne le permettait guère. Peut-être

aussi, l'attitude des Français à Pont-Noyelles était-elle faite pour inspirer quelque prudence à l'ennemi.

Ses cavaliers ne rencontrèrent partout que des traînards; le général de Manteuffel ne put même pas arriver à connaître la direction exacte qu'avait pris le gros de l'armée française. Rien n'indiquait s'il s'était retiré sur Arras plutôt que sur Cambrai.

Le général Faidherbe, mettant à profit l'inaction de son adversaire, avait établi ses troupes en cantonnements au nord d'une ligne allant de Pronville à Bucquoy et à Bailleulmont (1); son quartier général était venu à Arras.

Pendant que Faidherbe prenait les dispositions les plus urgentes pour ravitailler et refaire son armée, Manteuffel, toujours incertain sur la direction réelle de la retraite de son adversaire, se décidait à envoyer ses troupes à la fois sur Arras et sur Cambrai.

La brigade du prince Albert, renforcée d'un bataillon et d'une batterie à cheval, se portait vers Sailly-Saillisel, dans la direction de Cambrai, à mi-chemin entre Péronne et Bapaume.

La tête de la 15e division atteignait Bapaume, à mi-chemin entre Arras et Péronne; la 16e division et la 3e division de cavalerie cantonnaient à Achiet-le-Grand, à Bucquoy et aux environs.

Pas plus que la veille, la poursuite ne donnait de résultats sérieux : partout la cavalerie ne rencontrait que des traînards, mais il semblait certain, d'après tous les renseignements recueillis, que l'armée du Nord était déjà à l'abri dans le groupe de places fortes où elle s'était constituée. Toutefois, le général de Manteuffel inclinait à croire le gros des troupes françaises plutôt à Cambrai qu'à Arras; les patrouilles lancées jusqu'aux portes de cette ville lui avaient rapporté (ce qui était complètement faux, comme nous l'avons vu), qu'aucune troupe française de quelque importance n'avait paru à l'ouest du chemin de fer d'Arras à Amiens.

De son côté, le général Faidherbe avait établi ses troupes en cantonnements le long et au nord de la Scarpe, de Fampoux à Corbehem; son quartier général était à Vitry. L'armée du Nord se trouvait en sûreté, derrière la ligne de défense que lui offrait la Scarpe, ligne tant de fois utilisée dans les guerres dont le nord de la France a été le théâtre. Deux places fortes, Arras et Douai, couvraient très efficacement ses ailes : en outre, le chemin de fer

---

(1) Rappe. L'ordre de mouvement dont cet auteur donne le résumé ne parle pas de la 1re division du 23e corps; d'après les apparences, elle dut cantonner sur la route de Bapaume à Arras.

d'Arras à Douai (1), qui traversait ses cantonnements, lui assurait des communications rapides avec le territoire non envahi : avantage précieux pour une armée où les services administratifs étaient à peine organisés.

Le peu de résultats, qu'avait donnés jusqu'alors la poursuite de l'armée du Nord, détermina le général de Manteuffel, le soir du 26 décembre, à arrêter le mouvement offensif de ses troupes. Il se résolut à laisser le VIII[e] corps, et la cavalerie qui lui était adjointe, aux environs de Bapaume, à la croisée des routes de Cambrai à Amiens et d'Arras à Péronne, de manière à couvrir les troupes qui allaient assiéger cette dernière place contre tout mouvement des Français.

En exécution de ces ordres, pendant que s'opérait l'investissement de la place, la brigade du prince Albert poussait, le 27 décembre, jusqu'à Fins, sur la route de Cambrai à Péronne. Elle était relevée à Sailly par la 29[e] brigade d'infanterie. Le reste du VIII[e] corps et la 3[e] division de cavalerie demeuraient provisoirement dans leurs positions de la veille.

De son côté, le général Faidherbe était conduit, comme son adversaire, à garder une attitude expectante, mais pour d'autres raisons. L'armée du Nord, « cette machine à rouages défectueux qu'il fallait réparer après chaque mise en marche » (2), avait grand besoin de se refaire après sa dure campagne du mois de décembre. Les jeunes troupes, comme celles que le général Faidherbe avait si promptement organisées et conduites au feu, se désagrègent plus vite par une retraite de quelques jours que par une bataille. Il était de toute nécessité que leur équipement et leur habillement fussent complétés et qu'elles reçussent les renforts et les ravitaillements dont elles avaient un urgent besoin. Ce fut l'objet de toute l'activité du général Faidherbe pendant les jours suivants.

CHAPITRE XXI

Reconnaissances de la cavalerie allemande vers la Scarpe et l'Escaut.

Le 28 décembre, le général de Manteuffel appelait à Combles, où il se trouvait, le général de Gœben et conférait avec lui

(1) D'après l'anonyme (Tanera, 1873) que nous avons plusieurs fois cité, l'état-major de l'armée du Nord ne se trouvait pas encore en sûreté et eut la fâcheuse idée de faire couper la voie ferrée d'Arras à Douai. Cette assertion ne semble pas vraisemblable.

(2) Schmidt.

de la situation. Les nouvelles de Rouen, reçues les deux jours précédents, étaient mauvaises. Le général de Bentheim prévoyait une offensive prochaine des Français par les deux rives de la Seine et réclamait des renforts.

Le général de Manteuffel croyait l'armée du Nord beaucoup plus affaiblie qu'elle ne l'était réellement et jugeait qu'une moitié du VIII^e^ corps, jointe à la 3^e^ division de cavalerie et à la 3^e^ division de réserve, suffiraient complètement à lui tenir tête, en se couvrant de la Somme.

Sur la Seine, malgré les nouvelles défavorables reçues du général de Bentheim, il pensait qu'une moitié du I^er^ corps, unie à la brigade de dragons de la garde, arrêteraient provisoirement tout mouvement offensif des Français. D'ailleurs, il comptait se tenir à Beauvais avec le reste de ses troupes, équivalent à peu près à un corps d'armée : il y serait à portée de secourir l'un ou l'autre de ses lieutenants, s'ils étaient trop vivement pressés. Enfin, dans cette position, il continuerait à couvrir les derrières de l'armée de la Meuse contre les tentatives venues du nord ou du nord-ouest de la France.

Ces projets étaient tout à fait d'accord avec les instructions plusieurs fois renouvelées (le 13 et le 17 décembre) par le grand quartier général ; mais, sur les entrefaites, le général de Moltke adressait de nouveaux ordres au commandant de la première armée et l'obligeait à changer tous ses projets (29 décembre).

La mise en état d'exploitation des voies ferrées de Rouen à Amiens et d'Amiens à Gonesse par Creil permettait de renoncer à la concentration d'une partie de la première armée à Beauvais ; le général de Moltke prescrivait, par suite, de réunir la masse principale des troupes vers Amiens et de se servir des voies ferrées pour le cas où les mouvements de l'ennemi nécessiteraient l'envoi de renforts vers Rouen ou vers Paris. En outre, le projet de siège de Péronne était approuvé ; enfin, le général de Moltke prescrivait de faire une courte expédition sur Vervins, où se montraient fréquemment des groupes de francs tireurs, qui inquiétaient les troupes d'étapes du gouvernement de Reims.

Ces nouveaux ordres semblaient indiquer que le général de Moltke reconnaissait la nécessité de se garder surtout vers le nord ; les ordres donnés par le général de Manteuffel, dès le 29 au soir, pour l'exécution de ce plan d'opérations, s'écartaient légèrement de cette donnée. Il renvoyait à Rouen tous les renforts qu'il en avait tirés et dont il pensait pouvoir disposer, sans trop affaiblir les troupes allemandes de la Somme. Il croyait les Français beaucoup plus forts sur la Seine-Inférieure qu'ils ne l'étaient réelle-

ment. Cette idée fausse, basée sur des renseignements inexacts, nous l'avons vu, faillit lui coûter cher, en l'amenant à rester dans des conditions de faiblesse numérique trop grande devant le général Faidherbe, tandis que, contrairement à ses prévisions, l'armée du Nord se reconstituait très vite et ne tardait pas à créer des embarras très sérieux aux Allemands.

Le général de Manteuffel dirigea donc, par voie ferrée, sur Rouen, la 3e brigade d'infanterie et les deux batteries, qui étaient restées sous les ordres de Mirus au siège de Péronne. Ces troupes devaient y être remplacées par la 31e brigade, venue de Bucquoy; de son côté, la 32e brigade occuperait ce dernier point, en laissant de petits détachements à Achiet-le-Grand et aux environs.

En outre, la garnison d'Amiens serait diminuée des deux bataillons du Ier corps qui en faisaient encore partie; ils seraient dirigés également sur Rouen, et le VIIIe corps pourvoirait à leur remplacement (1).

Enfin, le général de Manteuffel, croyant sa présence nécessaire sur la Seine-Inférieure, décidait de s'y rendre. Il rentrait le 30 à Amiens, pour être le 31 à Rouen. En son absence, il laissait au général de Gœben le commandement de toutes les troupes réunies sur la Somme. D'après ses ordres, cette fraction de la première armée devait se borner à couvrir le siège de Péronne, en détachant à grandes distances de petits groupes de cavalerie destinés à l'éclairer sur la situation et les projets de l'ennemi. Le général de Manteuffel avait d'ailleurs demandé au grand quartier général, avant son départ, l'approbation des dispositions prises, et la réponse avait été affirmative.

Pendant que l'armée du Nord se refaisait dans ses cantonnements de la Scarpe, les reconnaissances prescrites par Manteuffel avaient lieu sur tout le front des Allemands.

Le 28 décembre, un détachement sous les ordres du colonel de Wittich, et composé du 9e hussards ainsi que d'infanterie en voitures, allait explorer le pays à l'ouest d'Arras, vers Beaumetz-les-Loges et Avesnes-le-Comte.

Un des escadrons du 9e hussards, accompagné de quelques pionniers, se portait le lendemain d'Aubigny sur Lens pour couper la voie ferrée de Lens à Arras; la présence de forces françaises assez considérables l'obligeait à se retirer; mais il se heurtait aux

---

(1) Par suite de ces ordres, le détachement de Mirus était dissous et le général regagnait la 3e division de cavalerie (Wartensleben, *Grand état-major*).

environs de Souchez, pendant sa retraite, au 4e bataillon de mobilisés du Pas-de-Calais, qui était alors cantonné à Souchez, Carency et Ablain-Saint-Nazaire. Par une négligence inexplicable, ce bataillon, qui du reste ne faisait pas encore partie de l'armée du Nord, n'avait pas reçu de cartouches. Il suffit de quinze hussards pour le disperser complètement et pour enlever 8 officiers et 170 hommes (1).

Le même jour, une patrouille de hussards de la garde pénétrait audacieusement dans la place de Cambrai et ne se retirait qu'au moment où on allait fermer les portes sur elle. Les environs de la ville paraissaient entièrement dégarnis de troupes et la garnison était peu considérable.

Au contraire, du côté d'Arras, les Français s'avançaient, le 29, au sud de la place et apparaissaient dans Achicourt et Beaurains; les villages sur les bords de la Scarpe étaient fortement occupés et les patrouilles allemandes repoussées sur tous les points par des forces bien supérieures. Une patrouille du 7e hussards enlevait pourtant quelques rails et coupait les fils télégraphiques à Feuchy, entre Arras et Douai.

Le 30, l'apparition des Français était signalée à Marcoing au sud de Cambrai. Le même jour, un peloton du 17e uhlans entrait de nouveau dans cette dernière ville et apprenait des habitants que la garnison, jusqu'alors très faible, venait d'être renforcée de 2,000 hommes de troupes. Quelques coups de feu obligeaient les uhlans à repartir au plus vite.

Le 31 décembre, un escadron des hussards de la garde partait de Fins, allait couper à Iwuy la voie ferrée au nord de Cambrai, et rentrait dans son cantonnement après un *raid* de 83 kilomètres dans la même journée.

A l'extrême gauche allemande, un détachement, composé du 7e uhlans et d'un bataillon d'infanterie, avait été chargé, sous les ordres du lieutenant-colonel Pestel, d'opérer contre les groupes qui se montraient aux environs d'Abbeville et de couper la voie ferrée entre cette ville et Boulogne. Parti le 27 décembre de

---

(1) Un auteur local, M. de Cardevacque, donne des détails instructifs sur la lâcheté dont firent preuve la grande majorité des officiers et des hommes de ce bataillon. A Carency, où se trouvaient deux compagnies de mobilisés, les hussards firent 40 prisonniers et les laissèrent à la garde de deux cavaliers; pas un n'eut la pensée de s'enfuir. Ailleurs, des mobilisés qui voulaient se servir de revolvers en furent détournés par leurs officiers. De pareils faits devraient faire réfléchir les adversaires des armées permanentes.

Picquigny, Pestel se portait sur Flixecourt, par Hangest ; le lendemain, il traversait la Somme, faisait un détour par Molliens-Vidame et Airaines, et dirigeait trois escadrons et trois compagnies du sud-ouest sur Longpré-les-Corps-Saints, où s'étaient montrées quelques troupes françaises. Le reste marchait sur Condé-Folie. Les deux villages étaient occupés par le 4e bataillon de mobiles du Pas-de-Calais et par un bataillon du 7e régiment de mobilisés du Nord (Orchies) (1). Ces jeunes troupes, qui se gardaient mal, furent prises entre deux feux. Les mobiles firent pourtant une résistance vigoureuse au sud de Condé ; mais la déroute des mobilisés qui étaient restés à Longpré les obligea à battre précipitamment en retraite. Les Allemands ne s'emparèrent pourtant de Longpré qu'après un combat vif et sanglant. Les habitants prirent part à la lutte et plusieurs, une femme même, furent tués ou blessés. Les pertes françaises s'élevèrent à près de 300 hommes, dont 250 prisonniers.

Les restes de la garnison de Longpré s'étaient réfugiés à Abbeville, où la nouvelle de sa défaite causa un grand émoi. Pestel voulut saisir cette occasion et se porta à Domart-en-Ponthieu et de là sur Saint-Riquier, d'où il envoya un parlementaire à Abbeville. Il somma la place de se rendre, sous la menace d'un bombardement qu'il eût été bien en peine d'effectuer, faute d'artillerie.

Les anciennes fortifications d'Abbeville, jointes à quelques barricades improvisées, suffisaient à rendre une prise de vive force assez difficile (2) : la garnison était de 3,000 gardes mobiles ou mobilisés. Malgré cette force relativement considérable, la sommation de Pestel trouva le commandant de place (3) indécis. Il fallut que le préfet de la Somme, M. Lardière, le rappelât énergiquement à ses devoirs.

La menace du colonel Pestel n'eut naturellement aucune suite ; des renforts furent envoyés de Lille dès la nuit suivante, et le général Baboin, de l'armée auxiliaire, prit le commandement de la place et en organisa rapidement la défense. Pestel dut se borner à couper, le 1er janvier, la voie ferrée d'Abbeville à Boulogne près de Rue et revint ensuite s'établir auprès de Picquigny.

Pendant cette pointe hardie du petit détachement allemand à plus de 70 kilomètres de l'armée, de fortes patrouilles de cava-

---

(1) De Cardevacques.

(2) La garnison était, en outre des restes de la garnison de Longpré, de 2 bataillons de gardes mobilisés du Nord (7e régiment).

(3) Le lieutenant-colonel Plancassagne, du 7e régiment de mobilisés (Daussy).

lerie avaient été envoyées sur Bernaville et Auxi-le-Château, pour le soutenir en cas de besoin.

A l'autre aile des Allemands, le général comte de Lippe, venant de Ham avec la 12e division de cavalerie, atteignait, le 28, Saint-Quentin et se portait, le 30, sur le Catelet, d'où il se mettait en communication avec la brigade de cavalerie de la garde postée à Fins.

Il envoyait une compagnie d'infanterie et un escadron couper la voie ferrée au sud de la bifurcation de Busigny ; mais ce détachement se heurtait à une résistance opiniâtre et revenait par Serain, sans avoir pu terminer sa tâche.

Le grand quartier général avait prescrit au général de Lippe de se porter sur Vervins, pour purger le pays des troupes du colonel de la Saussaye et des francs-tireurs qui s'y montraient et commencaient à inquiéter les lignes d'étapes du gouvernement de Reims ; mais la présence des Français signalée du côté de Cambrai et de Maubeuge, empêcha de Lippe de donner suite, pour le moment, à cet ordre, et il se contenta d'envoyer le général Senfft de Pilsach, avec quelques escadrons, à Origny-Sainte-Benoîte, sur la route de Saint-Quentin à Guise. Le reste de la division saxonne demeurait provisoirement au Catelet, entre Saint-Quentin et Cambrai.

Le général de Lippe prenait même bientôt le parti de rappeler à Saint-Quentin, plus à sa portée, le détachement du général Senfft.

CHAPITRE XXII

Les deux armées avant le 2 janvier.

Cependant, le général Faidherbe réorganisait peu à peu son armée ; cette œuvre de reconstitution avançait même assez vite pour permettre la reprise des opérations dans un bref délai. D'ailleurs, la nouvelle du bombardement de Péronne était arrivée à l'armée du Nord. Il était de toute nécessité pour elle de changer d'attitude de façon à retarder, sinon d'empêcher, la perte de cette petite place, dont les circonstances avaient singulièrement accru l'importance.

Le 30 décembre, une forte reconnaissance était dirigée par le général Lecointe à l'est et au sud d'Arras. Le lendemain, toute l'armée du Nord se mettait en mouvement et venait occuper les villages au sud et à l'est de la place, entre la route de Doullens et la Scarpe : la 1re division du 22e corps cantonnait à Beaumetz-les-

Loges, Rivière-Grosville, Wailly ; la 2e division à Dainville, Achicourt, Agny ; la 1re division du 23e corps à Beaurains, Tilloy-les-Mofflaines et Feuchy ; la 2e division à Ronville, Saint-Sauveur et Blanzy. Le quartier général de l'armée s'établissait à Ronville (1).

Un conseil de guerre, auquel assistaient tous les officiers généraux de l'armée, se réunit le même jour à Beaurains ; le général Faidherbe y apprit à ses lieutenants le bombardement de Péronne et annonça l'intention de se porter en avant pour délivrer la place. On lui objecta (2) l'état de l'armée, qui commençait à peine à se remettre de ses fatigues ; les troupes, capables de résister vigoureusement dans des positions choisies, ne l'étaient pas, disait-on, d'attaquer en rase campagne un ennemi aussi solide que la première armée allemande.

Ces raisons, malgré tout leur poids, n'arrêtèrent pas le général en chef. Il ne voulut pas laisser succomber Péronne, sans rien faire pour la sauver, et il donna des ordres pour la marche en avant. Elle devait commencer dans la matinée du 2 janvier.

Les troupes auxquelles allait se heurter l'armée du Nord étaient réparties de la façon suivante :

A l'extrême gauche, entre Bapaume et Doullens, était établie la 3e division de cavalerie ; elle surveillait les routes allant d'Arras sur Amiens et formait deux groupes. A Bienvillers-au-Bois étaient trois compagnies d'infanterie et deux escadrons et demi sous les ordres du général de Mirus.

A Bucquoy, se trouvait la 7e brigade de cavalerie, avec le général de Dohna : deux régiments de uhlans et une batterie à cheval.

A Achiet-le-Grand, étaient la 32e brigade d'infanterie, quatre bataillons, quatre escadrons, deux batteries et une compagnie de pionniers.

En avant de Péronne, se trouvait la 15e division d'infanterie ; elle était répartie en deux fractions : l'une à Bapaume, formée de la 30e brigade, (cinq bataillons, trois escadrons, deux batteries, une compagnie de pionniers) ; l'autre à Bertincourt, constituée par la 20e brigade (cinq bataillons, un escadron, deux batteries).

A Fins, à l'aile droite de la 15e division, et à cheval sur la route de Cambrai à Péronne, était la brigade de cavalerie de la garde (huit escadrons, un bataillon, une batterie à cheval).

---

(1) L'ordre de mouvement du 31 décembre a été publié dans les ouvrages de Rappe et de Ramon.

(2) Danssy, *La ligne de la Somme.*

A l'extrême droite des Allemands, la 12e division de cavalerie, détachée de l'armée de la Meuse, occupait — nous l'avons vu — les environs de Saint-Quentin et se reliait à la brigade du prince Albert : elle avait au Catelet la 23e brigade de cavalerie, deux compagnies d'infanterie et une batterie.

Saint-Quentin était gardé par un régiment de cavalerie, une compagnie d'infanterie et deux sections d'artillerie à cheval (1), sous les ordres du général Senfft de Pilsach.

Derrière cette longue ligne de troupes, le général de Gœben s'était constitué, à Combles, une petite réserve, le 8e bataillon de chasseurs et deux batteries à cheval.

Devant Péronne, sous les ordres du général de Barnekow, qui avait remplacé, dans le commandement du corps de siège, le général de Senden, appelé à la tête de la 14e division le 1er janvier, étaient la 31e brigade (cinq bataillons et six batteries) et la 3e division de réserve qui se composait de cinq bataillons et huit escadrons de réserve.

En arrière de ces troupes, étaient restés plusieurs détachements, chargés d'assurer la sécurité des communications allemandes avec Rouen ou avec Gonesse.

A Picquigny, se trouvaient les quatre escadrons et le bataillon du colonel Pestel, face à Abbeville.

La garnison d'Amiens était constituée par quatre bataillons (2), trois escadrons (3), deux batteries (4), un détachement d'artillerie de place, une compagnie de pionniers et deux détachements d'éclopés.

Sur les lignes ferrées de Rouen et de Creil à Amiens, on avait réparti six compagnies d'infanterie, un régiment de cavalerie et une section d'artillerie ; un bataillon gardait La Fère.

L'ensemble de ces forces montait à trente-six bataillons, cinquant-neuf escadrons, vingt-trois batteries, quatre compagnies de pionniers. Contrairement à ce qui avait lieu pour l'armée du Nord, la proportion d'artillerie et de cavalerie était très forte dans les troupes allemandes.

La répartition des forces du général de Gœben, le 1er janvier au soir, ne tardait pas à subir d'assez importantes modifications. D'après les renseignements assez contradictoires qu'il avait reçus

---

(1) *Grand état-major prussien.*

(2) De ligne ou de landwehr.

(3) De ligne ou de réserve.

(4) Du 1er corps.

de sa cavalerie ou de ses espions (1), il continuait à croire le gros des forces françaises à Cambrai : son aile droite devait être, dans ce cas, fort aventurée ; aussi jugea-t-il prudent de la renforcer sans tarder.

Il prescrivit, pour le 2 janvier, le passage à l'aile droite d'une partie de la 32e brigade, rattachée jusque-là à la 3e division de cavalerie ; un détachement composé de deux bataillons, un escadron et deux batteries, dut aller s'établir, sous les ordres du colonel de Hertzberg, à Nurlu, à quatre kilomètres au sud de Fins, sur la route de Péronne à Cambrai.

Un second détachement, commandé par le colonel de Wittich, et formé d'un bataillon et de trois escadrons, dut s'établir à Epehy, à mi-chemin entre le Catelet et Fins. Un bataillon de la même brigade dut en outre aller remplacer, à Amiens, les troupes de landwehr qui en partaient pour Chantilly ; enfin une compagnie de pionniers se rendit au siège de Péronne.

Ces mouvements, qui allaient coïncider avec la marche en avant des Français, dégarnissaient l'aile gauche allemande sur laquelle devait justement porter l'effort principal de l'armée du Nord. Ils ne remédiaient en rien à l'éparpillement excessif des troupes du général de Gœben ; vingt-deux bataillons, quarante-et-un escadrons, vingt-et-une batteries, n'en étaient pas moins répartis sur une étendue de 40 à 50 kilomètres, entre Bucquoy et le Catelet. Ce mince cordon de troupes, qui rappelait singulièrement la répartition des divisions françaises sur la frontière de l'est, au début de la campagne, devait être aisément rompu par des efforts énergiques concentrés sur un point.

De toutes les dispositions que Gœben eût pu prendre pour couvrir le siège de Péronne, celle-ci était assurément l'une des plus vicieuses. L'ignorance où se trouvait l'état-major de la première armée sur l'emplacement exact des troupes françaises était la raison principale de cet éparpillement. Malgré les nombreuses reconnaissances que nous avons citées, malgré sa supériorité écrasante sur les six escadrons de l'armée du Nord, la cavalerie allemande n'avait pu parvenir à connaître la répartition

---

(1) Le rôle des espions allemands, pendant la guerre, a été singulièrement exagéré. Pendant presque toute la durée de la campagne du Nord, les Allemands furent, comme il était naturel, beaucoup plus mal informés de ce qui se passait chez leurs adversaires, que ceux-ci ne l'étaient de leur côté. C'est une légende de plus à détruire.

de nos troupes ; pas plus qu'elle n'était arrivée à interrompre le service de nos voies ferrées d'une manière un peu efficace.

Les quelques rails enlevés étaient bien vite replacés ; il eût fallu la destruction d'un ouvrage d'art de quelque importance pour arrêter le mouvement des trains pendant un temps appréciable, et cette interruption ne se produisit pas. Les travaux d'art de ce genre sont, du reste, peu nombreux dans les plaines du nord de la France.

Cependant, divers indices avaient annoncé au général de Gœben un mouvement prochain de l'armée du Nord. L'activité qu'avait montrée le général Faidherbe depuis son arrivée à la tête des troupes françaises de la région, ne permettait pas de croire à une longue inaction de sa part. Le péril que courait Péronne suffisait d'ailleurs à faire prévoir une marche en avant de son armée ; mais le général de Gœben pensait, nous l'avons vu, que ce mouvement s'opérerait du côté de Cambrai.

Au contraire, le général Faidherbe, mal informé, on le conçoit, par le rudiment de cavalerie dont il disposait, croyait le gros des troupes allemandes vers Bucquoy ; c'est là qu'il se décida à diriger ses meilleures troupes, celles du 22e corps, tandis que le 23e devait se heurter à Bapaume.

En résumé, l'attaque des Français allait trouver les Allemands répartis sur une étendue beaucoup trop grande, et en pleine exécution d'un mouvement latéral de la gauche à la droite. Ces conditions fâcheuses étaient en partie compensées par ce fait que les éléments les plus solides de l'armée du Nord allaient opérer à peu près dans le vide, contre des troupes composées surtout de cavalerie, tandis que le 23e corps devait se heurter à des forces plus nombreuses et à portée d'être rapidement renforcées.

Dans ces conditions, les résultats de la journée du 2 janvier ne pouvaient avoir qu'une importance médiocre.

CHAPITRE XXIII

Premier bombardement de Péronne.

Péronne (1) est une petite place forte, dont la fondation remonte à la conquête de la Gaule par les Romains. Sa situation dans une vallée marécageuse, qui en rend les approches difficiles, lui donna

(1) Voir le croquis des environs de Péronne joint à ce travail. Cette place n'a pas encore été déclassée.

une grande importance dans les guerres dont la Picardie fut si souvent le théâtre pendant le moyen âge et au début des temps modernes. Très souvent assiégée par les Anglais, les Espagnols et les Impériaux, elle garda de ces sièges l'orgueilleuse devise : *Urbs nescia vinci*, que les dernières années de ce siècle devaient tristement démentir. En 1815, elle avait, du reste, été occupée sans difficulté par les Anglais, qui n'y trouvèrent qu'une garnison de cent hommes.

Les fortifications actuelles de Péronne datent en partie des XV^e^ et XVI^e^ siècles. Modifiées plus tard, sur les plans de Vauban, elles reçurent au XVIII^e^ d'importantes additions de l'ingénieur Ville. Ces modifications furent les dernières de quelque valeur apportées à la vieille forteresse.

En 1870, elle formait, sur la rive droite de la Somme, au point de croisement des routes nationales d'Arras à Paris et de Cambrai à Rouen, à 19 kilomètres au sud de Bapaume et à 30 kilomètres de Cambrai, un parallélogramme fortifié dont les grands côtés mesuraient 1,200 mètres environ et les petits côtés 200 mètres seulement : la superficie totale de la ville n'était que de 28 hectares, occupés par une population de 4,800 âmes environ.

La Somme, dans le voisinage de la place, a 8 mètres de largeur moyenne sur 1 m. 50 de profondeur ; son lit est vaseux ; sa vallée très marécageuse, coupée de tourbières et de fossés d'écoulement, constitue un obstacle à peu près infranchissable en dehors des routes.

Le canal latéral suit la rive gauche de la rivière : il a été utilisé pour remplir d'eau les fossés de la ville et permet en outre d'inonder à une assez grande distance tout le terrain en avant des fronts sud et sud-est, ainsi qu'une portion de celui nord-ouest.

La partie de l'enceinte couverte par l'inondation était entourée d'un simple mur crénelé, flanqué par des tours du moyen âge ; le reste était protégé par une muraille à tracé bastionné, soutenue en arrière par un rempart.

Au milieu du front nord-ouest, s'élevait le château, construction du XVI^e^ siècle, transformée en réduit, et qui n'avait plus qu'une très faible valeur défensive.

En dehors de l'enceinte, la place était protégée par des ouvrages de peu d'importance. Deux ouvrages à cornes couvraient les faubourgs de Bretagne et de Paris : le premier, entouré de fossés pleins d'eau, n'était pourtant pas partout à l'abri de l'escalade. Celui du faubourg de Paris se trouvait à peu près dans les mêmes conditions. Les escarpes de ces deux ouvrages, faites plutôt pour la défense rapprochée que pour la lutte d'artillerie, étaient

revêtues et crénelées en partie, mais insuffisamment couvertes par les talus en avant.

Ces dehors avaient pour plus grand avantage de flanquer une partie des fronts de la place ; mais leur organisation intérieure, pas plus du reste que celle de l'enceinte, ne les rendait nullement aptes à résister aux moyens énergiques de la guerre de siège actuelle.

En outre, il existait devant le front nord-ouest deux petites demi-lunes revêtues ; en avant du front sud-ouest, était une redoute sans valeur (1), située dans l'inondation, et appelée le Pâté-Noyé.

Telles qu'elles existaient, les fortifications de Péronne, couvertes en partie par l'inondation, suffisaient amplement à empêcher une attaque de vive force, mais non un siège régulier ou un bombardement : les locaux à l'abri étaient insuffisants, les remparts n'avaient pas été organisés pour la lutte d'artillerie à grande distance ; en outre ils se trouvaient complètement dominés par les hauteurs environnantes. Elles dessinent autour de la ville une circonférence très rapprochée des fortifications et, sur certains points, viennent mourir au pied même de l'enceinte. Leur hauteur maxima atteint 60 mètres au-dessus du niveau de l'inondation.

Les fortifications avaient pu être considérées comme parfaitement défilées de ces points dominants au temps du tir direct et des pièces lisses ; mais en 1870, contre des canons rayés et sous un tir indirect, elles n'étaient plus suffisamment abritées. Pas plus à Péronne que dans les autres places françaises, elles ne se trouvaient à hauteur des progrès accomplis (2). Nous n'en avons eu que trop de preuves dans cette funeste campagne.

Indépendamment des dangers que présente pour la ville son extrême proximité des hauteurs, elle est avoisinée à très courte distance par des couverts qui peuvent rendre de grands services à l'assaillant. Les villages de Sainte-Radegonde, de Flamicourt et de Biaches, qui ne sont couverts par aucune défense, sont à moins d'un kilomètre des remparts ; la promenade des Quinconces et le hameau de la Maisonnette sont dans le même cas.

Pour opposer aux Allemands une défense extérieure de quel-

---

(1) Elle était à ce point inutile que les Allemands la firent sauter, dès qu'ils eurent pris la ville.

(2) « Ce qui est inconcevable, c'est l'état d'abandon où les Français avaient laissé leurs petites places ; elles n'étaient nullement à hauteur des exigences de la guerre moderne, et cette infériorité a entraîné, au détriment de nos adversaires, d'incalculables conséquences. » (Gœtze.)

que activité. il eût été indispensable d'occuper les hauteurs et les couverts avoisinants. Le bombardement de la place ainsi rendu impossible, Péronne, au lieu d'être une cause de faiblesse pour l'armée française, qui allait y perdre inutilement des hommes et du matériel, eût été un point d'appui solide et une tête de pont imprenable pour la suite des opérations (1).

Il eût fallu malheureusement pour cela que le général Faidherbe empruntât quelques-uns de ses éléments à la petite armée dont la formation avait coûté tant d'efforts. Elle était tout au plus suffisante pour sa tâche, comment aurait-il pu l'affaiblir encore pour une opération aussi aléatoire que la défense d'une place ?

Péronne se trouva donc abandonnée à elle-même, avec sa garnison du commencement de décembre. Cette garnison, fort hétérogène, était composée d'un petit noyau de troupes régulières : une compagnie de dépôt du 43e de ligne, une compagnie de fusiliers marins, et de gardes mobiles ou mobilisés : trois dépôts de gardes mobiles de Péronne, d'Abbeville et d'Amiens ; le 2e bataillon de mobiles du Pas-de-Calais, le 3e bataillon de la 3e légion des mobilisés de la Somme : une batterie de garde mobile de la Somme : enfin quatre compagnies de garde nationale ou de pompiers de Péronne. Le tout comptait environ 3,500 hommes (2).

L'armement de sûreté aurait dû être de 90 pièces, d'après les instructions ministérielles les plus récentes ; mais ces 90 pièces étaient loin d'exister ; il y en avait seulement 49, dont 14 rayées. Deux pièces de 30 de marine avaient été envoyées à Péronne par le général Faidherbe au début de décembre.

---

(1) Schmidt.

(2) Ramon ; au début du siége, l'effectif était le suivant :

Garde nationale, trois compagnies, 385 hommes.

Compagnie de pompiers, 40 hommes.

Dépôt du 6e bataillon de mobiles de la Somme, 280 hommes.

Dépôt du 1er bataillon de mobiles de la Somme, 260 hommes.

Dépôt du 3e bataillon de mobiles de la Somme, 125 hommes.

2e bataillon des mobiles du Pas-de-Calais (7 compagnies), 1,107 hommes.

3e bataillon de la 3e légion de mobilisés de la Somme (8 compagnies), 900 hommes.

2e batterie des mobiles de la Somme, 150 hommes.

2e compagnie du 4e bataillon du 43e ligne, 139 hommes.

5e compagnie du 1er bataillon de fusiliers marins de Brest, 128 hommes.

Total : 3,514 hommes.

Campagne du Nord en 1870 71 — Henri CHARLES-LAVAUZELLE, Editeur — Environs de Péronne

Le matériel de la place était loin d'être complet ; quelques-unes de ces pièces n'avaient même pas d'affût ; on dut en improviser sur place.

Le commandement de Péronne avait été confié, vers le milieu d'août, au chef de bataillon du génie Garnier. Il donna une impulsion peu active à l'organisation de la défense (1) avant les derniers jours de 1870, à tel point que, le 4 décembre, s'il faut en croire certaines relations du siège, les pièces mises en batterie n'étaient pas munies de leurs projectiles, et qu'il fut impossible de s'en servir contre les éclaireurs de la 3e division de cavalerie, qui vinrent insulter la place. A la suite de ce fait, l'activité augmenta un peu : des abris furent organisés en assez grand nombre ; quelques pièces furent disposées sur des blindages ; la plupart étaient mises en batterie en arrière des remparts.

Pendant que la garnison terminait ses préparatifs de résistance, les Allemands venaient observer Péronne à plusieurs reprises.

Dès la fin de novembre, en se portant sur Amiens, le général de Grœben trouvait les environs de la place complètement dégarnis de troupes et en faisait reconnaître les ouvrages sans la moindre difficulté.

Pendant le mois de décembre, la place continuait à être observée par des détachements de la 3e division ; des reconnaissances faites le 5 et 6 décembre, il résultait que les villages des environs étaient occupés depuis peu de temps et qu'une attaque de vive force n'avait aucune chance d'aboutir, en raison de l'attitude de la garnison.

Le coup de main opéré sur Ham par les Français, le 9 décembre, attira de nouveau l'attention des Allemands vers Péronne. Sans cette place, les mouvements de Faidherbe au commencement de décembre auraient été beaucoup plus difficiles. Le général de Manteuffel comprenait toute son importance ; aussi, pendant la bataille de Pont-Noyelles, continua-t-il à la faire observer par un détachement de la 3e division de cavalerie ; dès que la bataille se fut terminée par la retraite des Français, il donna des ordres pour l'investissement et le bombardement de la place.

Nous avons vu que la 3e division de réserve, avait quitté, le 19 décembre, le corps de siège de Mézières, pour rejoindre la première

(1) Péronne était restée sans un homme de garnison du 16 juillet au 14 août ; des citoyens de bonne volonté montaient la garde aux poudrières.

armée. Elle prenait, en passant, Rocroy et traversait la partie nord du département de l'Aisne, sans trouver aucune résistance. Son passage de Montcornet à Origny-Sainte-Benoîte suffisait pour faire partir précipitamment de Vervins la petite colonne française qui s'y trouvait depuis le début de décembre. Le colonel Martin (1) gagnait Avesnes sans rien faire pour s'opposer à l'ennemi.

La 3e division atteignait Saint-Quentin le 24 décembre, et y recevait l'ordre de se porter sur Péronne, pour faire partie du corps de siège, en même temps que l'ancienne réserve de l'armée, commandée, comme nous l'avons vu, par le général de Mirus ; pendant que la 3e division de réserve se dirigerait vers Péronne par Ham, et cernerait la place au nord, le détachement de Mirus marcherait à sa rencontre par Corbie et la rive gauche de la Somme, pour investir la place au sud. Ce double mouvement s'effectua sans difficulté. Le 25 décembre, le général de Mirus entrait dans Corbie (2), avec 9 bataillons, 4 escadrons, 2 batteries ; de là, il lançait des patrouilles de cavalerie sur Bray. La présence de troupes françaises nombreuses lui avait été signalée à Bray et Cerisy-Gailly ; ses reconnaissances lui rapportèrent qu'elles s'étaient retirées sur le nord. Il en profita pour faire rétablir le pont de Bray.

Le 26 décembre, il continua sa marche par la rive gauche de la Somme, et atteignit Estrées et Foucaucourt. Il se mit en relation avec le détachement Strantz, que la 3e division de cavalerie avait laissé devant Péronne, et qui s'était retiré sur Vauvillers, après une escarmouche à Méharicourt avec la garnison.

La marche s'était faite sans autre incident que quelques coups de feu tirés sur l'avant-garde, près de Vermandovillers et d'Estrées (3).

De son côté, le général de Senden, venu de Saint-Quentin à Ham, y restait la journée du 26 et se reliait par l'intermédiaire du détachement Senfft de la 12e division de cavalerie, alors à Roye (4), aux autres troupes allemandes. Le général de Manteuffel, venu le

(1) Qui avait succédé au colonel de la Saussaye.

(2) Il perdait à ce moment quatre de ses bataillons qui appartenaient à la 2e brigade et avaient été détachés de Normandie pour concourir à la défense de l'Hallue ; ces quatre bataillons étaient renvoyés à Amiens et de là à Rouen.

(3) Les villages des environs avaient formé une petite compagnie de francs-tireurs qui inquiéta plusieurs fois les détachements allemands.

(4) 4 escadrons, 2 sections à cheval.

26 à Bray avec son quartier général, y donna ses derniers ordres pour l'investissement de Péronne, qui s'opéra, le 27, sans aucune difficulté. Une partie du détachement de Mirus, commandée par le colonel Tietzen, s'avança jusqu'à la ligne Herbécourt-Villers-Carbonnel, et reconnut les ponts de Saint-Christ et de Brie; par une négligence inconcevable, la garnison les avait laissés intacts. Le reste du détachement de Mirus passa la Somme à Bray, et s'avança jusqu'auprès de Combles sans rencontrer de résistance. Les reconnaissances envoyées sur Péronne trouvèrent les villages du nord de la ville occupés par des troupes françaises, qui se replièrent rapidement devant la cavalerie allemande : l'avant-garde occupa la ligne de la Tortille, depuis Moislain jusqu'à la Somme; le gros resta à Cléry.

De son côté, le général de Senden avait envoyé la brigade de cavalerie de Strantz à Incourt-Boucly, sur la route de Péronne à Roisel, avec mission de se relier à la brigade du prince Albert, qui occupait Sailly-Saillisel. Le reste de sa division suivit la route de Ham à Péronne; son avant-garde trouva les Français au Mesnil-Bruntel, puis à Doingt, les délogea de ces deux points, et les poursuivit jusque sous le canon de la place, qui couvrit leur retraite.

Le général de Senden établit, à la suite de cette escarmouche, sa ligne d'avant-postes de Doingt à la Somme et cantonna dans les villages en arrière, entre cette rivière et la Cologne.

Dans la même journée, le général Senfft se portait de Chaulnes à Villers-Carbonnel et Brie, où il se reliait à la 3e division de réserve et au détachement de Tietzen.

Un pont jeté par les pionniers entre Hem-Monacu et Feuillères assurait les relations des deux rives de la Somme, à l'ouest de Péronne, en même temps que ceux de Saint-Christ et de Brie les établissaient à l'est.

A la fin de la journée du 27, l'investissement de Péronne était complet; sur certains points, les avant-postes allemands étaient à moins de 600 mètres du corps de place; les Français avaient presque complètement évacué ses alentours. Le lendemain, les troupes d'investissement prenaient des emplacements provisoires pour l'investissement de la place (1).

---

(1) 1er secteur, entre la Somme en aval de Péronne et la route de Roisel, 4 bataillons, 3 1/2 escadrons, 5 batteries, 1 compagnie de pionniers;

2e secteur, entre la route de Roisel et celle de Roupy, 3 bataillons, 4 escadrons, 2 batteries;

La masse principale des troupes allemandes était placée sur la rive droite de la Somme, par où la garnison pouvait espérer un secours ; la rive gauche était gardée par un bataillon, un régiment de cavalerie et deux batteries, c'est-à-dire par un effectif presque insignifiant quant à celui des assiégés et au terrain à garder.

Le général de Senden prit, dès le 27 décembre, le commandement du corps de siège et donna des ordres pour la reconnaissance immédiate de la place par les commandants de l'artillerie et du génie ; cette opération ne put se faire que le 28, dans la matinée : elle décida le général de Senden à tenter un bombardement au moyen de pièces de campagne. Il ne se faisait pas d'illusion quant à l'effet matériel d'une pareille opération sur Péronne ; mais les circonstances exigeaient qu'il tentât de brusquer le dénouement.

Dans la matinée du 28, il fit sommer la place de se rendre ; le commandant Garnier lui répondit qu'il défendrait Péronne jusqu'à la dernière extrémité et fit retomber sur lui la responsabilité de tous les maux, qui allaient atteindre, de son fait, une population inoffensive.

Le parlementaire français, qui avait apporté aux Allemands la lettre du commandant de place, était à peine rentré dans la ville que le tir des assiégeants commençait. Cinquante-huit pièces de campagne, placées sur les hauteurs qui dominent la ville, ouvraient le feu malgré une brume épaisse : il devait durer cinquante-deux heures. Pas plus qu'à Soissons et à La Fère, ce bombardement n'était dirigé sur les remparts, mais bien contre les habitations et les édifices publics. Nous en avons dit ailleurs les raisons.

L'un des premiers édifices atteints fut l'hospice, malgré les drapeaux à croix rouge qui le surmontaient : il fallut enlever les malades et les blessés sous les obus qui affluaient. Ce long et pénible transport de cent cinquante malades ou blessés, au milieu des flammes, et sous une pluie de projectiles, fut opéré presqu'unique-

---

3e secteur, entre la route de Roupy et la Somme en amont de Péronne, 2 bataillons, 4 escadrons, 2 batteries ;

4e secteur, entre la Somme en amont de Péronne et la route de Paris, 2 compagnies, 4 escadrons, 2 sections à cheval ;

5e secteur, entre la Somme en aval de Péronne et la route de Paris, 2 compagnies, 1/2 escadron, 1 batterie.

En outre, 1 bataillon était détaché à Combles, à la garde du quartier général de Gœben.

ment par les filles de Saint-Vincent-de-Paul, qui montrèrent le plus admirable dévouement (1). La gelée rendait la manœuvre des pompes très difficile et on dut bientôt y renoncer. La compagnie de sapeurs-pompiers était médiocrement organisée et d'effectif trop faible pour les circonstances : elle rendit peu de services ; une poignée d'hommes dévoués continua seule à lutter contre l'incendie. La garde nationale ne se montra pas plus active (2).

Les flammes se propagèrent avec une grande rapidité ; au premier coup de canon, la population affolée s'était précipitée dans les caves et surtout dans les casemates. Les habitants des faubourgs, dont les maisons étaient épargnées par les obus, redoutaient, pour chaque nuit un assaut, pendant lequel amis et ennemis les auraient couverts de projectiles. Le froid qui supprimait l'obstacle des fossés leur faisait d'ailleurs craindre davantage une attaque de vive force. Eux aussi vinrent se réfugier dans les casemates et en augmentèrent l'encombrement.

Elles étaient insuffisantes pour la foule qui s'y entassait. La crainte des obus et le froid très vif faisaient clore toutes les ouvertures : ces abris où l'air n'était plus renouvelé, où femmes, enfants, vieillards, malades et blessés étaient confondus, sans linge, sans paille même pour s'étendre, furent bientôt dans un état révoltant de malpropreté, qui influa rapidement sur l'état hygiénique de la population.

Les batteries allemandes continuaient leur œuvre ; le bombardement avait été réglé à raison de 600 obus par heure ; il continua ainsi pendant l'après-midi du 28 et durant la nuit et la journée suivantes ; mais, dès la nuit du 29 au 30, les Allemands prévirent que les munitions leur manqueraient bientôt et ils ralentirent leur feu à raison de deux ou trois obus par minute. Il ne s'arrêta que le 31, vers midi : il avait été tiré environ 10,000 projectiles sur l'étroit espace où s'étend Péronne (3).

---

(1) Un varioleux restait encore étendu sur son lit alors que les bâtiments en flammes allaient s'effondrer ; une sœur se précipite dans l'escalier embrasé et dépose le malade sain et sauf dans la cour, au moment où le dernier pan de mur s'écroule derrière elle, dans la salle qu'elle vient de quitter. (Ramon.)

(2) Un propriétaire de la ville ayant été réclamer des secours contre un incendie qui commençait sur la grand'place et dévorait treize maisons, le chef du poste de secours de la place d'armes répondit que « ces messieurs (ses subordonnés) n'étaient pas d'avis de quitter le poste. » (Ramon.)

(3) Un obus par 28 mètres carrés, ce qui est énorme.

Les effets de ce premier bombardement sur les fortifications furent nuls. Les remparts restèrent intacts : quelques hommes seulement y avaient été tués ou blessés ; la ville au contraire avait souffert à tel point que dès, le 29 décembre, une supplique était adressée par plusieurs habitants au commandant de la place pour obtenir une capitulation. La commission municipale renouvela cette tentative le lendemain ; mais les recommandations du général Faidherbe étaient si formelles que le chef de bataillon Garnier refusa d'entrer en pourparlers avec l'ennemi.

Le feu de la place, d'abord très vif sur tous ses fronts, avait continué avec des intermittences plus prolongées. Elle concentrait ensuite l'action de ses pièces sur les batteries situées auprès de Halle, qui éprouvaient des pertes. Le feu des Français avait fait peu de mal aux autres pièces allemandes, protégées par les formes du terrain et réparties sur un grand espace.

En somme, le premier bombardement de Péronne aboutissait à un échec ; le manque de munitions forçait les Allemands à arrêter leur feu avant qu'il eût produit tout son effet ; la population obtenait de la sorte un répit qui aurait dû lui rendre confiance et eût pu prolonger la résistance.

Le général de Manteuffel avait prévu l'inefficacité de ses pièces de campagne et, dès le 13 décembre, il avait fait commencer à Amiens la formation d'un parc de siège avec le matériel français trouvé dans la citadelle.

Les pièces prussiennes qui avaient servi au siège de La Fère avaient été expédiées sous Paris, et il n'en existait pas d'autres disponibles dans le théâtre d'opérations de la première armée (1). On improvisa donc à Amiens un petit parc de 6 pièces rayées de 12 cent., 2 mortiers de 22 cent. et 4 obusiers de 22 cent. En outre, deux mortiers venant de La Fère devaient compléter le parc à 14 pièces. Il devait être transporté sous Péronne, le 26 décembre ; mais, par suite d'instructions mal données ou mal comprises, il ne put partir que le 29. Le 30, il arrivait à Villers-Carbonnel, où étaient requis mille outils de terrassier.

Cependant, une reconnaissance complète des fronts de la place avait décidé le général de Senden à diriger son attaque sur le front sud-ouest. Aux yeux des Allemands, il avait pour avantage de laisser sur la rive gauche de la Somme, hors de la portée des Français, le petit parc de siège. Les communications en arrière étaient faciles et sûres ; les positions devant la

(1) Mézières ne devait être prise que le 1er janvier.

place étaient très dominantes ; de plus, en raison de la configuration de Péronne, la plus grande partie des fortifications pouvaient être enfilées par les batteries.

Leurs emplacements furent aussitôt désignés dans cette hypothèse et les dispositions prises pour leur construction.

Sur ces entrefaites, les positions du corps d'investissement avaient subi plusieurs modifications de détail. Le 30 décembre, le détachement de Mirus était relevé par la 31e brigade, pour être dirigé sur Amiens et, de là, sur Rouen, où sa présence était jugée nécessaire.

Le 1er janvier, un bataillon et un escadron passaient de la rive droite sur la rive gauche de la Somme, pour y remplacer les troupes de la 12e division de cavalerie : celles-ci rejoignaient le général de Lippe à Saint-Quentin, au moment où il allait marcher sur Guise et Vervins.

Par suite, le corps de siège restait composé de dix bataillons, huit escadrons, neuf batteries et une compagnie de pionniers.

La cessation du feu par les Allemands avait donné à croire aux assiégés que l'armée du Nord s'approchait de Péronne et que son action se faisait sentir sur le corps de siège. Aussi, le 31 décembre, le commandant de place fit-il tenter une sortie avec cinq compagnies sur le front nord-ouest. Ces troupes firent mine de gagner la ligne Halle-Mont-Saint-Quentin ; elles ne purent dépasser le petit bois du Quinconce. Les avant-postes allemands, composés sur ce point d'un bataillon, suffirent à les repousser dans la place.

Malgré cet échec, le commandant Garnier fit une seconde tentative sur le même point ; dans la soirée du 31 décembre, 150 hommes se portèrent sur le Quinconce pour le fouiller ; ils se retirèrent sans avoir obtenu aucun résultat.

L'insuccès de ces deux tentatives ne montrait que trop combien la garnison contenait peu d'éléments vigoureux ; le commandant de place renonça provisoirement à tout essai de défense extérieure.

Cependant, la nouvelle du bombardement de Péronne avait décidé le général Faidherbe à se porter en avant. Nous allons voir quels efforts l'armée du Nord allait faire pour tenter de sauver la place.

CHAPITRE XXIV

Marche du 2 janvier; combats d'Achiet-le-Grand, de Béhagnies et de Sapignies.

Le général Faidherbe avait donné les instructions suivantes pour la marche de son armée ; elle devait s'avancer sur quatre routes, dont chacune serait réservée à l'une de ses divisions.

La division Derroja, du 22e corps, partie de Rivière-Grosville, se porterait sur Bucquoy, par Ransart et Hannescamps. La division du Bessol suivrait la route d'Arras à Amiens par Bucquoy et irait sur Ablainzevelle. La division Payen (1), du 23e corps, devait marcher par la route d'Arras à Bapaume et chercherait à atteindre ce dernier point. Enfin, la division de garde nationale mobilisée se porterait par Croizilles sur Saint-Léger et Mory.

Les troupes étaient munies de trois jours de vivres ; il leur était recommandé de ménager leurs munitions en prévision d'une lutte de plusieurs jours. Dans le cas où l'une des divisions serait attaquée pendant la marche, les autres devaient appuyer sur elle pour la secourir.

Si l'on ne rencontrait pas l'ennemi, la division Derroja devait aller jusqu'à Puisieux, la division du Bessol jusqu'à Achiet-le-Petit, et le 23e corps jusqu'à Bapaume. C'était une marche d'à peu près quinze kilomètres qu'allait faire l'armée.

Le terrain où allaient avoir lieu les combats du 2 et du 3 janvier est une plaine faiblement ondulée, comme la Picardie et le Vermandois en présentent beaucoup. Elle est entièrement découverte en dehors des villages, qui sont le plus souvent formés de maisons éparses et entourées de vergers ou de jardins, plantés d'arbres et bordés de haies. De loin, les lieux d'habitation, perdus dans ce fouillis de verdure, ressemblent à des bouquets de bois isolés. Relativement très nombreux, ils occupent en général le sommet des pentes et couronnent les croupes faiblement infléchies qui constituent les seuls accidents du terrain.

Le fond des vallons, planté quelquefois de saules, sur la ligne du thalweg, est suivi d'ordinaire par un fossé à peine apparent. En dehors des villages, de ces fonds de vallée et de quelques petits bouquets de bois, il n'y a d'arbres que le long des routes. Un pareil terrain n'était pas favorable au mouvement

(1) Le capitaine de vaisseau Payen avait remplacé l'amiral Moulac, depuis Pont-Noyelles.

offensif que les Français allaient y entreprendre. Ils devaient y trouver très peu d'abris et les feux de l'artillerie et de l'infanterie allemandes allaient y produire de grands effets.

La marche de l'armée du Nord commença par un temps froid et sombre ; les divisions françaises s'avançèrent sur quatre routes, ainsi qu'il avait été prescrit.

La division Derroja traversa Ransart et Hannescamps et se porta sur Bucquoy sans rencontrer l'ennemi. Le général de Grœben, remarquant le mouvement qui se produisait devant ses avant-postes, et sachant ses forces insuffisantes pour résister à l'infanterie française, s'était retiré sur Puisieux et Miraumont. Après un petit engagement, les avant-postes de la 3e division de cavalerie se replièrent de leurs positions au sud-est de Bienvillers-au-Bois et rejoignirent la division entre Miraumont et Pys.

Au moment où le général Derroja entrait dans Bucquoy, la division du Bessol attaquait Achiet-le-Grand, d'après les instructions de Faidherbe. Pour être à même de secourir du Bessol, le général Derroja fit appuyer ses troupes de Bucquoy sur Achiet-le-Petit. Il y entra sans coup férir, au moment où le combat d'Achiet-le-Grand se terminait. Sa division cantonna dans Achiet-le-Petit, sans avoir été engagée.

La division du Bessol, avec laquelle marchait le général Faidherbe, s'avança, par Boiry-Sainte-Rictrude, jusqu'à Ablainzevelle, où elle arriva vers midi sans avoir rencontré l'ennemi. La présence de ce dernier était à ce moment signalée entre Achiet-le-Grand et Ablainzevelle. Le petit détachement du capitaine Lossius, qui occupait Achiet-le-Grand, était alors réduit à deux compagnies du 28e, un peloton de hussards et deux pièces ; deux compagnies détachées vers Sapignies, où la brigade de Strübberg luttait contre le 23e corps, n'avaient pas reparu.

Menacé d'être tourné par la brigade Foerster, Lossius dut d'abord évacuer le bois de Logeat et se retira sur Achiet-le-Grand. Le 20e chasseurs et deux bataillons du 69e de marche furent aussitôt déployés pour enlever ce village, pendant qu'une batterie et une section le canonnaient de chaque côté du chemin d'Ablainzevelle. Les deux pièces allemandes, établies au sud d'Achiet, ne purent résister et se retirèrent. Les tirailleurs du 69e, passant au nord d'Achiet, avaient atteint la voie ferrée d'Arras et menaçaient de couper la retraite des Prussiens sur Bapaume ; en même temps, le 20e chasseurs attaquait le village de front et deux bataillons du régiment de mobiles de Somme et Marne appuyaient ce mouvement entre Achiet-le-Petit et Achiet-le-Grand.

Le capitaine Lossius se retira, en perdant une cinquantaine de

prisonniers, sur Bihucourt où il tint un moment ; la supériorité numérique des Français l'obligea bientôt à se porter sur Bapaume, après des pertes relativement très considérables. Le 20e chasseurs avait continué à le poursuivre ; il atteignit ainsi Bieſvillers qu'il occupa vers 4 heures ; mais la division du Bessol était restée à Achiet-le-Grand et l'issue fâcheuse du combat de Sapignies laissait le bataillon exposé à être coupé. Le commandant Hecquet crut devoir se retirer vers 7 heures et rejoignit le général du Bessol, au moment même où la brigade de Strübberg évacuait Sapignies pour les mêmes raisons. Bieſvillers fut ainsi abandonné et dut être reconquis le lendemain.

La division du Bessol cantonna dans Achiet-le-Grand et Bihucourt.

La division Payen suivit, avons-nous dit, la route d'Arras à Bapaume ; en arrivant à Ervillers, elle apprit que des Prussiens, en petit nombre d'après le dire des habitants, occupaient Béhagnies. Le 19e bataillon de chasseurs, qui formait l'avant-garde avec une section d'artillerie, se porta aussitôt sur le village.

Béhagnies s'étend le long de la route d'Arras, sur des pentes faisant face à Ervillers. Au sud et à moins de 500 mètres de Béhagnies est situé Sapignies, village un peu plus considérable, qui domine tout le terrain environnant, et en particulier les pentes allant vers Béhagnies et ce groupe d'habitations lui-même.

La 30e brigade avait un bataillon du 28e dans Sapignies et un autre dans Favreuil, avec deux escadrons du 7e hussards. En apprenant l'approche des Français, le général de Strübberg fit occuper Béhagnies par un de ces bataillons ; il fit en même temps venir, de Bapaume et de Frémicourt, deux bataillons du 68e, un escadron du 7e hussards, une batterie et deux sections d'artillerie, qui y étaient restées : il invitait en outre le capitaine Lossius à faire une démonstration d'Achiet-le-Grand sur le flanc droit des Français.

Le 19e chasseurs, qui s'avançait sur Béhagnies avec trop de confiance, fut accueilli par un feu très vif partant des premières maisons du village et d'une barricade qui en fermait l'entrée. La section d'artillerie, marchant avec lui, dut faire rapidement demi-tour et jeta le désordre dans le reste de l'avant-garde qui se replia sur Ervillers.

Le capitaine de vaisseau Payen fit alors déployer la brigade tout entière du lieutenant-colonel Michelet et dirigea une attaque convergente sur Béhagnies : un bataillon de fusiliers marins devait tourner le village par l'est ; un second bataillon par l'ouest ; un autre devait l'attaquer de front ; le 48e mobiles

(du Nord) suivait en seconde ligne ; le 19e chasseurs était réparti dans les trois colonnes. Deux batteries avaient pris position à l'est et à l'ouest de la route, au sortir d'Ervillers, et canonnaient Béhagnies. La brigade du capitaine de frégate de Lagrange restait en réserve au nord d'Ervillers.

La colonne de droite se laissa entraîner vers Gomiécourt par l'apparition sur ce point du peloton de cavalerie et de la section d'artillerie de Lossius, et ne prit aucune part à l'attaque de Béhagnies.

La colonne du centre aborda avec entrain le village, enleva la barricade et conquit les maisons une par une, pendant que la colonne de gauche les tournait. L'ennemi, rejeté du village, se retira sur Sapignies ; mais déjà les renforts demandés par Strübberg arrivaient : un second bataillon du 28e était déployé à l'est de Sapignies et les deux batteries venues de Bapaume prenaient position plus à l'est. Les deux compagnies du 28e et la section d'artillerie envoyées par Lossius arrivaient par le chemin d'Achiet-le-Grand (12 h. 1/2). Les troupes qui avaient enlevé Béhagnies ne purent en déboucher sur Sapignies : en même temps, l'artillerie prussienne soutenait un vif combat contre les batteries françaises d'Ervillers ; elle arrêtait la marche de la colonne de gauche qui, après avoir tourné Béhagnies, s'était déployée dans le fond du vallon à l'est du village en face des batteries allemandes. Sur ce point, la ligne française était formée par quelques compagnies du 19e chasseurs placées à l'est vers Mory ; puis, à droite, par un bataillon de fusiliers marins et deux bataillons du 48e mobiles.

Les tirailleurs français, abrités par les saules du vallon, faisaient éprouver de fortes pertes aux deux batteries, et à une compagnie du 28e qui les soutenait. L'artillerie prussienne amenait déjà les avant-trains pour se retirer, quand le major de Mertens lui donna l'ordre de reprendre le feu. Les bataillons de marins et de chasseurs s'élancent à ce moment sur les pièces prussiennes ; accueillis par une décharge de mitraille à 300 mètres, ils sont décimés : deux pelotons du 7e hussards les chargent de flanc au même instant et les rejettent sur les mobiles. La ligne française est entraînée tout entière dans ce mouvement de retraite ; les Prussiens se portent en avant et reprennent rapidement Béhagnies en y faisant 250 prisonniers. La brigade Michelet se retire précipitamment sur Ervillers, où elle est recueillie par la brigade de Lagrange que Payen avait déployée.

L'artillerie française entretint alors une lutte très vive avec les deux batteries prussiennes et réussit à empêcher la brigade de

Strübberg de sortir de Béhagnies ; mais Payen ne parvenait pas davantage à déboucher d'Ervillers. Chacun d'eux ne songeait qu'à résister à une attaque de son adversaire. Le village de Béhagnies était même mis en état de défense par les pionniers sur l'ordre de Kümmer.

A la nuit, la division Payen cantonna dans Ervillers. La brigade de Strübberg était fortement menacée dans Béhagnies et Sapignies par l'occupation d'Achiet-le-Grand, de Bihucourt et même un instant de Biefvillers ; elle évacua les deux villages à 7 heures du soir et se retira vers Bapaume.

Pendant que ces événements se passaient à la droite du 23e corps, la division Robin débouchait de Saint-Léger sur Mory : vers 2 h. 1/2, des patrouilles prussiennes, envoyées du côté de ce dernier village, annonçèrent à Kümmer l'approche des Français. Le général de Kummer fit aussitôt porter un bataillon du 68e sur Mory et un escadron du 7e hussards sur le chemin de Vraucourt à Sapignies, entre Mory et Beugnâtre. Le bataillon du 68e jeta une compagnie dans Mory ; mais déjà les Français y entraient ; elle dut battre en retraite sur le bataillon, qui se déploya largement au nord de Favreuil et de Beugnâtre, faisant face à la division Robin. Celle-ci fit mine à diverses reprises de se porter en avant ; elle mit même de l'artillerie en ligne (1), mais ses velléités d'attaque n'allèrent pas plus loin. Elle cantonna, le soir venu, dans Mory et Vraucourt, après avoir joué un rôle presque nul dans la journée du 2 janvier (2).

Cependant, la brigade de Strübberg évacuait, nous l'avons vu, Béhagnies et Sapignies et se retirait à Bapaume, laissant le 68e dans Favreuil ; la brigade de Bock avait occupé Frémicourt et Beugnâtre, avec un bataillon du 65e dans chacun de ces villages : un bataillon du 33e gardait Avesnes-lez-Bapaume ; deux compagnies en étaient détachées aux avant-postes sur Biefvillers et Grévillers ; le surplus des troupes cantonnait dans Bapaume. Un peloton de hussards était adjoint à chacun des bataillons laissés dans les villages.

---

(1) Son artillerie était uniquement composée de pièces de 4 de montagne.

(2) Le général Faidherbe ignorait même à la fin de la journée où se trouvait cette division. Un ordre cité par Rappe en fait mention.

D'après X. Tanera (1873), le général Robin aurait essayé inutilement de faire lever à coups de plat de sabre un bataillon de mobilisés qui s'était précipité à terre aux premiers coups de feu. Il n'y avait pas grand fonds à faire sur de pareils soldats, si ce fait est exact.

En somme, la journée du 2 janvier aboutissait à un échec pour les Allemands : ils avaient été forcés de se retirer de tous les points attaqués par l'armée du Nord ; la vigoureuse résistance de la brigade de Strübberg avait seule empêché cette retraite de devenir une déroute, en arrêtant complètement la marche de la gauche française.

D'un autre côté, le mouvement en avant du général Faidherbe n'avait pas produit tout les résultats qu'il était en droit d'en attendre : ses troupes les moins aguerries s'étaient heurtées au gros des troupes prussiennes, alors que les meilleurs éléments de son armée devaient lutter contre des forces insignifiantes.

Le général Faidherbe n'apprit que dans la soirée l'échec de Béhagnies et de Sapignies (1) ; il ne fut informé de l'évacuation de ces deux villages par les Allemands que le lendemain. Le général Paulze d'Ivoy en avait été averti plus tôt et les avait fait réoccuper.

Le général en chef ne se laissa pas décourager par l'échec partiel qu'il avait subi, et qu'il croyait beaucoup plus grave qu'il ne l'était réellement : il donna des ordres pour que l'attaque fût reprise dès le lendemain matin. Le 23e corps dut renouveler, sur la route d'Arras à Bapaume, le mouvement offensif qui avait échoué la veille ; la division Robin tournerait Béhagnies, Sapignies et Favreuil par l'est, tandis que la division Payen s'avancerait par la route sur Bapaume.

La division du Bessol, du 22e corps, prendrait pour objectifs Béhagnies et Sapignies qu'elle attaquerait par l'ouest. La division Derroja marcherait d'Achiet-le-Petit sur Ervillers (2).

C'était une attaque enveloppante que l'armée du Nord allait diriger sur les positions allemandes. Sa supériorité numérique semblait devoir favoriser le double mouvement tournant qui devait être entrepris sur les ailes de la division de Kümmer.

De son côté, le général de Gœben était informé dans la soirée des événements du 2 janvier et donnait ses ordres pour la journée du lendemain.

Le général de Kümmer devait défendre énergiquement les abords de Bapaume avec les troupes de la 15e division. La 3e division de cavalerie prendrait l'offensive et enverrait sur le flanc droit et les derrières de l'armée du Nord deux régiments de cava-

---

(1) Il crut même un instant, d'après un renseignement erroné, Ervillers au pouvoir des Allemands. Un officier de mobilisés de l'état-major de Paulze d'Ivoy avait confondu Béhagnies et Ervillers. (X. Tanera, 1873.)

(2) Rappe.

lerie et une section à cheval. Ce détachement devait se montrer et faire usage de son artillerie, de manière à inquiéter le plus possible les Français pour la sécurité de leurs communications. Le reste de la 3e division (1 bataillon, 4 escadrons, 2 sections à cheval), demeurerait à Pys, pour couvrir le flanc gauche de la 15e division.

Le prince Albert devait quitter Fins avec les trois bataillons du 40e, trois batteries, le 9e hussards et le 2e uhlans de la garde, de façon à être établi à 9 heures du matin à Bertincourt (11 kilomètres à l'est de Bapaume). Il devait laisser en observation, à Leschelle, entre Fins et Bertincourt, un escadron des hussards de la garde. Deux escadrons du même régiment seraient envoyés vers Cambrai, pour couvrir l'armée d'une attaque possible dans cette direction.

Le général de Gœben s'assurait en même temps une réserve ; il donnait au 8e bataillon de chasseurs et aux deux batteries à cheval, restées à Combles, l'ordre d'être établis à 9 heures du matin au Transloy, à six kilomètres au sud de Bapaume. D'autre part, le général de Barnekow devait détacher, du corps de siège de Péronne, trois bataillons et quatre batteries et les envoyer, pour la même heure, à Sailly-Saillisel (1). Cette mesure avait pour inconvénient d'affaiblir notablement le corps de siège, mais elle permettait au général de Gœben de se constituer une réserve de quatre bataillons et six batteries ; l'attitude antérieure de la garnison de Péronne ne faisait craindre aucune sortie pour la journée du 3 janvier.

Le général de Kümmer, en attendant l'arrivée des renforts que devait lui envoyer le général en chef, allait supporter tout l'effort de l'armée du Nord. Pour lui résister, il prit les dispositions suivantes : la 30e brigade, laissant cinq compagnies du 68e dans Favreuil, se rassembla au nord de Bapaume avec le 7e hussards et deux batteries. La 29e brigade, moins les trois bataillons détachés la veille à Frémicourt, Beugnâtre, Avesnes, Biefvillers et Grévillers, se forma au sud de la ville avec deux batteries.

Bapaume venait d'être mise pendant la nuit en état de défense par les pionniers prussiens.

Cette petite ville (2), jadis place forte, avait été déclassée en

---

(1) Ordre du général de Gœben pour le 3 janvier. (De Schell, *Les opérations de la première armée sous le commandement du général de Gœben.*)

(2) 3,000 habitants environ.

1846 et son enceinte avait servi à des expériences de tir de siège. Mais il en restait encore une partie au sud-ouest et au sud ; les fossés même étaient intacts sur ces points. Une promenade plantée d'arbres remplaçait les anciens remparts du reste de l'enceinte.

Les pionniers prussiens avaient peu à faire pour organiser défensivement Bapaume. Dans la nuit du 2, et pendant la matinée qui suivit, ils crénelèrent plusieurs maisons à l'entrée nord de la ville et près du marché. Des barricades défensives fermèrent l'entrée de la grande rue, ainsi que celle débouchant sur la place. Ces travaux, qui se prolongèrent pendant toute la journée du lendemain, facilitèrent beaucoup la tâche de la 15e division.

CHAPITRE XXV

Bataille de Bapaume (1er *moment*).

La journée du 3 janvier fut froide et brumeuse ; la terre était couverte de neige.

A l'extrême gauche allemande, le détachement sous les ordres du général de Dohna partit de Courcelette, se dirigea par Miraumont, Puisieux, Hébuterne, sur Hannescamps, et revint par Bucquoy vers Ablainzevelle et Achiet-le-Grand. Il canonna inutilement quelques détachements du 22e corps et attaqua même le convoi de la division Derroja, au moment où il traversait le bois de Logeat. Il fut aisément repoussé par le bataillon d'escorte (1). Des troupes françaises revenaient à ce moment de Bapaume sur Achiet-le-Grand ; Dohna dut se retirer sur Hébuterne et Sailly-au-Bois, sans que sa démonstration eût eu la moindre influence sur l'issue de la journée.

A l'aile droite allemande, la cavalerie allemande rendait des services un peu plus efficaces au général de Gœben. Deux escadrons des hussards de la garde avaient été détachés de Fins dans la direction de Cambrai, sous le commandement du colonel de Hymmen et avec la mission d'observer les troupes qui pourraient sortir de la place. Après avoir dépassé Havrincourt, ces deux escadrons atteignirent la route de Cambrai et aperçurent une colonne française en marche vers Bapaume. Les deux escadrons se dissimulèrent dans un pli de terrain et le colonel de Hymmen envoya

(1) Kappe raconte même que les sept dragons qui accompagnaient le convoi mirent pied à terre à l'entrée nord du bois et que leur feu suffit à faire retirer les cavaliers allemands.

des hussards à pied, en tirailleurs, à la rencontre des Français (1). Ceux-ci se laissèrent trop facilement tromper par cette démonstration et rétrogradèrent sur Cambrai. Les hussards restèrent en position sur la route jusqu'au soir sans autre incident.

La bataille s'engagea au centre des positions allemandes. Le capitaine de vaisseau Payen établit deux batteries sur la hauteur à l'est de Sapignies et une troisième à l'ouest. La brigade de Lagrange essaya de déboucher sous la protection de cette artillerie, tandis que la brigade Michelet, si éprouvée la veille, restait en réserve au nord du village.

Les patrouilles du 7e hussards avertirent le général de Strübberg du mouvement de la division Payen ; il envoya aussitôt deux batteries et deux bataillons du 28e et du 68e, à hauteur de Favreuil, entre la route et le village.

Les munitions brûlées la veille n'avaient pas été remplacées ; l'artillerie allemande attendit donc pour ouvrir le feu que les batteries françaises prissent position à droite et à gauche de Sapignies. Elle acquit immédiatement une grande supériorité sur l'artillerie adverse ; les deux batteries placées à l'est de Sapignies durent se reporter en arrière, dans une position plus favorable. En outre, le feu des pièces prussiennes empêchait la brigade de Lagrange de déboucher du village.

Le général du Bessol avait commencé son mouvement sur Béhagnies et Sapignies qu'il croyait encore aux Allemands ; il ne tarda pas à apprendre l'évacuation par l'ennemi de ces deux points (2) et reçut en même temps l'ordre de se rabattre vers Bapaume. Il porta aussitôt la brigade Fœrster sur Biefvillers, petit village situé au sommet d'une croupe qui domine Grévillers, Avesnes et les faubourgs ouest de Bapaume. Fœrster le fit attaquer par un bataillon du 69e de marche et par un bataillon de mobiles du Gard.

La compagnie prussienne du 33e, qui occupait Biefvillers, se défendit vigoureusement, mais une partie du bataillon du 69e se servit d'un chemin creux pour arriver sur la hauteur et pénétrer dans la grande rue ; la petite garnison se retira sur Avesnes, où elle trouva un bataillon du 33e, que le colonel de Bock y avait

---

(1) Trois bataillons et deux pièces, d'après le grand état-major prussien. Le livre du général Faidherbe, pas plus que ceux des autres auteurs français, ne font mention de cet épisode.

(2) Deux de ses bataillons allaient ouvrir le feu sur la division Payen, quand ils furent détrompés à temps (Rappe).

Campagne du Nord en 1870 71

Henri CHARLES-LAVAUZELLE, Editeur

Théâtre de la bataille de Bapaume

dirigé dans l'intervalle ; ces cinq compagnies, soutenues par une batterie placée aux moulins du faubourg d'Arras, font un retour offensif, repoussent les tirailleurs français et pénètrent dans Biefvillers. Un combat acharné commence alors ; chaque maison est l'objet d'un siège. Les bataillons de la brigade Fœrster luttent énergiquement pour conserver le village ; les compagnies prussiennes perdent presque tous leurs officiers, mais elles reprennent la plus grande partie de Biefvillers.

De son côté, le général Derroja avait également commencé son mouvement sur Ervillers : à la hauteur d'Achiet-le-Grand, il reçut l'avis que les Allemands avaient abandonné le village et l'ordre de se porter sur Grévillers, en passant par Bihucourt. Il fit prendre cette direction à la brigade Pittié pendant qu'il portait la brigade Aynés sur Biefvillers, pour intervenir dans le combat violent qui y était engagé.

Le colonel Aynés porta sur Biefvillers le 2e bataillon de chasseurs ; trois de ses compagnies prirent part à la reprise du village en y pénétrant par l'ouest. Devant ce renfort, les Allemands abandonnèrent Biefvillers et regagnèrent Avesnes, où se trouvaient alors deux bataillons du 28e.

Cependant, la brigade Pittié s'emparait de Grévillers sans difficulté et rejettait sur Avesnes la compagnie qui en avait la garde. Les batteries de la division Derroja venaient prendre position sur la croupe à l'ouest de Biefvillers ; deux des batteries du général du Bessol avaient déjà pris position au nord-est du même village. Sous cette protection, les tirailleurs français continuèrent leur marche sur Avesnes, tout en s'étendant vers leur droite avec laquelle ils atteignaient presque la route d'Albert. L'une des deux lignes de retraite de la 15e division se trouvait donc menacée.

Malgré ce mouvement si compromettant pour ses derrières, la brigade de Strübberg se maintenait toujours entre Favreuil et la route d'Arras, mais sa position devenait dangereuse. Sa gauche était tournée par la division du Bessol ; si la division Robin eût fait à sa droite le mouvement tournant dont le général en chef l'avait chargée, sa position eût été intenable ; malheureusement, il n'en fut rien.

Le général de Kümmer averti, vers huit heures, de la marche de la division Robin, avait renforcé par un second bataillon du 65e celui qui gardait Beugnâtre : les deux batteries à cheval de la réserve venaient de lui être envoyées par le général de Gœben ; il les porta au sud de Beugnâtre et leur fit ouvrir le feu sur les mobilisés, qui s'avançaient alors au sud de Mory ; aux premiers

obus, ils lâchèrent pied et se retirèrent précipitamment sur le village. Le général Robin ne put les remettre en ligne de la journée; seul, un bataillon de voltigeurs prit un peu plus tard une part de quelque importance à l'attaque de Favreuil. Les deux batteries à cheval, rendues libres par la retraite de la division Robin, prirent une deuxième position au nord de Beugnâtre et battirent d'écharpe les batteries françaises de Sapignies.

Un temps d'arrêt semblait, à ce moment, se produire dans l'offensive française : toutefois, la position des Prussiens était bien près d'être compromise ; leur droite n'avait pas encore été sérieusement engagée ; mais elle était sans point d'appui, et de fortes masses de troupes avaient paru au nord devant elle.

Leur centre était écrasé par une artillerie supérieure dont le feu convergeait sur lui ; leur gauche, rejetée déjà sur plusieurs points, était menacée d'être tout à fait débordée.

Malgré cette situation critique, le général de Kümmer continua de défendre vigoureusement Bapaume, en attendant l'arrivée en ligne de la cavalerie des ailes et des renforts que pouvaient lui amener le général en chef et le prince Albert.

CHAPITRE XXVI

Bataille de Bapaume (2e *moment*).

La brigade de Strübberg continuait à se maintenir entre Favreuil et la route d'Arras ; pour parer au mouvement tournant que la division du Bessol dirigeait sur son flanc gauche, de Strübberg porta un bataillon du 28e en face de Biefvillers ; il envoya un second bataillon du même régiment au secours de la brigade de Bock dont la situation s'aggravait à chaque instant. Ces renforts prolongèrent quelque temps la défense de la 29e brigade ; mais le brouillard s'était un peu dissipé et l'artillerie française pouvait régler son tir. Deux des batteries de du Bessol prenaient d'écharpe, au nord de Biefvillers, celles de Strübberg placées sur la route d'Arras ; le général Lecointe avait, en outre, placé entre Biefvillers et la voie ferrée les trois batteries du général Derroja et une de la réserve.

Ces six batteries forcèrent l'artillerie de Strübberg et de Bock au silence. En même temps, le général Paulze d'Ivoy faisait attaquer Favreuil par la brigade de Lagrange. Pendant que le 1er bataillon de voltigeurs mobilisés abordait le village à l'est, deux bataillons du 72e de marche l'attaquaient de l'ouest. Le 47e mobiles se portait sur le village par le nord et le 24e bataillon de

chasseurs s'avançait entre la route de Bapaume et Favreuil, cherchant à déborder le village vers le sud-ouest. Le bataillon prussien qui défendait Favreuil avait tenu bon, tant qu'il avait été couvert sur son flanc gauche ; mais la retraite du reste de la brigade et de son artillerie l'obligea à se retirer sur Saint-Aubin ; la partie sud de Favreuil resta seule quelque temps aux Allemands.

A ce moment, ils se repliaient sur toute cette partie du champ de bataille ; la 30e brigade, après avoir évacué Favreuil, se retirait derrière la ville près des moulins au sud de Bapaume. Les quatre batteries allemandes chassées du nord de la ville, après avoir été fort maltraitées par l'artillerie française (1), vinrent y rejoindre Strübberg : elles avaient soutenu jusqu'au bout la retraite de l'infanterie.

Un seul bataillon du 68e était resté dans Saint-Aubin et dans la partie de Favreuil demeurée aux Allemands. Les deux batteries à cheval de la réserve avaient regagné leur position du matin au Transloy. Tout semblait présager une retraite prochaine et définitive des Prussiens.

Les Français avaient d'ailleurs suivi la 15e division dans son mouvement de recul, sans pourtant la presser bien vivement. La division du Bessol se portait sur Avesne et le faubourg d'Arras, pendant que la division Derroja se dirigeait au sud de la ville. La brigade de Gislain occupait le faubourg d'Arras et une de ses compagnie tentait même d'enlever Saint-Aubin, mais n'y pouvait réussir. La brigade Fœrster marchait sur Bapaume et attaquait la lisière nord-ouest de la ville ; mais son offensive se brisa aux anciennes fortifications. Ses tirailleurs engagèrent avec les Allemands, à couvert dans les maisons et derrière les barricades, un feu de mousqueterie qui devait durer jusqu'à la nuit.

Cependant, les renforts attendus par le général de Kümmer approchaient. Il les dirigea sur les deux ailes de la position allemande, pour lesquelles il avait plus d'inquiétudes que pour son centre, fortement appuyé à Bapaume.

Pendant que la réserve venue du Transloy (quatre bataillons et six batteries) se portait à l'aile gauche sur Tilloy et Ligny, le prince Albert se dirigeait sur Bancourt et Frémicourt, où il arrivait vers 11 h. 1/2 avec trois bataillons, cinq escadrons et trois batteries ; il fit occuper Frémicourt par une compagnie et envoya sur Beugnâtre le 2e uhlans de la garde, tandis qu'avec le reste

(1) L'une d'elles avait perdu 2 officiers, 17 hommes, 36 chevaux et ne roulait plus qu'avec le concours de l'infanterie (*Grand état-major prussien*).

de ses troupes, il se déployait devant Favreuil, dont les Français venaient d'occuper la plus grande partie. Deux batteries canonnèrent quelque temps le village, puis un bataillon du 40e se porta à l'attaque ; la première enceinte fut rapidement occupée, mais le combat devint beaucoup plus vif à l'intérieur. Les Prussiens y gagnaient cependant du terrain, quand le 24e bataillon de chasseurs, commandant de Négrier (1), déborda Favreuil à l'ouest et vint menacer les deux batteries en position entre Favreuil et Saint-Aubin.

En même temps, le général Faidherbe plaçait, au nord du faubourg d'Arras, deux des batteries de du Bessol et prenait de flanc l'artillerie du prince Albert : en outre, des masses considérables se montraient toujours auprès de Vaux. La division Robin y rendait, en se montrant, le seul service qu'on fût en droit d'en attendre, et sa présence donnait à réfléchir au prince Albert. Il fut obligé de reporter ses troupes en arrière ; Favreuil était entièrement conquis vers 2 h. 1/2 par les Français : Beugnâtre était évacué du même coup par les uhlans et une partie de la division Robin s'y installait.

Le prince Albert prenait, plus au sud, une deuxième position sur la route de Cambrai, entre Bapaume et Frémicourt.

Le hameau de Saint-Aubin, attaqué une première fois par la brigade de Gislain, comms nous l'avons vu, avait été évacué par les Allemands au moment de la prise de Favreuil. Le prince Albert envoya, pour le reprendre, le colonel de Wittich et un bataillon du 40e, tandis que le général de Kümmer portait à la sortie est de la ville un bataillon du 28e, avec une batterie. Après une lutte très vive, le hameau, que défendaient seulement deux compagnies françaises, était définitivement reconquis par les Allemands.

Le combat se prolongeait alors en simple lutte d'artillerie ; les tirailleurs français se reportaient en avant vers la chute du jour, mais le feu des batteries prussiennes les forçait à la retraite.

Le général Faidherbe espérait arriver à l'évacuation de Bapaume, en menaçant de tourner la ville par le sud-ouest, tout en l'attaquant de front vers le nord-ouest. Une première tentative faite par le colonel Aynés, à la tête du 2e bataillon de chasseurs et de deux bataillons du 75e de marche, pour déboucher d'Avesnes sur Bapaume, avait échoué devant la violente fusillade des Prussiens, et la brigade avait dû regagner Avesnes. Une seconde attaque de la brigade Pittié (17e bataillon de chasseurs), dirigée par la

(1) Aujourd'hui général de division, ancien commandant de la 2e division du corps du Tonkin.

tranchée du chemin de fer et précédée d'un court bombardement de la gare, n'eut pas plus de succès.

Au moment où le général Lecointe se disposait à la renouveler avec toute la brigade Pittié, il apprit que les Allemands occupaient Tilloy et Ligny sur son flanc droit et que des renforts allant les rejoindre étaient signalés sur la route d'Albert. Il donna ordre à la brigade Pittié d'attaquer Tilloy.

Faidherbe avait renoncé à diriger de nouvelles attaques sur Bapaume. Pour réussir sans trop de pertes, il eût été de toute nécessité de bombarder la ville pendant quelque temps. L'artillerie de l'armée du Nord, presque tout entière rassemblée autour de Bapaume, en eût donné les moyens ; mais cette extrémité semblait bien dure au général et il ne put se faire à la pensée de couvrir de ses obus une ville française.

D'ailleurs, un bombardement, quelque violent qu'il dût être, ne devait pas nécessairement amener l'évacuation de la ville ; il pourrait être indispensable d'en arriver à un assaut, et la prise de Biefvillers avait montré ce que coûtaient de pareilles attaques en face de troupes abritées dans un village. A Bapaume, l'existence d'une partie des anciennes fortifications et la mise en état de défense du reste de l'enceinte auraient rendu les pertes encore plus considérables.

Pour toutes ces raisons, le général Faidherbe crut devoir arrêter les attaques des brigades Foerster et Aynès : il espérait d'ailleurs amener l'évacuation de Bapaume, en menaçant la ligne de retraite des Allemands. Le 22e corps, qui déjà dépassait la route d'Albert, allait continuer à appuyer vers sa droite, de manière à menacer celle de Péronne. Le général en chef supposait que les Allemands n'attendraient pas si longtemps pour se retirer, et qu'ils se hâteraient de se porter sur la Somme, avant que la retraite ne leur fût rendue difficile (1).

Déjà la brigade Pittié avait traversé la route d'Albert et marchait sur Tilloy. L'occupation de ce hameau et de celui de Ligny, à moins de deux kilomètres de la route de Péronne, eût

---

(1) L'anonyme que nous avons cité plusieurs fois (Tanera, 1873) et qui paraît avoir pris part à la campagne dans la division du Bessol, assure que ce dernier avait reçu l'ordre (?) de ne pas entrer dans Bapaume et qu'il interdit toute tentative dans ce sens au colonel Foerster. Il ajoute même que, dès 3 h. 1/2, le général Faidherbe avait ordonné de battre en retraite sur toute la ligne et qu'on dut le supplier pour obtenir qu'il attendit la nuit. Cette dernière allégation est trop grave pour être admise sans preuves à l'appui : elle n'est d'ailleurs confirmée par aucun document.

été désastreuse pour la 15e division; aussi, furent-ils défendus avec acharnement.

Le général de Gœben avait renforcé la gauche de Bock, en y portant le 8e bataillon de chasseurs et deux batteries. Le général de Strübberg y détacha à son tour deux de ses batteries et un violent combat s'engagea entre l'artillerie prussienne et deux batteries françaises de la division Derroja ou de la réserve. Malgré la supériorité des pièces allemandes, et après un temps d'arrêt dans l'attaque, Tilloy était enlevé vers 4 heures, par un bataillon du 68e de marche. Une compagnie du 8e chasseurs se maintenait pourtant dans Ligny, en dépit des attaques répétées de deux compagnies du 67e de marche, qui suivaient la brigade Pittié depuis la prise de Biefvillers.

Le général de Gœben ne voulut pas laisser Tilloy aux Français et fit converger sur ce point important tout ce qu'il avait de forces disponibles.

Le général de Mirus était resté, nous l'avons vu, à Petit-Miraumont, avec trois compagnies, deux escadrons et demi et deux sections d'artillerie. Vers midi il se portait vers Irles, en passant par Pys, et envoyait ses escadrons sur le chemin de Grévillers; à ce moment, ce village était déjà aux Français : les cavaliers prussiens ne dépassèrent donc pas le bois de Grévillers; vers 2 heures, de Mirus se mettait en marche sur Le Sars et Flers, de façon à se rapprocher de la ligne de retraite de la 15e division.

Ne voyant personne devant lui, il marcha au canon et rejoignit vers 4 heures les défenseurs de Ligny; un bataillon du 33e (1), en marche depuis le matin pour rejoindre son régiment, était arrêté à Beaulencourt par le général de Gœben et envoyé également sur Ligny. Strübberg recevait l'ordre d'y conduire de Bapaume un bataillon du 28e, un bataillon du 65e et deux compagnies du 68e : en même temps, toutes les batteries disponibles à la gauche allemande faisaient converger leur feu sur le village.

Ce déploiement de forces, dans lequel devait être engagé tout ce qui restait de troupes à peu près intactes au général de Gœben, n'eut pas d'objet. Le général Faidherbe, au moment où la nuit tombait, avait donné l'ordre de « coucher sur les positions enlevées, en tant qu'on ne s'y trouverait pas en contact immédiat avec l'ennemi (2) ». Ces prescriptions contenaient l'ordre implicite d'évacuer Tilloy, Avesnes et le faubourg d'Arras.

---

(1) Précédemment avec le prince Albert.

(2) Daussy, *La ligne de la Somme*.

Le général Faidherbe croyait cette évacuation, qui présageait la retraite du lendemain, nécessitée par les circonstances : ses troupes, jeunes, mal encadrées, mal nourries et mal équipées, lui semblaient épuisées par la lutte qu'elles soutenaient depuis deux jours. Il redoutait pour elles une attaque de nuit, vigoureusement menée par les troupes de Gœben, même très inférieures en nombre. Le parti auquel s'arrêta Faidherbe était certainement le plus sage, mais ce n'était pas celui que devait lui dicter la volonté de sauver Péronne. Si les circonstances avaient conduit à renouveler le lendemain les attaques du 3 janvier, il eût fallu reconquérir à coup d'hommes les villages qu'on avait ainsi abandonnés sans combat.

Ces ordres furent exécutés sans incident; la division Derroja cantonna à Grévillers et Biefvillers; la division du Bessol dans Bihucourt et Achiet le-Grand. La division Payen, à Favreuil et Béhagnies; la division Robin, dans Beugnâtre et Vaulx.

En face des Français, le détachement de Mirus et deux bataillons de la brigade de Bock rentraient dans Tilloy et Ligny; le 8e chasseurs cantonnait également dans ces deux villages. Le reste de la 29e brigade et deux bataillons de la brigade de Strübberg demeuraient dans Bapaume. Quant au détachement du prince Albert, il était à Saint-Aubin, Bancourt et Frémicourt. Le reste de la brigade de Strübberg cantonnait avec l'artillerie le long de la route de Péronne. La brigade de Dohna était restée dans les villages au sud-ouest de Bucquoy. Enfin, le détachement venu du corps de siège de Péronne s'établissait autour du quartier général, à Combles et aux environs.

Telle fut la bataille de Bapaume : le général de Gœben, avec 20 bataillons, 24 escadrons et demi, 13 batteries et deux compagnies de pionniers, avait lutté pendant une journée contre les 56 bataillons, les 6 escadrons et les 15 batteries de l'armée du Nord. Toutefois, 13 bataillons et 3 batteries de la division Robin ne furent pas engagés : la presque totalité des bataillons de gardes mobiles de l'armée ne le fut pas davantage. Quant à ses six escadrons, ils ne pouvaient rendre aucun service en raison de leur écrasante infériorité.

Sur ses 56 bataillons, l'armée française en comptait seulement 23 de l'armée active. Les autres appartenaient à la garde mobile ou à la garde nationale mobilisée, et avaient une valeur beaucoup moindre. L'adage si connu : « A la guerre, ce sont toujours les mêmes qui se font tuer » était particulièrement vrai pour l'armée du Nord. Ses meilleures troupes étaient toujours engagées les premières et leurs pertes n'étaient pas sans influer à la longue sur leur moral.

Quant à l'artillerie allemande, elle équivalait à peu près, numériquement, à l'artillerie française ; la cavalerie avait pour elle une immense supériorité.

Dans ces conditions, étant donnée la force des positions défensives des Prussiens, les chances étaient bien près d'être égales, surtout si l'on tient compte de la valeur intrinsèque de chaque armée : les Prussiens, aguerris par une rude campagne, fiers de leurs succès, encadrés par le meilleur corps d'officiers de l'Europe ; les Français, à peine exercés, mal équipés, mal encadrés, mais commandés par un général dont chacun prisait hautement l'énergie et qui avait su faire une armée d'une poignée de conscrits, de mobiles et de mobilisés sans lien sérieux avant lui.

L'armée du général de Gœben avait payé les fautes de son chef : éparpillée sur 40 kilomètres de terrain, elle avait été rejetée de toutes ses positions autour de Bapaume. La ville et les hameaux de Ligny et de Saint-Aubin étaient seuls restés entre ses mains. C'est ce que la *Relation du grand état-major prussien* appelle, par un euphémisme habile, « l'occupation des dehors de la principale position prussienne. »

Quoiqu'en aient dit les dépêches allemandes de l'époque, et malgré les réticences de la relation officielle, le soir du 3 janvier, les Prussiens étaient battus, et la bataille de Bapaume a certainement été une victoire pour les jeunes troupes françaises. Nous n'en voulons d'autre preuve que les aveux de nos adversaires eux-mêmes (1).

L'armée du Nord avait chèrement acheté sa victoire ; d'après le général Faidherbe, ses pertes, pour les 2 et 3 janvier, s'élevèrent à 183 tués, 1,136 blessés, 800 disparus. Ces derniers étaient pour la plupart des fuyards, qui rejoignirent leurs corps dans les journées suivantes (2).

Les Prussiens, d'après une dépêche officielle (3), datée du grand quartier général, le 8 janvier 1871, avouent une perte de 128 tués, 702 blessés et 236 disparus. La *Relation officielle* (17e livraison)

---

(1) Voir Schell : « Le soir du 3, la position des troupes de Bapaume était donc très difficile, si l'engagement recommençait le 4. Les soldats étaient harassés de fatigue et ne devaient attendre aucun secours sérieux des derrières de l'armée ; de plus, une partie des batteries était hors de combat, faute de munitions.

» Dans ces conditions, il était à craindre que la continuation de la lutte n'amenât un premier échec... »

(2) Le 22e corps, à lui seul, avait perdu 939 hommes.

(3) Filippi, *La guerre de* 1870-1871.

donne comme chiffre pour les mêmes journées; 124 tués, 555 blessés et 68 disparus. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer ces différences (1).

CHAPITRE XXVII

Retraite de Bapaume.

Le général Faidherbe croyait les pertes prussiennes, déjà relativement considérables, beaucoup plus fortes qu'elles ne l'étaient en réalité, ainsi qu'en témoigne sa dépêche du 3 janvier (soir) au Commissaire de la défense nationale dans le Nord, M. Testelin. Malgré cette conviction, le général ne crut pas pouvoir poursuivre sa marche en avant et se résolut à battre en retraite le lendemain matin.

Ce mouvement en arrière, après un succès incontestable, alors que, nous le verrons, le général de Gœben donnait des ordres pour que son armée repassât la Somme, cette retraite, disons-nous, était une chose grave par elle-même et par les conséquences qu'elle devait entraîner à bref délai. Le général, dans son livre (2), donne les raisons suivantes pour expliquer sa résolution.

Les villages conquis sur l'ennemi, et où les Français passèrent la nuit du 3 au 4 janvier, étaient encombrés de morts et de blessés; cette considération devait être, en effet, de quelque poids pour des troupes peu aguerries, mais elle n'était pas suffisante.

Des retours offensifs étaient possibles en raison des renforts qui pourrait encore venir à l'ennemi ; en réalité, toutes les troupes disponibles avaient été envoyées au général de Gœben, qui n'en avait plus à attendre : mais le général Faidherbe ignorait, comme il est naturel, la force et la répartition exactes des troupes allemandes dans le Nord.

Enfin, de fausses nouvelles transmises au général en chef annonçaient que le bombardement de Péronne avait cessé; c'est en effet ce qui avait eu lieu du 31 décembre au 2 janvier; mais avant de prendre une résolution aussi grave, il eût été peut-être prudent de ne pas se fier à des renseignements datant déjà de deux jours au moins. D'ailleurs, la présence de l'ennemi au nord de Péronne et sa vigoureuse résistance indiquaient clairement qu'il n'avait pas aban-

---

(1) Les renseignements cités par Filippi concordent absolument avec ceux donnés par de Wartensleben dans son ouvrage.

(2) *Campagne de l'armée du Nord.*

donné ses projets sur la place et que le bombardement, tenté une première fois, serait repris ou remplacé par un autre mode d'attaque.

Le bruit du canon de Péronne, qui retentit (1) toute la nuit du 3 janvier, suffisait d'ailleurs pour infirmer la vérité des rapports annonçant la délivrance de la place.

Les raisons données par le général Faidherbe conviendraient mieux, selon l'expression de Wartensleben, pour « dissimuler une défaite », que pour expliquer une retraite après une victoire. Le véritable motif du mouvement rétrograde de ses troupes semble être exposé dans la lettre si connue adressée par Gambetta à Jules Favre, (16 janvier 1871), lettre qui peut s'appliquer aussi bien à l'armée de Faidherbe qu'à toutes celles improvisées par le gouvernement de la Défense nationale : « Le caractère particulier des armées que nous formons, est de manquer de solidité et d'haleine... C'est un mécanisme trop hâtivement fabriqué et appareillé, qui ne peut marcher qu'un certain nombre de jours, et qu'il est nécessaire de remonter d'une façon chronique. » Il semble pourtant difficile d'admettre que le mécanisme de l'armée du Nord ait eu besoin d'être remonté au bout de deux jours de marches et de combats.

En somme, beaucoup de considérations militaient en faveur de la retraite qu'allait ordonner Faidherbe ; mais la nécessité de sauver Péronne s'imposait : elle avait déterminé la marche du 2 janvier ; elle eût dû pousser les troupes françaises en avant au lendemain de Bapaume. Leur retraite rendait inutile le sacrifice des quatorze cents hommes tombés dans les journées des 2 et 3 janvier. En se retirant, l'armée n'avait même pas conscience d'avoir fait œuvre utile quand elle entreprenait le mouvement offensif si facilement et si vite interrompu. Parmi nos soldats, beaucoup pensaient, en reprenant le chemin d'Arras, que le général en chef venait de laisser échapper l'occasion d'un grand succès, le dernier que la fortune dût nous offrir pendant cette funèbre campagne. Toutes les proclamations ne pouvaient rien changer à une pareille situation.

Le général Faidherbe donna, dans la nuit du 3 janvier, les ordres nécessaires pour la retraite de l'armée. La 1re division du 22e corps devait aller cantonner à Ransart, Adinfer, Hende-

(1) Plusieurs témoins oculaires sont d'accord pour affirmer que le bruit du canon de Péronne retentit jusqu'à Bapaume toute la nuit du 3 janvier : ce qui n'a rien que de fort naturel, puisque 19 kilomètres seulement séparaient la place de l'armée française (Ramon, X ; Tanera, 1873).

court-les-Ransart et Blaireville; la 2e division à Boiry-Saint-Martin, Boiry-Sainte-Ricrtrude, Boisleux-au-Mont, Boisleux-Saint-Marc et Boiry-Becquerelle.

La 1re division du 23e corps serait à Hénin, Saint-Martin et Héninel; la 2e division à Mercatel et Neuville-Vitasse.

Pour gagner les nouveaux cantonnements, dont la ligne générale était à 12 kilomètres seulement au nord de Bapaume, le 22e corps devait suivre la voie ferrée d'Arras et les routes à l'ouest; le 23e corps marcherait par la route de Bapaume à Arras et par les chemins entre la route et la voie ferrée.

Pendant que le général Faidherbe prenait cette résolution si grave, le général de Gœben se décidait, de son côté, à la retraite, mais pour des raisons beaucoup plus impérieuses. Les combats du 2 et du 3, survenant après l'énorme consommation de projectiles nécessitée par le premier bombardement de Péronne, avaient épuisé ses munitions, et l'artillerie allemande ne pouvait les remplacer, les colonnes de munitions étant presque complètement vides (1). Avec la lenteur des communications par terre, de Ham à Bapaume, et l'encombrement qui régnait sur les voies ferrées, la reconstitution des approvisionnements était devenue un problème difficile à résoudre. Les trains de munitions mettaient jusqu'à quatorze jours (2) pour aller de Spandau à Soissons, où se trouvait le dépôt principal de munitions de la première armée. Les Allemands subissaient la conséquence ordinaire des succès qui conduisent rapidement une armée loin de sa base d'opérations; ses ravitaillements sont toujours difficiles et, au moindre revers, impossibles.

Enfin les troupes allemandes, presque constamment en marche ou au feu depuis leur départ des environs de Metz, étaient épuisées et avaient un besoin urgent de repos.

Le 3 janvier au soir, le général de Gœben donnait les ordres suivants : le détachement du prince Albert devait se retirer sur Marquaix et Roisel, à 8 kilomètres à l'est de Péronne; la 3e division de cavalerie rétrograderait sur Albert, couvrant la route de Bapaume à Amiens; la 15e division devait marcher par Le Transloy, Combles, Maurepas, traverser la Somme au pont de Hem-Monacu et s'établir sur la rive gauche, dans les villages au débou-

---

(1) Pendant les combats des 2 et 3 janvier, les Allemands avaient tiré 2,201 projectiles, qui, joints aux 10,000 obus tirés sur Péronne, du 27 au 31 décembre, constituaient une consommation de munitions tout à fait extraordinaire.

(2) Wartensleben.

ché du pont. Elle devait avoir complètement évacué Bapaume au point du jour.

Ces ordres, qui, démontreraient suffisamment la défaite de la première armée, si elle n'avait été déjà prouvée, furent exécutés le lendemain. Cependant, le bombardement de Péronne, loin d'être suspendu, avait recommencé plus énergiquement que jamais; la retraite de l'armée du Nord allait précipiter la reddition de la place.

CHAPITRE XXVIII

Deuxième bombardement de Péronne.

Nous avons vu que le général de Manteuffel, prévoyant le peu de résultat du premier bombardement de Péronne, avait ordonné la formation d'un petit parc de siége, à l'aide du matériel trouvé à Amiens : le 30 décembre, ce parc arrivait sous Péronne.

Le lendemain, la reconnaissance du front d'attaque et de ses abords était faite, d'après les ordres du colonel de Kameke (1), et l'emplacement des batteries désigné. Pour tromper la défense sur le nombre véritable des pièces, elles furent disposées en une seule ligne, allant du village de Biache au moulin à vent de la Maisonnette, sur une étendue de 1,900 mètres environ et à un distance du centre de la place variant de 1,100 à 1,800 mètres. La construction des batteries devait être commencée le 31 décembre au soir, de manière que le feu pût ouvrir le 1er janvier dans la journée. Mais le sol, gelé jusqu'à 50 centimètres de profondeur opposa de grandes difficultés; le commandant du corps de siège dut donner à l'artillerie 1,500 auxiliaires d'infanterie, qui continuèrent le travail pendant toute la journée du 1er janvier. Le terrain des attaques était tellement à l'abri des vues de la place que, malgré un temps clair, aucun coup de canon n'inquiéta les travailleurs; à 4 heures du soir seulement, l'artillerie de la place ouvrit le feu sur les batteries; mais la construction en était assez avancée pour que l'effet du tir fût nul.

Dans la nuit du 1er au 2 janvier, les cinq batteries de siège étaient prêtes à ouvrir le feu. En outre, un emplacement avait été préparé pour six pièces de campagne, au sud-ouest de Doingt, et un autre pour le même nombre à l'est d'Omiécourt-les-Cléry.

L'épaisseur des parapets avait été réduite à trois mètres seule-

---

(1) Commandant l'artillerie du VIIIe corps.

ment en raison des difficultés du sol; les parements étaient faits de sacs à terre, provenant de la citadelle d'Amiens. La solidité de tous ces travaux aurait été fort insuffisante devant une place bien armée; elle suffisait amplement en face de Péronne.

Dans la matinée du 2 janvier, le général de Barnekow envoya un parlementaire au commandant de place, pour lui annoncer l'imminence du bombardement et pour obtenir la reddition de Péronne. Ces ouvertures furent repoussées et la place ouvrit un feu très vif sur toutes les positions allemandes; mais le tir de ses pièces était trop allongé et les directions divergentes des projectiles indiquaient que la position des batteries était inconnue aux assiégés.

Le bombardement commençait à 10 heures, à un signal parti de la batterie d'obusiers; il produisait un effet terrifiant sur la population de la malheureuse petite cité, qui se croyait en sûreté depuis la suspension du feu survenue deux jours auparavant. Un arrêt du bombardement était bientôt réclamé par la place : trois habitants dévoués, désignés par le conseil de défense, porteurs des pouvoirs du commandant Garnier et de la délégation du maire, venaient demander la sortie des femmes, des enfants, des vieillards et des malades. Cette démarche compromettait l'autorité du commandant de place, qui aurait dû être absolue, en faisant intervenir à côté d'elle celle d'un conseil de défense purement consultatif, et celle d'un maire, qui eût dû être annulée par l'état de siège.

Elle n'eut d'ailleurs aucun succès. Les Prussiens étaient logiques; la sortie d'une population inoffensive aurait certainement été un grand avantage pour la place, qui eût pu prolonger sa défense, sans craindre pour des malheureux désarmés et impuissants. Ils ne pouvaient l'accorder.

Le bombardement recommençait après une heure d'interruption, avant même la rentrée des parlementaires; le feu était réglé à raison de un coup par demi-heure et par pièce. En outre, douze pièces de campagnes tiraient, pendant une heure, quinze coups par pièce et rentraient ensuite dans leurs cantonnements; cette manœuvre devait se renouveler les 3 et 4 janvier.

Le feu de la défense, d'abord très vif, s'était bientôt ralenti; le 3 janvier, dans la matinée, tandis que le bombardement continuait comme la veille, le tir de la place devenait plus vif et plus précis, et les environs des batteries étaient criblés de projectiles, qui n'y causaient pourtant pas de grands dégâts.

Le général de Barnekow, nommé depuis le 2 janvier au commandement du corps de siège, en avait détaché trois bataillons et quatre batteries sous le colonel de Gœben pour

les envoyer au général de Kümmer, qui était alors engagé à Bapaume. En outre, deux escadrons avaient été envoyés sur Villers-Bretonneux et Nesle pour garder la voie ferrée d'Amiens à Tergnier.

Le départ de ces troupes réduisait le corps de siège à six bataillons, six escadrons, cinq batteries, une compagnie de pionniers et une compagnie d'artillerie. Ces forces étaient bien insuffisantes, particulièrement en infanterie.

Pour parer à une sortie de la garnison de Péronne, de Barnekow avait placé à Aizecourt-le-Haut, sous les ordres du colonel de Rosenzweig, un bataillon et une batterie. Le reste des troupes était demeuré en position autour de la place. Mais les nouvelles de Bapaume devenaient d'heure en heure plus mauvaises; la position du corps de siège, entre une armée victorieuse et une garnison intacte, allait être intenable. Aussi, à deux heures, le général de Barnekow donnait-il l'ordre de rassembler toutes ses troupes à Aizecourt-le-Haut et à la Maisonnette, sur chacune des rives de la Somme. Toutes les pièces de siège étaient ramenées en arrière; deux obusiers et deux mortiers continuaient seuls le feu (1), mais avec une grande vivacité : ordre était donné de les enclouer, en cas de nécessité.

Le canon de Bapaume, que chacun entendait dans la place, aurait dû provoquer une sortie. Devant des troupes ainsi réduites, elle eût pu avoir des chances de succès : malheureusement, le moral de la garnison était bien bas; les gardes mobiles, qui en formaient la grande majorité, n'avaient ni discipline (2) ni instruction militaire. Le petit groupe de l'armée active, qui eût dû être l'âme de la défense, ne valait guère mieux. Des soldats du 43e, en trop grand nombre, n'avaient pas rougi de piller des maisons incendiées, pendant le premier bombardement (3).

Des préparatifs étaient pourtant faits pour une sortie. Dans la nuit du 3 au 4, à 3 heures du matin, 600 hommes devaient aller enclouer les batteries de la Maisonnette; l'artillerie avait préparé cette attaque par un feu violent dirigé jusqu'à minuit sur le terrain de la sortie. Mais il vint à peine 300 hommes au rassem-

---

(1) Schell, Schmitz.

(2) Ramon raconte que, sur une compagnie de mobiles du Pas-de-Calais désignée pour aller prendre la grand'garde au faubourg de Paris, le 28 décembre, quelques hommes seulement vinrent à l'appel, et les officiers furent parmi les derniers à s'y rendre.

(3) Ramon.

blement, et ils se débandèrent après quelques instants d'attente. Le commandant de place dut renoncer à cette tentative, pour laquelle il n'avait pas de troupes suffisamment aguerries.

Le 4 janvier, la nouvelle de la retraite de l'armée du Nord parvenait au général de Barnekow. Il faisait continuer le feu avec cinq pièces, et huit le lendemain; mais, dès le soir du 4 janvier, les munitions allaient manquer; la place conservait toujours la même attitude, et le bombardement menaçait de se prolonger sans résultat immédiat. Le colonel de Kameke donna ordre de diminuer l'intensité du feu; il fut réglé à un coup par batterie, tous les quarts d'heure dans le jour, et toutes les demi-heures, la nuit.

Le général de Gœben se préoccupait en même temps des moyens d'augmenter ses moyens d'attaque : 11 pièces françaises de siège étaient disponible à La Fère; elles avaient été dirigées sur Ham par voie ferrée, pour être ensuite amenées sous Péronne. Le bruit du succès des Français à Bapaume les fit rétrograder le 4 janvier sur La Fère ; elles ne devaient pas tarder à en repartir pour leur première destination.

En outre, la capitulation de Mézières, le 1er janvier, laissait disponible un assez grand nombre de canons. Ordre avait été donné par le grand quartier général d'expédier sur Péronne deux pièces rayées de 24, seize pièces rayées de 12 et onze mortiers avec trois compagnies d'artillerie de place. Mais le matériel faisait défaut sur les voies ferrées, et la circulation était si lente que deux compagnies d'artillerie seulement arrivèrent avant la fin du siège. La troisième et le matériel ne purent être utilisés contre la place.

Le 6, une modification se produisit dans le corps de siège. Il était désormais composé de onze bataillons, seize escadrons, sept batteries et deux compagnies de pionniers. Toutes ces troupes faisaient partie de la 16e division d'infanterie et de la 3e division de réserve (1). Elles devaient se garder vers Cambrai : la 3e division de cavalerie les couvrait de son côté vers Arras.

Les journées des 5, 6 et 7 janvier furent remplies par une violente lutte d'artillerie. La garnison déploya une grande activité, surtout pendant la nuit du 7 janvier. Tandis que la lumière élec-

(1) Par un ordre du 1er janvier, l'infanterie et l'artillerie de la 3e division de réserve avaient été réunies avec la brigade de cavalerie de la garde, en un détachement aux ordres du prince Albert. La brigade de cavalerie de réserve de Strantz était provisoirement rattachée à la 3e division de cavalerie. (*Grand état-major prussien.*)

trique éclairait les glacis, des balles à feu illuminaient tout le terrain des attaques. L'attitude de la place semblait prouver qu'un simple bombardement n'en viendrait pas à bout. Le général de Barnekow songeait à une attaque de vive force, et avait fait reconnaître Péronne, le 6 janvier au soir, par plusieurs officiers du génie. Ceux-ci lui rendirent compte que la place était bien gardée, le service d'avant-postes fait avec soin, et les faubourgs solidement occupés, ainsi que le village de Flamicourt, en avant du front sud-est, le plus faible de tous.

L'eau des fossés était gelée, mais pas assez pour qu'on pût les franchir sans danger, et les assiégés avaient tenté de faire sauter la glace sur plusieurs points. Une attaque par surprise n'avait aucune chance de succès.

Le matériel de siège renvoyé à La Fère en était reparti dans l'intervalle, et arrivait à Péronne dans la nuit du 6 janvier. Il comptait deux obusiers de 22 centimètres, six mortiers de 22 centimètres et deux canons de 12 centimètres. Cet accroissement du parc, que devait encore renforcer le matériel attendu de Mézières, allait porter l'artillerie du corps de siège à un nombre de pièces supérieur à celui de la défense. Le général de Barnekow aurait tous les moyens de faire un siège régulier et il se disposait à l'entreprendre. Dans ce but, différents travaux de terrassement étaient commencés; un dépôt de matériel était constitué à Villers-Carbonnel. Enfin, dans la nuit du 8 au 9 janvier, les premières tranchées étaient ouvertes à 300 mètres en avant de l'ouvrage à cornes du faubourg de Paris (1). Un fort convoi de munitions, arrivé dans la journée, allait d'ailleurs permettre de continuer le bombardement avec plus d'énergie; la température s'était encore abaissée et la protection des fossés était devenue illusoire : toutes les circonstances semblaient s'être réunies pour hâter la chute de Péronne. Le général de Barnekow envoya au commandant Garnier un parlementaire et lui fit proposer de se rendre.

La situation générale des Allemands, comme nous le verrons, était mauvaise dans le nord de la France; entre les troupes de Faidherbe et le corps de siège, il existait un mince rideau de cavalerie qui n'eût même pas ralenti la marche de l'armée du Nord. Tout indiquait un prochain mouvement en avant des Français.

La capitulation de Péronne était donc chose urgente et le général de Barnekow disposé à toutes les concessions pour l'obtenir; il avait demandé au général de Gœben et avait obtenu l'auto-

(1) Schmidt.

risation de laisser sortir la garnison avec armes et bagages : il n'eut pas besoin d'aller si loin.

Le drame de la défense de Péronne touchait à son dernier acte : le bombardement, qui continuait méthodiquement, et détruisait, l'un après l'autre, tous les quartiers de la ville, n'avait pas tardé à pousser à bout la résignation des habitants. Le président de la commission municipale, dès le matin du 3 janvier, s'était fait leur interprète en écrivant au chef de bataillon Garnier une lettre presque comminatoire, pour l'inviter à rendre la place. Le commandant, sans paraître s'émouvoir du ton insultant pris vis-à-vis de lui, répondit en s'effaçant devant l'avis du conseil de défense (1).

La situation allait cependant en s'empirant. Dans les journées des 2 et 3 janvier, le canon de l'armée du Nord avait ranimé dans la population l'espoir d'une prompte délivrance; mais cette espérance disparut bientôt avec les bruits de bataille qui l'avaient fait naître, et les habitants n'aspirèrent qu'avec plus de force à la fin de leurs misères.

Le maire provisoire, M. Fournier, qui se sentait soutenu par eux et ne craignait pas d'abuser de la patience du commandant Garnier, adressa le 5 janvier une nouvelle note, en termes aussi peu mesurés, au conseil de défense lui-même. Cette démarche n'eut pas plus de succès que les précédentes, mais elle surexcita les esprits contre l'autorité militaire. On reprochait à certains officiers, avec trop d'apparence de raison, de ne pas prendre une part suffisante aux dangers courus par la garnison et par la ville (2) : les esprits s'aigrissaient chaque jour davantage et les bruits les plus absurdes trouvaient un facile écho. La population en vint à des menaces vis-à-vis du commandant Garnier; des attroupements tumultueux se formèrent autour de sa casemate en poussant des cris de mort. Heureusement, un sous-officier de mobiles, qui allait chercher des obus dans un magasin à poudre, menaça les révoltés de leur jeter un de ces projectiles : le commandant de place fut sauvé.

A la suite de cette scène, le 7 janvier, la commission municipale renouvela sa tentative pour obtenir la reddition. Une copie de sa délibération, émise au nom du *vœu unanime* des habitants, fut adressée au commandant de place qui réunit encore une fois le conseil de défense. Ce dernier décida que la lutte devrait continuer.

---

(1) La lettre du maire se terminait ainsi : « Veuillez vous rendre compte, *par vous-même* et de suite, des ruines... » Le commandant Garnier répondit : « Je vais réunir le conseil de défense, et j'aurai l'honneur de vous faire connaître sa décision. » (Ramon).

(2) Voir Ramon, *L'Invasion en Picardie.*

Tel était l'état des choses, quand, le 9 janvier, le général de Barnekow fit les ouvertures dont nous avons parlé. Le conseil de défense fut réuni pour en prendre connaissance ; avant de les discuter, il résolut de demander encore une fois la sortie des non-combattants. Cette proposition fut repoussée par les Allemands, comme on devait s'y attendre.

Le conseil fut ensuite appelé à donner son avis sur la capitulation. L'état de la population entassée dans des casemates humides, par un froid rigoureux, exposée dans ces conditions fâcheuses aux ravages de la petite vérole et du typhus, cet état, disons-nous, servit d'argument à plusieurs membres du conseil pour réclamer la reddition. D'ailleurs, ajoutaient-ils, la place n'a aucune nouvelle de Faidherbe, et ce silence, après la tentative de secours dont on a entendu le canon les 2 et 3 janvier, annonce sûrement la défaite et la retraite de l'armée du Nord.

Le chef du génie, commandant Peyre, défendit énergiquement le parti opposé. Il fit valoir le bon état des défenses, qui étaient encore intactes, l'importance de Péronne pour l'armée du Nord et pour la France ; le bombardement avait produit son effet ; il fallait tout au moins attendre les résultats des sacrifices si lourds que la place s'était imposés.

Le sous-préfet de Péronne, M. Blondin, le lieutenant de vaisseau Poitevin, et le capitaine de l'artillerie de la garde mobile Dehaussy appuyèrent vigoureusement la thèse du commandant Peyre. Ces hommes de cœur ne parvinrent pas à imposer leur conviction au reste du conseil. Le commandant de place, bien loin de suivre « l'avis le plus énergique », puisqu'il n'était pas « absolument impraticable », se rangea à la nécessité d'une capitulation (1).

Certes, le rôle des défenseurs de Péronne était difficile ; les souffrances de la population n'étaient que trop réelles ; mais la place avait alors une si grande importance que la nécessité de la conserver quand même eût dû primer toute autre considération. Le commandant de place aurait pu mieux se souvenir des pressantes recommandations du général Faidherbe. L'avis du conseil de défense ne devait, en tout cas, peser d'aucun poids sur sa résolution. On connaît le mot de Villars : « Un conseil de guerre ! Ils ne sont bons que quand on veut une excuse pour ne rien faire » (2). Le devoir militaire du commandant de Péronne, ainsi que le dit fort justement le général Faidherbe (3), le forçait à

(1) Décret de 1863, sur le service des places.

(2) Lettre de Villars à Marsin.

(3) Lettre au préfet de Péronne. (Ramon.)

se défendre, jusqu'à ce qu'il y eût une brèche praticable au corps de place et après avoir au moins repoussé un assaut. Les souffrances de la population ne devaient, en aucun cas, lui faire oublier ce qu'il devait à la cause nationale.

La capitulation fut signée dans la nuit du 9 janvier, d'après des conditions analogues à celles de Sedan. Toutefois, en raison des dommages causés par le bombardement, la ville devait être exempte de toute contribution de guerre ou réquisition en nature. En outre, la moitié des approvisionnements appartenant à l'Etat et trouvés dans les magasins de la place lui seraient abandonnés.

Le général de Barnekow avait hâte d'en finir ; pendant les pourparlers, la plus grande partie du corps de siège avait reçu ordre de faire face au dehors, pour résister à l'armée de Faidherbe, dont l'approche était annoncée. Le lendemain, à midi, tandis que deux bataillons prussiens entraient dans Péronne, la garnison sortait par le faubourg de Paris et déposait ses armes à Eterpigny ; 1,000 hommes de troupes allemandes désarmaient plus de 3,000 Français ! Pour tromper la garnison au sujet de son effectif, le général de Barnekow avait fait disposer son infanterie sur un rang ; ses compagnies d'artillerie de forteresse, armées de chassepots, figuraient à la gauche de l'infanterie (1).

Pendant que la garnison de Péronne se rendait en captivité, les Prussiens prenaient toutes leurs dispositions pour remettre la place en bon état de défense. Le général de Gœben l'avait ordonné « à tout prix ». Cette opération dura peu ; le 12 janvier, le général de Barnekow rendait compte de son achèvement au général en chef : jusqu'à ce moment, les Allemands avaient craint un retour offensif de l'armée du Nord.

Pendant le siège, leurs pertes avaient été de 10 tués et de 50 blessés. Celles de la garnison s'élevaient seulement à 63 hommes mis hors de combat, dont 13 morts : en outre la population avait perdu 5 tués et 30 à 40 blessés. Par contre, les maladies avaient fait de nombreuses victimes parmi elle ; beaucoup d'enfants succombèrent pendant le siège ou après la capitulation. Du 9 janvier au 28 février, la mortalité habituelle quadrupla dans Péronne (2).

Les dommages matériels étaient encore plus considérables : sur 800 maisons environ, 80 étaient entièrement ruinées, 674 plus ou moins endommagées et 18 seulement intactes. Les fau-

(1) Schmidt.

(2) Rapport du docteur André au commandant de place. (Ramon.)

bourgs n'avaient pas souffert. Les pertes matérielles de la ville dépassaient quatre millions (1). Ces résultats avaient été obtenus au moyen de 6,800 projectiles de siège, indépendamment des 10,000 obus tirés par les pièces de campagne.

La capitulation de Péronne donnait à la première armée une bonne tête de pont sur la Somme. C'était en outre un point d'appui très important pour des troupes jetées, comme elle, loin de leur base d'opérations. Enfin, la Somme, depuis sa source jusqu'aux environs d'Abbeville, était désormais aux Allemands, qui y gagnaient une bonne ligne de défense. D'Amiens à Laon, en passant par Péronne, Ham et La Fère, ils avaient maintenant une ligne de postes fortifiés et de places fortes, à cheval sur la rivière, ou placés en avant des plateaux, si favorables à la défense, qui séparent la vallée de l'Oise de celle de l'Aisne.

Par contre, la situation devenait toute autre pour l'armée du Nord : Péronne, aux mains de l'ennemi, lui ôtait la faculté de passer d'une rive de la Somme sur l'autre, comme elle l'avait fait pendant tout le mois de décembre. Désormais, elle n'était assurée que d'un point de passage sur cette rivière, Abbeville ; mais il était trop loin d'Arras ou de Cambrai et trop près de la mer, pour qu'il pût lui être de quelque utilité.

Les événements n'allaient pas tarder à montrer l'étendue de la perte faite par l'armée française. Si Péronne avait été aux Français, l'issue de la marche de Faidherbe sur Saint-Quentin eût été bien différente. Au lieu de trouver devant elle et sur ses flancs des forces supérieures aux siennes, l'armée du Nord aurait probablement pu gagner de vitesse la première armée et dépasser l'Oise ; une partie des bataillons qui l'assaillirent à Saint-Quentin eût été retenue sous Péronne, et Faidherbe, à défaut d'une victoire, aurait au moins soutenu la lutte dans des conditions moins difficiles. Les mauvais destins, qui présidaient au sort de la France depuis le mois de juillet, en avaient décidé autrement.

CHAPITRE XXIX

Seconde marche sur Péronne.

Pendant que commençait le dernier acte du siège de Péronne, les deux armées exécutaient, le 4 janvier, les ordres donnés pour leur retraite, le soir de la bataille de Bapaume.

Une partie de la cavalerie allemande couvrit le mouvement

(1) Travail de la commission départementale d'évaluation. (Ramon.)

exécuté par les troupes de Gœben. Le 7e hussards fut laissé en avant-postes sur la ligne de Bancourt, Bapaume, Tilloy ; au contraire, le 8e cuirassiers était lancé en reconnaissance et suivait à distance le mouvement de la division du Bessol. Au moment où le 20e bataillon de chasseurs, qui formait l'arrière-garde, traversait un chemin creux entre Biefvillers et Bihucourt, deux escadrons prirent le galop pour le charger en tête et en queue. Le commandant Hecquet fit sortir son bataillon du chemin et forma des carrés en se couvrant de cet obstacle. Le premier escadron le franchit à 150 mètres de là et chargea ; mais il fut atteint par un feu à courte distance, qui produisit un effet terrifiant. Quelques cuirassiers seulement arrivèrent aux carrés pour y être pris ou tués.

Le second escadron, arrivé devant le chemin creux, ne put le franchir et tourna bride sous le feu. Les cavaliers allemands avaient perdu deux officiers, vingt-deux hommes et soixante-treize chevaux tués, blessés ou disparus (1). Cette sévère leçon suffit à la cavalerie prussienne. La contenance des troupes françaises ne lui permettant même pas de tenter une poursuite, le 8e cuirassiers revint s'établir autour de Bapaume.

A l'extrême droite de la première armée, la division de cavalerie saxonne avait eu quelques escarmouches avec les troupes du colonel Isnard ; cette brigade de nouvelle formation (2) opérait depuis quelque temps entre l'Oise, l'Escaut et la frontière belge. Elle avait été envoyée à la fin de décembre dans la direction de la Meuse, pour tenter de faire lever le siège de Mézières ; mais la chute de cette place la força de revenir vers l'ouest ; elle se heurta à la cavalerie saxonne.

Le général de Lippe était parti, le 2 janvier, du Catelet pour Bohain, comme le prescrivaient les instructions du grand quartier général. Un détachement envoyé sur son flanc gauche vers Busigny, trouva les Français à Maretz et les en chassa ; pourtant, comme des groupes plus nombreux apparaissaient au nord, le détachement saxon prit une position d'observation au delà de Maretz.

Les Français parurent ensuite s'avancer de Busigny, dans le terrain boisé qui s'étend au nord de Bohain, entre Prémont et

---

(1) *Grand état-major prussien* ; le général de Wartensleben se contente de dire : « Le régiment de cuirassiers n° 8 attaqua les derniers bataillons et leur fit des prisonniers ».

(2) Le colonel Isnard avait remplacé le colonel Martin depuis la déroute de Vervins.

Becquigny ; le général de Lippe concentra ses forces à Bohain, et comme le canon avait retenti toute la journée vers Bapaume et Péronne, au lieu de continuer vers l'est, il crut plus prudent de se porter sur Busigny, de manière à reconnaître ce qu'il avait devant lui, dans cette direction. Pendant ce mouvement, qui s'exécuta le 3 janvier, il appelait à Bohain le général Senfft, arrivé à Origny-Sainte-Benoîte le 2. Ses éclaireurs ne trouvèrent aucune trace des Français ; ils paraissaient s'être retirés sur Cambrai la nuit précédente, ce qui permit aux Saxons de détruire complètement la voie ferrée à l'embranchement de Busigny.

Le 4, de Lippe continuait son mouvement sur Guise ; le château-fort qui domine cette petite ville avait été évacué dès le 10 septembre, à la suite de la capitulation de Laon. Depuis lors, les troupes françaises n'y avaient fait que des apparitions. Deux compagnies de gardes mobiles du Nord, qui s'y trouvaient au moment de l'arrivée du général de Lippe, accueillirent son avant-garde par une violente fusillade. Quelques coups de canon leur firent évacuer la ville.

Le 17e uhlans les poursuivit vers le nord, mais il se heurta sur l'Iron à un millier de gardes mobiles qui le forcèrent à la retraite ; le général de Lippe dut envoyer pour le soutenir son artillerie et son bataillon de chasseurs. D'ailleurs, le mouvement offensif des Français s'arrêta à la nuit.

Un détachement saxon, lancé du côté de Vervins et de la haute vallée de l'Oise n'avait rencontré que des traînards.

Le 5 janvier, de Lippe fit renouveler les reconnaissances de la veille vers le nord et vers l'est, de manière à savoir où était le gros de son adversaire. Les patrouilles ne rencontrèrent plus aucune trace des Français : ils semblaient s'être retirés vers le nord-ouest pour rallier l'armée du Nord. La tâche de la cavalerie saxonne était donc accomplie ; le général de Lippe revint le 6 janvier à Saint-Quentin, pendant que la brigade Isnard s'établissait à Cambrai et aux environs.

Cependant, le général de Manteuffel avait été informé des dispositions prises par de Gœben pour la retraite de l'armée ; il apprenait bientôt après que les Français s'étaient retirés de leur côté et qu'il n'y avait plus d'adversaires devant le VIIIe corps. Il donna immédiatement l'ordre à la 3e division de cavalerie, renforcée de deux bataillons venus du corps de siège, de se porter en avant d'Albert à hauteur de Bapaume et de maintenir le contact avec l'armée du Nord. Le général en chef, trompé par la retraite des Français, les croyait plus affaiblis qu'ils ne l'étaient et pres-

crivait de « se mettre énergiquement à la poursuite de l'ennemi ». Il fut bien vite détrompé. La cavalerie allemande (1) fit connaître que Faidherbe avait pris position en avant d'Arras, et que ses troupes n'avaient nullement l'attitude d'une armée battue qui cherche un abri. Au contraire, tout faisait prévoir un prochain mouvement offensif de leur part.

Le général de Gœben ne pouvait, en prévision de cette attaque, reprendre ses positions du 1er janvier ; la bataille de Bapaume en avait trop bien montré le danger ; d'après les instructions du général de Manteuffel, il décida de reporter ses troupes au nord de la Somme, après un jour de repos, et de les établir à cheval sur la route d'Arras à Péronne, de façon à pouvoir attaquer Faidherbe de flanc, s'il renouvelait son mouvement offensif.

Le 6 janvier, la 15e division s'établissait sur la ligne Bray-Albert ; le détachement du lieutenant-colonel de Pestel, envoyé précédemment vers Abbeville, on s'en souvient, se portait sur Acheux, à mi-chemin entre Doullens et Albert, et à hauteur de la 15e division. Il laissait un escadron à Picquigny, en observation devant Abbeville.

Par mesure de précaution, l'artillerie de corps restait de l'autre côté de la Somme, à Fay et Framerville.

Le corps de siège de Péronne, composé désormais de fractions de la 16e division et de la 3e division de réserve (2), devait se garder lui-même vers le nord. Ces dispositions étaient d'ailleurs loin d'en garantir la sécurité : du propre aveu des Allemands, l'armée de Gœben eût été dans l'impossibilité d'arrêter Faidherbe, s'il s'était décidé à marcher au secours de la place (3).

Le 7 janvier, un petit mouvement de l'armée du Nord suffisait pour faire modifier toutes ces dispositions. Après deux jours de repos consacrés à refaire son armée, à la pourvoir, dans la mesure du possible, de tout ce qui lui manquait, le général Faidherbe s'était décidé à reprendre son mouvement vers la Somme. Le 6 janvier, il donnait les ordres nécessaires : l'armée devait opérer un changement de front et se trouver établie, le 7 au soir, sur une ligne allant de Morchies à Manancourt, le front vers Bapaume (4). Le général Faidherbe croyait cette ville toujours occupée par des forces importantes, alors qu'il ne s'y trouvait que de la cavalerie ; il

---

(1) Ordre du général de Manteuffel, 4 janvier soir. (Schell.)

(1) Ainsi que de la brigade de cavalerie de la garde.

(2) Schell.

(3) L'étendue de son front devait être de 12 kilomètres. (Rappe.)

avait l'intention de s'établir entre les deux fractions des troupes de Gœben, placées, croyait-il, à Bapaume et à Roisel. Mais la position qu'il allait prendre l'exposait à être attaqué sur ses derrières par les troupes allemandes de Roisel, Marquaix et Nurlu.

Ces ordres ne furent d'ailleurs pas exécutés : le général Faidherbe reçut encore une fois des nouvelles rassurantes de Péronne et, sur ces rapports trop aisément admis (1), modifia complètement ses instructions pour le lendemain ; une partie de l'armée s'avança jusqu'à Moyenneville et Hamelincourt, à trois ou quatre kilomètres au sud de ses positions du 4 janvier. Elle demeura plusieurs jours dans ses nouveaux emplacements, sans faire aucun mouvement notable.

Le général de Gœben avait appris le mouvement du général Faidherbe ; de fausses nouvelles, rapportées par ses espions, ou par les journaux anglais, lui annonçaient l'arrivée dans le nord de la France de forts détachements venus de Bretagne et de Normandie par mer. Le 19e corps (2) avait, disait-on, rejoint le général Faidherbe, qui se trouvait autour d'Hamelincourt avec trois corps d'armée. On signalait en outre l'arrivée de 20,000 hommes à Abbeville (3) : la garnison de cette place, aussi fortement renforcée, pourrait aisément couper le chemin de fer d'Amiens à Rouen et séparer la première armée en deux tronçons. Ces renseignements, à travers beaucoup d'exagérations, comportaient une part de vraisemblance. L'interruption du chemin de fer d'Amiens à Rouen aurait été en effet chose relativement facile et eût causé un grand désarroi dans la première armée. Il est surprenant qu'elle n'ait pas été tentée.

Le général de Gœben prenait les dispositions nouvelles voulues par cet ensemble de renseignements et préparait tout pour la retraite de ses troupes derrière la Somme. Provisoirement, la 15e division restait à Bray et à Albert ; la 3e division de réserve quittait le corps de siège, en y laissant sa brigade de cavalerie et s'établissait au sud de la Somme, à Feuillères, à mi-chemin entre Péronne et Bray. La brigade de cavalerie de la garde continuait à couvrir le siège au nord de Péronne, à Combles et à Sailly-Saillisel : la 3e division de cavalerie demeurait à Bapaume.

Pour garder la voie ferrée d'Amiens à Rouen, le commandant

---

(1) Rappe : un rapport d'espion, paraît-il.

(2) Alors à la 2e armée de la Loire.

(3) Il avait été envoyé dans cette place un bataillon et une batterie, au début de janvier ; mais ils en étaient repartis presque aussitôt.

de place d'Amiens détachait à Molliens-Vidame un bataillon, deux escadrons et une section d'artillerie. Ce petit détachement se reliait à d'autres, d'effectif moindre, laissés à Poix et à Formerie.

La Somme, dans les conditions où la prétendue arrivée de renforts considérables mettait Faidherbe, allait avoir un rôle des plus importants. Par un étrange retour des choses, la rivière que Louis XIV choisissait, aux heures les plus désastreuses de son règne (1), comme la dernière défense de sa monarchie et de sa capitale, allait servir à couvrir plus efficacement le siège de cette même capitale, et contribuerait à assurer la ruine de la France.

En janvier 1871, malgré le froid, la Somme constituait encore une bonne ligne de défense; les bas-fonds marécageux de sa vallée, le canal qui la longe sur une grande partie de son cours, étaient gelés et pouvaient donner passage à de petites troupes, mais la rivière n'était pas prise. Le général de Gœben donna donc l'ordre de préparer la destruction de tous les ponts qui seraient inutiles à la première armée, tandis que les autres seraient organisés défensivement.

D'après ces instructions, on détruisit les ponts entre Péronne et Amiens à l'exception de ceux de Cappy, Bray, Corbie, Camons, Vecquemont et Lamotte-Brebière, qui furent conservés ou réparés, et protégés par des têtes de pont de campagne. Certains ponts étaient de même rétablis entre Péronne et Ham, qui acquérait une grande importance comme point de passage de la Somme et station de la voie ferrée de Reims à Amiens : un bataillon d'infanterie y avait été envoyé dès le 5 janvier et un détachement de pionniers avait mis le château et la ville en état de défense.

Enfin, plusieurs ponts étaient rétablis entre La Fère et Ham.

Malgré toutes ces dispositions, la situation de Gœben, en face d'un adversaire dont il croyait les forces si supérieures aux siennes, devenait des plus délicates. Des renforts lui étaient indispensables; d'ailleurs, à ce moment, les craintes causées aux Allemands par les mouvements des Français sur la Seine inférieure, devenaient moins vives et le général de Manteuffel pouvait donner ordre d'envoyer sur Amiens six bataillons et deux batteries du I^or^ corps (2). Le détachement de ce corps d'armée, sur la Somme, était ainsi porté à neuf bataillons et quatre batteries. La division de cava-

---

(1) En 1712, avant Denain.

(2) *Grand état-major prussien :* Ces troupes arrivaient à Amiens du 8 au 11 janvier.

lerie saxonne, à Saint-Quentin depuis le 6 janvier, était enfin rattachée à la première armée et le commandant de l'armée de la Meuse recevait l'ordre de tenir, pour le 9 janvier, une brigade d'infanterie prête à s'embarquer à Gonesse.

L'envoi de ces renforts était d'ailleurs provisoirement inutile : le général Faidherbe demeurait, comme nous l'avons vu, dans ses cantonnements au sud d'Arras. La cavalerie de Gœben l'observait de près et des escarmouches avaient lieu chaque jour. Le 8 janvier, un détachement de trente-quatre tirailleurs volontaires du Nord surprenait, dans une auberge de Monchy-au-Bois, deux pelotons du 7e uhlans placés en grand'garde. Les Prussiens perdaient deux officiers, trente-trois hommes et trente-cinq chevaux (1). Ils s'en vengèrent à leur manière le lendemain, en incendiant l'auberge où leurs cavaliers s'étaient si bien gardés.

Des rencontres sans importance se produisaient également entre la brigade Isnard, qui s'était retirée sur Cambrai, et la cavalerie prussienne. Un escadron du 9e hussards rencontrait à Marquion, entre Cambrai et Arras, un de nos bataillons qui le forçait à la retraite. Des détachement français partis de Ribécourt et de Marcoing, au sud-ouest de Cambrai, apparaissaient à Gouzeaucourt, à mi-chemin entre Cambrai et Péronne, et forçaient les troupes prussiennes de Fins à se retirer sur Nurlu.

Cet ensemble de faits semblait annoncer que l'armée du Nord allait prendre une attitude plus active.

Sur ces entrefaites, le général de Manteuffel était appelé à commander l'armée de nouvelle formation, qui devait s'opposer à la marche de Bourbaki dans l'est. Le général de Gœben lui succédait au commandement de la première armée.

Le nouveau général en chef, que ses succès pendant la campagne de 1866 et sa part brillante à la bataille de Saint-Privat avaient déjà mis en évidence, allait attacher son nom à la dernière partie de la campagne dans le Nord. Peut-être y fut-il plus servi par les circonstances que par son coup d'œil militaire ; s'il sut toujours prendre rapidement ses résolutions et les exécuter avec énergie, sur le champ de bataille il parut abandonner à plusieurs reprises la direction supérieure des troupes, pour la laisser à ses généraux.

Dès le 9 janvier, le général de Gœben donnait ses ordres pour la retraite des troupes allemandes derrière la Somme. De forts détachements portés au nord de la rivière devaient l'avertir de

(1) *Grand état-major prussien.*

tout mouvement des Français et lui opposer une première résistance, tout en se retirant sur l'autre rive.

Dans ce but, il envoyait d'Amiens à Querrieux, sur les bords de l'Hallue, là même où avait eu lieu la bataille du 23 décembre, les neuf bataillons et les quatre batteries du Ier corps, sous le commandement du général de Memerty : deux escadrons du 7e uhlans venaient les renforcer.

La 15e division cantonnait au sud de la Somme, tout en occupant Bray ; la 3e division de réserve restait à l'ouest de Péronne. La 16e division et la brigade de cavalerie Strantz étaient à l'est, jusqu'à Roisel. Enfin, à l'extrême droite de la ligne allemande, le général de Lippe gardait Saint-Quentin avec la 12e division de cavalerie. Le front de l'armée restait couvert comme précédemment par la 3e division de cavalerie, à Bapaume.

Cependant, l'armée du Nord était encore une fois réorganisée; les cadres de la garde mobile recevaient un complément d'officiers tirés de l'armée active. Les bataillons de gardes mobilisés malgré leur effectif considérable, avaient rendu jusque-là peu de services; le général Faidherbe préleva un dixième de leurs soldats pour les verser dans les régiments de l'armée active. Ceux-ci fournirent par contre des officiers, des sous-officiers et des caporaux à la garde nationale. Ces mesures étaient excellentes, quoiqu'elles ne fussent pas conformes à la stricte légalité. Une fusion plus intime, entre les gardes nationales et l'armée, analogue à l'*amalgame* des guerres de la République, aurait été encore préférable, mais le temps manquait pour la formation de nos jeunes troupes.

L'équipement et l'armement de l'armée du Nord attiraient également l'attention du général en chef et il cherchait à pourvoir les soldats de vêtements chauds ou de chaussures ; mais il y avait beaucoup à faire dans ce sens avant d'arriver à un résultat à peu près satisfaisant. Enfin, le général Faidherbe tentait d'atténuer les inconvénients de la multiplicité des modèles d'armes, en réservant chacun d'eux, autant que possible, à des troupes de même nature.

Ces différentes mesures avaient absorbé tous les instants du général en chef depuis le 4 janvier; mais du moins, après ces quelques jours de repos, et grâce aux encouragements qu'elle avait puisés dans son succès de Bapaume, l'armée du Nord avait pris confiance. Les témoins oculaires sont unanimes à signaler la différence d'aspect de ses bataillons avant Pont-Noyelles et après Bapaume.

Le général Faidherbe crut pouvoir enfin donner suite au projet de marche sur Péronne qu'il avait plusieurs fois différé. Le 9, il lançait ses ordres de mouvement, au moment même où était signée la capitulation de la place qu'il espérait encore sauver. Le lendemain, l'armée du Nord quittait ses cantonnements : la division Derroja, occupait Saint-Léger, Ervillers, Mory : celle de Payen s'établissait à sa droite dans Hamelincourt, Moyenneville et Courcelles-le-Comte. La division du Bessol, à la droite de l'armée, était dans Adinfer, Douchy et Ayette ; celle de Robin venait en deuxième ligne dans Hendecourt, Boiry-Saint-Martin, Boiry-Sainte-Rictrude, Boisleux-Saint-Marc et Blaireville ; la cavalerie de l'armée occupait également ce dernier village.

Le front de l'armée du Nord, qui n'était qu'à 5 ou 6 kilomètres de Bapaume, était couvert par deux corps de francs-tireurs établis dans Ablainzevelle et Gomiécourt (1).

Dans la nuit du 10 au 11 janvier, le général Derroja envoyait une reconnaissance sur Béhagnies et Sapignies et enlevait les grand' gardes du 5e uhlans placées dans ces deux villages. Le soir du 11, une autre reconnaissance française entrait dans Bapaume sans coup férir. Le lendemain, les trois premières divisions de l'armée du Nord s'établissaient sur une ligne allant de Bucquoy à Bapaume, les troupes de Robin en deuxième ligne. Le quartier général de Faidherbe se rendait à Bapaume.

La 3e division de cavalerie s'était retirée sans combat, derrière l'Hallue, autour de Cardonnette.

A ce moment, la marche de l'armée du Nord fut brusquement arrêtée par l'avis de la prise de Péronne : ce triste événement était tout à fait imprévu pour le général Faidherbe, resté sans nouvelles de la garnison de Péronne, chose à peine croyable en raison de la petite distance qui l'en séparait. Les recommandations qu'il avait faites au commandant de place étaient telles qu'il ne s'attendait pas à une aussi prompte reddition. Peut-être l'exemple de la plupart de nos forteresses, rendues les unes après les autres sur un simulacre de bombardement, aurait-il dû lui donner moins de confiance.

Les conditions dans lesquelles il pouvait continuer son mouvement étaient tout autres maintenant. Il ne fallait pas songer à pousser plus loin la marche commencée vers Péronne : les projets

(1) Il est à remarquer que la cavalerie était en dernière ligne, et que les volontaires de Jourdan et de Pousseur la remplaçaient dans son service de sécurité. (Rappe).

du général en chef devaient donc être brusquement modifiés et quels que dussent être ceux qu'il allait former pour l'avenir, il pouvait être assuré que la possession de Péronne par les Allemands serait pour son armée la cause de grands embarras, sinon de véritables dangers. C'est ce que la marche du 16 janvier sur Saint-Quentin allait bientôt prouver.

CHAPITRE XXX

Communications allemandes.

Pendant que ces événements se passaient sur la Somme, les Allemands commençaient à asseoir leur conquête ; les communications ferrées, qui avaient tant laissé à désirer au début des opérations sous Paris, prenaient peu à peu un développement normal.

Après la bataille de Pont-Noyelles, les travaux de rétablissement de la ligne de Tergnier à Amiens avaient été vigoureusement poussés ; dès le 6 janvier, on annonçait sa mise en état aux troupes de la première armée. L'achèvement de ce tronçon complétait la ligne ferrée de Reims à Rouen, qui assurait aux troupes allemandes de la Seine-Inférieure et de la Somme des relations directes avec l'Allemagne ; mais la partie de cette voie située entre Reims et Ham était particulièrement exposée aux attaques des troupes françaises du Nord ; l'absence de toute force mobile allemande dans les environs semblait la désigner aux tentatives des corps francs ou des détachements français de cette région. Les Allemands redoutaient particulièrement cette éventualité pour le pont-viaduc de Guignicourt sur l'Aisne et ils chargèrent un petit détachement de sa protection. Toutefois, rien ne fut tenté pour sa destruction.

La ligne de Reims à Rouen était donc trop exposée à une interruption pour constituer le moyen normal de communication de la première armée avec l'Allemagne ; nous avons vu que celle de Creil, Crépy, Soissons, Reims, avait été utilisée dans ce but dès la fin de novembre. Un pont provisoire établi à Creil, le 22 décembre seulement, permettait de prolonger cette ligne jusqu'à Amiens d'une part et Beauvais de l'autre ; mais c'était là une ressource d'une nature assez précaire. Quant à la ligne transversale de Creil à Tergnier, dont la reconstruction avait été opérée jusqu'à Compiègne dès la fin d'octobre, elle ne fut complètement remise en état que le 18 janvier seulement.

Grâce au rétablissement presque complet des voies de communication, les troupes allemandes d'étapes, de gouvernement ou de

garnison, qui n'avaient reçu depuis le mois de novembre que des augmentations peu importantes, suffisaient à imposer le respect des lignes d'étapes parmi les populations envahies.

A la fin de janvier, ces troupes comptaient, entre les Argonnes et la Marne, un effectif d'environ trente bataillons de landwehr, neuf escadrons, trois batteries, trois compagnies d'artillerie de place et quatre compagnies de pionniers (1). Sous leur protection, les Allemands avaient complété l'organisation de leur administration civile. Outre les préfets et les sous-préfets placés à la tête des départements et des villes importantes, le général de Manteuffel avait établi à Amiens un préfet de police, spécialement chargé de la surveillance de la ville et du département. Les fonctionnaires civils de l'ennemi s'attachaient surtout à déprimer les esprits et à étouffer toute velléité de révolte, ou même le moindre sentiment de dignité nationale. L'abonnement aux journaux officiels publiés par les autorités allemandes était imposé aux municipalités; les rares journaux français paraissant encore recevaient fréquemment des communiqués, et ils étaient presque tous obligés de cesser leur publication devant les menaces ou les vexations de l'ennemi. Celui-ci atteignait ainsi l'un de ses principaux buts : ne faire parvenir aux populations que les nouvelles les plus désastreuses pour l'avenir de la défense nationale.

Les Allemands cherchaient également, par tous les moyens possibles, à empêcher les conscrits de la classe 1870 et les gardes mobilisés des contrées envahies de rejoindre l'armée française; ils allaient jusqu'à menacer des cours martiales des gens dont le seul crime était de faire leur devoir.

Une liste complète de tous les hommes astreints au service militaire avait été réclamée aux municipalités; les communes et les maires étaient rendus responsables du départ de chacun d'eux.

Nous avons dit déjà avec quelle sévérité les impôts étaient exigées; les contributions directes et les patentes avaient été maintenues; quant aux impositions indirectes, l'autorité allemande les avait supprimées, mais en les remplaçant par une augmentation de 15 o/o sur les contributions directes et par une capitation, qui variait de 25 à 30 francs par individu. Ces impôts accroissaient dans d'énormes proportions (2) les charges subies par les populations, dans un moment où les ressources de

---

(1) *Grand état-major prussien.*

(2) Une commune dont les impôts montaient à 3,000 francs avant la guerre, voyait sa part contributive portée à 23,000 fr. (E. Fleury).

chacun étaient presque taries. Des amendes considérables accompagnaient tout retard dans les paiements : les communes et les maires des chefs-lieux de canton en étaient rendus responsables. Au besoin, l'autorité allemande offrait de prêter main-forte à ces derniers contre leurs concitoyens.

Sous ces exigences implacables, les populations des pays envahis se laissaient de plus en plus gagner à une atonie complète. Les municipalités étaient trop souvent les premières à en donner l'exemple. Dès le mois de novembre, certains maires de l'arrondissement de Saint-Quentin, où les Allemands avaient à peine paru jusque-là, payaient l'abonnement du *Moniteur allemand* de Reims. Sur d'autres points, les municipalités adressaient aux fonctionnaires ennemis des dénonciations au sujet de leurs administrés (1). Bien peu, surtout dans les campagnes, avaient assez d'énergie pour opposer à l'étranger la résistance passive qui eût été d'un devoir strict en ces tristes circonstances.

Les Allemands ne se faisaient pas faute du reste de les engager dans cette voie ; leur *Moniteur* de Reims publiait, dès le 15 novembre, un article affirmant que tous les traités de paix conclus pendant ce siècle avaient contenu des clauses garantissant les nationaux de chaque pays contre les poursuites qu'ils auraient pu encourir pour leur attitude pendant la guerre. Il était impossible d'inviter, en termes moins couverts, à la lâcheté et à la trahison.

Les épreuves des populations ne se bornaient pas là. Malgré la discipline sévère de la première armée, les détachements isolés ou les traînards se laissaient souvent aller à des exigences qui ne comportaient pas de limites (2). L'affaissement moral des habitants était tel qu'ils s'y rendaient presque toujours, trop certains qu'à la moindre tentative de résistance, leur vie et leurs biens seraient également menacés. Ces vexations, les réquisitions fréquentes, rendaient chaque jour plus misérable la situation des pays envahis, et particulièrement de ceux compris sur la lisière alternativement parcourue par les Français et les Allemands, que les réquisitions des deux armées épuisaient tour à tour. Le numéraire y avait manqué rapidement ; dès le mois d'octobre, certaines communes émettaient des bons fiduciaires de petite monnaie. Ce papier, d'une circulation très restreinte, avait été rapidement

(1) E. Fleury.

(2) Ramon cite plusieurs cas où des traînards requirent des voitures pour se faire transporter à la suite de l'armée et y attelèrent des habitants à défaut de bêtes de trait.

déprécié et opposait une difficulté de plus aux moindres transactions.

Plus tard, beaucoup de denrées vinrent également à manquer et les communes importantes établirent autour d'elles de véritables lignes de douanes intérieures, en interdisant absolument la sortie de la plupart des objets d'alimentation, de chaufffage ou d'éclairage : c'était revenir aux temps des guerres du moyen âge.

Sous l'influence de ces privations et des mauvaises nouvelles persistantes, les populations avaient perdu tout ressort moral. A part de rares exceptions, les habitants des territoires envahis hâtaient de leurs vœux la conclusion d'une paix qu'ils croyaient devoir amener la fin de leurs misères. A travers tant d'épreuves, bien peu avaient conservé au fond du cœur l'espoir du succès final. L'avenir allait donner tort encore une fois à ces patriotes, en faisant disparaître, à quelques jours d'intervalle, les dernières armées françaises.

CINQUIÈME PARTIE

SAINT-QUENTIN

CHAPITRE XXXI

Marche sur Saint-Quentin.

Péronne venait de capituler; l'armée du général Faidherbe était établie à hauteur et à l'ouest de Bapaume depuis le 12 janvier.

Quant aux troupes du général de Gœben, elles terminaient les mouvements qui avaient été prescrits le 9 janvier pour leur répartition provisoire sur le théâtre des opérations.

Devant les conditions nouvelles où le plaçait la chute de Péronne, le général Faidherbe hésitait sur la résolution à prendre. Il n'avait pas tout d'abord renoncé entièrement à sauver la place des mains de l'ennemi ; des avis qui en étaient venus lui permettaient de croire qu'une surprise de la garnison allemande serait chose relativement aisée; les fossés de l'enceinte, qui faisaient sa principale sécurité, étaient glacés et un coup de main pouvait être tenté avec quelques chances de succès, grâce aux intelligences que l'armée avait à Péronne.

Des préparatifs avaient déjà été faits dans ce but et des troupes choisies parmi les plus solides désignées pour cette tentative; une poterne du front nord devait donner accès à un petit détachement qui aurait surpris la garnison et ouvert les portes, tandis que le reste des assaillants se tiendrait prêt à s'élancer dans la ville (1).

Il fallut bientôt renoncer à ce projet plus séduisant que praticable. De nouveaux avis venus de Péronne montraient la garnison (2) très en éveil ; elle poussait la remise en état des fortifications nuit et jour, d'après les ordres du général de Gœben. En outre, le dégel survint : tout espoir de reconquérir Péronne était donc perdu.

L'armée du Nord passa dans ses cantonnements à l'ouest de

(1) Rappe.

(2) 2 bataillons du 69e, 1 compagnie de pionniers, 2 compagnies d'artillerie de place.

Bapaume la journée du 13 janvier; les troupes allemandes conservaient devant elle une attitude expectante, en attendant la fin des mouvements entrepris sur les ordres du général de Gœben. Le soir du 13 janvier, ils étaient à peu près terminés et l'armée allemande de la Somme se trouvait répartie de la façon suivante.

La 3e division de cavalerie, à l'extrême gauche, était à Hédauville et Warloy, vers les sources de l'Hallue; plus à droite, un détachement du Ier corps d'armée (1) avait réoccupé Albert évacué la nuit précédente par la cavalerie allemande, à la suite d'une fausse alerte.

La 15e division d'infanterie était derrière la Somme à hauteur de Bray, qu'elle occupait fortement, et se reliait à l'est avec la 3e division de réserve, qui se trouvait entre Bray et Péronne. A l'est de cette dernière place, la 16e division et la 3e brigade de cavalerie de réserve s'étendaient de Péronne jusque vers Roisel, se reliant par leurs reconnaissances à la division de cavalerie saxonne qui occupait Saint-Quentin, et se couvrait par des détachements poussés au nord vers Le Catelet et Bohain.

La garnison d'Amiens était relativement considérable (2), et constituait un premier appoint de forces à la disposition du général de Gœben. Il ne le trouva pas suffisant et donna, dans la soirée du 13, des ordres pour l'envoi de Rouen de 3 bataillons, de 2 batteries et de l'état-major de la 1re division d'infanterie : ces renforts, expédiés par voie ferrée, atteignaient Amiens du 16 au 17 janvier.

Cependant le général Faidherbe, contraint de renoncer à l'entreprise qu'il avait projetée sur Péronne, donnait le 13 janvier des ordres pour la continuation de la marche dans la direction d'Amiens. L'armée devait se porter le lendemain entre Albert et Bapaume : la division Derroja occuperait Albert; celle de du Bessol cantonnerait autour de Pozières; la division Payen irait à Martinpuich et aux environs; quant à celle de Robin, elle devait s'avancer à hauteur de Bapaume. La cavalerie s'établirait à Ligny et à Albert.

Les mouvements prescrits s'accomplissaient le 14 janvier sans

---

(1) 3 bataillons, 1 escadron 1/2, 1 batterie, venus de Querrieux et de Corbie.

(2) 4 bataillons, 2 détachements d'éclopés, 1 escadron, 2 batteries, 1 compagnie d'artillerie de place, 1 compagnie de pionniers.

En outre, Ham était gardé par 2 compagnies d'infanterie et La Fère par un bataillon et une compagnie d'artillerie de place. Nous avons vu quelle était la garnison de Péronne.

difficultés; la garnison allemande d'Albert avait évacué la ville à l'approche du général Derroja et s'était retirée jusqu'à l'Hallue, à Querrieux; la 3e division de cavalerie était à l'ouest, vers Beaucourt et Fréchencourt.

La direction prise par l'armée du Nord pouvait faire croire à une tentative prochaine sur Amiens; le général de Gœben s'occupa donc de renforcer le détachement qui gardait l'Hallue. Deux bataillons et deux batteries se portèrent sur Querrieux, dans les journées des 14 et 15 janvier. Le général de Memerty, qui venait d'arriver de Rouen et avait pris aussitôt le commandement des troupes du 1er corps sur l'Hallue, se trouvait avoir huit bataillons, trois escadrons et quatre batteries à opposer au mouvement offensif de Faidherbe : la garnison d'Amiens était encore une fois réduite à un effectif insignifiant (1).

Telle était la situation au nord de la Somme, quand le général Faidherbe reçut à Pozières, où il avait son quartier général, des nouvelles graves, qui précipitèrent ses résolutions. M. de Freycinet lui télégraphiait que Paris se préparait à un suprême effort contre les lignes allemandes et laissait entrevoir que les vivres allaient bientôt manquer dans la grande ville assiégée. Un vigoureux mouvement offensif des armées de province devenait donc nécessaire. L'armée du général Chanzy était hors de cause depuis la bataille du Mans; celle de l'Est se trouvait engagée dans une marche sur laquelle le gouvernement et la France fondaient encore de grands espoirs; mais son intervention pouvait tarder à se faire sentir. Restait la seule armée du Nord; M. de Freycinet prescrivait à son général en chef de tenter tout ce qu'il serait possible de faire pour attirer contre lui une partie des troupes qui bloquaient Paris.

Le général Faidherbe était donc contraint de renoncer à la guerre de manœuvres qu'il avait réussi à prolonger jusque-là, pour tenter de frapper un grand coup; mais quelle direction allait-il prendre?

Il eût été dangereux pour lui de poursuivre sur Amiens le mouvement offensif qu'il avait commencé; il se fût jeté au-delà de l'Hallue au côté de la ville couvert par la citadelle; en outre, les troupes allemandes de Bray et des environs auraient pu prendre

---

(1) 1 bataillon d'infanterie, 1 bataillon de landwehr, 1 escadron de uhlans, 1 compagnie de pionniers et 1 d'artillerie de place.

La 3e division de cavalerie, 12 escadrons, 1 bataillon et 1 batterie, se trouvait également à portée de défendre l'Hallue.

l'armée de flanc et de dos, pendant que celles du général de Memerty lui résisteraient de front. C'eût été s'exposer à un désastre.

Chercher à franchir la Somme entre Amiens et la mer eût en outre fait courir à l'armée le danger d'y être acculée; enfin, il était bien difficile de tenter un passage de la rivière, entre Péronne et Amiens, en présence des mesures de défense qu'avaient prises les troupes prussiennes.

Restait une direction que l'armée du Nord avait déjà suivie, mais qu'il semblait possible de reprendre, sous la condition de pousser le mouvement aussi rapidement que possible. C'était celle de l'est. Le général Faidherbe allait essayer (1) « de se dérober à l'ennemi par quelques marches forcées vers l'est et vers le sud-est, de manière à arriver rapidement au sud de Saint-Quentin, menaçant ainsi la ligne de La Fère, Chauny, Noyon, Compiègne », et la voie ferrée de Tergnier à Reims, qui était la principale ligne de ravitaillement de la première armée. Sans doute, les Allemands réuniraient rapidement contre lui des forces nombreuses, mais son but principal, celui de dégager Paris, serait atteint et il pourrait, en une ou deux marches rapides, se trouver de nouveau à l'abri des places du Nord.

Telles étaient les raisons qui, aux yeux du général en chef, semblaient militer pour une marche vers l'est. Malheureusement, l'objectif qu'il voulait atteindre, celui d'attirer à lui une partie des troupes d'investissement de Paris, ne devait être obtenu que très approximativement. Comme nous le verrons, les forces des Allemands et des Français étaient à peu près égales sur cette partie du théâtre de la guerre, et il devait sembler peu probable que le grand état-major allemand tirât des renforts importants de l'armée de la Meuse pour les envoyer au général de Gœben, si les derrières de l'armée d'investissement n'étaient directement menacés.

Cette dernière supposition était à peine admissible; les Allemands devaient être, selon toute apparence, très vite renseignés par leur nombreuse cavalerie sur la marche de l'armée du Nord; ils se jetteraient à sa poursuite et l'atteindraient trop vite, pour qu'elle puisse s'établir sur leurs lignes d'étapes. Il faudrait alors livrer bataille avec des troupes fatiguées, dans des conditions plus mauvaises que si l'armée se fût bornée à se porter directement sur l'Hallue.

D'ailleurs, la position des différents corps français et allemands

(1) *Campagne de l'armée du Nord* (Général Faidherbe).

sur l'échiquier n'était pas faite pour permettre au général Faidherbe de gagner de vitesse la première armée.

Les troupes françaises, pour se rendre de leurs cantonnements du 15 à Saint-Quentin, par les itinéraires suivis, avaient de 50 à 60 kilomètres à faire (1); afin d'éviter Péronne, elles devaient prendre des chemins vicinaux que l'hiver et le défaut d'entretien avaient complètement défoncés.

Au contraire, la plupart des troupes allemandes avaient à parcourir de 28 à 48 kilomètres en moyenne (2); la division de Memerty et la 3e division de cavalerie devaient seules faire des marches à peu près équivalentes à celles des Français (65 à 70 kilomètres). En outre, la première armée avait à sa disposition une route en ligne droite, l'ancienne chaussée romaine de Vermand à Amiens, devenue route départementale sur sa plus grande étendue. Les corps allemands, échelonnés à portée de cette voie, pouvaient s'en servir simultanément. Il est presque superflu d'ajouter que les troupes du général de Gœben étaient bien autrement aptes à la marche que les jeunes soldats de l'armée du Nord. Comme toutes nos troupes d'alors, celles de Faidherbe étaient peu faites pour les marches rapides ; l'organisation de leurs trains laissait fort à désirer; les rouages compliqués nécessaires au moindre mouvement des armées d'aujourd'hui n'existaient chez elles qu'à l'état rudimentaire; il y avait donc quelque apparence de présomption à vouloir gagner de vitesse, avec une armée aussi peu mobile, un ennemi qui l'était infiniment plus. Enfin, dans la dernière partie de sa marche à l'est de Péronne, l'armée du Nord allait se trouver dans le voisinage immédiat de l'ennemi; elle courait donc risque d'y être surprise en pleine exécution d'un mouvement de flanc, c'est-à-dire dans les conditions les plus défavorables à une armée. Peut-être eût-il été préférable, si l'idée du mouvement sur Saint-Quentin devait malgré tout prévaloir, de choisir des directions de marche situées plus au nord de la ligne Péronne-Ham. Les routes y auraient été d'accès plus facile, et le voisinage des Allemands moins immédiat. Dans les conditions où elle allait s'exécuter, le général Faidherbe ne pouvait

---

(1) La division Robin avait 54 kilomètres à faire de Bapaume à Saint-Quentin par Roisel, Vermand; la division Derroja en avait 66 d'Albert à Essigny-le-Grand par Sailly-Saillisel, Nurlu, Pœuilly.

(2) La 16e division avait 28 kilomètres à faire de Péronne à Saint-Quentin La 15e division avait 48 kilomètres à parcourir entre Morcourt, son cantonnement le plus éloigné, et Saint-Quentin.

espérer de réussir qu'à la condition de surprendre les Allemands, en les trompant quelque temps sur la direction qu'il prendrait.

Malheureusement, cette clause essentielle ne put être remplie, ainsi que nous le verrons.

De son côté, le général de Gœben attendait dans ses positions l'effet des résolutions de son adversaire. La possibilité d'un mouvement de l'armée du Nord vers Saint-Quentin ne lui avait pas échappé (1) ; dans le cas où elle se réaliserait, il comptait rejoindre à temps l'armée de Faidherbe, l'attaquer de flanc pendant sa marche « et la mettre dans une situation stratégique fort mauvaise ».

Nous verrons par quel concours de circonstances ce plan ne put être mis à exécution qu'en partie.

Pour tromper son adversaire sur ses véritables projets, le général Faidherbe avait donné l'ordre d'envoyer, le 15 janvier, de fortes reconnaissances sur tout le front de l'armée.

La division du Bessol devait se diriger vers Hédauville et le cours supérieur de l'Hallue ; elle rentrerait ensuite à Albert, en faisant une démonstration vers Querrieux.

Le général Derroja se dirigerait sur Bray et reconnaîtrait les positions allemandes au sud de la Somme. Quant aux deux divisions du 23e corps, qui étaient échelonnées un peu en arrière du reste de l'armée, elles devraient se borner à diriger de fortes reconnaissances vers le sud. La cavalerie de l'armée se porterait d'Albert jusque vers Corbie, et de Ligny sur Péronne.

Le but principal de tous ces mouvements était de montrer les troupes à l'adversaire, mais tout engagement devait être évité (2).

Le général Faidherbe s'était préoccupé également de renforcer son armée pour l'entreprise qu'il allait tenter. Dès le 13 janvier, il avait donné ordre au colonel Pauly, qui commandait aux environs d'Arras une brigade de gardes mobilisés du Pas-de-Calais nouvellement formée, de se porter le 15 janvier autour d'Authuille, un peu au nord d'Albert. La brigade Isnard, alors au sud de Cambrai comme nous l'avons vu, était destinée à former un nouvel appoint de forces pour l'armée du Nord. Des ordres lui étaient donnés pour qu'elle se dirigeât sur Saint-Quentin, de manière à y rallier l'armée à son passage.

---

(1) Lettre de Gœben à de Moltke, 15 janvier 1871.

(2) Voir Rappe : Ordre de mouvement pour le 15 janvier. La cavalerie de l'armée venait d'être portée de 4 à 6 escadrons, en y comprenant 2 escadrons de gendarmerie.

Pendant que les reconnaissances du 15 janvier s'effectuaient sans incident, le général Faidherbe donnait ses ordres pour la marche de l'armée sur Saint-Quentin ; elle devait commencer le lendemain à 7 heures et demie du matin ; la division Derroja se porterait par Fricourt, Montauban, Guillemont, Sailly et Manancourt sur Nurlu et ses environs, où elle cantonnerait. Celle de du Bessol irait par Contalmaison, Longueval, Morval, Sailly-sur-Etricourt et les environs.

Quant à la division Payen, elle se dirigerait sur Fins, en passant par Flers, Le Transloy et Rocquigny. Pour celle de Robin, elle garderait ses cantonnements du 15 janvier, tout en surveillant attentivement les routes venant du sud. Enfin, la brigade Pauly se porterait sur Miraumont, à dix kilomètres au sud de Bapaume, de manière à se tenir prête à suivre les mobilisés du Nord.

Les trains et la réserve d'artillerie devaient se porter sur Equancourt, en suivant la route tenue par la division Payen. La cavalerie, soutenue d'un bataillon du 22e corps, couvrirait l'arrière-garde, après avoir poussé dans la matinée deux reconnaissances sur Bouzincourt et Dernancourt ; elle suivrait ensuite la division du Bessol (1). L'ensemble de l'armée allait faire une étape d'environ 25 kilomètres.

Cette marche débuta dans de fâcheuses conditions ; le désordre était si grand dans ces troupes improvisées que, presque partout, elles quittèrent leurs cantonnements notablement après l'heure fixée. En outre, le pluie avait commencé à tomber et une épaisse couche de verglas couvrait les routes durcies par la gelée des jours précédents. La marche des convois en fut fort retardée ; sur plusieurs points, les soldats durent s'atteler aux voitures de l'artillerie ou des convois.

Aussi, une partie des troupes ne put-elle atteindre les cantonnements fixés ; d'autres y arrivèrent très avant dans la soirée : au lieu de se trouver aux environs de la ligne Guyencourt-Heudicourt, le 22e corps n'avait pu dépasser Combles et Sailly, à dix ou quinze kilomètres en arrière : c'était un contre-temps de la plus haute gravité.

Le général Faidherbe donna dans la soirée, de Manancourt, ses ordres pour le lendemain ; la division Derroja devait se diriger par Templeux, Marquaix et Bernes, pour aller cantonner autour de

(1) La division Derroja devait cantonner à Nurlu, Liéramont, Guyencourt, la division du Bessol à Manancourt, Etricourt, Equancourt ; la division Payen, à Fins, Sorel, Heudicourt. (Rappo.)

Vermand ; la division du Bessol suivrait le même itinéraire et s'établirait autour de Pœuilly, en seconde ligne.

Celle de Payen marcherait par Nurlu, Villers, Roisel et passerait la nuit aux environs de Jeancourt. Quant à la division Robin, elle cantonnerait autour d'Etricourt, après avoir suivi l'itinéraire Bapaume, Le Transloy, Rocquigny. La brigade Pauly devait se porter de Miraumont sur Ytres, à hauteur de la division Robin. Le train et la réserve d'artillerie se rendraient à Vermand, en suivant la division Derroja.

C'était une marche d'à peu près 18 kilomètres que l'armée avait à faire ; mais elle allait se trouver dans le voisinage immédiat de l'ennemi, et les conditions de son mouvement tendraient à devenir de plus en plus difficiles.

Le général de Gœben n'avait pas été longtemps à ignorer la direction prise par son adversaire. En effet, par suite d'ordres prématurés ou mal compris, la brigade du colonel Isnard avait commencé dès le 15 janvier son mouvement sur Saint-Quentin, et sa présence aux environs de Ribécourt, entre Le Catelet et Cambrai, était signalée à cette date par la cavalerie du général de Barnekow. La présence d'un détachement de 10 à 12,000 hommes, avec du canon (1), entre Cambrai et Saint-Quentin, avait déjà donné l'éveil au général de Gœben. Par contre, la 3e division de cavalerie lui faisait connaître, dans la matinée du 16, que des forces françaises importantes s'étaient montrées au nord de l'Hallue : restait à savoir quelle était la véritable de ces deux démonstrations. Afin de s'en assurer, le général de Gœben prescrivit de diriger sur Albert une attaque concentrique partie de l'Hallue et de la Somme, dans la journée du 17 janvier.

Les nouvelles qui suivirent ne lui en laissèrent pas le temps ; Le Catelet et Bellicourt étaient occupés dans la journée du 15 par des détachements français : un de leurs bataillons venait plus à l'est à Fresnoy-le-Grand, sur la route de Bohain à Saint-Quentin. Les avant-postes de la 12e division de cavalerie étaient repoussés sur ces trois points et le général de Gœben en recevait avis le 16 au matin.

Il prescrivait aussitôt au général de Lippe de se retirer sur Ham au cas où il serait pressé par les Français. De son côté, le général de Barnekow reçut l'ordre de les aborder de flanc, s'ils continuaient leur marche sur Saint-Quentin ; mais ce dernier

(1) Chiffres fort exagérés : la brigade Isnard comptait 9 petits bataillons et 10 pièces, c'est-à-dire 5,000 hommes au plus.

ordre parvint trop tard à son adresse et le général de Barnekow se borna à renforcer les troupes qu'il avait placées à Vermand, sur son flanc droit.

La brigade Isnard continuait, entre temps, sa marche vers le sud : dès le matin du 16 janvier, elle s'emparait du passage du canal, à Bellenglise, sur la route de Cambrai à Saint-Quentin, et entrait dans cette dernière ville, après un petit engagement près du faubourg Saint-Jean. La cavalerie saxonne se retirait sur Ham, en abandonnant plusieurs voitures de vivres ou d'effets.

La marche d'un fort détachement français, de Cambrai sur Saint-Quentin, pouvait n'être encore qu'une feinte de Faidherbe et le général de Gœben n'avait rien changé à ses premières dispositions ; mais, dans la nuit du 16 au 17, il reçut des informations qui ne lui laissaient aucun doute sur les projets de son adversaire : un officier d'artillerie de la garde mobile, fait prisonnier près de Fins dans la soirée du 16, avait déclaré que trois bataillons et deux batteries devaient cantonner à Sorel, le jour même.

Un peu plus tard, un officier de la 3e division de cavalerie venait annoncer qu'Albert avait été trouvé évacué dans la journée du 16. Enfin, d'autres renseignements venus de Barnekow et de Kümmer confirmaient également la marche des Français dans la direction du sud-est. Un mouvement de Faidherbe sur Saint-Quentin avait seul pu motiver ce concours de circonstances.

Pour y parer, le général de Gœben pouvait choisir entre deux lignes d'opérations : concentrer tout ce qu'il avait de troupes sur la Somme, d'Amiens à Ham, et se porter, en deux marches, entre Cambrai et Saint-Quentin, de manière à couper son adversaire des places fortes qui lui servaient de base. Il pouvait également se lancer à sa poursuite, réunir en marchant les détachements qu'il avait éparpillés à peu près parallèlement à la ligne suivie par l'armée française. Il l'attaquerait alors de flanc et à revers pendant sa marche, de manière à la mettre dans une situation fort critique.

Le premier plan d'opérations pouvait donner de plus grands résultats ; coupée de sa base, l'armée du Nord eût dû renoncer à son mouvement vers l'est et chercher à se replier par un grand détour au nord, en courant risque d'être assaillie de flanc pendant sa marche ; ou elle aurait attaqué elle-même l'armée de Gœben, et la composition de cette dernière eût assuré la victoire aux Allemands. L'armée du Nord, battue et coupée des places, aurait été anéantie d'un seul coup.

Ce plan séduisant était naturellement le moins sûr, car, outre les chances d'insuccès qu'il faut toujours prévoir à la guerre, il

comportait l'obligation d'abandonner quelque temps les communications allemandes sur Laon, Soissons et Reims à la merci des Français. Le général de Gœben crut devoir y renoncer.

Il donna ordre à la division de Lippe de se porter le 17 de Ham sur Flavy-le-Martel, à mi-chemin de La Fère, de manière à garder le débouché de la vallée de l'Oise et la route de Saint-Quentin à Laon.

Le prince Albert devait appuyer également vers l'est et occuper Nesle ; la division de Kümmer se porterait sur la ligne Licourt, Villers-Carbonnel, au nord de Nesle. Enfin, le général de Grœben, avec une partie des troupes du I^er^ corps (1) et une brigade combinée de cavalerie (2), s'établirait à Cléry-sur-Somme, à quelques kilomètres à l'ouest de Péronne.

Les dernières troupes du I^er^ corps arrivées à Amiens (3) devaient former la réserve et iraient à Harbonnières, à mi-chemin entre Amiens et Nesle.

Pour les marches à exécuter le 17 janvier, toutes les mesures devaient être prises afin d'alléger les troupes ; les havresacs seraient transportés à leur suite sur des voitures de réquisition.

D'après les projets du général de Gœben, la plus grande partie de l'armée allait se trouver, le soir du 17 janvier, en voie de concentration dans le quadrilatère Péronne, Vermand, Flavy-le-Martel et Nesle. Le reste des troupes serait à portée d'intervenir rapidement dans la lutte qui s'annonçait imminente.

Le grand quartier général, dès la nouvelle de l'entrée des Français dans Saint-Quentin, avait prescrit au XIII^e^ corps de se diriger d'Alençon sur Rouen ; le général de Gœben pouvait donc tirer d'autres renforts de ce dernier point et il donnait l'ordre de diriger sur Amiens 3 bataillons et une batterie du I^er^ corps, qui y arrivèrent les 18 et 19 janvier. En même temps le général de Moltke lui faisait savoir que, pour les mêmes dates, une brigade de l'armée de la Meuse, transportée par voie ferrée, débarquerait à Tergnier.

---

(1) 8 bataillons, 3 escadrons, 4 batteries sous le commandement du général de Memerty.

(2) 12 escadrons, 1 batterie à cheval, sous les ordres du général de Dohna.

(3) 3 bataillons et 2 batteries.

CHAPITRE XXXII

Combats de Templeux, de Pœuilly et de Vermand.

Si le général de Barnekow avait exécuté l'ordre qui devait le jeter sur les flancs de la brigade Isnard, ou même s'il eût gardé ses positions du 15 janvier entre Vermand et Péronne, une rencontre sérieuse eût été inévitable, dès le 17 janvier, entre lui et l'armée du Nord. Mais, comme nous l'avons vu, l'ordre du 16 janvier lui parvint trop tard et il se retira sur Ham, attribuant à la pointe d'Isnard sur Saint-Quentin plus d'importance qu'elle n'en avait réellement. La 16e division n'avait plus dès lors que des détachements insignifiants au nord de la Somme.

Leur présence fut l'occasion de quelques escarmouches avec l'avant-garde du 22e corps. En débouchant de Templeux, à quelques kilomètres à l'ouest de Péronne, la division Derroja fut accueillie par des coups de feu partis du bois de Buire; une batterie fançaise y jeta quelques obus et le fit évacuer; le 17e bataillon de chasseurs et un bataillon du 68e de marche traversèrent le bois et occupèrent Tincourt après un petit combat; l'artillerie allemande couvrit la retraite du reste du détachement (1).

Près de Vermand, la brigade Aynès rencontra un second détachement prussien (2), qui se retira après un échange de coups de feu. Les pertes des deux parts avaient été insignifiantes.

Le général Faidherbe espérait atteindre le lendemain, malgré l'éveil donné à l'ennemi, la vallée de l'Oise; il avait donné ordre à la division du Bessol de se porter, par Caulaincourt, Beauvois, Roupy, sur Grand-Séraucourt, où elle devait passer la Somme, pour aller cantonner dans la vallée de l'Oise, autour de Moy.

La brigade Foerster, de la division Derroja, devait précéder la division de Bessol; la brigade Aynès, ainsi que les trains du 22e corps, suivrait au contraire la route de Vermand à Saint-Quentin. La division Derroja devait cantonner le soir autour de Berthénicourt.

La division Payen se porterait également par Vermand sur Saint-Quentin et s'établirait autour de Sissy. Quant à celle de Robin, elle devait se porter sur la route de Cambrai à Saint-Quentin et cantonner autour de Bellenglise.

La brigade Pauly marcherait par Fins, Heudecourt, Epehy,

(1) 2 bataillons, 2 escadrons, 4 pièces.
(2) 1 bataillon, 1 escadron, 2 pièces.

pour cantonner à Lempire et à Ronssoy, à quelques kilomètres à l'ouest du Catelet. Elle était destinée, ainsi que la division Robin, à garder les communications de l'armée vers le nord.

Quant à la réserve d'artillerie et aux parcs, ils devaient s'établir à Mézières-sur-Oise avec le quartier général ; les trains resteraient à Saint-Quentin.

Le général en chef avait fait les recommandations les plus formelles afin d'alléger les convois et de les séparer des colonnes ; le bon ordre devait être maintenu dans ces dernières sous la responsabilité personnelle de tous les commandants d'unités : la recommandation de marcher au canon en cas d'attaque était faite à nouveau.

Cette prescription se trouvait être d'autant plus opportune, que les ordres donnés aux troupes allemandes allaient amener fatalement une rencontre. Les différentes nouvelles reçues dans la journée du 17 avaient confirmé les suppositions de Gœben au sujet de la marche des Français. Il les croyait plus loin vers l'est qu'ils ne l'étaient réellement et s'attendait à trouver la masse principale de leurs forces concentrée autour de Saint-Quentin.

D'après cette hypothèse, il prescrivit au général de Lippe de se porter sur Vendeuil et Moy, d'où il reconnaîtrait la vallée de l'Oise et les routes allant vers le nord. Le général de Barnekow devait se porter de Ham sur Jussy, où il tiendrait à la fois le passage du canal Crozat et la croisée des routes de Saint-Quentin, La Fère, Chauny, Guiscard, Ham et Péronne. Le prince Albert se porterait de Nesle à Ham, d'où il relierait les deux divisions du VIII^e^ corps.

Le général de Kümmer devait en effet se porter par Tertry sur Etreillers, d'où il reconnaîtrait les positions françaises à l'ouest de Saint-Quentin ; quant à de Grœben, il se rendrait à Vermand, où il prendrait les ordres du général de Kümmer. La réserve de l'armée suivrait le mouvement sur Ham, où irait également le général en chef.

L'armée allemande allait donc se trouver partagée en deux masses principales : l'une, de Jussy à Ham et l'autre, d'Etreillers à Vermand, séparées par un intervalle de dix kilomètres au moins et occupant un front total de plus de trente kilomètres. Cette situation aurait pu devenir des plus dangereuses en face de l'armée du Nord, qui était concentrée sur un front beaucoup moindre. Ce ne fut que par un concours malheureux de circonstances que les Allemands n'expièrent pas la faute commise par leur général en chef.

La marche de l'armée du Nord commença le 18 janvier sans incident ; la colonne du sud avait déjà en grande partie dépassé

Beauvois, et la brigade Pittié, qui marchait la première, avait franchi la Somme à Grand-Séraucourt, quand la dernière brigade de la colonne, celle du colonel Foerster, fut attaquée par les Allemands de Kümmer.

La brigade de Bock avait franchi la Somme près de Saint-Christ et s'était dirigée sur Tertry, pendant que celle de Strübberg s'avançait par Brie sur Estrées-en-Chaussée; les deux colonnes devaient se réunir à l'est de ces deux points pour marcher sur Etreillers, suivant les ordres du général en chef.

En approchant de Tertry, le colonel de Bock apprit que, le matin, des troupes françaises avaient traversé le village, se dirigeant sur Beauvois. Le colonel de Bock atteignit Tertry peu après, vers 10 heures, au moment où une colonne française achevait de défiler entre Caulaincourt et Trefcon, dans la direction de Beauvois. C'était la brigade Foerster; le convoi du 22e corps, qui la suivait (1), dépassait à peine les dernières maisons de Caulaincourt qu'une batterie allemande prenait position à l'est de Tertry et canonnait la sortie sud de Caulaincourt, pendant qu'un bataillon du 65e était poussé vers Trefcon, de manière à couper la queue de la colonne. En même temps, de Bock lançait sur le convoi deux escadrons du 7e hussards qui le surprenaient et le mettaient en désordre; quelques voitures étaient renversées et les autres rebroussaient chemin sur Caulaincourt (2). Un bataillon du 44e mobiles (Gard), qui servait d'escorte, était également dispersé; mais, un peu plus loin, les hussards se heurtaient aux mobiles d'un bataillon de Somme et Marne, commandés par le colonel de Brouard, et étaient repoussés par un feu à bonne portée, qui leur causait d'assez fortes pertes (3). Ils se dirigeaient entre Tertry et Lanchy, d'où ils couvraient la droite de Bock.

Le colonel Foerster, au bruit du combat soutenu par son arrière-garde, avait arrêté immédiatement sa brigade et l'avait ramenée à l'ennemi. Une section de 4 prenait position en face de la batterie prussienne, mais pour être bientôt réduite au silence, et Trefcon était occupé vers midi, sans grande résistance, par le 65e.

Pendant que le convoi du 22e corps se dirigeait de Caulaincourt sur Vermand, avec les débris du bataillon du Gard, le général du Bessol avait appris, à Roupy, l'attaque dont son arrière-garde

---

(1) Contrairement aux ordres donnés par le général en chef.

(2) Et non sur Cambrai, comme le dit la *Relation officielle du grand état-major prussien*.

(3) 15 hommes, 29 chevaux (*Relation du grand état-major.*)

était l'objet ; il arrêtait aussitôt la brigade de Gislain face au sud et revenait en toute hâte sur Beauvois, après avoir averti le général Derroja.

La brigade Foerster tentait à ce moment de déboucher de Beauvois sur Trefcon ; le colonel de Bock avait dû renforcer le bataillon, qui occupait ce village, d'un second bataillon du 65e. Trois batteries étaient venues successivement s'établir entre Trefcon et Tertry, en face des deux batteries du général du Bessol. Le débouché des Français au nord de Beauvois fut donc arrêté ; mais comme l'artillerie allemande souffrait beaucoup du feu des tirailleurs embusqués en avant de ce village dans des bouquets de bois, la brigade de Bock dut faire un mouvement en avant pour la dégager.

Ce mouvement fut bientôt arrêté : la ligne française s'étendait vers Lanchy et menaçait le flanc droit des Allemands ; ceux-ci demeurèrent sur la défensive. Vers 2 h. 1/2, le général du Bessol, croyant que l'ennemi n'avait d'autre but que de ralentir la marche de l'armée, donna ordre de rompre le combat et de reprendre le mouvement sur Roupy (1), ce qui se fit sans difficultés.

Sur les entrefaites, un nouveau combat commençait au nord de Trefcon.

La brigade de Strübberg avait atteint Estrées-en-Chaussée seulement vers 11 h. 3/4 ; elle s'y mit en relation avec les troupes du général de Grœben, qui se dirigeaient alors vers Pœuilly-Vermand. A ce moment, le capitaine de vaisseau Payen, surpris pendant sa marche sur Vermand par le bruit du combat de Trefcon, dirigeait la brigade Michelet sur Caulaincourt et la brigade de Lagrange sur Pœuilly. Le convoi du 23e corps continuait seul sur Saint-Quentin, précédé par la brigade Aynès du 22e corps.

Le général de Kümmer, qui marchait avec la brigade de Strübberg, lui ordonna de prendre position entre la voie romaine et Tertry, en réserve de Bock ; un bataillon du 68e, poussé vers Vraignes, gardait son flanc gauche, et le 8e bataillon de chasseurs, jeté vers la ferme de Cauvigny, surveillait les débouchés des ravins de Pœuilly et de Caulaincourt sur sa droite. Les troupes du général de Grœben entraient également en ligne à la gauche de la brigade de Strübberg. Elles avaient atteint à 9 heures Cléry-sur-Somme

(1) Le grand état-major prussien dit sur Vermand, ce qui est évidemment faux.

et faisaient halte vers midi seulement à Doingt (1), après avoir traversé Péronne.

D'après les ordres donnés antérieurement par de Kümmer, de Memerty devait aller prolonger la gauche de la 15e division, pendant que la brigade de Dohna marcherait plus au nord. Au bruit du combat de Trefcon, le général de Grœben dirigea sur Tertry les troupes de Memerty, puis, s'apercevant du mouvement que la division Payen commençait pour aller de Vermand sur Caulaincourt au secours de du Bessol, il changea sa direction première et porta les troupes du 1er corps sur Pœuilly, de manière à prendre de flanc la division Payen.

En même temps, il donnait ordre au général de Dohna de jeter ses escadrons (2) sur Hancourt de manière à esquisser un mouvement tournant sur la droite française.

Le lieutenant-colonel Michelet avait détaché un bataillon de fusiliers marins dans les petits bois entre Vermand et Caulaincourt, de manière à se relier au reste de la division Payen. Sur le plateau au nord de Caulaincourt étaient établis le 48e régiment de mobiles (Nord) et le 19e bataillon de chasseurs, face au sud ; le colonel Michelet avait pénétré avec deux bataillons de fusiliers marins dans Caulaincourt, où le bataillon du 69e mobiles et des débris de celui du 44e mobiles s'étaient retirés, faisant face à la brigade de Bock. Cette dernière, qui était alors attaquée au sud par la brigade Foerster, allait se trouver entre deux feux quand l'intervention de Strübberg et de la division de Memerty vint la dégager. Comme nous l'avons vu, de Strübberg avait porté le 8e chasseurs à la ferme de Cauvigny, à l'ouest de Caulaincourt ; ce bataillon, suivi en réserve d'un bataillon du 68e, abordait, vers 3 heures, Caulaincourt par le sud-ouest, pendant qu'une partie des troupes de Memerty l'attaquait vers le nord : la plus grande partie de la brigade Michelet avait déjà quitté les abords de Caulaincourt pour faire face à l'attaque de Memerty. Le village était donc enlevé après une courte résistance et une centaine de prisonniers y étaient faits.

La prise de Caulaincourt avait une grande importance pour les Allemands, qui reliaient ainsi les deux parties de leur ligne de combat, jusque-là séparées par ce village. L'entrée en scène

---

(1) Elles avaient mis trois heures pour faire 8 kilomètres ; le général de Dohna avait perdu beaucoup de temps à contourner Péronne avec sa cavalerie.

(2) 9 escadrons et 2 pièces.

des troupes de Memerty avait beaucoup contribué à ce résultat.

Au moment où le combat cessait sur ce point, il commençait plus au nord, vers Pœuilly : ce village avait été occupé par deux compagnies du 69e de marche et par le 19e bataillon de chasseurs ; le reste de la brigade Michelet était au sud. Entre Pœuilly et Soyécourt se trouvait la brigade de Lagrange ; le 24e bataillon de chasseurs tenait Soyécourt et deux bataillons du 72e de marche encadraient le 47e mobiles de ce village à Pœuilly ; un bataillon de mobilisés d'Arras était en réserve. Enfin, une batterie de 4 avait pris position à l'est du ravin.

La situation de Pœuilly, à l'ouest de cet accident de terrain peu franchissable, rendait sa défense difficile pour les Français.

La batterie d'avant-garde de Memerty ouvrait le feu sur Pœuilly vers 1 h. 1/2 et trois batteries la renforçaient successivement en face de l'unique batterie française (1) : elle fut obligée de se rapprocher de Vermand, tout en continuant à tenir tête à l'ennemi. Après une canonnade de longue durée, le 4e régiment d'infanterie prussienne se portait à l'assaut de Pœuilly et y prenait pied. Un combat très vif avait lieu dans le village, qui était occupé et incendié en partie.

Les Allemands traversaient même le ravin à la suite des défenseurs de Pœuilly et abordaient le plateau ; mais ils ne pouvaient pousser plus loin leur succès.

Sur leur gauche, deux escadrons du 14e uhlans observaient la brigade de Lagrange : après s'être engagés dans un vallon entre Fléchin et Soyécourt, ils chargèrent un bataillon du 47e mobiles, qui se trouvait près de ce dernier village. Ils réussirent à culbuter un premier groupe, mais furent repoussés par un feu rapide du reste du bataillon avec d'assez fortes pertes (2).

A ce moment, le général de Memerty se trouvait complètement arrêté dans son mouvement offensif ; malgré la supériorité de son artillerie, ses bataillons se maintenaient difficilement sur la lisière du plateau, en face de la division Payen : il était d'ailleurs obligé de se couvrir vers Soyécourt, encore occupé par une partie de la brigade de Lagrange. D'ailleurs, la division Robin apparaissait entre Vendelles et Soyécourt ; la brigade de Dohna s'était bornée à une canonnade inoffensive dirigée sur Soyécourt et les masses des bataillons de Robin se montraient sur le flanc

---

(1) 2 batteries étaient restées inactives à l'ouest de Vermand.

(2) 10 hommes, 17 chevaux.

gauche des Allemands, qui ne pouvaient continuer leur marche sur Vermand en leur présence ; en outre, la division Payen devenait de plus en plus pressante ; le général de Grœben donna à de Memerty l'ordre de se retirer sur Pœuilly.

Cette retraite s'effectua sans trop de difficultés ; des retours offensifs des Allemands arrêtèrent la poursuite de la division Payen ; d'ailleurs, la nuit tombait et les Français avaient hâte de reprendre leur marche sur Saint-Quentin.

Vers la chute du jour le combat, avait cessé dans toute l'étendue du champ de bataille.

En apprenant que les divisions du Bessol et Payen étaient attaquées auprès de Vermand, le général Faidherbe avait cherché à diriger sur ce point tout ce qu'il avait de troupes disponibles. La brigade Aynès, qui se trouvait déjà à Saint-Quentin, recevait l'ordre de se reporter sur Vermand. Elle n'y arrivait qu'à la nuit, alors que sa présence y était devenue inutile, et rentrait à Saint-Quentin après une marche des plus pénibles. La brigade Isnard, depuis la veille au sud de la ville vers la route de Ham, avait été également portée sur Vermand, mais elle ne dépassa pas Holnon. Ces mouvements n'avaient eu d'autre résultat que d'accroître considérablement la fatigue des troupes. Pœuilly, Caulaincourt, Trefcon, étaient restés à l'ennemi ; le général de Kümmer avait également occupé Beauvois, dès le départ du général du Bessol (1).

Les combats de la journée avaient fort retardé la marche de l'armée du Nord et ses cantonnements furent tout autres que ceux prévus par le général Faidherbe.

Dans la division Derroja, la brigade Aynès cantonna au faubourg d'Isle ; celle de Pittié passa la nuit à Essigny-le-Grand et Urvillers. La brigade Foerster, de la division du Bessol, s'établit à Grand-Séraucourt et celle de Gislain à Castres et à Contescourt.

Quant à la division Payen, elle demeura dans Saint-Quentin ; celle de Robin, au lieu de se porter sur Bellenglise, resta dans Vermand, Holnon, Selency, Francilly. La brigade Isnard cantonna partie à Saint-Quentin et partie dans les mêmes villages que la division Robin. Le colonel Pauly avait atteint, suivant les ordres donnés, Ronssoy et Lempire.

---

(1) Les Allemands y trouvèrent dans une mare un canon que la maladresse d'un conducteur y avait fait choir. Ce fut la seule pièce de campagne perdue par l'armée du Nord, depuis sa création juqu'à l'armistice.

Le gros de l'armée française était donc établi, le soir du 18 janvier, sur un arc de cercle d'une longueur de 20 kilomètres au moins.

Les Allemands occupaient également une zone de cantonnement très étendue. La division de Lippe était sur les bords de l'Oise, à Moy, Hamégicourt, Brissy, Vendeuil. La division de Barnekow occupait Jussy, Clastres, Montescourt, Remigny; la division de Kümmer demeurait dans Caulaincourt, Trefcon, Beauvois, Lanchy, Testry. Les troupes du colonel de Massow (1) étaient à Pœuilly et Vraignes ; la brigade de Dohna, dans Fléchin.

En seconde ligne, la division du prince Albert cantonnait à Flavy-le-Martel, Aunois et Saint-Simon. La réserve de l'armée était à Ham.

La journée avait été funeste pour l'armée du Nord; ses colonnes surprises dans leur marche et attaquées par des forces très inférieures aux siennes, avaient livré des combats isolés, sans pouvoir rien espérer de leurs efforts individuels. Son mouvement sur Saint-Quentin, qui s'était effectué jusque-là dans de pénibles conditions, se terminait dans de plus fâcheuses encore. Les troupes avaient dû, ou s'arrêter sur place durant de longues heures, ou revenir sur leurs pas au prix d'efforts douloureux (2). Presque toutes avaient atteint leurs cantonnements très avant dans la soirée ; on devine dans quelles conditions s'étaient faites les distributions le même soir.

En outre, l'armée avait subi des pertes relativement considérables : la division Payen, à elle seule, avait perdu près de 500 hommes; les autres troupes laissaient derrière elles un certain nombre de traînards ou d'éclopés.

Les pertes allemandes montaient à 376 tués, blessés ou disparus; plus de la moitié de ces pertes revenaient au 4e régiment, dont l'attaque sur Pœuilly avait été particulièrement sanglante.

Les tristes résultats de cette journée étaient dus, en partie, à un ordre de marche des plus défectueux. La présence des convois en queue de colonne, sur les routes suivies par les deux corps d'armée, avait ralenti leur marche et gêné leur déploiement :

---

(1) Le général de Memerty, grièvement blessé au moment de sa retraite sur Pœuilly, avait laissé le commandement des troupes du Ier corps au colonel de Massow.

(2) Le 91e mobiles, de la brigade Aynès, n'atteignit ses cantonnements qu'à minuit.

les distances trop grandes qui séparaient les éléments des colonnes les avaient empêchées de se porter un secours mutuel. Enfin, le 22e corps était resté découvert sur son flanc droit, ce qui avait permis aux Allemands de le couper sans difficultés. L'absence presque complète d'artillerie à l'arrière-garde de ce corps d'armée le mettait déjà dans des conditions d'infériorité très sensibles vis-à-vis de l'ennemi.

Ces fautes d'exécution auraient dû être d'autant mieux évitées que l'on savait, par les combats de la veille, que l'ennemi ne pouvait être bien loin. Quant à l'attaque des Allemands, faite sans aucun ensemble, avec des forces très inférieures, elle les exposait à un insuccès, si le déploiement latéral de l'armée du Nord eût été moins lent et plus régulier. Avant d'atteindre Saint-Quentin, où l'attendait une sanglante défaite, l'armée du Nord avait eu encore une fois la possibilité de prendre l'offensive dans de bonnes conditions, vis-à-vis d'un ennemi en flagrant délit de concentration : il est sans doute à regretter que, le 18 janvier, au lieu de continuer sur l'est une marche désormais impossible, le général Faidherbe n'ait pas fait tête, avec toutes ses forces, aux troupes allemandes qui l'assaillaient. L'armée du Nord eût tout au moins livré bataille dans des conditions moins inégales que celles où elle allait se trouver le lendemain.

Les destins ne le voulurent pas ; le jour même où les défenseurs de Paris usaient leurs dernières forces dans une sortie dont l'insuccès était escompté à l'avance, la dernière armée française allait être définitivement réduite à l'impuissance.

Le général Faidherbe avait à prendre un parti décisif le soir du 18 janvier. Les combats de la journée lui démontraient qu'il ne pouvait songer à gagner l'ennemi de vitesse : continuer son mouvement vers l'est, avec des troupes épuisées et en face d'un adversaire plus mobile que lui, eût été courir à un désastre.

Se retirer sans combat sur les places du nord lui semblait impraticable ; les troupes allemandes étaient trop rapprochées et les longues colonnes françaises eussent été facilement entamées par elles. Un mouvement en arrière, dans de telles conditions, enlevait au général Faidherbe tout le fruit d'une marche pénible ; il eût influé d'un façon fâcheuse sur le moral de sa jeune armée et sur celui des populations de la région. Enfin, il aurait été un encouragement pour un ennemi que des succès inouïs avaient déjà surexcité au plus haut point.

A supposer d'ailleurs que la retraite eût été possible, elle n'aurait pas été conforme aux ordres du délégué à la guerre et ne pouvait nullement contribuer à dégager l'armée de Paris.

Ces deux partis rejetés, le général en chef avait le choix entre deux autres : faire tête à l'ennemi, en se servant des positions défensives qui entourent Saint-Quentin et en profitant des avantages résultant pour l'armée du voisinage d'une grande ville; ou s'établir à quelques kilomètres au nord dans les magnifiques positions qui dominent le canal, de Bellenglise à Croix.

Nous verrons que le premier plan exposait l'armée à livrer bataille, coupée en deux par un obstacle infranchissable et avec une moitié de ses forces exposées à être jetées dans la Somme.

Le second la forçait à abandonner Saint-Quentin sans combat, mais ce petit inconvénient n'en compensait pas les avantages. L'armée aurait eu son front couvert par le canal et sa retraite assurée en cas d'échec. Pourtant ce fut le premier plan qui fut choisi : le général Faidherbe se décida à demeurer sous Saint-Quentin.

Par contre, le devoir de Gœben était tout tracé. Il lui fallait à tout prix empêcher les Français de se dérober sans combat sur les places du nord; d'ailleurs, le moindre répit leur aurait permis de renforcer leurs positions et de se remettre des fatigues déjà éprouvées. La première armée devait donc se porter en avant sans tarder et chercher à profiter de « l'action dissolvante » que les marches et les combats des jours précédents avaient dû exercer sur des troupes « à peine organisées » (1).

Telles étaient les dispositions morales des deux généraux en chef, la veille de la bataille de Saint-Quentin.

CHAPITRE XXXIII

Théâtre de la bataille de Saint-Quentin.

Saint-Quentin était en 1871 une ville de plus de 30,000 habitants (2) et d'une superficie supérieure à ce que semble indiquer ce nombre. Elle a la forme d'un hexagone à peu près régulier, dessiné par ses anciennes fortifications; leurs traces ont à peu près complètement disparu et un large boulevard extérieur en indique seul les grandes directions. Entre ces limites, la ville s'étale sur les pentes d'une croupe, qui se raccorde vers le nord avec les hauteurs voisines; l'un de ses points les plus élevés est occupé

(1) Ordre pour l'armée du général de Gœben, Ham 18 janvier 1871. (*Campagne de l'armée du Nord* : général Faidherbe.)

(2) 38,924, en 1876.

par la Collégiale, dont le majestueux vaisseau domine au loin les campagnes, jusque par delà Péronne et Laon. Autour de cette église se groupe le centre de la ville, avec ses rues généralement larges, ses maisons en briques, ses usines placées au milieu des habitations; au delà des boulevards extérieurs, de grands faubourgs forment une seconde cité, couvrant de vastes espaces et s'allongeant dans la direction des voies principales qui sortent de Saint-Quentin; le plus important, le faubourg d'Isle, est situé de l'autre côté du canal, de la Somme et du chemin de fer ; la gare et un grand nombre d'établissements industriels en font partie.

Le faubourg d'Isle s'unit, par une suite ininterrompue de maisons, avec une partie du village de Neuville-Saint-Amand, et forme, joint à une sucrerie et une ferme importante, une véritable ville à cheval sur les routes nationales de Guise et de La Fère. Ses abords, limités par les haies de la ferme Saint-Lazare, ou par les grands murs entourant la buerie d'Ostende, au sud de la gare, forment un ensemble assez facile à défendre, particulièrement vers le sud et le sud-est.

Il est vrai qu'une longue croupe ondulée dessine un demi-cercle autour de lui, s'en rapproche par ses extrémités et le domine à courte distance vers la gare et la sucrerie : la présence de ce mouvement de terrain facilite incontestablement l'approche du faubourg.

Au nord, ses dernières maisons touchent à des étangs, ou à des prairies marécageuses qui longent la Somme et le canal, en formant avec les deux cours d'eau un obstacle infranchissable.

De l'autre côté de la rivière, le faubourg Saint-Martin, moins important, s'étend le long de la route nationale de Ham, du chemin de Savy et de la voie romaine de Vermand à Saint-Quentin; il est dominé à très courte distance par la croupe des moulins de Rocourt; entre la route de Ham et la Somme, au-dessous de Saint-Prix, le terrain coupé par le vieux port, perpendiculairement au canal, et couvert de jardins bordés de haies, présente très peu de facilités d'accès.

Plus au nord, le faubourg Saint-Jean s'étend le long de la route nationale de Cambrai, sur une croupe symétrique de celle dominée par la Collégiale et qui offre vers le nord et le nord-ouest des pentes assez faciles à défendre; entre les faubourgs Saint-Jean et Saint-Martin, la lisière de la ville, constituée par les longues haies du jardin Cardon, les murs de Bagatelle et de Monplaisir, est aisée à organiser défensivement.

La partie nord de la ville se prolonge sur la route de Bohain et le chemin de Rouvroy par les faubourgs du cimetière et de Remicourt, qui dominent tous deux la vallée de la Somme, et s'élèvent

au niveau des collines avoisinantes. Les longs murs du cimetière, les haies et les murs des grands jardins et de la pépinière qui terminent Remicourt, ont des vues précieuses sur la vallée de la Somme ou sur les chemins qui viennent d'Omissy, de Morcourt et de Rouvroy. En outre, le mur nord du cimetière voit le débouché de la ville vers la route de Cambrai.

Au delà du cimetière, entre la route de Bohain et le chemin de Morcourt, le jardin des Sœurs de la Croix, entouré de hautes murailles et occupant le sommet d'un mouvement de terrain isolé, constitue un point d'appui très sérieux, pouvant battre efficacement les abords de la route de Bohain vers celle de Cambrai et vers la Somme.

Le terrain des environs de Saint-Quentin a l'aspect d'un vaste plateau ondulé, généralement découvert, à pentes douces, très favorables au feu de l'infanterie, et dont les nombreuses vallées peuvent être utilisées pour le placement des réserves.

A part les prairies des bords de la Somme et les bouquets de bois de sa rive droite, tout le terrain environnant est consacré aux plantes industrielles et aux céréales. Ces deux genres de culture, surtout à l'époque de l'année dont nous parlons, n'opposent aucun obstacle à la marche des troupes, mais ne l'abritent pas davantage.

En revanche, le sol est, en hiver, peu favorable à leurs mouvements. Il appartient à l'étage géologique de la craie : cette dernière est tantôt à nu, tantôt couverte d'argile. De grands courants semblent avoir profondément creusé ses couches superficielles, à des époques antérieures à toute tradition ; la craie qui forme le squelette du terrain, est à nu sur les flancs des coteaux, tandis qu'elle est recouverte sur les sommets ou dans les fonds par des couches de sable ou surtout d'argile.

A la fin de janvier 1871, la craie et l'argile du sol, détrempées par les alternatives de gelée et de pluie, rendaient le parcours à travers champs difficile. En outre, les pentes légèrement infléchies des environs de Saint-Quentin sont interrompues fréquemment par des talus plus ou moins rapides, quelquefois assez élevés, qui séparent les champs les uns des autres (1). C'était un obstacle de plus pour la marche de l'artillerie et de la cavalerie sur le champ de bataille.

Les chemins de culture et beaucoup de chemins vicinaux des environs de Saint-Quentin, sont, en hiver, complètement défoncés par le passage des lourdes voitures du pays, chargées de betteraves

(1) Les *rideaux*, dont nous avons déjà parlé.

ou d'engrais; ils sont alors presque complètement impraticables pour la cavalerie ou l'artillerie. C'est dans cet état que les deux armées allaient les trouver le 19 janvier.

Sur la rive gauche de la Somme, une longue croupe dessine, nous l'avons dit, un arc de cercle autour du faubourg d'Isle; venue des environs de Mesnil-Saint-Laurent, elle s'infléchit vers l'ouest, est couronnée successivement par Neuville-Saint-Amand, par le jardin du Raulieu (1), par le hameau du Pire-Alle, et les moulins de Tout-Vent; elle va finir dans la Somme auprès de Gauchy et de la sucrerie de la Biette.

Un deuxième mouvement de terrain, parallèle au premier, s'infléchit entre Itancourt et Giffécourt; il se termine par la butte des moulins de Giffécourt; un vallon, celui de Grugies, qui naît au sud de Neuville-Saint-Amand, le sépare de la croupe de Tout-Vent.

Une troisième colline, dont l'origine est à Urvillers, et qui est couronnée par Essigny-le-Grand, vient finir vers Contescourt; le vallon de Castres la sépare de la précédente.

Ces trois mouvements de terrain se relient, au delà de Mesnil-Saint-Laurent, à ceux qui dominent la vallée de la Somme et celle de l'Oise et au travers desquels passe la route de Guise. Vers le sud, les ondulations du sol deviennent au contraire beaucoup moins accentuées, et ce n'est qu'au delà de la voie ferrée d'Amiens à Rouen que surgissent les hauteurs des deux rives de l'Oise.

L'ensemble de la position, sur la rive gauche de la Somme, était favorable aux Français; les mouvements de terrain que nous avons décrits constituaient d'excellentes positions défensives; le seul inconvénient de ces dernières venait de ce qu'elles n'étaient pas nettement délimitées vers leurs extrémités et qu'elles pouvaient entraîner l'armée à étendre beaucoup son front.

De l'autre côté de la Somme, les positions françaises étaient beaucoup moins nettement indiquées; le large plateau qui s'étend à l'ouest de Saint-Quentin se termine sous la forme d'un angle aigu, dont les côtés seraient figurés par la vallée de la Somme et celle où serpente le chemin de Vermand. Sur ce plateau se trouvent plusieurs bois taillis, ceux d'Holnon et de Savy, fort épais et d'un accès difficile en dehors des sentiers. Le gros village de Savy est, par sa forme groupée, d'une défense facile; mais ceux de la vallée de la Somme, Dallon, Œstre, Rocourt, sont formés de maisons disséminées comme sur la rive gauche de la rivière.

Entre les bois d'Holnon et ceux de Savy se trouve un groupe de

(1) Ou maison Patte.

hameaux, Holnon, Selency, Francilly, peu distants les uns des autres et formant un dédale inextricable de chemins creux, serpentant entre des vergers, des fermes et des maisons éparses.

Le plateau de Savy-Holnon détache vers le nord-est deux éperons : l'un, entre le chemin de Vermand et la voie Romaine, est couronné par le bois des Roses, groupe de petites habitations entourées de haies; l'autre, qui porte les moulins Coutte et de la Tour, se relie à la croupe où s'élèvent une partie des maisons et du parc de Fayet.

Ce village est formé d'habitations disséminées, s'étendant jusque dans le fond d'un vallon qui descend vers le bois des Roses. Le parc, entouré de haies en bon état, bien boisé lui-même et renfermant un groupe de bâtiments importants (château de Fayet), devait être d'une défense facile.

Au nord de Fayet et d'Holnon s'étend un espace très mamelonné, sans que les pentes y aient une grande importance; l'ensemble s'infléchit graduellement jusqu'à la vallée de l'Omignon, petit cours d'eau perpendiculaire à la route de Cambrai et bordé de nombreux villages.

Les positions de la rive droite de la Somme, défavorables en somme aux troupes françaises, étaient moins nettement indiquées que celles de la rive gauche; leurs abords n'étaient pas aussi découverts, surtout du côté de la Somme et vers Holnon. Le groupe Francilly-Selency-Holnon, précédé de bois à courte distance, devait être en particulier d'une défense difficile.

L'une des forces principales des positions autour de Saint-Quentin, et aussi une des causes de faiblesse qu'elle pouvait présenter, venait de la Somme : cette rivière, très proche de sa source, s'accroît, dans les environs de la ville, de sources importantes, et atteint une largeur de 7 à 12^{m}, avec une profondeur de 0^{m},80 à 1^{m},60; son importance comme obstacle vient de la nature tourbeuse de son lit et de ses abords marécageux. En outre, elle est suivie, à partir de sa source, par la rigole de l'Oise, puis par le canal de Saint-Quentin, dont la largeur est beaucoup plus considérable (18 à 20^{m} au niveau des berges) et dont la profondeur atteint 2^{m} ou 2^{m},50 (1).

Le nombre des ponts est relativement très restreint sur la rivière et le canal. Dans les limites du terrain qui nous intéresse, il n'existait en 1870-1871 que les ponts de Grand-Sé-

(1) Notice statistique de l'Aisne.

raucourt, à 11 kilomètres au sud de la ville, ceux de Fontaine-les-Clercs à 7 kilomètres environ, ceux de Saint-Quentin, de Rouvroy, de Morcourt et d'Omissy au nord. Les ponts de Grand-Séraucourt avaient une grande importance, car ils servent au passage du chemin de grande communication de Péronne à La Fère. C'était donc un point de liaison obligé pour les deux fractions d'une armée opérant par les deux rives de la Somme contre Saint-Quentin.

Les voies de communication sont nombreuses autour de cette ville. La rive gauche de la Somme est coupée du nord au sud par le chemin de fer d'Erquelines à Tergnier; après avoir suivi la vallée de la Somme jusqu'auprès de la Biette, il s'engage sur les croupes dont nous avons parlé, au travers d'une succession de remblais et de déblais assez importants, qui devaient jouer un grand rôle dans la journée du 19 janvier.

En outre, trois directions principales menaient des positions allemandes sur Saint-Quentin, par la rive gauche de la Somme : la route nationale de la Fère, dont la ligne droite unit cette petite place à Saint-Quentin ; le chemin de Chauny, ancienne voie romaine, dite aussi chaussée Brunehaut, qui traverse le canal Crozat à Saint-Simon ; le chemin de Grand-Séraucourt, qui longe la vallée de la Somme.

La route nationale de Guise était de nature à servir de ligne de retraite aux troupes françaises; mais elle suivait une direction tout à fait excentrique vers le nord-est, et les Français n'auraient pu la prendre qu'au risque d'une attaque de flanc, et en s'éloignant de leur base d'opérations.

La seule ligne de retraite, pour la partie des troupes françaises qui combattait sur la rive gauche de la Somme, passait donc par le faubourg d'Isle et la ville, en traversant la rivière et le canal sur deux ponts étroits, fâcheuses conditions qui, à un moment donné, pouvaient amener un désastre.

Quatre directions principales menaient des positions allemandes de la rive droite à Saint-Quentin ; c'étaient, en venant de la Somme, la route nationale de Ham, qui traverse successivement Roupy et Rocourt avant d'atteindre le faubourg Saint-Martin ; le chemin de Savy, qui suit une crête dominant le plateau triangulaire dont nous avons parlé ; la voie Romaine, en très mauvais état, qui va en ligne droite de Vermand à Saint-Quentin, en passant par Holnon ; enfin, le chemin de Vermand, qui unit les mêmes points par un détour.

Deux routes pouvaient servir de ligne de retraite aux trou-

pes françaises sur cette rive : celle de Cambrai qui se dirige en droite ligne vers le nord, au sortir du faubourg Saint-Jean, et traverse le canal de Saint-Quentin, après son coude de Lesdins, au cabaret de la Bergère, près de Bellenglise. La possession de ce pont et du village devait avoir une grande importance pour l'armée française en cas de retraite.

La route de Bohain, ancienne route départementale déclassée, se dirigeait vers le nord-est au sortir du faubourg du cimetière ; elle traversait à Lesdins le canal et la rigole de l'Oise, pour monter sur le plateau, vers Fontaine-Uterte et Fresnoy-le-Grand. Les ponts de Lesdins étaient également un point de passage obligé en cas de retraite des Français vers le nord.

En somme, l'armée de Faidherbe, si elle se défendait sur les deux rives de la Somme, devait se trouver dans des conditions stratégiques détestables. Elle serait coupée en deux tronçons et n'aurait pour lignes de retraite que les routes de Cambrai et de Bohain. La situation de la partie de ses troupes qui demeurerait sur la rive gauche pouvait devenir particulièrement difficile, si elle était rejetée vers la rivière. Enfin, l'armée courait risque d'être coupée tout entière de sa ligne de retraite, si l'ennemi parvenait à s'établir sur les routes de Cambrai et de Bohain, qui étaient à portée d'une fraction des Allemands.

Pour faire face aux dangers qui menaçaient son armée, le général Faidherbe avait à sa disposition des forces numériquement considérables, du moins pour l'infanterie ; elles montaient à 72 bataillons, 99 pièces, 7 escadrons, 2 compagnies du génie ; mais leur composition laissait fort à désirer. L'infanterie ne comprenait que 27 bataillons d'armée active, contre 23 bataillons de garde mobile et 21 bataillons de garde nationale mobilisée.

L'artillerie était relativement peu considérable : 99 pièces réparties en 15 batteries et 10 pièces non encadrées de la brigade Isnard (1). Sur ce nombre total de pièces, 71 à peine étaient à même de soutenir, sans trop d'inégalité, la lutte contre l'artillerie allemande.

La cavalerie de l'armée du Nord était encore plus faible : elle

---

(1) Sur ces 99 pièces, se trouvaient 26 pièces de 4 de montagne, d'après Daussy ; le reste comprenait 5 batteries de 12, 6 de 4, 1 de 8, 2 obusiers de 14 centimètres lisses.

comprenait cinq escadrons de dragons et deux escadrons de gendarmerie, ces derniers employés uniquement au service de la prévôté.

L'armée du Nord, d'après le général Faidherbe, comptait environ 40,000 hommes. Or les situations du commencement de janvier portaient pour les 22e et 23e corps des effectifs de 15,982 et 15,840 hommes (1), soit au total 31,822 hommes. Cet effectif avait dû diminuer beaucoup à la suite des marches et des combats des jours précédents; il est donc probable que l'évaluation du général Faidherbe est plutôt fort au-dessus qu'au-dessous de la réalité.

La première armée allemande avait une composition beaucoup plus homogène; outre le VIIIe corps presque tout entier, elle comprenait une grande partie du Ier corps et de la 3e division de réserve; enfin, deux divisions de cavalerie, la 3e et la 12e, lui donnaient une supériorité écrasante sur les quatre escadrons de l'armée française.

L'ensemble de ces troupes était excellent; à part les régiments de cavalerie de la division du prince Albert, qui étaient formés d'escadrons de réserve, le reste appartenait aux anciennes formations de l'armée active.

Le total de la première armée devant Saint-Quentin, était de

---

(1) Ces chiffres sont empruntés à l'ouvrage publié par M. Daussy. Ce livre édité chez Tanera en 1873, que nous avons souvent cité, donne des chiffres un peu différents, quoiqu'ils se rapprochent beaucoup de ceux-ci. L'auteur annonyme assure les tenir d'une source officielle. D'après cette version, voici quel était l'effectif des différentes unités le jour de la bataille de Saint-Quentin :

Infanterie : 22e corps		11,017
	Brigade Pauly	2,785
23e corps :		
	Division Payen	6,277
	Division Robin	4,520
	Brigade Isnard	2,800 (approximativem[t]).
	Total	27,399
	Artillerie	2,171
	Génie	462
	Cavalerie et gendarmerie	484
	Autres troupes	581
	Total	31,097

39 bataillons (1), 48 escadrons, 27 batteries, 1 compagnie de pionniers, formant un total d'environ 27,700 hommes d'infanterie (2), 5,580 chevaux et 161 pièces, soit au total 36,000 hommes (3) environ.

L'infériorité numérique de l'armée allemande était donc à peine sensible, si même elle existait réellement ; elle portait exclusivement sur l'infanterie, qui la rachetait d'ailleurs amplement par sa composition.

Quant à la cavalerie, nous avons dit combien elle était supérieure en nombre et en valeur intrinsèque à la cavalerie française. Heureusement pour l'armée du Nord, l'état du sol et des chemins ne devait pas permettre aux cavaliers allemands d'user de toutes leurs forces.

L'artillerie de la première armée était également bien supérieure à celle des Français : 161 pièces allemandes, réparties en 27 batteries, dont 11 lourdes et 16 légères, se trouvaient en face des 99 pièces françaises. Il y avait donc, en faveur de l'artillerie allemande, une très grande supériorité au triple point de vue du nombre, du matériel et du personnel des batteries.

CHAPITRE XXXIV

Bataille de Saint-Quentin. — Attaques des Allemands à la droite.

Premier moment.

Le général Faidherbe donnait, dans la soirée du 18, ses ordres pour le lendemain ; les deux corps de l'armée du Nord devaient se répartir la défense des secteurs distincts que présentaient les positions françaises. Au 23e corps, soutenu par la brigade Isnard,

(1) En y comprenant le bataillon du 96e, arrivé de Tergnier dans l'après-midi du 19 ; l'état-major prussien ne le comprend pas dans ses chiffres parce qu'il ne fut pas engagé ; mais il n'en fut pas moins présent sur le champ de bataille.

(2) En supposant de 700 hommes, effectif moyen des bataillons allemands, celui du 96e.

(3) L'ouvrage du grand état-major prussien donne 32,580 hommes comme effectif total, et ailleurs il évalue à 27,000 hommes l'effectif de l'infanterie et à 5,580 sabres celui de la cavalerie. Il ne reste donc rien pour l'artillerie, pour les pionniers et les divers services : il nous a paru très modéré d'évaluer à 2,720 hommes l'ensemble de ces troupes. Il est presque superflu d'ajouter que le chiffre de 40,000 hommes donné par le général Faidherbe pour l'armée du Nord comprend les troupes de toutes armes. La comparaison établie par le grand état-major prussien entre les chiffres 40,000 et 32,000 est donc loin d'être justifiée.

Campagne du Nord en 1870 71

Henri CHARLES-LAVAUZELLE, Editeur

Théâtre des batailles de Vermand et de St Quentin.

revenait la défense de la rive droite de la rivière ; le 22e corps devait tenir la rive gauche.

Le général Paulze d'Ivoy s'établirait en arc de cercle, sa gauche à la Somme vers Dallon, et sa droite à la route de Cambrai près de Fayet : sa 1re division serait à gauche ; sa 2e division à droite. La brigade Isnard formerait la liaison.

Le 22e corps devait s'étendre suivant une ligne courbe allant de Grugies à la route de La Fère, face au sud; la 1re division occuperait la gauche ; la 2e s'appuierait à la Somme. Le général en chef faisait connaître que l'ennemi aborderait sans doute la position par les directions de Vermand, de Ham, de Chauny et de La Fère. Les lignes de retraite indiquées étaient les routes de Cambrai et de Bohain. La brigade Pauly garderait à Bellicourt les derrières de l'armée.

Les troupes devaient être en position à 5 heures du matin (1).

D'après ces ordres, la protection de la route de Cambrai, la plus importante des lignes de retraite de l'armée, était confiée au 23e corps et particulièrement à la division Robin, c'est-à-dire à ses troupes les plus médiocres. C'était une circonstance qui pouvait avoir une influence désastreuse sur l'issue de la journée.

De son côté, de Gœben donnait les ordres suivants :

Le général de Kümmer devait s'ébranler à 8 heures du matin avec la 15e division, la division combinée de Massow et l'artillerie de corps, pour se porter sur Saint-Quentin par les chemins de Vermand et de Savy : il culbuterait les troupes françaises du 23e corps en les abordant de front, tout en cherchant à les déborder par le nord avec la 3e division de cavalerie.

Au sud, le général de Barnekow, avec la 16e division et la 3e division de réserve, devait marcher sur Saint-Quentin, par le chemin de Grand-Séraucourt, la voie ferrée et la chaussée Brunehaut.

La 12e division de cavalerie se porterait sur la ville par la route de La Fère, en cherchant à déborder la gauche ennemie.

Le détachement de Bœcking, qui devait former la réserve de l'armée, romprait de Ham à 9 heures et suivrait la route de Saint-Quentin.

Au cas où l'ennemi chercherait à se retirer sans combat, la première armée devait le poursuivre « avec la dernière énergie », de manière à mettre à profit sa désorganisation probable.

Au début de l'action, le général en chef marcherait avec la réserve de l'armée ; il serait ensuite avec la division de Kümmer.

---

(1) Daussy.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que le général de Gœben semblait compter sur un succès facile ; aux termes de son ordre pour le combat, les troupes du général de Kümmer devaient suffire à elles seules pour vaincre toute l'armée du Nord. La journée du 19 janvier allait lui prouver qu'il n'en était pas tout à fait ainsi.

D'après ce que nous venons de dire, en face de l'armée française, contrainte par les circonstances à garder un rôle défensif au sud et à l'ouest de Saint-Quentin, les troupes allemandes allaient se porter en avant sur tout leur front, en cherchant à déborder les ailes ennemies avec une partie de leur nombreuse cavalerie. C'était une attaque enveloppante, suivant l'expression du grand état-major prussien, qu'allait tenter le général de Gœben. Il se proposait de suivre les exemples que lui avaient victorieusement tracés les chefs des deuxième et troisième armées allemandes, depuis le début de la guerre. Mais la manœuvre favorite de nos adversaires ne s'était exécutée jusque-là, et n'était du reste possible, qu'avec des effectifs de beaucoup supérieurs à ceux qu'ils avaient en face d'eux. Les conditions n'étaient pas les mêmes pour la première armée : d'ailleurs, le plan du général de Gœben ne pouvait réussir qu'au cas où il serait vigoureusement appliqué par ses lieutenants et surtout par la cavalerie de ses ailes ; nous verrons combien cette dernière fut au-dessous de sa tâche.

Ajoutons enfin que le partage des deux armées en deux tronçons, par un obstacle difficilement franchissable, était propre à annihiler la direction supérieure. C'est ce qui arriva pour la première armée, aussi bien que pour l'armée du Nord, et qui explique en partie le défaut de coordination de la plupart des mouvements exécutés dans cette bataille.

La journée du 19 janvier fut sombre et brumeuse ; le dégel continuait et une pluie glaciale tombait toute la matinée. Le sol était complètement détrempé ; hommes et chevaux y marchaient avec peine.

Le jour n'avait pas encore paru qu'une partie des troupes françaises gagnaient leurs positions de combat. Au 22e corps, un fâcheux incident empêchait la brigade de Gislain de se rapprocher de Saint-Quentin, comme l'ordre lui en avait été envoyé dans la nuit du 18 au 19 janvier. Un officier d'ordonnance du général en chef était enlevé par une patrouille ennemie, au moment où il apportait ces instructions à la brigade. Elle demeura, par suite, aux environs de ses cantonnements

Le colonel de Gislain avait placé deux bataillons du régiment

de Somme et Marne dans Contescourt et Castres : deux bataillons du 70e de marche, établis perpendiculairement au chemin de Grand-Séraucourt, défendaient, vers le point 103, la hauteur qui domine Contescourt. Une batterie de 4 était placée au-dessus du village.

La brigade Foerster s'étendait de la colline de Giffécourt à la sucrerie de Grugies, où elle s'appuyait au remblai de la voie ferrée; le 20e bataillon de chasseurs occupait la sucrerie. Deux batteries de 4 et de 12 tenaient la colline de Giffécourt.

Le général du Bessol avait en réserve un bataillon de Somme et Marne, le 18e bataillon de chasseurs et un bataillon du 69e de marche. En outre, deux bataillons du 69e de marche et du 44e régiment de mobiles (du Gard) étaient demeurés avec le convoi, à Saint-Quentin.

La brigade Pittié s'établissait le long du chemin de Grand-Séraucourt à Saint-Quentin, sa droite au chemin de fer, vers la sucrerie, sa gauche au hameau du Pire-Alle, sur la chaussée Brunehaut ; une batterie de 4 était postée au moulin de Tout-Vent, (cote 121), qui domine au loin la rive gauche de la Somme.

La brigade Aynès quitta ses cantonnements assez avant dans la matinée et s'établit à la gauche de Pittié entre le Pire-Alle et le jardin du Raulieu, sur la route de La Fère. Deux batteries de 4 et de 12 étaient postées sur la colline, entre le Raulieu et le Pire-Alle.

Ces dispositions une fois prises, le 22e corps devait être placé sur une ligne presque parallèle à la Somme, allant de Contescourt aux environs de Neuville-Saint-Amand, sur une étendue de 8 à 9 kilomètres. Son extrême droite serait fort aventurée, puisque sa ligne de retraite devait passer nécessairement par les ponts de Saint-Quentin, à 6 ou 7 kilomètres d'elle, tandis que la gauche du corps d'armée les couvrait seulement à 2 kilomètres de distance au plus.

En face d'un ennemi mieux conduit, la division du Bessol eût pu se trouver coupée de Saint-Quentin et acculée à la Somme dès le début de l'action.

Les positions du général Lecointe n'étaient pas encore complètement prises que les Allemands commençaient l'attaque. Le général de Barnekow s'était mis en marche de Jussy sur Saint-Quentin, par le chemin de Chauny, avec la 16e division, suivie de la 3e division de réserve. Il avait donné au prince Albert l'ordre de diriger de Saint-Simon sur Grand-Séraucourt, dont il savait toute l'importance, deux bataillons du 19e et du 81e, 3 escadrons des

hussards de la garde et une batterie légère, sous les ordres du lieutenant-colonel de Hymmen. Entré dans Grand-Séraucourt, ce dernier n'y trouva qu'un petit détachement français, envoyé en reconnaissance par la brigade de Gislain. Il fut sabré par l'avant-garde.

Hymmen laissa dans le village un bataillon du 81e avec deux escadrons et continua sa marche sur Contescourt. Arrivé au delà de l'éperon boisé qui descend vers le point 98, il se heurta au 70e de marche devant lequel il déploya son bataillon et sa batterie ; mais ses forces étaient insuffisantes, et il dut bientôt garder une attitude expectante.

Cependant le 9e hussards, qui précédait l'avant-garde de la 16e division, avait dépassé Essigny et faisait bientôt connaître que les Français occupaient en force Grugies, la Sucrerie et la colline de Tout-Vent et que de nouvelles troupes apparaissaient sur les hauteurs vers le nord. Le général de Barnekow résolut de se porter sur Grugies, de manière à menacer le centre de la ligne du 22e corps, à le jeter dans la Somme, ou tout au moins à obliger les Français à évacuer Contescourt et Castres. Au lieu de chercher à déborder la gauche du 22e corps et à gagner les ponts de Saint-Quentin, ce qui eût pu amener de très grands résultats, il se bornait à rester dans la lettre de ses instructions et tentait une atttaque de front sur un des points où la ligne française était le moins vulnérable.

La 31e brigade, colonel de Rosenzweig, reçoit l'ordre de marcher sur la croupe de Giffécourt, dans la direction de Grugies ; le 2e bataillon du 69e s'avance en colonne le long du chemin de Chauny ; puis, arrivé au vallon, se porte en ligne de colonnes de compagnies vers Grugies (1). Le 2e bataillon du 29e se dirige sur Contescourt et garde les flancs de Rosenzweig d'une attaque de la brigade de Gislain.

Derrière la 31e brigade, la 32e, colonel de Hertzberg, se déploie au nord d'Essigny ; la 3e division de réserve demeure au sud, dans le pli de terrain qui s'étend vers Benay.

Une batterie lourde et une batterie légère franchissent le vallon de Castres pour appuyer l'attaque de l'infanterie et se portent audacieusement sur la croupe de Giffécourt, où elles commencent le feu ; mais elles sont aussitôt en butte aux projectiles des deux batteries de Giffécourt et de celle de Tout-Vent. En outre, les tirailleurs de la brigade Pittié les gênent beaucoup ; la batterie légère est obligée de repasser le vallon et de venir s'établir sur les

(1) *Grand état-major prussien.*

pentes de la Manufacture ; deux batteries, dont une lourde, viennent bientôt l'y rejoindre.

Cependant, la brigade de Rosenzweig avait continué son mouvement vers la croupe de Giffécourt ; mais quatre attaques qu'elle dirigea sur la Sucrerie furent successivement repoussées par la brigade Foerster; le chemin de fer bordé de haies et profondément encaissé au sud de la Sucrerie, l'usine elle-même, vaste ensemble de constructions entourées de murs et couvrant une partie des pentes à l'ouest de la voie, formaient d'excellents points d'appui. Le 20e bataillon de chasseurs, établi le long de la tranchée, à l'est et dans une direction perpendiculaire, cribla de ses feux croisés le 2e bataillon du 69e, engagé sur un terrain absolument découvert. Les Allemands furent forcés à la retraite et une partie de la brigade Foerster passa le vallon de Castres à leur suite, des deux côtés de la voie ferrée.

En même temps, le colonel Pittié, pour établir sa liaison avec les troupes de Foerster, avait déployé le 17e bataillon de chasseurs et un bataillon du 68e, qui marchaient vers la croupe de Giffécourt, à cheval sur le chemin de Chauny.

Les Français se portaient en avant daus toute cette partie du champ de bataille. Pour rétablir le combat, le colonel de Rosenzweig dut déployer six nouvelles compagnies du 29e, qui prirent la droite du 69e et concoururent à rejeter la brigade Foerster sur la Sucrerie, tandis que Barnekow portait en avant une partie de la brigade de Hertzberg, en face du colonel Pittié.

Après l'exécution de ces mouvements, la 16e division se trouvait disposée de la façon suivante : dix compagnies étaient en première ligne ; deux du 70e à la droite, puis une du 69e, sept du 29e; deux compagnies du 40e étaient en deuxième ligne; trois compagnies du 69e, très éprouvées par leur échec et manquant de munitions, avaient été ramenées en arrière; un bataillon du 29e gardait les passages de la voie ferrée à l'ouest d'Essigny, du côté de la brigade de Gislain.

La 31e brigade, sauf les quatre compagnies du 40e et du 70e que nous venons d'énumérer, était en réserve dans le vallon de Castres, à cheval sur le chemin de Chauny.

La 3e division de réserve n'avait pas quitté ses positions.

Sur ces entrefaites, la batterie lourde de la Manufacture se portait à côté de celle qui s'était maintenue, dès le début de l'action, sur la croupe de Giffécourt et entretenait une lutte énergique avec la batterie de Tout-Vent, renforcée par une de celles de la réserve : deux batteries légères restaient en position au nord de la Manufacture et continuaient à lutter avec l'artillerie française de Giffécourt.

Le combat se maintenait quelque temps indécis ; le colonel Pittié perdait un moment du terrain, mais le commandant Martin, du 68e de marche, ramenait son bataillon en avant et reprenait sa première position au delà du vallon de Grugies.

Quant à la brigade Foerster, elle se maintenait au sud de la Sucrerie.

La tentative du général de Barnekow pour s'emparer de Grugies et couper en deux la ligne du 22e corps avait donc échoué.

Pendant qu'Hymmen, à la gauche du général de Barnekow, continuait une lutte indécise avec la brigade de Gislain, à sa droite, la division de cavalerie saxonne commençait l'attaque de la brigade Aynès. Ses escadrons avaient suivi la route de La Fère à Saint-Quentin et leur avant-garde s'était arrêtée à hauteur d'Urvillers, près de l'auberge du Cornet d'Or. Elle n'était séparée des positions de la brigade Aynès que par le vallon de Grugies, sur les pentes duquel sont divers obstacles, qui peuvent être utilisés comme point d'appui d'une attaque ; à l'est de la route, se trouve un petit bouquet de bois ; à l'ouest, une habitation, le Pontchu, entouré de haies vives et unie à la route par un chemin planté d'arbres. Au delà du Pontchu et de la lisière nord du bois, le terrain se relève en pente douce jusqu'au jardin de Raulieu. Situé à la naissance d'une petite vallée descendant vers la râperie d'Itancourt, cet enclos forme un quadrilatère, dont la partie appuyée à la route de La Fère est limitée par un mur en briques, percé de larges ouvertures fermées par des grilles en bois. Les autres côtés étaient figurés en 1871 par des haies vives de 1 mètre à 1m, 30 de hauteur. A l'intérieur se trouvaient trois petits corps de logis.

Les deux batteries de la 12e division, placées entre Urvillers et Itancourt, à hauteur de l'auberge du Cornet d'Or, ouvrirent le feu contre deux des batteries de la division Derroja, postées au Raulieu. Après une courte canonnade, deux compagnies de chasseurs saxons se portaient à l'attaque du Raulieu ; mais dès qu'elles eurent dépassé le vallon, elles furent accueillies par un feu tellement vif qu'elles durent se replier ; une partie de la brigade Aynès les suivit et arriva jusqu'au Pontchu, qui fut occupé : toutefois, les Français ne purent dépasser ce point.

Vers midi et demi, les tentatives des troupes allemandes, pour débusquer le 22e corps de ses positions, étaient donc restées inutiles. Le général Lecointe pouvait espérer de s'y maintenir jusqu'à la nuit.

CHAPITRE XXXV.

Attaques allemandes à la gauche.

Premier moment (*suite*).

Comme nous l'avons dit, les positions du 23e corps devaient décrire un arc de cercle entre Fayet et la Somme vers Dallon; à l'extrême droite, Fayet était occupé par la brigade Amos, de la division Robin ; au sud de Fayet, à l'ouest de la ferme de Cepy, étaient deux batteries de 4 de montagne, dont la faible portée ne devait pas permettre d'utiliser, comme elles l'auraient pu être, leurs vues sur le bois des Roses et les abords de Selency et de Francilly.

Entre Fayet et Selency, vers le moulin de la Tour, se trouvaient un bataillon et une batterie de 4 (1). Dans Holnon, Francilly et Selency était posté le reste de la division Robin ; des avant-postes avaient été détachés vers la lisière des bois d'Holnon. Au sud du village, se trouvait la troisième batterie (4 de montagne) de la division.

La brigade du colonel Isnard donnait la main dans Holnon à la division Robin ; elle avait dans le village deux bataillons de mobiles des Ardennes.

Le colonel Isnard avait en outre placé, sur le chemin de Vermand, quatre pièces de montagne et deux obusiers lisses de 15 cent. Le reste de son artillerie était demeuré à Saint-Quentin, derrière les barricades du faubourg Saint-Martin et du faubourg d'Isle.

A gauche d'Holnon le reste de la brigade occupait les bois de Savy et barrait, entre les deux parcelles principales, le chemin de Savy à Saint-Quentin.

Derrière ces troupes étaient placées au point 138, en une position très dominante et avec des vues dans toutes les directions, deux batteries de 12 et de 4 de la division Payen.

La brigade de Lagrange occupait l'aile droite du 23e corps, entre le petit bois de Savy et la Somme. Elle tenait la longue croupe découverte, qui descend du point 138 pour finir dans la Somme à Fontaine-les-Clercs, et qui est coupée par la route de Ham entre la Bergère et l'Epine de Dallon. Dans la vallée,

---

(1) Cette batterie appartenait à la division Payen.

elle occupait Dallon et Œstres. En arrière d'elle, au moulin de Rocourt, se trouvaient deux batteries de 12 de la réserve.

La brigade du lieutenant-colonel Michelet, était demeurée au faubourg Saint-Martin ; les issues de la ville vers le sud-ouest avaient été barricadées et quelques dispositions défensives prises le long de la lisière de ce côté de Saint-Quentin : on avait crénelé des murs aux faubourgs de la Chapelle et de Saint-Martin.

Nous avons dit que la brigade Pauly s'était portée sur Bellicourt, pour garder la ligne de retraite de l'armée par la route de Cambrai.

Pendant que ces dispositions étaient prises, le général de Grœben rompait de Pœuilly à 8 heures ; le détachement du colonel de Massow suivait la voie romaine d'Amiens à Saint-Quentin ; la brigade de cavalerie de Dohna flanquait le mouvement à gauche, par Maissemy, Pontru, Pontruet, dans la vallée de l'Omignon.

Le colonel de Massow occupa Vermand sans difficultés ; il n'y trouva que des traînards de la division Robin, restés depuis la veille ; au delà de Vermand, la chaussée romaine, qui devient vite impraticable, s'enfonce dans les bois d'Holnon : elle fut suivie par Massow.

Au débouché de la parcelle est, l'avant-garde prussienne se heurta aux tirailleurs d'un bataillon de mobiles des Ardennes (brigade Isnard), qui s'avançaient pour occuper la lisière du bois : ils furent facilement ramenés et l'avant-garde, profitant des couverts que lui offraient la déclivité de terrain traversée par la chaussée en avant d'Holnon, les sablonnières et les bouquets d'arbres qui la bordent, entra à leur suite dans le village. Il fut rapidement enlevé par un bataillon du 44e. Favorisés par la proximité d'Holnon et de Selency, les Allemands entrèrent dans ce hameau à la suite des fuyards et l'occupèrent bientôt en grande partie. Les compagnies du 44e, soutenues par un bataillon du 1er régiment, s'établirent solidement dans sa partie nord.

Pendant ce temps, deux batteries légères et une batterie à cheval s'établissaient au nord d'Holnon, sur les pentes qui descendent vers Fresnoy-le-Petit ; elles couvraient la marche du gros de la colonne (1), qui se dirigeait d'Holnon sur le plateau des Moulins. Un bataillon de la division Robin s'y trouvait posté, mais sa résistance ne fut pas de longue durée

(1) Trois bataillons du 4e et deux du 44e d'infanterie.

et les mobilisés se replièrent précipitamment sur Fayet et le bois des Roses : une compagnie du 1er régiment, venue de Selency, enlevait en même temps le moulin Coutte et la ferme entourée de fortes haies qui l'avoisine ; le moulin de la Tour fut occupé aussi facilement ; l'artillerie de Massow (vingt-huit pièces), vint s'établir sur le plateau des Moulins, d'où elle dominait complètement Fayet et le bois des Roses.

Tandis que cette action se passait à la gauche de Massow, sa droite terminait la conquête de Selency : deux compagnies du 1er régiment débouchaient même du hameau, franchissaient les pentes rapides du ravin qui le sépare de la croupe du bois des Roses et s'emparaient d'une pièce de montagne (1) ainsi que de deux caissons. Mais la brigade Isnard occupait encore Francilly et aurait pu, par un simple mouvement en avant, couper la retraite des compagnies prussiennes ; elles furent ramenées dans Selency.

La batterie de 4, qui se trouvait au début près d'Holnon, avait gagné le nord de Francilly ; l'artillerie d'Isnard s'était retirée sur le chemin de Vermand, jusqu'auprès de Saint-Quentin ; trois pièces de montagne qui en faisaient partie furent ensuite ramenées à hauteur de Francilly.

Ce hameau est situé sur une petite élévation, à pentes très adoucies, qui l'isole du terrain environnant. Il est séparé de Selency par un espace libre de 400 ou 500 mètres, complètement découvert ; à l'est s'étend la croupe allongée du bois des Roses. Les petits bouquets de bois et les broussailles, qui en couvrent les pentes, étaient encore occupées par une partie des troupes d'Isnard et de Robin.

A l'ouest, entre Francilly et le bois de Savy, se trouve une élévation très peu marquée, il est vrai, mais qui n'en domine pas moins le plateau vers Holnon.

Cet ensemble constituait, avec les bois de Savy, une ligne assez facile à défendre. La brigade Isnard allait s'y maintenir vigoureusement.

Cependant, les vingt-huit pièces du colonel de Massow étaient fort exposées au feu de l'infanterie et de l'artillerie françaises. Les batteries du moulin de Cepy, très avantageusement placées, les battaient de plein fouet ; l'infanterie du bois des Roses et surtout de Fayet, placées sur leurs flancs, rendait leur position difficile. En outre, les munitions de ces pièces, épuisées de la veille,

(1) De la brigade Isnard.

n'avaient pas encore été renouvelées. Elles durent se porter en arrière, au nord d'Holnon.

Le général de Gayl arrivait à ce moment de Rouen avec l'état-major de la 1re division d'infanterie, pour se mettre à la tête des troupes du Ier corps : il laissa au colonel de Massow la direction du combat vers Fayet et prit le commandement des troupes d'Holnon et de Selency. Le combat demeura quelque temps stationnaire sur ces points.

La brigade de cavalerie de Dohna (1) cherchait en ce moment à gagner la route de Cambrai par la vallée de l'Omignon, pour déborder notre droite, suivant ses instructions ; elle s'était avancée par le chemin vicinal qui va de Vermand sur Bellenglise, au nord de l'Omignon, en se couvrant par des patrouilles dirigées sur Vendelles, Jeancourt et le Verguier.

Ces villages, comme ceux de la vallée de l'Omignon, n'étaient occupés que par des traînards du combat du 18 ; ils firent pourtant illusion aux cavaliers allemands, qui annoncèrent la présence à Pontru d'un fort détachement français.

En arrivant à Bellenglise, Dohna se trouva en face de plus de difficultés qu'il ne s'y attendait. Le chemin de Vermand à Bellenglise traverse, avant d'arriver à ce dernier village, le canal de Saint-Quentin sur un pont de charpente : le canal se trouve sur ce point en remblai et domine le terrain environnant de cinq ou six mètres. Derrière cette espèce de digue, s'élève le village de Bellenglise, groupe d'habitations concentrées, dont les premières vers l'ouest dominaient le débouché du pont.

En avant, se trouvent quelques bâtiments, au delà desquels s'étend un terrain découvert montant une pente douce jusqu'au sommet d'un croupe occupée par le cimetière de Bellenglise.

A l'approche de la cavalerie allemande, le pont et ses abords avaient été rapidement occupés par un bataillon du 4e mobilisés et par l'escorte du convoi de l'armée, sous la direction du capitaine Tailhade, prévôt de la division Robin. Après avoir été accueilli par une vive fusillade, Dohna reconnut l'impossibilité d'aller plus loin. D'ailleurs, il n'existait pas d'autre pont à proximité : il se retira à Maissemy, d'où il se dirigea sur Fresnoy-le-Petit. Ses esca-

(1) Dohna comptait avec lui 7 escadrons de uhlans et de cuirassiers, et une section à cheval. Par une combinaison singulière, on lui avait donné des escadrons ne possédant pas un fusil, tandis que les hussards de la 15e division restaient avec le général de Kümmer. Tout combat à pied lui était donc interdit.

drons y demeurèrent inactifs jusqu'à la fin de la bataille. Leur présence sur la route de Cambrai aurait pourtant jeté un grand trouble dans les convois de l'armée du Nord.

Pendant que ces événements se passaient à la gauche de la 15e division, le général de Kümmer s'était mis en marche de Beauvois sur Saint-Quentin par Etreillers et Savy (1).

Au sortir de Savy, vers 10 heures, l'avant-garde de la 15e division s'aperçut que Roupy était occupé par quelques cavaliers français. Un des escadrons du 7e hussards reçut l'ordre de leur couper la retraite en gagnant la route de Ham ; il descendit rapidement par le vallon qui va de Savy vers la route ; à ce moment, le commandant de l'escadron français (2) qui se trouvait à Roupy fut averti du mouvement des hussards et donna l'ordre de se retirer ; deux pelotons seulement furent prévenus et suivirent la route de Ham pour gagner l'Epine de Dallon. Les deux autres ne purent être avertis et restèrent déployés en avant de Roupy, faisant le coup de feu sur de l'infanterie prussienne qui passait à grande distance (1,200 ou 1,500 mètres) sur le chemin d'Etreillers à Savy.

Le temps était brumeux ; en arrivant sur la croupe à l'est de la Bergère, les deux pelotons qui se retiraient entendirent la sonnerie française du demi-tour ; ils exécutèrent ce mouvement et se trouvèrent en face d'un parti de cavalerie qu'ils prirent pour l'autre moitié de l'escadron ; c'étaient les hussards prussiens qui les chargèrent aussitôt ; nos dragons étaient haut l'arme, prêts à se déployer en tirailleurs ; ils firent feu presque à bout portant, de pied ferme : la charge n'en passa pas moins ; sur 60 dragons, 30, dont 2 officiers, furent mis hors de combat. L'escadron prussien revint après ce premier choc sur les deux pelotons demeurés vers Roupy, mais ils étaient déjà en retraite et cherchaient à s'échapper du côté de Savy ; ils furent accueillis, en défilant devant le village, par le feu du 65e régiment et ne purent atteindre les lignes françaises qu'après des pertes sérieuses.

Cependant le 7e hussards avait reconnu la position de la brigade Isnard dans les bois de Savy ; la 29e brigade se portait aussitôt en avant pour en déloger les Français ; la 30e restait d'abord en réserve dans le ravin au sud de Savy.

---

(1) Un témoin oculaire, alors sous-officier au régiment de dragons du Nord, et blessé grièvement dans cette rencontre, nous a communiqué la plupart des détails qui suivent et nous a permis de rectifier sur plusieurs points le récit du grand état-major prussien.

(2) Le lieutenant-colonel Beaussin, des dragons de marche, qui était avec l'escadron et fut blessé.

Les deux batteries (1) de la division Payen, qui se trouvaient vers le point 138, ayant ouvert le feu sur l'infanterie allemande, trois batteries de la 15e division, dont deux lourdes, se portèrent au nord-est de Savy pour les forcer au silence. Elles n'y parvinrent pas et les deux batteries françaises se maintinrent toute la journée en position, avec la plus admirable ténacité.

Le petit bois au sud du chemin de Savy avait été promptement enlevé par deux bataillons du 65e, mais les efforts des Allemands pour chasser les Français de celui placé au nord du chemin furent inutiles et, après plusieurs alternatives, ils ne purent se maintenir que sur la lisière ouest.

Le général de Gœben s'était mis en mouvement avec sa réserve, le détachement du colonel de Bœcking, et avait suivi la route de Ham à Saint-Quentin. En atteignant Roupy, il chercha à se rendre compte de la répartition des forces françaises sur les deux rives de la Somme ; le bruit de la canonnade, depuis longtemps très fort du côté de Grugies et d'Essigny, alors qu'il commençait à peine vers Savy et Holnon, avait confirmé pour lui des renseignements antérieurs, d'après lesquels la plus grande partie de l'armée française se trouvait sur la rive gauche de la Somme. Cette supposition était fausse, nous l'avons vu. Néanmoins, il donna au colonel de Bœcking l'ordre de se diriger de Roupy sur Grand-Séraucourt, en lui prescrivant de s'y mettre à la disposition de Barnekow.

Le général de Gœben restait donc seul à Roupy avec un escadron du 9e hussards; il demanda à Kümmer trois bataillons et quatre batteries, destinés à former une nouvelle réserve. Le général de Kümmer lui envoya le 8e bataillon de chasseurs, deux bataillons du 28e empruntés à la brigade de Strübberg et quatre batteries, le tout sous les ordres du major de Bronikowski.

Ce détachement atteignit Roupy vers midi ; bientôt après, un bataillon du 28e, jeté en avant-garde, occupait le cabaret de la Bergère, sur la route de Ham. La prompte arrivée de Bronikowski était d'autant plus nécessaire que la brigade de

---

(1) Halphen et Dieudonné (de 8 et de 4). Une partie des batteries françaises étaient armées d'obus à balles, récemment inventés par le général Treille de Beaulieu et qui contribuèrent beaucoup à leur excellente tenue devant l'ennemi.

Lagrange, n'ayant personne en face d'elle, cherchait à déborder la droite de Kümmer au sud du petit bois de Savy : elle se servait, pour masquer son mouvement, de la dépression, qui sépare la Bergère de Dallon.

Pour lui faire face, Kümmer avait dû porter en avant deux bataillons du 33e, pris à la brigade Strübberg jusqu'alors en réserve : ils se déployèrent dans la dépression au sud de la cote 104 ; en même temps, une partie de l'artillerie de corps et deux batteries de la division Kümmer prenaient position à l'est de Savy. La brigade de Lagrange, qui avait réoccupé un instant le sud du petit bois de Savy, attaquée de front par la division de Kümmer et menacée sur sa gauche par l'entrée en ligne du détachement de Bronikowski, dut regagner ses premières positions.

A l'heure de la journée où nous sommes parvenus, la bataille est engagée sur toute la ligne, depuis la route de La Fère près du Cornet-d'Or, jusqu'à celle de Cambrai vers Fayet et Bellenglise. A l'extrême droite la 12e division reste en présence de la brigade Aynès, après avoir échoué dans son attaque sur le Raulieu ; à sa gauche de Barnekow continue de porter ses efforts sur Grugies, sans avoir obtenu jusque-là aucun résultat ; le détachement de Hymmen reste devant la brigade de Gislain, qu'il ne peut débusquer de Contescourt ; le détachement de Bœcking, venant de Grand-Séraucourt, va lui porter un appui efficace.

De l'autre côté de la Somme, la réserve du général de Gœben commence à entrer en ligne ; la division de Kümmer continue un combat mêlé d'alternatives diverses avec la brigade Isnard ; le général de Gayl, maître d'Holnon et de Selency, n'a pu chasser les Français de Francilly et du bois des Roses ; le colonel de Massow n'a pas encore occupé Fayet, malgré de faciles succès sur la division Robin ; enfin, la brigade de Dohna, après son échec sur Bellenglise, est dans la vallée de l'Omignon, se dirigeant sur Fresnoy-le-Petit pour venir se relier à la gauche allemande.

En face de la première armée, toutes les troupes du général Faidherbe sont entrées en ligne, sauf la réserve générale. En outre, la brigade Pauly a marché au canon et va atteindre Bellenglise, amenant un dernier renfort en ligne.

L'étendue de la ligne occupée par les troupes françaises est de plus de 18 kilomètres, ce qui fait moins de deux hommes d'infanterie par mètre courant. On peut juger des difficultés

que présente la conduite de l'action avec un pareil éparpillement. Les troupes allemandes occupent d'ailleurs une étendue au moins aussi considérable ; mais elles ont l'avantage de l'offensive sur tous les points, et les difficultés qui pourraient résulter de la trop grande extension de leur front en sont bien aplanies.

CHAPITRE XXXVI

Bataille de Saint-Quentin. — Attaques à la droite.

(Second moment.)

La lutte acharnée qu'avait soutenue la brigade de Rosenzweig, au sud de la sucrerie de Grugies, l'avait fort affaiblie ; en outre, ses munitions étaient presque épuisées. Aussi, quand, vers midi et demi, les brigades Foerster et Pittié tentèrent un vigoureux mouvement en avant des deux côtés de la voie ferrée, la 31e brigade dut-elle se retirer sur les pentes au nord-ouest d'Essigny ; quatre compagnies (1) réussirent pourtant à reprendre leurs positions à l'ouest de la voie ferrée ; mais la brigade de Hertzberg, découverte sur sa gauche depuis la retraite de Rosenzweig, poussée de front par une partie des troupes de Foerster et de Pittié, menacée à droite par les progrès d'Aynès vers le Pontchu, dut battre en retraite elle-même et redescendit dans le vallon de Castres.

A ce moment, la brigade Aynès avait dû détacher quatre de ses bataillons, (un du 67e et trois du 91e mobiles) auprès de la brigade Pittié. Celle-ci s'était elle-même dégarnie au profit du colonel de Gislain, menacé à Castres et à Contescourt par l'arrivée de Bœcking, de quatre compagnies du 17e chasseurs et d'un bataillon du 46e mobiles.

Le lieutenant colonel Aynès se trouvait par suite garder, avec trois bataillons seulement, (2e bataillon de chasseurs, deux bataillons du 67e), l'espace fort étendu (1,500 à 1,800 mètres), qui va de la route de La Fère au chemin de Chauny ; quelques compagnies de francs-tireurs, entre autres la compagnie franche du bataillon de garde mobilisée de Saint-Quentin, étaient venues prolonger sa ligne vers Neuville-Saint-Amand.

De Lippe avait été, au contraire, renforcé d'un bataillon

---

(1) Du 29e, du 69e, du 40e.

du 86e (brigade de l'armée de la Meuse), venu de Tergnier par la route ; il établit une de ses batteries entre le Cornet-d'Or et Itancourt, tirant sur Neuville ; la seconde, à l'est d'Urvillers, canonnait le Raulieu ; après une courte préparation, le bataillon du 86e, sortant du vallon de la Râperie, occupa rapidement Neuville (1), pendant que le 12e chasseurs enlevait le Raulieu ; le lieutenant colonel Aynès était tué sur ce dernier point et les débris de sa brigade rejetés sur le faubourg d'Isle, tandis que la cavalerie saxonne atteignait Mesnil-Saint-Laurent, dans la direction de la route de Guise. Heureusement, le commandant Tramond, du 67e de marche, arrêtait l'ennemi en le chargeant à la baïonnette ; le général Derroja envoyait en même temps, pour renforcer sa gauche, un bataillon du 69e et un bataillon de mobiles du Gard, ceux mêmes qui avaient été si éprouvés dans la journée du 18 et qu'il avait laissés pour cette raison en réserve. Le général de Lippe ramena ses troupes en arrière et chercha à les remettre en ordre au Raulieu et à Neuville ; l'une de ses batteries était venue s'établir à l'ouest de ce village ; mais elle dut se retirer devant le feu des batteries de Tout-Vent. Le faubourg d'Isle, la ferme Saint-Lazare, la sucrerie et le jardin Briquet, étaient organisés défensivement par les Français. Le général de Lippe était provisoirement arrêté dans ses progrès ; ses escadrons demeuraient immobiles et ne menaçaient plus la route de Guise avant la fin de la bataille.

A ce moment (1 heure), le général de Barnekow, rassuré par les progrès de Lippe sur sa droite, venait d'apprendre que le détachement de Bœcking était mis à sa disposition par le général en chef. Il se résolut à tenter un mouvement décisif et fit porter à Bœcking, l'ordre de marcher en avant avec le détachement du colonel de Hymmen et le sien, sur Contescourt, tandis que le prince Albert viendrait s'établir entre lui et la 16e division.

Bœcking, ne laissant qu'un bataillon à Grand-Séraucourt, s'était porté de lui-même, avant d'en recevoir l'ordre, au secours d'Hymmen, et le combat devant Contescourt avait pris immédiatement une toute autre tournure. Ce mouvement coïncidait avec une attaque de la 16e division sur Grugies ; la 32e brigade avait lancé en

---

(1) L'ouvrage du grand état-major prussien cite à ce propos une ferme située sur la route de Gauchy à Neuville et qui aurait été enlevée en même temps que ce dernier village. Il n'en existe aucune trace, pas plus sur le terrain que sur les cartes de l'état-major français.

avant un bataillon du 40e ; il se relia aux quatre compagnies restées à l'ouest de la voie ferrée et repoussa avec elles la brigade Foerster sur la Sucrerie. Une batterie légère avait renforcé les deux batteries établies à l'est du chemin de Chauny, vers la cote 108. Comme les tirailleurs français étaient très gênants pour cette artillerie, un bataillon du 70e se porta en avant dans la direction du chemin et les refoula sur les pentes de Tout-Vent. Deux compagnies du 70e vinrent encore, vers 2 heures, s'intercaler entre les deux bataillons de première ligne ; le 9e hussards et la 3e brigade de cavalerie de réserve se tenaient vers Urvillers, à la naissance du vallon de Castres. La 3e division de réserve était au nord-ouest d'Essigny, ayant derrière elle la 31e brigade que la lutte du matin avait presque épuisée.

Le combat se prolongea ainsi entre la 16e division et les brigades Pittié et Foerster, sans que le succès parût se décider davantage ; les Français trouvaient dans la Sucrerie et dans la voie ferrée des points d'appui difficiles à forcer ; l'artillerie de Tout-Vent et de Giffécourt continuait efficacement sa lutte contre les batteries en avant d'Essigny.

Cependant, le détachement de Bœcking était entré en ligne devant Contescourt ; ses deux batteries, jointes à celle d'Hymmen, avaient promptement obligé l'artillerie française de Contescourt à se retirer ; leur feu se porta ensuite sur les deux villages et leurs abords ; il les rendit promptement intenables. D'ailleurs, le colonel de Gislain s'était préoccupé depuis longtemps de la situation de sa brigade ; le moindre mouvement de l'ennemi pouvait le jeter dans la Somme ; il demanda au général Lecointe l'autorisation de la ramener en arrière et l'obtint sur ses instances réitérées. Les deux villages furent donc évacués en grande partie (1), au moment même ou les Allemands se disposaient à les attaquer : Bœcking avait déjà lancé son infanterie vers la croupe qui domine Contescourt et Castres à l'est. Le chemin creux de Contescourt à la cote 103 fut rapidement occupé par un bataillon du 19e ; la ferme Patte, le chemin creux au nord-est de Castres furent pris de même, tandis que le premier village, attaqué de front par deux bataillons du 41e et tourné vers l'est par le 19e, était enlevé sans difficulté. Castres fut également occupé par quatre compagnies du 41e.

A la suite de ce mouvement rétrograde, la brigade de Gislain se retira sur Giffécourt et la hauteur du moulin 103 (1 heure), pendant que le colonel de Bœcking s'arrêtait auprès de Castres, pour reformer ses troupes.

(1) Rappe.

Nous avons vu que le général Lecointe (1) avait demandé au colonel Pittié deux de ses bataillons ; il les établit sur la colline de Giffécourt, à la gauche de la brigade de Gislain, dans une position fort avantageuse. Un peu après, il portait également, en réserve de la brigade de Gislain, le 46e mobiles de la brigade Pittié (2).

Mais l'artillerie de Bœcking et d'Hymmen s'était portée sur la hauteur de Contescourt, où deux batteries lourdes du prince Albert étaient venues la rejoindre sous l'escorte de deux compagnies du 19e. La supériorité des pièces allemandes était, par suite, devenue telle que les batteries de Giffécourt durent se retirer sur la hauteur de Tout-Vent, à l'exception d'une seule, qui se maintint quelque temps, mais qui dut bientôt suivre les autres, pendant que l'infanterie commençait à imiter ce mouvement rétrograde.

La retraite de l'artillerie française permit aux Allemands de prononcer leur offensive (2 h. 1/4) sur la colline du moulin de Giffécourt : trois compagnies du 41e se dirigèrent de Castres sur le moulin, cinq abordèrent de front la colline perpendiculairement au chemin de Grand-Séraucourt, deux prirent à l'est du chemin. Cette attaque concentrique, préparée de longue main par l'artillerie, réussit et les Français se retirèrent dans Grugies.

Désormais, les troupes d'Hymmen, de Bœcking, du prince Albert et de Barnekow étaient reliées les unes aux autres (3 heures) ; mais la brigade Foerster fortement établie dans la Sucrerie et sur la voie ferrée, empêchait à la fois les progrès de Barnekow sur la chaussée Brunehaut et ceux de Bœcking dans la vallée de la Somme. Aussi le commandant de la 15e division fit-il porter en avant les deux bataillons de la 3e division qui restaient encore à Essigny et ceux de la 31e brigade qui s'y étaient retirés.

La lutte avait continué avec acharnement entre la 32e brigade et les bataillons de Foerster et de Pittié ; les deux lignes de tirailleurs avançaient et reculaient alternativement, quelquefois à vingt pas de distance l'une de l'autre. Dans un de ces mouvements, les tirail-

---

(1) Le général Lecointe avait pris le commandement direct de la division du Bessol, au moment où elle avait eu son général grièvement blessé près de Grugies (vers 10 heures).

(2) C'est à tort que la note sur la bataille de Saint-Quentin, publiée à la suite du livre de Rappe et attribuée au général Faidherbe, dit que Castres, Giffécourt et la Sucrerie furent perdus dans la matinée ; il suffit de parcourir les relations françaises et allemandes de la bataille pour être convaincu du contraire : la vérité est que le 22e corps maintint ses positions jusque dans l'après-midi.

leurs de la brigade Pittié étaient parvenus encore une fois sur la colline de Giffécourt-Urvillers, malgré le feu des batteries de Contescourt et d'Essigny, quand le général de Strantz, avec une partie de sa brigade (1), partit de la naissance du ravin de Castres, parvint sur la hauteur en suivant un pli de terrain et se rabattit par un mouvement de conversion sur le flanc droit de la ligne française. Elle fut mise en désordre et se replia sur la colline de Tout-Vent, tandis que huit compagnies du 40e et du 70e, suivies du reste de la brigade de Hertzberg et du 9e hussards, les poussaient de front.

La brigade Foerster se trouvait alors en flèche dans Grugies et la Sucrerie; sa droite était fortement poussée par Bœcking, sa gauche menacée par Hertzberg et Strantz. Il fallut battre en retraite; Foerster évacua successivement la Sucrerie, Grugies et la tranchée du chemin de fer, qui avaient été si vaillamment défendues, et se retira sur la colline de Tout-Vent, dans la direction du chemin de Séraucourt à Saint-Quentin. Bœcking entra derrière lui dans Grugies.

Ce point d'appui du centre français enlevé, de Barnekow donna ordre de pousser énergiquement le succès obtenu; le colonel de Bœcking, qui avait le commandement de toute l'aile gauche de la 16e division, mit ses pièces en batterie en face de Tout-Vent, pendant que son infanterie continuait à s'avancer.

L'abandon de Grugies avait été le signal de la déroute des bataillons de mobiles qui étaient en réserve derrière le centre du 22e corps; ils se repliaient vers la Biette, malgré tous les efforts faits pour les arrêter. L'artillerie française, réunie sur la colline de Tout-Vent, essayait vainement de s'opposer à la marche des Allemands.

Les six batteries du 22e corps, une batterie de 12 de la réserve et une section de 4 de la division Payen y étaient alors rassemblées, formant un total de 43 pièces (2).

Mais, en face de cette artillerie, se trouvaient les cinq batteries de Bœcking et du prince Albert, les quatre batteries de la 16e division et les onze pièces (3) de la division saxonne. Après une courte lutte d'artillerie, les détachements Hymmen et Boecking s'avancèrent par le chemin de Grand-Séraucourt, Hertzberg et Strantz sur

---

(1) 2 escadrons du 1er dragons de réserve et 3 escadrons du 3e hussards de réserve.

(2) Une batterie de la division du Bessol avait perdu une pièce la veille, comme nous l'avons vu.

(3) Une des batteries de la 12e division de cavalerie n'avait que cinq pièces également.

la chaussée Brunehaut ; entre les deux, était venu se déployer le reste de la 3e division de réserve, brigade du colonel de Gœben. La brigade Rosenzweig marchait derrière le centre de la première ligne.

Le général Lecointe crut devoir continuer la retraite commencée (4 h. 1/2); la fatigue des troupes, combattant depuis le matin dans un sol détrempé, était extrême ; après les marches des jours précédents, il était difficile de leur demander davantage ; d'ailleurs l'écoulement de son corps d'armée par l'unique pont du faubourg d'Isle devait être une opération de longue durée, surtout en raison du voisinage de l'ennemi.

Pour couvrir son mouvement, il laissa les mobiles de Somme et Marne dans les marais à l'extrême droite ; puis venaient un bataillon du 69e, un bataillon du 67e et le 2e chasseurs.

Le 41e, qui formait la tête du détachement Bœcking, enleva successivement Gauchy, la Biette, après un assez vif combat ; il arriva rapidement à la gare, en suivant la voie ferrée.

Derrière lui, deux batteries étaient venues s'établir à l'est de Gauchy et tiraient sur le débouché du faubourg vers la ville, répandant le désordre dans nos troupes en retraite. Gœben et Hertzberg gravissaient les pentes de Tout-Vent, occupés jusqu'au dernier moment par les batteries françaises ; un escadron de dragons, venu de la rive droite de la Somme, couvrait la retraite de notre artillerie. Le général Lecointe et son état-major mettaient même le sabre à la main pour se dégager de cavaliers ennemis trop hardis. Strantz faisait charger plusieurs fois ses escadrons ; et les tirailleurs allemands abordaient bientôt la lisière du faubourg qui était défendue quelques instants. Mais en présence de la marche de la gauche allemande, cette défense ne pouvait se prolonger et les dernières troupes rentraient en ville, au moment où la gare était enlevée par le lieutenant-colonel de Hüllesem, (5 heures) avec le 41e.

Peu de temps après, la barricade de balles de coton, qui avait été organisée par le génie en avant du pont de la Somme, était attaquée également. Le commandant Richard, aide de camp du général Faidherbe, s'y défendait jusqu'à la nuit et n'échappait aux Allemands qu'après en avoir tué plusieurs de sa main (5 h. 1/2).

Rien n'empêchait plus l'entrée de l'ennemi dans la ville : pendant qu'il s'y avançait prudemment, le 22e corps continuait sa retraite vers le Nord. Une partie de ses troupes suivait la rue d'Isle pour aller prendre la route de Cambrai au faubourg Saint-Jean, une autre passait par les boulevards, les routes de Bohain et de Cambrai ; le reste longeait à pied la voie ferrée. Un bataillon

s'embarquait même sur un train prêt à partir, et des détachements isolés suivaient la route de Guise.

Pendant que s'accomplissait la retraite du 22e corps, de Lippe envoyait, de Mesnil-Saint-Laurent, le général Senfft, avec trois régiments de cavalerie et deux batteries, dans la vallée de la Somme vers Morcourt et Omissy; mais quelques soldats débandés étaient dans Harly et Homblières, et leur feu suffit à arrêter la cavalerie allemande (1).

Le lieutenant colonel de Hüllesem, maître de la gare, avait pénétré dans la ville à la suite des Français, et s'était dirigé par les boulevards vers le faubourg Saint-Martin, où retentissait le bruit d'une lutte acharnée. Le général de Barnekow arrêta le reste de ses troupes au débouché du pont: il faisait nuit noire; le 22e corps, en se retirant, avait éteint les becs de gaz; le général crut devoir cesser sa poursuite par crainte du désordre inévitable dans de telles circonstances; la retraite du général Lecointe put donc continuer sans obstacle.

CHAPITRE XXXVII

Attaques à la gauche.

2e moment (suite).

Nous avons dit que Massow avait été obligé de retirer ses batteries de la position qu'elles occupaient sur le plateau des Moulins. Malgré ce mouvement rétrograde, il lança presque aussitôt sur Fayet six compagnies du 44e, et occupa presqu'entièrement le village (1 heure); la partie est, le château et le parc, plus difficile à enlever, restèrent entre les mains des Français. A la suite de ce succès, deux batteries réapprovisionnées vinrent reprendre leurs positions près du Moulin Coutte.

L'occupation d'une partie de Fayet, à 1,500 mètres de la route de Cambrai, pouvait avoir des conséquences graves; aussi, le général Faidherbe envoya-t-il immédiatement sur ce point la brigade Michelet, sa seule réserve. Il y porta également une batterie et demie de l'artillerie demeurée jusqu'alors à Rocourt; la partie ouest de Fayet fut enlevée par les fusiliers marins du lieutenant-colonel Michelet; ils s'étendirent même au nord vers Fresnoy et Gricourt, débordant les batteries du Moulin Coutte, tandis que le 48e mobiles occupait Fayet derrière eux.

---

(1) Schell dit même que des pièces françaises avaient été mises en batterie à Bellevue, sur une éminence entre Rouvroy et Homblières; mais ce fait parait controuvé : aucune batterie ne se retira par la route de Guise.

Un mouvement de Massow sur le flanc gauche des marins, les obligea à se retirer sur Fayet.

La brigade de mobilisés Pauly, arrivée à Bellicourt à 9 heures, avait marché au canon ; partie de ce point vers 11 heures, elle suivit la route de Cambrai, où se pressaient déjà les fuyards de la division Robin, puis un chemin de culture allant au nord-est de Gricourt. Arrivée là, elle prit le sentier qui va de Gricourt à Fayet et atteignit ce village vers 2 h. 1/2, au moment où l'infanterie de Massow menaçait de l'occuper.

La brigade Pauly se déploya au nord-est de Fayet, le long du chemin creux qui va de ce point à Fresnoy-le-Petit : à sa sortie du village, au moment où il débouche sur le plateau découvert entre Fresnoy et Fayet, il est fortement encaissé et planté d'arbres. Au sud-est s'étendent des pentes douces et complètement nues, qui vont jusqu'au Moulin Coutte et à la route de Vermand.

Les mobilisés du Pas-de-Calais se déployèrent le long du chemin creux et se relièrent au nord à deux bataillons du 4e mobilisés (division Robin), qui faisaient face, en avant de Gricourt, à la brigade de Dohna, encore à Fresnoy-le-Petit. Au sud, la brigade Pauly se reliait dans Fayet à la brigade Michelet, déployée devant Selency et le bois des Roses.

La force numérique des mobilisés leur donna confiance et ils repoussèrent facilement un bataillon du 44e, lancé contre eux par de Massow. Il revint s'établir aux Moulins où vingt-six pièces, dont douze lourdes, étaient venues successivement prendre place. Cette artillerie empêchait, pour le moment, tout mouvement offensif des Français, numériquement supérieurs à leurs adversaires sur ce point. L'attaque de Massow sur Fayet et les tentatives de Dohna, pour déborder la gauche française, avaient pourtant échoué.

Mais l'envoi de neuf pièces de la réserve à Fayet avait laissé la brigade de Lagrange presque sans artillerie ; cette pénurie était d'autant plus fâcheuse qu'à ce moment le détachement Bronikowski se portait en avant sur la route de Ham. Un bataillon du 28e enlevait le cabaret de la Bergère, à l'ouest de l'Epine de Dallon ; puis il se portait à l'attaque du hameau avec un second bataillon du même régiment, opérant au nord de la route.

Les grands bâtiments des deux ou trois fermes qui constituent l'Epine de Dallon, les murs d'un petit parc, auraient pu fournir les éléments d'une vigoureuse défense : ce hameau fut pourtant enlevé rapidement (2 heures). La brigade de Lagrange vint s'établir sur la hauteur au nord d'Œstre.

La gauche d'Isnard, qui se défendait aussi énergiquement

que jamais à l'est de Savy, avait été découverte par la retraite de la brigade de Lagrange; sa droite était en même temps menacée par la prise de Francilly : Gayl avait lancé de Selency et d'Holnon sur ce hameau six compagnies du 1er régiment; il dirigeait en même temps vers le chemin de Savy (cote 138) six compagnies des 4e et 44e; elles abordèrent les tirailleurs français, sortis du grand bois de Savy, et les repoussèrent. Francilly fut pris par le 1er régiment, et le grand bois, attaqué de flanc par les compagnies du 44e et du 4e, de front par la division de Kümmer, fut enfin enlevé à la brigade Isnard.

Ce succès coïncidait avec ceux que Bœcking remportait vers Grugies, et Bronikowski vers Œstre; le général en chef donna l'ordre à Kümmer de se porter résolument en avant; la brigade de Bock suivit le chemin de Savy, malgré le tir de la batterie Halphen demeurée, en dépit de ses pertes, au point 138. De Gayl marchait alors de Francilly vers la droite d'Isnard, quand il fut forcé de faire face du côté de Fayet.

La brigade Michelet débouchait sur son flanc gauche, au moment où la brigade Pauly arrivait à Fayet. Les batteries du Moulin Coutte restèrent en position, mais les fermes du bois des Roses furent reprises par les Français.

Ce succès ne fut pas de longue durée; les six compagnies du 1er régiment, placées au sud de Francilly, décrivirent une conversion et firent face à la voie romaine; la brigade Michelet dut battre en retraite.

Massow demeura, avec le 44e et un bataillon du 4e, sur le plateau des Moulins, faisant face, à l'aide de son artillerie, aux brigades Pauly et Michelet, qui cherchaient à déboucher de Fayet. La cavalerie de la 3e division restait dans la vallée entre Fresnoy et Holnon, devant les mobilisés de la brigade Pauly et de la division Robin. La route de Cambrai restait donc libre pour la retraite de l'armée du Nord.

L'intervention de la brigade Michelet à sa gauche n'avait pas ralenti la marche de Kümmer ; il continuait à s'avancer par le chemin de Savy (1), la 29e brigade en première ligne, la 30e suivant. Deux bataillons du 33e et un du 68e étaient au sud de la route ; au nord, les trois bataillons du 65e débouchaient du bois. Ces troupes marchaient précédées d'une chaîne de tirailleurs, derrière laquelle venaient des bataillons en lignes de colonnes de

(1) Figuré très inexactement sur le plan de la bataille par l'état-major prussien, comme passant au sud du petit bois, alors qu'il passe au nord.

compagnies ou en lignes déployées, pour donner sur ces terrains nus moins de prise aux projectiles. Six batteries, dont quatre lourdes, appuyaient l'attaque, à cheval sur le chemin de Savy.

Devant ce déploiement d'artillerie, la brigade Isnard demeurée sans aucun point d'appui, menacée à droite et à gauche par Gayl et Bronikowski, dut battre en retraite en abandonnant un canon. La batterie Halphen, demeurée jusqu'au dernier moment à la cote 138, alla rejoindre une partie de l'artillerie du 23e corps, au sud du faubourg Saint-Martin : les batteries allemandes prirent sa place.

Les troupes de Kümmer poussant rapidement devant elles les débris d'Isnard, atteignirent les bords du plateau au-dessus du faubourg Saint-Martin et de la Briqueterie (4 h. 1/2) (1) : l'artillerie française avait dû cesser le feu et rentrer en ville, après une courte mise en batterie au moulin de Rocourt.

La brigade de Lagrange, menacée à droite par les progrès de Kümmer, débordée à gauche par ceux de la 16e division de l'autre côté de la Somme, évacua successivement Œstre et Rocourt, et se retira sur le faubourg Saint-Martin, où des barricades avaient été organisées ; le bataillon du 28e et le 8e chasseurs, qui marchaient en tête du détachement de Bronikowski, se jetèrent sans préparation sur le faubourg ; la résistance qu'il y trouvèrent les obligea à se retirer dans Rocourt, où ils durent même faire face à plusieurs retours offensifs. Mais la 29e brigade venait s'établir à gauche de Bronikowski ; six batteries canonnaient, des hauteurs de Rocourt, les faubourgs et la ville (5 h. 1/2).

Le général Faidherbe, en revenant du faubourg Saint-Jean, d'où il avait suivi les mouvements de la brigade Michelet, avait appris que les Allemands continuaient à gagner du terrain à la gauche du 23e corps ; il se dirigea aussitôt vers le faubourg d'Isle pour demander des renforts au général Lecointe. Au moment où il atteignait la grande place, il rencontra la tête de colonne du 22e corps en retraite. Il ne fallait donc plus songer à maintenir les positions de l'armée jusqu'à la nuit, comme on l'avait fait à Pont-Noyelles. Une plus longue résistance dans le faubourg Saint-Martin allait devenir dangereuse pour ses défenseurs. Faidherbe ordonna au 23e corps de se retirer par la route de Cambrai qui était encore libre.

Malheureusement, cet ordre ne parvint que vers 6 heures au

---

(1) Le grand état-major prussien dit 4 heures, mais il semble qu'il y ait là une contradiction, car il donne 5 heures pour l'heure de l'évacuation de Rocourt, qui a dû être antérieure, en raison de la conformation du terrain

commandant du 23e corps: sur ces entrefaites, le lieutenant-colonel de Hüllesem, avec le 41e, avait profité de la retraite prématurée du 22e corps, pour prendre à revers les défenseurs du faubourg Saint-Martin, pendant que le 8e bataillon de chasseurs y pénétrait par la route de Ham et que deux bataillons de Kümmer (68e et 33e), y entraient par le chemin de Savy.

L'issue de la lutte ne pouvait être douteuse ; néanmoins, les débris du 23e corps opposèrent une très vive résistance. Un grand nombre d'homme furent enfin obligés de se rendre (1). Le général Paulze d'Ivoy put s'échapper par les jardins de La Chapelle, avec les plus grandes difficultés. A 6 h. 1/2, la lutte était complètement terminée.

A la gauche de la 14e division, les troupes de Grœben, qui avaient laissé les brigades Pauly et Michelet se retirer sans les poursuivre, occupèrent Fayet, depuis longtemps en flammes, dès que le village eut été abandonné par les Français.

Cependant l'armée du Nord était en pleine retraite ; les Allemands s'établirent en cantonnements, partie dans la ville même, partie dans les villages des environs.

Leurs pertes s'élevaient à 96 officiers et 2,304 hommes tués, blessés ou disparus (2); celles de l'armée du Nord ne peuvent être connues d'une façon précise : le général Faidherbe les évalue à 3,000 hommes tués ou blessés et 7 à 8,000 disparus (3). Daussy, dans son livre *La Ligne de la Somme*, donne, pour les pertes des deux journées du 18 et du 19, les chiffres de 3,500 et de 10,000. L'ouvrage du grand état-major prussien indique comme nombres minima des blessés et des prisonniers, 3,000 et 9,000, pour la seule bataille du 19 janvier (4).

---

(1) 54 officiers, 2,260 hommes et quatre bouches à feu, d'après le grand état-major prussien.

(2) Ces chiffres, empruntés à la *Guerre Franco-Allemande*, paraissent être un peu inférieurs à la réalité ; une dépêche officielle du 24 janvier 1871 porte à 94 officiers et 3,000 hommes les pertes de la première armée. En outre, les combats du 18 janvier avaient coûté aux Allemands 17 officiers et 359 hommes, ce qui donne un total général de 113 officiers et 2,663 hommes pour les journées des 18 et 19 janvier.

(3) L'armée du Nord avait perdu en tout six pièces de montagne, appartenant à la brigade Isnard.

(4) La division du Bessol avait perdu pour sa part 3,111 hommes, tués, blessés ou disparus, c'est-à-dire plus de la moitié de son effectif (Rappe).

Les pertes des deux armées étaient donc considérables, surtout par rapport à leur effectif; mais l'ébranlement moral résultant de ces quatre jours de marches et de combats, puis d'une retraite précipitée après une lutte aussi longue, était bien plus grand pour les jeunes formations de l'armée française.

La partie la moins consistante de ses troupes, celle que formaient les gardes mobiles et les gardes nationaux mobilisés, était surtout fort éprouvée. Il eût été difficile de les faire reparaître sur un champ de bataille avant un long espace de temps.

CHAPITRE XXXVIII

Poursuite. — Résultats de la bataille.

Au moment où la lutte se terminait, le général de Gœben ne connaissait pas encore l'étendue de sa victoire. Il savait l'armée française rejetée sur la ville, mais il ignorait sa retraite précipitée vers le nord; les troupes allemandes de la rive droite reçurent donc l'ordre d'aller s'établir au dehors de Saint-Quentin.

De son côté, de Barnekow, qui, par la force des choses, avait pris la direction supérieure des troupes sur la rive gauche de la Somme, ne voulut pas laisser cantonner dans Saint-Quentin les corps qu'il avait arrêtés à l'entrée de la ville. Il la croyait encore en grande partie occupée par l'armée du Nord et ne voulait pas s'exposer à des surprises. Il ne songea pas davantage à faire bivouaquer ses troupes aux abords de Saint-Quentin, sur les terres détrempées où s'était passée une partie de l'action, et il les ramena fort en arrière.

La brigade de Hertzberg alla cantonner à Essigny et Urvillers; les brigades Rosenzweig et Strantz s'établirent à Harly, sur la route de Guise; la 3e division de réserve passa la nuit dans Gauchy, Grugies, Grand-Séraucourt; la division de Lippe cantonna à Urvillers et Moy; le détachement de Hüllesem et un bataillon du 40e restèrent dans la ville.

Sur l'autre rive de la Somme, et conformément aux ordres du général de Gœben, la division de Kümmer cantonna dans Savy, à l'exception d'un bataillon, demeuré à Etreillers à la garde de l'artillerie de corps. Le détachement de Bronikowski s'établit à Rocourt et à l'Epine de Dallon; la cavalerie de Grœben et la division combinée de Gayl restèrent à Holnon, Selency, Francilly, Fayet.

Les troupes allemandes reprenaient, presque sur tous les points,

les positions qu'elles avaient occupées avant les combats du 19 janvier. Cette manière de faire avait, pour elles, le grand inconvénient de diminuer les chances de succès de la poursuite du lendemain; les troupes cantonnées à Holnon, Selency, Francilly ou Fayet étaient seules à même de reprendre le contact avec l'adversaire; quant à la division de Lippe, qui eût dû, semble-t-il, jouer un grand rôle dans la poursuite, elle était ramenée à 10 kilomètres en arrière, dans une direction opposée à celle suivie par les deux corps de Faidherbe.

Cependant, le général de Gœben ne tarda pas à apprendre l'évacuation complète de Saint-Quentin par les Français et leur retraite sur le nord; il donna des ordres pour la poursuite du lendemain; l'armée allemande devait chercher à empêcher l'ennemi d'atteindre les places de la frontière belge, et l'en couper s'il se pouvait.

Le général de Kümmer, avec la 15e division d'infanterie, le détachement de Grœben et une partie de l'artillerie de corps, se tiendrait à l'ouest de la route du Catelet et marcherait sur Cambrai; il devait chercher à en couper les Français.

Le général de Barnekow, avec la 16e division, la 3e division de réserve et le détachement de Bœcking, marcherait par Montbrehain, sur Clary et Caudry, à l'est de Cambrai. La 12e division de cavalerie se dirigerait, plus à l'est, vers Bohain et le Cateau, tout en surveillant la route de Guise.

De son côté, l'armée française avait continué la retraite commencée dans la soirée du 19 janvier, et cette longue marche de nuit, sur des chemins défoncés, succédant à des épreuves au-dessus de ses forces, lui avait été fatale. Les gardes mobiles et les mobilisés surtout n'avaient pas tardé à perdre toute formation régulière. A part quelques bataillons qui avaient conservé une attitude militaire, le reste était confondu en un troupeau qui n'avait plus rien de l'apparence d'une armée.

Heureusement, la cavalerie allemande était demeurée dans ses cantonnements; les débris des deux corps français purent donc atteindre les environs de Cambrai, au bout d'une épuisante marche de nuit. Les premières troupes arrivaient aux portes de cette place le lendemain, à 4 heures du matin, après une étape de 38 kilomètres.

L'armée du Nord était donc sauvée : mais les bataillons qui entraient à Cambrai n'étaient plus ceux qui, un mois auparavant, traversaient gaiement la Picardie pour aller combattre à Pont-Noyelles; l'armée du général Faidherbe avait subi une secousse dont elle ne pourrait plus se remettre.

Pour la réorganiser, dans la mesure du possible, le général en chef se vit obligé de la répartir entre les places de la Flandre et de l'Artois ; la division Derroja se rendit à Arras ; celle de du Bessol resta à Cambrai ; la division Payen alla à Lille ; les mobilisés de Robin à Douai ; la brigade Isnard à Saint-Omer, et la brigade Pauly à Valenciennes. Le général Faidherbe se rendit de son côté à Lille, où Gambetta venait d'arriver, essayant de rendre à tous l'ardeur patriotique dont il était encore animé, malgré tant de désastres.

Quant à la première armée, elle avait commencé dans la matinée du 20 janvier une poursuite qui devait rester sans grands résultats : l'armée du Nord avait pris une trop forte avance et les colonnes allemandes ne purent atteindre que des traînards.

La fatigue des troupes de la première armée était telle et les chemins étaient si mauvais que les ordres du général de Gœben ne purent être, du reste, complètement exécutés.

La brigade de Dohna, qui précédait la division de Kümmer, quitta Maissemy à 6 heures du matin et atteignit les abords de Cambrai, après avoir pris quelques centaines de traînards. Au nord de Rumilly, elle fut arrêtée par un détachement d'infanterie, qui avait pris position sur la route. Quelques obus de la batterie qui accompagnait la brigade obligèrent les Français à rentrer dans la place ; les cavaliers prussiens arrivèrent à leur suite jusqu'au faubourg de Paris ; mais ils furent arrêtés par la fusillade et se replièrent à Ribécourt.

L'infanterie du général de Gayl atteignit dans la même soirée Rumilly et cantonna aux environs, après une marche des plus pénibles. La 15e division ne put dépasser Lempire, à 15 kilomètres environ au sud.

Le général de Barnekow s'était fait précéder de la brigade de Strantz, renforcée du détachement de Bœcking et de cinq escadrons, qui suivirent la route qu'avait prise la cavalerie française et atteignirent, au delà de Ligny, la voie ferrée de Busigny à Cambrai ; mais des détachements de l'armée du Nord occupaient les villages situés le long de la voie et la cavalerie de Strantz ne put dépasser Ligny. Derrière elle, le général de Barnekow demeurait autour de Clary.

Quant au général de Lippe, il s'était porté en deux colonnes sur les routes de Bohain et de Guise, laissant à Saint-Quentin le détachement du major de Bronikowski ; dans les deux directions suivies, il ne trouva également que des traces du passage des Français.

Le soir du 20 janvier, le général de Gœben, qui s'était avancé

jusqu'à Bellicourt, ignorait encore quelle direction précise avait prise le gros de l'armée du Nord; il était donc nécessaire de continuer la poursuite commencée, bien qu'elle ne dût donner, selon toute apparence, aucun résultat positif.

Le général de Kümmer reçut ordre de se porter jusqu'à l'Escaut, de Marcoing à Masnières; de Barnekow occuperait auprès de Caudry la route du Cateau à Cambrai. Quant au général de Lippe il devait se porter jusqu'à Busigny, et diriger de là une colonne sur le Cateau.

La cavalerie allemande, lancée aux abords ouest et nord de Cambrai, remarqua le passage de nombreux trains de troupes partant de cette place dans la direction de Douai; en outre, des détachements français étaient vus à Marquion sur la route de Cambrai à Arras; par contre, une pointe poussée jusqu'à Solesme, entre Landrecies et Cambrai, ne rencontrait que des traînards en assez grand nombre. Les patrouilles saxonnes, qui atteignaient les abords de Landrecies, ne trouvaient également au sud de cette petite place aucun détachement français.

Cet ensemble de renseignements permettait de conclure que Faidherbe était en pleine retraite sur le nord. Pourtant, le général de Gœben ne pouvait s'engager dans le dédale de petites places qui bornent la frontière belge, pour y poursuivre l'armée française : selon toute apparence, elle y avait déjà trouvé une protection efficace. Tenter un coup de main sur Cambrai, ou sur une des places voisines, n'était guère possible avec les ressources en artillerie et en munitions qu'il possédait. En outre, cette opération eût pu entraîner une perte de temps plus grande qu'il n'était nécessaire; le rôle du général de Gœben consistait d'ailleurs bien moins à s'étendre constamment vers le Nord, qu'à couvrir efficacement le siège de Paris. La victoire de Saint-Quentin, toute péniblement achetée qu'elle eût été, semblait promettre un repos de longue durée à la première armée; mais les Français avaient tant de fois surpris les Allemands par un redoublement d'activité au lendemain d'un insuccès, que les précautions à prendre devant eux ne pouvaient être trop sérieuses.

Le général de Gœben s'arrêta donc à la pensée de ramener ses troupes vers le sud, de manière à couvrir de plus près la ligne de la Somme.

Les mouvements nécessaires commencèrent le lendemain, 22 janvier.

La 15e division se porta sur Bapaume, avec un régiment de cavalerie et une partie de l'artillerie de corps, afin de couvrir l'armée dans la direction d'Arras. Le général de Barnekow étendit

ses cantonnements vers le sud-ouest, pour se relier au général de Grœben, qui était resté en position autour de Masnières. Quant à la division saxonne, elle demeurait à l'est du chemin de fer de Saint-Quentin à Busigny; les quatre bataillons de la 16e brigade, qui l'avaient rejointe depuis le 19 janvier (1), recevaient l'ordre de rentrer sous Paris.

Le même jour, le général de Dohna faisait sommer Cambrai; certains indices avaient donné lieu de croire qu'une capitulation serait possible, mais l'attente des Allemands fut trompée.

Le général de Gœben avait recommandé de couper les voies ferrées le plus en avant possible vers le nord, dans la région que l'armée allait abandonner : la journée du 23 janvier fut consacrée à cette opération. Le général de Lippe dirigea même sur Landrecies une tentative plus sérieuse.

Les Allemands avaient appris, par des journaux ou par des rapports d'espions, que Landrecies était presque sans garnison et que deux bataillons venant du Quesnoy devaient y arriver dans la journée du 23. Des ordres furent donnés pour une attaque brusquée de cette place, avant l'arrivée de ces renforts.

Pendant qu'un détachement d'un bataillon, un escadron et une batterie partait du Cateau et se portait directement sur Landrecies, sous les ordres du lieutenant-colonel de Hüllesem, un détachement de même force, commandé par le général Krug de Nidda, s'y rendait par la route de Guise. Les deux colonnes débouchèrent dans l'après midi devant la ville; la gare fut occupée par une compagnie du 41e après un petit combat et les batteries allemandes jetèrent quelques obus dane la place. Mais les Français se trouvaient sur leurs gardes, les renforts attendus étaient arrivés et aucune ouverture ne fut faite pour une capitulation. Les détachements allemands rentrèrent dans leurs cantonnements après avoir inutilement perdu une douzaine d'hommes.

Le général de Gœben donna le soir même des ordres pour la retraite définitive de l'armée sur la Somme : elle allait se retrouver, à peu près, dans les positions occupées par elle le 15 janvier. Le gros des troupes garderait les passages de la rivière, sous la

---

(1) Les deux autres, et une batterie, qui accompagnait la brigade, avaient reçu contre-ordre en route et étaient rentrés sous Paris.

La lenteur du transport de la 16e brigade s'explique par ce fait qu'elle avait dû suivre la voie Livry-Soissons-Reims-Laon-Tergnier. La section de Compiègne à Tergnier n'était pas encore rendue à la circulation, ainsi que celle de Soissons à Laon, sur laquelle un tunnel avait été obstrué au nord de Soissons.

protection de forts détachements chargés de surveiller le pays vers le nord.

D'après les ordres précédemment donnés par le général de Moltke, de Gœben se proposait de ramener sur la Somme tout ce qui restait du I^er^ corps à Rouen ; mais avant que cette mesure pût être complètement exécutée, de nouvelles prescriptions du grand quartier général ordonnaient de laisser sur la Seine inférieure les troupes du I^er^ corps d'armée qui y étaient stationnées. Le général de Moltke se proposait de les porter à son gré sur le Havre, avec l'appui du XIII^e^ corps, ou sur la Somme, si le besoin s'en faisait sentir de nouveau.

Cependant, le mouvement de retraite de la première armée continuait ; la 3^e^ division de réserve et la brigade de cavalerie de la garde revenaient au Catelet ; une partie du détachement de Bronikowski (1) quittait Saint-Quentin et se portait vers Amiens, où elle devait rallier la 15^e^ division. Enfin, trois bataillons de la 16^e^ division, demeurés près de Péronne, se dirigeaient sur Cappy et Bray, où ils précédaient leur division.

Quant à la division de Kümmer, elle avait continué son mouvement vers l'ouest. Une brigade, avec un régiment de cavalerie et deux batteries, gardait autour d'Acheux la route d'Arras à Amiens par Bucquoy. Un détachement moins important (trois bataillons, un régiment de cavalerie et deux batteries) surveillait, un peu au nord de Villers-Bocage, la route de Doullens à Amiens. Le reste de la division était aux alentours de cette dernière ville.

Enfin, le général de Gœben avait dirigé vers Molliens-Vidame et Abbeville, une partie de la 3^e^ division de cavalerie. On se souvient qu'il avait fait observer cette direction, même pendant la marche sur Saint-Quentin, par un petit détachement mixte. Il n'avait nullement renoncé à tenter un coup de main sur Abbeville, la dernière place qui restât encore aux Français dans la vallée de la Somme.

Malgré les renseignements recueillis par les Allemands sur l'état de l'armée du Nord, renseignements qui concordaient à démontrer son état de complet épuisement, de Gœben n'était pas encore entièrement rassuré à l'égard du général Faidherbe. Il renouvelait donc ses ordres pour la destruction des passages de la Somme, au cas où les Français surviendraient ; le pont de Bray était organisé défensivement ; le viaduc de Daours, respecté jusque-là par les deux armées, était détruit.

---

(1) 1 bataillon, 1 batterie.

Le 25 janvier, les troupes de Grœben restaient seules en position sur l'Escaut, de Masnières à Marcoing, pour couvrir la retraite de l'armée; la division de Barnekow et la brigade de cavalerie de Strantz se dirigeaient sur la Somme, pour aller prendre position au sud de Cappy et de Bray. La 3e division de réserve, qui les avait précédées, continuait sa marche dans cette direction. Quant à de Lippe, il se rapprochait de Saint-Quentin.

Le lendemain, 26 janvier, de Gœben se retirait vers le sud à son tour; la division de Gayl s'établissait sur une ligne allant du Catelet à Fins; plus à l'ouest, la 7e brigade de cavalerie gagnait Combles. Le reste du détachement de Bronikowski (1) quittait Saint-Quentin, pour se diriger vers Péronne et Amiens.

Le 28 janvier, les derniers mouvements ordonnés par de Gœben étaient terminés : l'armée avait pris ses positions définitives sur la Somme.

A l'extrême droite, la division de Lippe occupait Saint-Quentin avec un régiment d'infanterie et un bataillon de chasseurs; elle se reliait vers l'ouest à la division de Gayl, qui était demeurée autour de Vermand et de Roisel.

La division de Barnekow et la brigade de Strantz gardaient les passages de la Somme à l'ouest de Péronne, ayant derrière elles, cantonnées autour de Chaulnes, la 3e division de réserve et la brigade de cavalerie de la garde. L'artillerie de corps était plus à l'ouest, vers Villers-Bretonneux. Un détachement de deux bataillons, deux escadrons et une batterie était à Picquigny surveillant Abbeville ; la brigade de cavalerie de Dohna placée aux abords sud-ouest d'Amiens, autour de Bovelles, faisait face à la même direction.

Quand à la division de Kümmer, elle était en avant de la gauche du général de Gœben, ayant une de ses brigades à Acheux et l'autre vers Villers-Bocage. Elle couvrait au nord d'Amiens une partie de la ligne allemande, qui s'étendait de Picquigny à Saint-Quentin, sur une longueur de 90 kilomètres environ.

En outre, la garde des places fortes était assurée par des garnisons suffisantes (2); la voie ferrée d'Amiens à Rouen, celles

---

(1) 2 bataillons, 1 escadron, 3 batteries à cheval.

(2) La Fère, un bataillon de landwehr; Ham, une compagnie de landwehr; Péronne, 2 bataillons de landwehr, 1 escadron de uhlans, 2 compagnies d'artillerie de place, 1 peloton de pionniers; Amiens, 5 bataillons dont un de landwehr, 1 escadron, 1 compagnie d'artillerie, 1 compagnie de pionniers.

d'Amiens à Tergnier et à Laon et d'Amiens à Creil étaient surveillées par plusieurs petits détachements (1).

Ces dispositions prêtaient singulièrement à la critique. Si l'armée du Nord eût été en état de reprendre les opérations, la première armée, éparpillée sur une étendue de 90 kilomètres à vol d'oiseau, se fût encore trouvée dans des conditions stratégiques défectueuses : malheureusement, le général Faidherbe n'était pas à même de reprendre la lutte. Nous avons vu quelles dispositions il avait prises pour remettre ses troupes en état de combattre. Mais elles avaient subi un choc si rude à Saint-Quentin, qu'elles étaient encore bien loin de pouvoir reprendre des opérations actives, quand la nouvelle de l'armistice vint les surprendre et leur enlever tout espoir de pouvoir prendre sur les Allemands une revanche prochaine.

Paris avait capitulé, non sous les obus de l'ennemi, mais devant la faim qui allait torturer ses deux millions d'habitants : les armées de province échouaient dans la tâche qu'elles avaient entreprise.

Le 28 janvier, le général de Gœben recevait la nouvelle officielle de la signature de l'armistice conclu la veille ; il devait entrer en vigueur dès le 31 janvier, et même auparavant, si les commandants des troupes opposées étaient d'accord sur son exécution. Le général de Gœben crut devoir s'empresser de porter ses troupes le plus en avant possible, de manière à se donner, avant le 31 janvier, les avantages du *statu quo*. Bapaume, Doullens, Pas, Longpré, furent occupés de cette façon, conforme à la lettre, sinon à l'esprit de l'armistice. Une convention était enfin signée le 31 janvier, à Arras, entre les représentants des deux généraux en chef ; d'après les stipulations adoptées, les avant-postes français ne devaient pas dépasser une ligne traversant Hesdin, Nuncq, Avesnes-le-Comte, Bailleulval, Ayette, Ervillers, Boursies, Marcoing, Masnières, Bertry, Landrecies, Avesnes et Glageon. Quant aux avant-postes allemands, ils passaient par Bernaville, Talmas, Hérissart, Albert, Péronne, Roisel, Fontaine, Iron, Etréaupont, Watignies.

La convention de Versailles pour l'exécution de l'armistice donnait à l'ennemi Abbeville, qu'il n'avait pu prendre, et le nord du département de l'Aisne, vers Hirson et Maubert-

(1) Un bataillon sur la voie d'Amiens à Rouen ; une compagnie de landwehr à Chaulnes ; une compagnie de landwehr à Ailly-sur-Noye ; deux compagnies de landwehr à Beauvais, un escadron de réserve à Nesle.

Fontaine, où il n'avait jamais paru. Ces stipulations parurent à bon droit excessives au général Faidherbe, qui chercha à les faire modifier. La décision fut remise aux deux gouvernements ; malheureusement, la France n'était pas en état de discuter la loi du vainqueur, et les Allemands eurent gain de cause sur ces deux points. Il fallut leur abandonner deux lambeaux du sol national que l'armée du Nord avait réussi à sauvegarder jusque-là.

Pendant que la première armée en prenait possession, les départements envahis étaient livrés plus que jamais à l'arbitraire de l'ennemi ; les habitants espéraient voir les contributions extraordinaires et les réquisitions cesser avec l'armistice : elles ne furent jamais réclamées avec plus de rigueur. Les Allemands se hâtaient de ruiner le pays qu'ils allaient quitter ; ils sentaient qu'ils n'avaient plus de ménagements à garder avec les populations, ni de soulèvements à en craindre : aussi leurs exigences dépassèrent-elles toute mesure. Le moindre retard dans le versement des contributions imposées aux communes provoquait des arrestations ; d'énormes amendes étaient en outre imposées (1).

Toutefois, la paix n'était pas signée et l'armée du Nord pouvait être encore destinée à tenir honorablement sa place dans la défense de ce qui restait du territoire national.

L'un des premiers actes du gouvernement, après la levée de l'investissement de Paris, avait été de demander l'avis des commandants de nos armées sur la possibilité de continuer la guerre. Le général Faidherbe répondit, le 5 février, en termes qui laissaient entrevoir un certain découragement (2). D'après lui, ses troupes comptaient encore 25,000 hommes environ, avec seize bonnes batteries de campagne : 50,000 gardes mobilisés tenaient en outre garnison dans les places de la région. Ces forces seraient tout à fait insuffisantes pour garder le nord de la France, si les Allemands envoyaient des renforts à Gœben, ainsi qu'il était à prévoir. L'armée du Nord ne pourrait tenir la campagne, et serait contrainte de s'enfermer dans les quinze villes fortes qui restaient encore aux Français sur la frontière belge. Ces places, dont les garnisons suffiraient à peine, même après cette adjonction, pour une bonne défense, tiendraient à peine deux ou

---

(1) Une amende de 2,200 francs imposée à la commune de Vorges (Aisne) atteignit avec les frais complémentaires le chiffre de 17,000 francs (E. Fleury).

(2) *Campagne de l'armée du Nord.*

trois mois devant les procédés expéditifs de la guerre de siège allemande. Les commandants de place qui voudraient se défendre jusqu'au bout en seraient empêchés par les habitants aisés et même par une partie des troupes, mobilisés ou gardes nationaux, qui craindraient la ruine de leur ville. L'armée tout entière serait perdue à bref délai et sans profit pour la défense nationale. Si la lutte devait continuer, il valait mieux en tirer ce qui était encore capable de combattre en rase campagne, et l'envoyer dans le centre de la France, où la guerre pourrait se prolonger davantage.

Cette manière de voir fut adoptée par le gouvernement et, par ordre du Ministre de la Guerre en date du 15 février 1871, le 22e corps (1) était embarqué à Dunkerque et transporté à Cherbourg, où il rejoignit une armée en formation. Mais la paix ne tardait pas à survenir, les armées actives étaient licenciées le 7 mars et les troupes des 22e et 23e corps se séparaient pour rentrer dans leurs foyers ou dans leurs garnisons.

L'effort accompli dans le nord de la France, pour lutter contre l'envahisseur allemand avait coûté de lourds sacrifices : en apparence, il n'aboutissait, comme ceux tentés par les autres armées de la Défense nationale, qu'à rendre plus lourdes les charges imposées par nos vainqueurs et les pertes entraînées par la guerre. Mais l'avenir et la grandeur d'un peuple ne tiennent pas uniquement à de mesquines considérations matérielles. Ce qui fait sa place dans le monde, c'est l'énergie déployée par lui dans la lutte ; ce sont les sacrifices aisément acceptés pour le salut du pays : nos efforts désespérés pendant cinq mois n'étaient donc pas restés inutiles.

Au lendemain de Sedan, la France, loin de vouloir courber son front devant le vainqueur, avait tout tenté pour éviter le déchirement cruel dont elle était menacée. Tant de sang versé, tant de ruines accumulées prouvaient du moins que notre écrasement si prompt par les armées allemandes tenait à des causes multiples et profondes. Après l'échec des tentatives de défense nationale, c'eût été folie que d'attribuer uniquement aux fautes des gouvernements, qui s'étaient succédé dans notre pays, la responsabilité de nos défaites. Elles étaient dues avant tout à l'affaiblissement momentané des qualités militaires de la nation, à son aversion instinctive pour tout ce qui ne donnait pas satisfac-

(1) 18,000 hommes, dix batteries.

tion à ses intérêts matériels. Suivant un mot célèbre, un peuple a toujours le gouvernement qu'il mérite ; nous pourrions ajouter : et l'armée dont il est digne. C'est donc à nous d'aviser si nous voulons que les tristes événements de la campagne de 1870 n'aient pas leur lendemain.

La seconde partie de la guerre franco-allemande avait apporté avec elle d'autres enseignements : en montrant à l'ennemi héréditaire comme à l'Europe attentive quelle était l'immensité des ressources militaire de notre vieux sol gaulois. Nos bandes armées avaient plus d'une fois tenu en échec les vieux soldats de Sadowa et de Saint-Privat. La France pouvait avoir confiance dans l'avenir ; si à l'ère des préocupations égoïstes succédait celle du dévouement au pays, du respect des idées généreuses, du culte de la discipline, nous devrions encore espérer une renaissance éclatante.

Parmi les troupes qui combattirent et moururent alors pour la cause sacrée de notre défense nationale, l'armée du Nord fut l'une des premières à faire luire aux yeux de tous ces consolantes vérités. Ce sera son éternel honneur et celui de son digne chef le général Faidherbe.

APPENDICE N° 1.

Composition de l'armée du Nord le 26 novembre 1870.

Général en chef : général de brigade Farre.
Chef d'état-major : colonel du génie Cosseron de Villenoisy.
Commandant de l'artillerie : chef d'escadron Charon.

1re brigade : général de brigade Lecointe.

2e bataillon de marche de chasseurs (1).
67e de marche : lieutenant-colonel de Gislain.
(1 bataillon du 75e, 1 du 65e, 1 du 91e de ligne).
46e régiment de mobiles : lieutenant-colonel de Fierville.
(1er, 2e, 3e bataillons du Nord).
Artillerie : commandant Pigouche, 2 batteries de 4 et de 12.

2e brigade : colonel Derroja.

1er bataillon de marche de chasseurs (2).
68e de marche : lieutenant-colonel Pittié.
(2 bataillons du 24e, 1 bataillon du 33e de ligne).
47e régiment de mobiles : (N).
4e, 5e et 6e bataillons du Nord.
Artillerie : commandant N..., 2 batteries de 4 et de 12.

3e brigade : colonel du Bessol.

20e bataillon de marche de chasseurs.
69e de marche : (N).
1 bataillon du 43e de ligne, 1 bataillon d'infanterie de marine.
48e régiment de mobiles : (N).
7e, 8e, 9e bataillons du Nord.
Artillerie : (N), 2 batteries de 4 et de 8.
Génie : 1 compagnie.
Cavalerie : 1er, 2e escadrons du régiment de dragons du Nord (3).
Gendarmerie : 2 escadrons.

Garnison d'Amiens.

Général de brigade Paulze d'Ivoy.
2e bataillon *bis* de chasseurs de marche (4).
1 bataillon de dépôt du 43e de ligne.
2 compagnies de fusiliers marins.

---

(1) Voir pour les commandants d'unités secondaires les renseignements portés au 2e supplément.
(2) Devenu plus tard le 17e bataillon de marche.
(3) Plus tard 7e dragons de marche.
(4) Devenu ensuite le 19e bataillon de marche.

2e et 3e bataillons de gardes mobiles de la Marne.
4e — — de la Somme,
2e et 3e — — du Gard.
10e bataillon du Nord.
1 bataillon de gardes mobilisés d'Amiens.
Garde nationale d'Amiens, 2 bataillons.

Artillerie : 1 batterie mixte (12).
1 batterie de la garde nationale (?)

Total général : 31 bataillons, 8 batteries, 4 escadrons, 1 compagnie du génie, 2 compagnies de fusiliers marins.

APPENDICE N° 2.

Composition de l'armée du Nord vers le milieu de janvier 1871.

Général en chef : général de division FAIDHERBE.
Major général : général de division FARRE.
Major général adjoint : colonel du génie COSSERON DE VILLENOISY.
id. chefs de bataillons du génie DE PESLOUAN et MÉLARD.
Commandant de l'artillerie : lieutenant-colonel CHARON.
id. du génie : colonel MILLIROUX.
Intendant en chef : intendant militaire RICHARD.
Grand prévôt : chef d'escadron de gendarmerie DE COURCHAMP.
Médecin en chef : médecin inspecteur LAVERAN.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries	Compagnies du génie.	
				Cavalerie : colonel BARBAULT DE LAMOTTE.
	4			4 escadrons du 7e dragons de marche : lieutenant-colonel BEAUSSIN (colonel Barbault) (1).
	1/2			2 pelotons du 1er escadron du 11e dragons de marche.
				Prévôté : chef d'escadron DE COURCHAMP.
	2			2 escadrons de gendarmerie.
				Réserve générale d'artillerie : lieutenant de vaisseau GIRON.
		1		1re batterie mixte (12) : lieutenant de vaisseau ROLLAND (La Chapelle).
	6 1/2	1		Total.

(1) Les noms entre parenthèses sont ceux des titulaires précédents de l'emploi.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies du génie.	
	6 1/2	1		Report.
		1		2e batterie mixte (12) : lieutenant de vaisseau Gaigneau d'Étioles.
		1		1 batterie de la Seine-Inférieure (12) : capitaine de Belleville (Dieudonné).
				Parc du génie : capitaine Grimaud.
				22e CORPS
				Commandant : général de division Lecointe (général Faidherbe, général Farre).
				Chef d'état-major : lieutenant-colonel d'infanterie Aynès (1).
				1re division : général de brigade Derroja (général Lecointe) ; chef d'état-major : commandant Jarriez.
				1re brigade : lieutenant-colonel Aynès.
1				2e bataillon de marche de chasseurs : commandant Boschis.
				67e régiment de marche : lieutenant-colonel Fradin de Linières.
3				(2 bataillons du 75e et 1 du 65e de ligne : commandants Tramont, Chambellan, Enduran).
				91e régiment de mobiles : lieutenant-colonel Fovel.
3				(5e, 6e, 7e bataillons du Pas-de-Calais : commandants Malis, Pessey, Dujarrier).
				2e brigade : colonel Pittié.
1				17e bataillon de marche de chasseurs : commandant Moynier.
				68e régiment de marche : lieutenant-colonel Cottin.
3				(2 bataillons du 24e, 1 bataillon du 64e de ligne commandants Tallandier, Martin, Latreille.)
				46e régiment de mobiles : lieutenant-colonel J. de Lalène-Laprade.
3				(1er, 2e, 3e bataillons de mobiles du Nord : commandants E. de Lalène-Laprade, Dujany, Pollet)
				Artillerie : capitaine Cornet.
		1		1re batterie *bis* du 15e régiment (1) : capitaine Collignon (Ravault).
		1		2e batterie *bis* du 15e regiment (1) : capitaine Bocquillon.
14	6 1/2	5		Total.

(1) Détaché à la 1re brigade de la 1re division du 22e corps.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies du génie.	
14	6 1/2	5		Report.
		1		3e batterie *bis* du 12e régiment (12) : capitaine DE MONTEBELLO.
				2e division : général de brigade DUFAURE DU BESSOL (général Paulze d'Ivoy), chef d'état-major : commandant d'infanterie ZÉDÉ.
				1re brigade : colonel FOERSTER.
1				20e bataillon de marche de chasseurs : commandant HECQUET.
				69e régiment de marche : lieutenant-colonel PASQUET DE LA BROUE.
3				(2 bataillons du 43e, 1 d'infanterie de marine : commandants Leclaire (Roslin), Perrier, Bruno.)
				44e régiment de mobiles : lieutenant-colonel LEMAIRE.
3				(2e, 3e, 3e *bis* bataillons de mobiles du Gard : commandants N. Poilpré, Dô.)
				2e brigade : colonel de GISLAIN.
1				18e bataillon de marche de chasseurs : commandant DE POUSSARGUE (Valon, Jacob).
				70e régiment de marche : lieutenant-colonel DELPECH.
3				(2 bataillons du 91e, 1 du 33e : commandants Philippot (Cottin), Frémiot, Lambert.)
				101e régiment de mobiles : lieutenant-colonel DE BROUARD.
3				(4e bataillon de la Somme, 2e, 3e des mobiles de la Marne : commandants Bouilly, de Breuil, Ituré).
				Artillerie : commandant CHATON.
		1		2e batterie *ter* du 15e (4) : capitaine MARX (Benzon).
		1		3e batterie *bis* du 15e (4) : capitaine CHASTANG.
		1		3e batterie *bis* du 12e (12) : capitaine BEAUREGARD.
			1	Génie : 2e compagnie *bis* du 2e régiment : capitaine SAMBUC.
	1/4			1 peloton du 12e dragons de marche.
				23e CORPS
				Général de division PAULZE D'IVOY, chef d'état-major : lieutenant-colonel MARCHAND.
				1re division : capitaine de vaisseau PAYEN
28	6 3/4	9	1	Total.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies du génie.	
28	6 3/4	9	1	Report.
				(contre-amiral Moulac), chef d'état-major : commandant d'infanterie Jacob.
				1re brigade : lieutenant-colonel Michelet (capitaine de vaisseau Payen).
1				10e bataillon de marche de chasseurs : commandant Warnier (de Boisguyon).
				Régiment de fusiliers marins : capitaine de frégate Simourt (Granger).
3				(2 bataillons de Brest, 1 de Toulon : commandants N., N., N.).
				48e régiment de mobiles : lieutenant-colonel Degoutin.
3				(7e, 8e, 9e bataillons du Nord : commandants Piot, Billou, Vernhette).
				2e brigade : capitaine de frégate de Lagrange.
1				24e bataillon de marche de chasseurs : commandant de Négrier.
				72e régiment de marche : commandant Rameaux (lieutenant-colonel Jacob).
3				(1 bataillon du 33e, 1 du 65e de ligne, 1 de gardes mobilisés d'Arras : commandants d'Augustin (Zédé), Prélard, Rameau).
				47e régiment de mobiles : lieutenant-colonel Lebel.
3				(4e, 5e, 6e bataillons du Nord : commandants Patoux, Marcerany, Colombier).
				Artillerie : capitaine Grandmottet (Ravaud).
		1		3e batterie *ter* du 15e régiment (4) : capitaine Halphen.
		1		1 batterie de mobiles d'Arras (4) ; capitaine Belvalette (Dupuich).
		1		4e batterie *bis* du 15e régiment (12) : capitaine Dieudonné (Monier).
				2e division : général de brigade Robin (au titre auxiliaire), chef d'état-major : colonel Astié (colonel Ch. Jeanne).
				1re brigade : colonel Brusley.
1				1er bataillon de voltigeurs : commandant Foutrein.
				1er régiment de marche : lieutenant-colonel Loy.
3				(1er, 2e, 3e bataillons de la 1re légion de mobilisés du Nord : commandants N., N., N.)
				2e régiment de marche : lieutenant-colonel de Courval.
46	6 3/4	12	1	Total.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies du génie.	
46	6 3/4	12	1	Report.
3				(1er, 2e, 3e bataillons de la 2e légion : commandants N., N., N.)
				2e brigade : colonel Amos.
1				2e bataillon de voltigeurs (4e de la 3e légion), commandant Lacourte-Dumont.
1				3e bataillon de voltigeurs (4e de la 1re légion), commandant Monnier (1).
				3e régiment de marche : lieutenant-colonel Chas.
3				(1er, 3e, 3e bataillons de la 3e légion : commandants N , N., N.).
				4e régiment de marche : lieutenant-colonel Brabant.
3				(5e, 6e, 7e bataillons de la 9e légion : commandants N., N., N,).
				Artillerie : commandant de Saint-Wulfran.
		1		2e batterie de montagne de la Seine-Inférieure : capitaine Montégut.
		1		4e batterie de montagne de la Seine-Inférieure : capitaine de Lannoy.
		1		Batterie de montagne du Finistère : capitaine Benoist.
	1/2			Cavalerie : 1/2 escadron de mobilisés du Nord : capitaine Leclaire.
	1/4			1 peloton du 12e dragons de marche.
			1	Génie : 2e compagnie de dépôt du 3e régiment : capitaine Mangin.
				Brigade du colonel Isnard (Martin, de la Saussaye) (2).
1				1 bataillon du 24e de ligne : commandant Morlet.
				73e régiment de marche : lieutenant-colonel Castaigne.
3				(3 bataillons du 3e et du 40e de ligne : (commandants Veillou, Josse, Archidet).
2				2 bataillons de mobiles des Ardennes : lieutenant-colonel Giovanninelli (commandants N., N.).
				48e régiment de mobiles : lieutenant-colonel Vintimille.
63	7 1/2	15	2	Total.

(1) A partir du 15 janvier seulement.

(2) Rattachée pour ordre au 23e corps à dater du 15 janvier.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies du génie.	
63	7 1/2	15	2	Report.
2 1/2				1 bataillon de douaniers, 10e bataillon de mobiles du Nord, 1/2 bataillon de zouaves du Nord (commandants N., N., N.).
				Artillerie : lieutenant Wisnoff.
				2 obusiers lisses de 14 centimètres.
		1 2/3		8 pièces de 4 de montagne.
				Brigade de garde mobilisée du Pas-de-Calais (1).
				Colonel Pauly (au titre auxiliaire).
				1er bataillon de chasseurs mobilisés.
1				(1er bataillon de la légion d'Arras : commandant Garreau.)
				1er régiment de mobilisés du Pas-de-Calais : lieutenant-colonel Poupard.
3				(1er, 2e, 3e bataillons de la légion de Béthune (commandants N., N., N.).
				2e régiment de mobilisés du Pas-de-Calais : lieutenant-colonel Choquet.
3				(4e, 5e bataillons de la légion de Béthune et 5e bataillon de la légion d'Arras (commandants N., N., N.) (2).
		2/3		Une batterie de 4 pièces de 6 Armstrong (3), capitaine N.
72 1/2	7 1/2	17 1/3	2	Total général.

(1) Rattachée pour ordre au 22e corps à dater du 15 janvier.

(2) Ce dernier bataillon rejoignit après Saint Quentin seulement.

(3) Ne paraît pas avoir pris part à la bataille de Saint-Quentin.

APPENDICE N° 3.

Composition de la première armée vers le milieu de janvier 1871 (1).

Commandant en chef : général d'infanterie de Goeben (Général de cavalerie de Manteuffel).

Chef d'état-major : général-major de Sperling (Colonel de Waldersée, par intérim).

Commandant de l'artillerie : général-lieutenant Schwartz.

Commandant du génie : général-major Biehler.

Intendant de l'armée : lieutenant en 1er Sulzer.

Inspection générale d'étapes : général-lieutenant Malotki de Trzebiatowski.

(1) Extrait de *La Guerre franco-allemande*.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies de pionniers.	
				I^er CORPS.
				Général-lieutenant de Bentheim (Général de Manteuffel).
				Chef d'état-major : lieutenant-colonel von der Burg.
				Commandant de l'artillerie : général-major de Bergmann.
				Commandant du génie : major Fahland.
				1re division : général-major de Gayl (général-major de Falkenstein, général de Bentheim).
				Officier d'état-major : major Schroetter.
				1re brigade : colonel de Bœcking.
3				1er régiment d'infanterie : colonel de Massow.
3				41e id. lieutenant-colonel de Meerscheidt-Hüllesem.
				2e brigade : colonel de Busse (colonel de Massow, général-major de Falckenstein).
3				3e régiment d'infanterie : colonel de Legat.
3				43e id. colonel de Rosenberg.
1				1er bataillon de chasseurs : lieutenant-colonel de Ploetz.
	4			1er régiment de dragons : lieutenant-colonel de Massow (major Oetinger).
		4		1re abtheilung montée du 1er régiment : major Preinitzer (major Munk) (2 batteries lourdes, 2 légères).
			1	2e compagnie de pionniers de campagne : capitaine Neumann.
			1	3e compagnie de pionniers de campagne : capitaine Riemann.
				2e division : général-major de Pritzelwitz (de Memerty).
				Officier d'état-major : capitaine de Jarotski.
				3e brigade : général-major de Memerty (colonel de Busse).
3				4e régiment d'infanterie : colonel de Tietzen.
3				44e id. major Bock (colonel de Bœcking).
				4e brigade : général-major de Zglinitski.
3				5e régiment d'infanterie : colonel de Einem (major de Dollen).
3				45e régiment d'infanterie : colonel de Mützschefahl.
	4			10e dragons : colonel von der Goltz.
		4		3e abtheilung montée du 1er régiment : major Muller. (2 batteries lourdes, 2 batteries légères).
25	8	8	2	Total.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies de pionniers	
23	8	8	2	Report.
			1	1re compagnie de pionniers de campagne : capitaine Ritter.
				Artillerie de corps : colonel Jungé.
		4		2e abtheilung monté du 1er régiment : lieutenant-colonel Grégorovius (2 batteries lourdes, 2 légères).
		2		Abtheilung à cheval du 1er régiment (2 batteries légères) : major Gerhards.
				VIIIe CORPS.
				Général d'infanterie de Goeben.
				Chef d'état-major : colonel de Witzendorf.
				Commandant de l'artillerie : colonel de Kameke.
				Commandant du génie : lieutenant-colonel Schulz.
				15e division d'infanterie : général-lieutenant de Kümmer.
				Officier d'état-major : major Lentze.
				29e brigade : colonel de Bock.
3				33e régiment d'infanterie : lieutenant-colonel de Henning.
3				65e régiment d'infanterie : lieutenant-colonel de Dœrnberg.
				30e brigade : général-major de Strubberg.
3				28e régiment d'infanterie : colonel de Rosenzweig.
3				68e id. major d'Olzewski (colonel de Sommerfeld).
1				8e bataillon de chasseurs : major d'Oppeln-Bronikowski.
	4			7e hussards : colonel de Loe.
		4		1re abtheilung monté du 8e régiment : major Mertens (2 batteries lourdes, 2 batteries légères).
			1	2e compagnie de pionniers de campagne du VIIIe corps : capitaine Eichapfel.
				16e division d'infanterie : général-lieutenant de Barnekow.
				Officier d'état-major : capitaine Hassel.
				31e brigade : colonel de Rosenzweig (général-major de Gneisenau).
3				29e régiment d'infanterie : major Hartmann (major de Elern, lieutenant-colonel de Blumroeder).
3				60e régiment d'infanterie : lieutenant-colonel Steinfeld (colonel Beyer de Kauger,)
44	12	18	4	Total.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies de pionniers	
44	12	18	4	Report.
				32e brigade : colonel de Hertzberg (colonel de Karger, colonel de Rex).
3				40e régiment d'infanterie : lieutenant-colonel Reinike.
3				70e id. . major Erni (colonel Mettler).
	4			9e hussards : colonel de Wittich.
		4		3e abtheilung montée du 8e regiment : lieutenant-colonel Hildebrandt (2 batteries lourdes, 2 légères).
			1	1re compagnie de pionniers de campagne du VIIIe corps : capitaine Kallmann (capitaine Pagenstecher).
			1	3e compagnie de pionniers de campagne du VIIIe corps : capitaine Richter (lieutenant Wagner).
				Artillerie de corps : colonel de Broeker.
		4		2e abtheilung montée du 8e régiment : major Zwirnemann (2 batteries lourdes, 2 légères).
		3		Abtheilung à cheval du 8e régiment : major Eggers (lieutenant-colonel Borkenhagen). (3 batteries légères.)
				3e division de cavalerie : général-lieutenant von der Gröben.
				Officier d'état-major : capitaine de Wedel.
				6e brigade : général-major de Mirus (colonel de Roedern).
	4			8e régiment de cuirassiers : colonel de Roedern, (major Clève).
	4			7e uhlans : lieutenant-colonel de Pestel.
				7e brigade : général-major de Dohna.
	4			5e uhlans : colonel de Reitzenstein.
	4			14e uhlans : colonel de Luderitz.
		1		1 batterie à cheval du 7e régiment : capitaine Schrader.
				3e Division de réserve : Général-lieutenant prince Albert (général major Schiler de Senden).
				Officier d'état-major : major de Lettow-Vorbeck.
				Brigade combinée d'infanterie, colonel de Gœben. (Général-major de Blankensee.)
3				19e régiment d'infanterie : lieutenant-colonel de Steinsdorff (colonel de Gœben).
3				81e régiment d'infanterie : major de Hanneken (colonel de Sell).
				Brigade de cavalerie de réserve : major général de Strantz.
	4			1er régiment de dragons de réserve : major de Keltsch.
56	36	30	6	Total.

Bataillons.	Escadrons.	Batteries.	Compagnies de pionniers.	
56	36	30	6	Raport.
	4			3e régiment de hussards de réserve : major DE PFEIL (colonel de Glasenapp).
		3		Abtheilung combinée du 1er corps : major DE SCHWEINICKEN (2 lourdes, 1 légère).
				Brigade de dragons de la garde : lieutenant-colonel DE BRANDENBURG.
	4			1er régiment de dragons : major DE BROZOWSKI.
	4			2e id. major DE ZEDLITZ LEIPE.
				Brigade combinée de cavalerie de la garde : colonel prince DE HESSE (Général prince ALBERT).
	4			1er régiment de hussards : colonel DE HYMMEN.
	4			2e id. de uhlans : major DE KAPHENGST.
				12e Division de cavalerie : général-lieutenant DE LIPPE.
				Officier d'état-major : capitaine DE KIRCHBACH.
				23e Brigade : général major KRUG DE NIDDA.
	4			Régiment de cavalerie de la garde : colonel DE CARLOWITZ.
	4			17e uhlans : colonel DE MILTITZ.
				24e brigade : général major SENFFT DE PILSACH.
	4			3e régiment de cavalerie : colonel DE STANDTFEST.
	4			18e uhlans : lieutenant-colonel DE TROSKY.
		2		2 batteries à cheval du 12e régiment.
1				12e bataillon de chasseurs : lieutenant-colonel DE HOLTZENDORFF.
				16e Brigade d'infanterie (de l'armée de la Meuse) : colonel de Scheffler.
3				86e régiment d'infanterie : colonel de HORN.
3				96e id. lieutenant-colonel DE REDERN.
		1		1 batterie du 4e régiment.
63	72	36	6	Total général.

SUPPLÉMENT N° 4.

Ouvrages consultés.

GÉNÉRAL FAIDHERBE. — *Campagne de l'Armée du Nord.*

LE MÊME. — *Note sur la bataille de Saint-Quentin* publiée dans le *Temps* (1884), jointe également à l'ouvrage de A. de Rappe.

X***. — *Note sur la bataille de Pont-Noyelles*, publiée dans le *Temps* (1886) et attribuée au général Faidherbe.

H. Daussy. — *La Ligne de la Somme pendant la campagne de* 1870-1871.

Farcy. — *Histoire de la Guerre de* 1870-1871.

Claretie. — *Histoire de la Révolution de* 1870-1871.

Leclère. — *Tableaux statistiques des pertes des Armées françaises et allemandes.*

Colonel Prévost. — *Les forteresses françaises pendant la Guerre.*

Jacqmin. — *L'Emploi des Chemins de fer français pendant la Guerre.*

Baron du Casse. — *La Guerre au jour le jour* (*Spectateur militaire*, 1874-1875).

de Mazade. — *La guerre de France* (*Revue des Deux Mondes*, 1873).

Louandre. — *La France du Nord* (*Revue des Deux Mondes*, 1873).

Gustave Ramon. — *L'Invasion en Picardie.*

Axel de Rappe. — *Campagne de l'Armée française du Nord.*

Commandant Bonnet. — *Guerre franco-allemande*, résumé et commentaires.

Ernest Lavisse. — *L'Invasion dans les départements du Nord* (*Revue des Deux Mondes*, 1871).

Filippi. — *La Guerre de* 1870-1871.

X***. — *Opérations de l'armée françaises du Nord* (Tanera, 1873).

Général Ambert. — *Récits militaires.*

Collet. — *Siège de Soissons.*

Wolff. — *Siège de Soissons.*

E. Fleury. — *Les Ephémérides de l'Aisne en* 1870-1871.

De Cardevacque. — *Histoire de l'invasion allemande dans le Pas-de-Calais.*

Rolin. — *La Guerre dans l'Ouest.*

Lemas. — *Un Département pendant l'invasion en* 1870-1871.

Colonel Rüstow. — *Guerre des frontières du Rhin.*

Blume-Borstaedt. — *Opérations des armées allemandes.*

Von der Goltz. — *Gambetta et ses armées.*

Grand état-major prussien. — *La Guerre franco-allemande en* 1870-1871.

Major von Schell. — *Les Opérations de la Première Armée sous le général de Gœben.*

Colonel von Wartensleben. — *Les Opérations de la Première Armée sous le général de Manteuffel.*

Lieutenant Schmidt. — *Siège de Péronne* (*Revue militaire française*, 1875).

Von Boguslawski. — *Le Développement de la Tactique depuis la guerre de* 1870-1871.

X***. — *Notices statistiques des départements du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 7

1re PARTIE

Laon, Soissons.

CHAP. I. Théâtre général des opérations 11
— II. Occupation de Laon 14
— III. Siège de Soissons 19
— IV. Septembre et octobre 1870 dans le nord 34

2e PARTIE

Amiens.

CHAP. V. Marche de la première armée, de la Moselle à la Somme ... 47
— VI. Bataille d'Amiens (27 novembre 1870) : 1° rive droite de l'Avre 60
— VII. Bataille d'Amiens (suite) : 2° rive gauche de l'Avre 66
— VIII. Evacuation d'Amiens, capitulation de la citadelle 70
— IX. Capitulation de La Fère 74

3e PARTIE

Pont-Noyelles.

CHAP. X. Marche de la première armée sur Rouen 80
— XI. Le général Faidherbe 84
— XII. Surprise de Ham 89
— XIII. Evacuation d'Amiens par les Allemands 96
— XIV. Formation de la division Robin 103
— XV. L'armée du Nord prend position derrière l'Hallue 107
— XVI. Bataille de Pont-Noyelles (23-24 décembre 1870) : 1er moment 112
— XVII. Bataille de Pont-Noyelles (2e moment), après 2 heures .. 115
— XVIII. Bataille de Pont-Noyelles (3e moment), après 4 heures .. 118
— XIX. Journée du 24 décembre ; retraite de l'armée du Nord ... 121

4e PARTIE

Péronne et Bapaume.

CHAP. XX. Poursuite après Pont-Noyelles 120
— XXI. Reconnaissances de la cavalerie allemande vers la Scarpe et l'Escaut 132

Chap. XXII. Les deux armées avant le 2 janvier..... 137
— XXIII. Premier bombardement de Péronne..... 141
— XXIV. Marche du 2 janvier : combat d'Achiet-le-Grand, de Béhagnies et de Sapignies..... 152
— XXV. Bataille de Bapaume (3 janvier 1871), 1er moment..... 159
— XXVI. Bataille de Bapaume, 2e moment..... 162
— XXVII. Retraite de Bapaume..... 169
— XXVIII. Deuxième bombardement de Péronne..... 172
— XXIX. Seconde marche sur Péronne..... 180
— XXX. Communications allemandes..... 189

5e PARTIE

Saint-Quentin.

Chap. XXXI. Marche sur Saint-Quentin..... 193
— XXXII. Combats de Templeux, de Pœuilly et de Caulaincourt. 203
— XXXIII. Théâtre de la bataille de Saint-Quentin..... 212
— XXXIV. Bataille de Saint-Quentin(19 janvier 1871), 1er moment, attaques des Allemands à la droite..... 220
— XXXV. Bataille de Saint-Quentin, 1er moment (suite), attaques à la gauche..... 227
— XXXVI. Bataille de Saint-Quentin, 2e moment, attaques à la droite..... 234
— XXXVII. Bataille de Saint-Quentin, 2e moment (suite), attaques à la gauche..... 240
— XXXVIII. Poursuite, résultats de la bataille. L'armistice. Conclusions..... 245
Appendices. Composition de l'armée du Nord le 26 novembre 1870... 257
— Composition de l'armée du Nord vers le milieu de janvier 1871..... 258
— Composition de la première armée vers le milieu de janvier 1871..... 263
— Ouvrages consultés..... 268
Carte nº 1. Environs de Laon et de La Fère.
— nº 2. Environs de Soissons.
— nº 3. Théatre de la bataille d'Amiens.
— nº 4. Théatre de la bataille de Pont-Noyelles.
— nº 5. Environs de Péronne.
— nº 6. Théatre de la bataille de Bapaume.
— nº 7. Théatre des combats de Vermand et de la bataille de Saint-Quentin.

Paris et Limoges. — Imprimerie et librairie militaires H. Charles-Lavauzelle.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

P.E.B. / I.L.L.

OCT 1 2002

MORISSET

OCT 15 2002

JAN 26 2009

UO JAN 23 2009

a39003 002730587b

CE DC 0305 . 1
.P25 1886
COO PALAT, BARTH CAMPAGNE D
ACC# 1337062

Les Reliures Caron & L
TEL (819) 586-7059 113 RU
(MTL) 861-7768 COMTE

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 01 05 14 13 8